

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 12545 — 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

— VENDREDI 31 MAI 1985

Les clubs britanniques pourraient être exclus des compétitions européennes

Trente-huit morts pour le football

La télévision a exercé une nouvelle fois son formidable effet de loupe. En direct, le drame du stade du Heysel à été vécu à domicile par des millions de personnes comme un canche-mar. La relation indirecte d'événements tout aussi graves en Amérique du Sud n'avait pas en négatif le même retentissement.

En pénétrant dans les foyers à l'occasion d'une manifestation qui aurait dû être vécue comme une fête, la violence absurde des supporters de football nous interpelle en nous mettant directement en face du nouveau mal qui frappe la société dite développée. Jeux d'une brutalité parfois extrême à l'origine et sports modernes ont été « pacifiés », « codifiés », à la fin du siècle dernier, et d'abord en Grande-Bretagne. Des éducateurs anglo-saxons en ont même fait une partie intégrante du système scolaire. Par la compétition, l'homme devait apprendre à contrôler sa propre violence et à affronter la vie selon des règles du fair-play. Passage de l'état sauvage à l'état civilisé.

Le paradoxe est que par une sorte de retournement pervers, l'enjeu financier des compétitions aidant, la pratique de certains sports a pris des allures de combat sans merci et sans règles. La violence a fait son apparition sur les stades puis dans les tribunes, où la radicalisation des spectateurs a vite conduit à de sévères affrontements. Le chauvinisme qui s'y est mêlé avec les premières rencontres internationales ne fait que s'exacerber. Créés pour rapprocher la jeunesse du monde, les Jeux olympiques ont accentué le phénomène.

Le football a engendré au cours de ces dernières années une violence spécifique, extrême. A la différence du rugby, dont les supporters ne laissent jamais leur exubérance dégénérer en vandalisme, le ballon rond, qui attire les spectateurs les plus populaires, a créé une véritable génération de casseurs. Comme si la soupe à l'agressivité collective que constitue le spectacle sportif avait sauté. Le phénomène s'est développé surtout dans le Royaume-Uni. Depuis dix ans, les clubs britanniques ont été suivis à travers l'Europe par des supporters déchaînés.

Il est vrai que le drame que tout le monde redoutait depuis longtemps n'aurait sans doute pas eu cette ampleur sans l'imprévoyance des autorités belges. L'Etat a failli à son rôle premier qui est de maintenir l'ordre. Il faut sanctionner les coupables d'exactions et prendre des mesures pour contrôler les hordes sauvages. Mais la répression n'aura de sens que si les responsables sportifs savent redonner aux « jeux » leur fonction primordiale. Si plus encore les dirigeants politiques s'attaquent aux racines profondes d'une violence à se refléter dans la culture, d'une génération sans espoir.

Trente-huit morts — dont vingt-six Italiens — et cent quarante blessés : la trentième finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, opposant le Football Club de Liverpool à la Juventus de Turin, le mercredi 29 mai au stade du Heysel à Bruxelles, s'est transformée en tragédie. Avant le match, des « hooligans » britanniques avaient attaqué des supporters italiens.

Une exclusion des clubs de football britanniques des compétitions européennes, pour une ou plusieurs saisons, n'est pas à écarter.

« La honte et le déshonneur »

De notre correspondant

Londres. — Les mots commencent à manquer. Une fois de plus, après tant de précédents, M. Thatcher a dû publier un communiqué pour dénoncer la « honte » et le « déshonneur » qui rejaillissent sur « le pays ». Le premier ministre devait convoquer, jeudi matin, les membres de son cabinet pour — de nouveau — discuter des mesures à prendre afin de tenter d'endiguer la vague désordonnée de « hooligans » qui sévit dans le sillage des équipes de football britanniques.

« Il n'y a pas d'excuses pour une telle barbarie », a déclaré M. Roy Hattersley, leader adjoint du Parti travailliste, les mesures les plus radicales doivent être prises. « C'est un coup terrible pour la position de la Grande-Bretagne en Europe », a affirmé pour sa part M. David Owen, leader du Parti social-démocrate (SDP). « Il faut vraiment mettre en question la participation de toute équipe britannique dans les compétitions sur le continent ».

La plupart des journaux, dans leurs éditions de jeudi, sont unanimes à préconiser hautement

probable une exclusion collective et prolongée. Le Daily Mail va jusqu'à appeler de ses vœux cette punition de la part des instances dirigeantes du football européen : « Les clubs britanniques doivent être bannis, en Grande-Bretagne, nous en avons assez, dans le reste de l'Europe, on en a plus qu'assez... »

La condamnation du comportement des supporters de Liverpool est générale. Elle a été immédiate en raison du sentiment de culpabilité causé par la — déjà — trop longue histoire des ravages commis par les « fans » du football britannique, mais il y a eu des exceptions notables.

Souvent critiqué pour certaines de ses déclarations ou son action jugée insuffisante (des députés ont récemment demandé sa démission), M. Neil Macfarlane, ministre des sports, a refusé à plusieurs reprises, mercredi soir, de se prononcer sur les « torts » des visiteurs anglais à Bruxelles. Il a déclaré qu'il préférerait attendre des rapports plus complets sur les événements.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 13.)

Elections en Grèce : les socialistes donnés favoris

La campagne s'achève pour les élections législatives anticipées qui doivent avoir lieu le dimanche 2 juin en Grèce. Le PASOK (socialiste) est donné favori à la veille du scrutin. Le chef de l'opposition, M. Mitsotakis, et le premier ministre socialiste, M. Papandréou, devaient prendre la parole une dernière fois respectivement jeudi soir et vendredi soir, à Athènes. Aucun incident sérieux n'a jusqu'ici marqué les meetings électoraux.

Une grande kermesse

De notre envoyée spéciale

Athènes. — Lorsqu'il arrive à la tribune, des milliers de personnes dans la musique assourdissante que crachent les haut-parleurs sur la grande place de Kalamata. Sans présentation, sans un mot pour les candidats locaux de son parti, il attaque, et c'est l'explosion : les balcons sont lâchés, une mer de drapeaux verts est prise de submersions, la place scintille sous les projecteurs et les feux de bengale, les confettis pleuvent des balcons et des toits surpeuplés, les pétards et les cris couvrent ses paroles.

Il parle mais la foule est perdue de slogans qui roulent, enflent, éclatent sans la tribune. Il dit — au démentant sans grand talent oratoire — les conquêtes sociales du PASOK (le Parti social), l'homme rendu par son gouvernement aux résistants contre l'occupation allemande.

La foule ne l'écoute pas, elle l'acclame. Il conspu l'opposition, son opportunisme, sa tactique centriste (« à croire qu'il n'a jamais été de droite »), la foule l'entend, lue et se met à scandier : « L'argent

du peuple, c'est la droite qui l'a bouffé ».

Une énorme banderole barre le fond de la place : « Quand le gouvernement est à nous, la terre nous appartient ». C'est le message des agriculteurs du Péloponnèse qui sont venus accueillir Andréas Papandréou, jugés sur leurs tracteurs pavés, entassés à l'arrière de camionnettes en ruine, eux capots recouverts des affiches du PASOK, sur la route qui mène de ce petit aéroport perdu dans un paysage de campagne méditerranéenne jusqu'au centre de Kalamata.

Des jeunes filles, un foulard vert noué au cou, des femmes tout de noir vêtues, faisaient signe sur la route au passage du premier ministre. Lui est arrivé presque sans service de sécurité, pour tenir mercredi dans cette ville — qui a pourtant une tradition de droite et d'extrême droite — ce dernier meeting de province avant le grand show d'Athènes vendredi soir.

CLAIRE TRÉAN.

(Lire la suite page 4.)

Colloque pour les droits de l'homme

Le colloque international « Libertés et droits de l'homme » organisé sur l'initiative du premier ministre, M. Laurent Fabius, s'est ouvert ce jeudi 30 mai à Paris sous la présidence de M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale. Ces assises, auxquelles participent de nombreuses personnalités étrangères, sont placées sous le parrainage de cinq prix Nobel de la paix. Elles ont pour but de manifester le soutien de la France à ceux qui — partout dans le monde — se mobilisent pour la défense des libertés et des droits de l'homme.

Toutefois cette initiative est critiquée, à droite comme à gauche. Invoquant son caractère gouvernemental, M. Simone Veil et M. Bernard Stasi, seules personnalités de l'opposition invitées, se sont récusés. Le PCF, de son côté, dénonce, ce jeudi, en première page d'un numéro spécial de l'Humanité, sous la plume de M. Georges Marchais, les « manipulations politiciennes » dont serait victime la « grande cause » des droits de l'homme.

Ouvrant les travaux qui devaient durer deux jours, M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, a estimé que le rôle de la France « sera d'écouter intensivement pour agir demain partout à l'Est, au Sud, à l'Ouest, car en fin de compte votre réunion est tournée vers l'action ». Un message de M. Lech Walesa, empêché de quitter la Pologne avec l'assurance de pouvoir y retourner, devait être lu aux participants.

(Lire en page 9 l'article d'EDWY PLENEL.)

L'ANNULATION DU FILM SUR LE GROUPE MANOUCHIAN

Un pas vers la censure à la télévision ?

Le Parti communiste se félicite de la recommandation de la Haute Autorité de l'audiovisuel, défavorable à la diffusion sur Antenne 2 du film Des « terroristes » à la retraite, consacré à la résistance communiste immigrée à Paris, c'est-à-dire au « groupe Manouchian ». M. Jean-Claude Hébert, président d'Antenne 2, qui avait saisi la Haute Autorité, avait indiqué qu'il se conformerait à l'avis de celle-ci.

La décision prise est critiquée, notamment par M. Serge Klarsfeld, président de l'Association des fils et filles des déportés juifs de France, et par M. Mélanie Manouchian, veuve du chef des combattants immigrés.

M. Georges Klejman s'inquiète du rôle assumé par la Haute Autorité dans une décision relative à la programmation d'une chaîne de télévision.

par GEORGES KLEJMAN (*)

Faisant écho à la loi du 29 juillet 1981 sur la presse écrite, l'article premier de la loi du 29 juillet 1982, pour la première fois en France, proclame : « La communication audiovisuelle est libre ». Voilà pour la liberté des journalistes et des créateurs, dès lors que le président d'une société de programmes leur a fait confiance.

L'article 2 précise : « Les citoyens ont droit à une communication audiovisuelle libre et pluraliste ». Voilà pour le droit des téléspectateurs à l'information.

L'article 6 stipule : « Toute personne physique ou morale dispose d'un droit de réponse dans le cas où

des imputations susceptibles de porter atteinte à son honneur ou à sa réputation auraient été diffusées dans le cadre d'une activité de communication audiovisuelle ».

En cas de refus de la réponse, « le président du tribunal peut ordonner, sous astreinte, la diffusion de la réponse ». Voilà pour la protection nécessaire des individus, mais aussi des personnes morales (sociétés, associations, groupements, etc.).

Tout cela sans préjudice du droit des personnes injustement mises en cause de recourir au droit commun.

Ce statut protecteur des libertés sera bientôt complété par la création de deux chaînes nationales et celle de plusieurs chaînes locales d'initiative privée, qui renforceront le pluralisme nécessaire.

De tout cela, le gauche peut s'enorgueillir sans réserve. Elle a tenu les promesses que la droite au pouvoir n'a jamais osé formuler.

(*) Avocat à la cour.

Dans ce dispositif, la mise en place de la Haute Autorité est une garantie considérable, accrue encore jusqu'ici par l'usage que ses membres ont su faire des pouvoirs qui leur étaient conférés. Un usage étendu, mais n'allant jamais au-delà des limites fixées par la loi.

C'est dans ce contexte de liberté que l'interdiction de diffuser « Terroristes à la retraite » risque de constituer un fâcheux précédent.

De quoi s'agit-il ?

Moscou, un réalisateur de grand talent — je puis en attester — entreprend, il y a plusieurs années, avec le concours des affaires culturelles et de la société Antenne 2, la réalisation d'une émission de télévision consacrée à l'événement, par quelques-uns de ses survivants, du groupe Manouchian, du nom de son chef, le poète arménien arrêté en novembre 1943 et qui, avec vingt-

deux de ses camarades, sera fusillé par les Allemands au Mont-Valérien, le 11 février 1944.

« Ils étaient vingt-trois... », comme le chantera tard, très tard, mais merveilleusement tout de même, Aragon. C'est à lui, à son admirable poème, l'Affiche rouge, mais c'est aussi à un ouvrage de Philippe Guezennec-Reymond (1) que l'on doit d'avoir retrouvé la trace et conservé le souvenir de ceux qui, pendant longtemps, dans le Paris glacé de l'Occupation, menèrent, presque seuls, la lutte armée.

(Lire la suite page 10.)

(1) A cet égard, on rappellera qu'Henri Frenay, fondateur du mouvement Combat, se plaignait d'une émission consacrée à Jean Moulin à laquelle il avait participé avant. Lui, choisi de saisir le tribunal de Paris, et si ce tribunal rejette sa demande dans un jugement aujourd'hui frappé d'appel, du moins Henri Frenay ne se rendit-il pas coupable d'une tentative de censure.

La force de la Présidence

L'inquiétude outre-mort du général de Gaulle

Anne et Pierre Rouanet

GRASSET

Le Monde

DES LIVRES

- Leonardo Sciascia : un esprit XVIII^e dans un corps XX^e ;
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Ferragosto », d'Antoine Compagnon ;
- Roger Gilbert-Lecomte et Roland Dumas ;
- Jacques Roubaud, un chat dans un jeu de pistes ;
- Un grand roman érotique chinois.

Pages 15 à 24

LIRE

3. PROCHE-ORIENT

Un pas en avant dans la recherche d'un règlement.

6. URSS

M. Gorbatchev prêt à réduire le nombre des SS-20.

14. ROLAND-GARROS

Dauids et Goliaths.

16. CULTURE

Au Centre Georges-Pompidou, un nouveau musée sur un plateau.

37. SOCIAL

Un entretien avec M. René Teulade, président de la Mutualité française.

débats

ENTREPRISE

Reine des batailles économiques, l'entreprise d'aujourd'hui, estime Christian Beullac, doit assurer un meilleur management des ressources technologiques et développer l'esprit d'initiative. Quant à la flexibilité dont on nous a rebattu les oreilles, elle doit s'étendre, selon M. J.-L. Viora, à bien d'autres sujets que celui des conditions de travail.

Quelle flexibilité ?

La souplesse ne doit pas viser que l'emploi : les produits et les processus de production sont trop oubliés dans l'adaptation des entreprises

LA flexibilité est à la mode. Mais, approche polémique ou paresse intellectuelle, on croit que seul l'emploi est en jeu. Or la flexibilité de loin la plus importante pour notre économie, c'est la flexibilité sur les produits. Face à nos grands concurrents internationaux, nos entreprises doivent à chaque instant analyser les demandes des clients, et s'y adapter. Bien plus, elles doivent le plus souvent essayer d'anticiper les évolutions, en faisant la part des modes, des actions de leurs concurrents, des pouvoirs réglementaires des différents pays, et des tendances profondes des besoins.

Ce qui ne signifie pas des changements précipités et inconsidérés : les courbes d'apprentissage, les gains de rendement et de qualité, la fidélité des clients, l'amortissement des études et des investissements spécifiques, tout cela doit être pris en compte. Mais relisons l'histoire du succès d'entreprises américaines ou européennes : la réussite n'aurait jamais pu se faire sans une adaptation constante de la gamme de produits à la demande, quelquefois même sans une reconversion radicale.

Pour l'Etat, il s'agit d'aider les producteurs à se mettre en place plus vite face aux exigences du marché international. Peut-être a-t-on mésestimé à cet égard les efforts accomplis dans notre IX^e Plan, efforts peu spectaculaires mais vitaux pour notre économie, l'expérience japonaise l'a prouvé.

Les polémiques sur la liberté des prix peuvent d'ailleurs être éclairées si on les replace dans le cadre de la flexibilité-produit : il peut bien sûr y avoir discussion sur le niveau moyen des prix, et c'est ce qui intéresse toujours les représentants patronaux comme les fonctionnaires du ministère des finances, et les consommateurs. Mais la liberté vitale pour

par J.-L. VIORA (*)

le praticien dans l'entreprise, c'est celle des prix de chaque produit, la modulation en fonction de sa stratégie de gamme et des prix de ses concurrents.

La deuxième flexibilité essentielle, c'est la flexibilité des processus de production. Elle est évidemment subordonnée à la flexibilité-produit, car à quoi servirait-il aujourd'hui d'être ultra-productif dans le montage des diligences ? Mais, à produits équivalents, l'avantage reviendra à celui qui utilise les techniques les plus performantes. L'entreprise doit donc avoir toute liberté, si le calcul économique montre qu'elle doit y gagner en efficacité, de se moderniser : tout retard n'aboutirait en fait qu'à des cailloux offerts à nos concurrents, et demain à des pertes de compétitivité et d'emplois.

Que voyons-nous ?

Car la modernisation, ce n'est pas d'abord la perte d'emplois aujourd'hui, qui était inscrite dans des décisions - ou non décisions - prises il y a plusieurs années ; c'est surtout la préservation ou la création d'emplois de demain. Et cela non seulement grâce aux gains de productivité dont on parle toujours, mais aussi grâce aux gains en constance de qualité apportés par l'automatisation actuelle.

Parmi les conditions nécessaires à la flexibilité des techniques de production, on trouve évidemment la formation et la qualification du personnel, et, plus généralement, l'enrichissement des tâches. Combien d'ateliers ont fait l'expérience de belles machines très modernes sous-utilisées ou mal utilisées, parce que l'enrichissement humain cor-

(*) Ingénieur.

relatif à celui du capital physique n'avait pas été prévu à temps ?

Au lieu de la recherche de ces flexibilités, que voyons-nous ? Des énergies immenses, des trésors de ruse déployés partout pour licencier des ouvriers ou « délocaliser » une production hors d'un bassin « à problèmes ». Alors que ces « dégraisages » sont si douloureux pour ceux qui n'ont aucun capital ni économique ni culturel, pour ceux qui n'ont jamais pu « assurer leurs arrières » avec des risques accrus d'éclatement des familles, de dépressions et maladies, de criminalité même !

Cette stratégie ne peut être qu'un pis-aller, hérité d'erreurs de gestion passées, une flexibilité-résidu, qui ne doit exister qu'à titre exceptionnel, parce que les autres flexibilités n'ont pas fonctionné à temps. On voudrait nous persuader que c'est la flexibilité fondamentale ! La flexibilité de l'emploi en volume (licenciements, départs FNE, chômage technique, blocage de l'embauche), qui ne comprend même pas les volets qualitatifs et dynamiques de la gestion du personnel, ne devrait être qu'un constat provisoire d'échec pour tout chef d'entreprise dynamique et responsable. Et il serait suicidaire de prendre comme critère essentiel de choix d'une équipe de direction sa capacité à gérer les diminutions d'effectifs.

Il serait pitoyable pour l'avenir de notre pays qu'un nombre important d'entrepreneurs français, qui sont financièrement en mesure de le faire, attendent encore pour renouveler leurs équipements, les moderniser, voire pour embaucher, parce qu'ils ne pourraient pas le faire sans qu'il y ait une certaine flexibilité de l'emploi en volume.

L'emploi et la gestion du patrimoine technologique

Pour créer des activités nouvelles, il faut un esprit de « développeur » plus que de découvreur

par CHRISTIAN BEULLAC (*)

LA France est devenue en quarante ans une des plus grandes puissances industrielles mondiales, sans avoir sur son territoire les matières premières nécessaires. Plus que pour d'autres, l'importation, et donc l'exportation, sont des conditions de son développement, et le commerce international est une obligation. Cette vérité, très controversée après mai 1981 et aujourd'hui presque universellement reconnue, doit être vécue dans un monde qui subit une véritable révolution géopolitique : l'émergence de nombreuses nouvelles puissances économiques et des facilités de plus en plus grandes de communications en sont à l'origine.

La lutte pour l'emploi passe d'abord par la lutte pour le prix de revient et par la souplesse de fonctionnement de l'économie : à partir d'entreprises bien gérées, une volonté accrue d'exportation est doublement génératrice d'emplois : directement par l'activité correspondante à l'accroissement des ventes, indirectement par la possibilité de relancer l'activité intérieure sans risque de déséquilibre de la balance des comptes. Les Français, les jeunes en particulier, ont commencé à changer d'attitude. Il faut qu'ils aient pleinement conscience que notre avenir n'est pas hexagonal, il est à travers le monde comme celui des Suisses et des Japonais qui ne possèdent pas non plus de matières premières industrielles.

Une autre révolution est peut-être plus importante encore pour l'emploi : celle de la technologie, dont les bouleversements sont profonds et les évolutions rapides. Elle remet tout en cause : les localisations d'activités, les méthodes de fabrication, les conceptions des produits et des services. Son premier effet est de faire disparaître des postes de travail.

Pourtant, la seule réponse à y apporter est d'accompagner avec vigueur cette vague technologique : d'abord dans les activités existantes, pour éviter l'obsoles-

cence des produits et des systèmes de production, ensuite et surtout par la création d'activités nouvelles grâce à des produits nouveaux issus des progrès techniques.

C'est là le grand défi que notre pays doit relever. La lenteur de cette prise de conscience, les freins longtemps mis par la gauche à cette évolution des esprits, l'insuffisante compréhension de la nécessité d'un secteur secondaire renouvelé pour le développement d'un secteur tertiaire solide expliquent le retard pris par notre économie et plus généralement par celle des pays européens sur celle des Etats-Unis ou du Japon qui ont su saisir les occasions nouvelles.

Au total, c'est à travers notre capacité à exploiter les immenses champs ouverts par les évolutions technologiques que passent fondamentalement les solutions aux problèmes d'emplois. Ce sont ces activités nouvelles qui relanceront les activités défailtantes, ce sont elles qui aideront la pénétration des marchés d'exportation et permettront la relance de l'activité intérieure. Elles représentent les fondations de l'édifice à construire.

Deux exigences

Pour faire face à ce défi, deux conditions sont nécessaires : un meilleur management des ressources technologiques et le développement de l'esprit entrepreneur.

Les chefs d'entreprise ont toujours été conscients de l'importance de la ressource financière qui permet les investissements, base de toute activité économique ; ils deviennent chaque jour plus conscients de l'importance de la ressource humaine ; ils n'ont pas encore suffisamment réalisé celle des ressources technologiques que représente le savoir accumulé dans l'entreprise.

Pourtant la gestion est comparable à celle d'un patrimoine (1) qu'il faut savoir définir, évaluer, enrichir, optimiser, surveiller, sauvegarder ; on découvre alors que l'avenir est entre les mains d'un tandem rarement réalisé en France : celui de l'homme de technique capable de concevoir de nouveaux produits matériels ou de services, à partir des progrès ou des nouveautés technologiques, et de l'homme de marketing capable de guider cette conception vers des produits adaptés aux divers marchés potentiels nationaux et étrangers.

(*) Ancien ministre.

Ce management des ressources technologiques est une des grandes faiblesses françaises ; il nécessite un esprit de « développeur » plus que de découvreur, une approche qui privilégie la méthode et non la débrouillardise, une organisation du travail qui favorise l'équipe et non l'individu, une modestie qui accepte le recours aux découvertes des autres, y compris étrangères.

A propos de l'autre condition, nous devons tout d'abord constater le changement récent des Français à l'égard des entreprises. Pendant plus de vingt ans j'ai souffert, comme chef d'entreprise, de l'image qu'elles avaient. Comme ministre, j'ai dû lutter pour les faire respecter : le premier pacte pour l'emploi des jeunes, au ministère du travail, les stages d'enseignants et les stages éducatifs d'élèves de LEP en entreprises, au ministère de l'éducation, ont été combattus par la gauche avant d'être aujourd'hui reconnus et même développés.

Mais il n'y a pas d'entreprise sans entrepreneur, surtout lorsqu'il s'agit non de bien gérer l'existant mais de créer de nouvelles activités. Tant que le respect pour les entreprises ne s'étendra pas aux entrepreneurs, une des conditions-clés de la création d'emplois ne sera pas remplie. C'est par eux et non par des organismes d'Etat que l'innovation passera dans les faits ; sans eux la mutation de notre économie ne sera pas assez rapide pour que les pertes inévitables d'emplois soient compensées ; sans confiance dans le gouvernement ils n'entreprendront pas ; c'est un des handicaps de notre socialisme que, empiétré dans une vision passiste de l'économie, il ne sache pas avoir un ensemble d'attitudes homogènes rendant crédible sa confiance dans les entrepreneurs ; quant aux partenaires sociaux, ils devraient, à l'occasion des discussions actuelles sur les dérégulations, donner le maximum de liberté et de souplesse, peut-être même une liberté et une souplesse totales, pendant une période limitée, aux créateurs d'entreprises : ce sont eux qui en ont le plus besoin. Les Français doivent comprendre que les entrepreneurs sont les chevaliers des temps modernes.

Ainsi les deux conditions de base à la solution de nos problèmes d'emplois passent par des changements profonds de mentalité et l'acquisition de nouvelles attitudes. Il y faudra du temps. Nous sommes engagés dans une course contre la montre.

(1) Cf. le livre de Jacques Morin *«L'Excellence technologique aux Editions Jean Picollet»*.

L'EVENEMENT

AU SOMMAIRE
CETTE SEMAINE

LIBAN :
IGNOBLE !
Reportage - Dossier
Commentaires

et aussi
L'affaire
de l'Affiche rouge

URSS :
Le temps de la prohibition

Tennis :
L'art de monter au filet

Droits de l'homme :
Fabius parle...

RPR :
Jacquot,
pourquoi tu tousses ?

IACocca, par Lee Iacocca

La mégalomanie galopante du sauveur de Chrysler

C'EST à peine un livre que ce best-seller déjà lu par plus d'un million d'Américains et par deux cent mille japonais : en fait, c'est un véritable règlement de comptes. Car Iacocca, un homme dont le *Wall Street Journal* écrit avec modération qu'il a « ego démesuré », n'aime guère ce qu'il a fait et ce qu'il a subi.

Le premier « secret » de sa réussite dans la redressement de Chrysler, c'est sans doute la haine qu'il a à l'égard d'Henry Ford II, l'homme qui après l'avoir fait prince l'a licencié du jour au lendemain de son poste de numéro deux de Ford, la seconde constructeur automobile mondiale.

Il ne faut pas bon avoir M. Iacocca pour en arriver à ce constat : un homme qui a fait une mauvaise affaire au démarrage en venant au secours de Chrysler, de poétique industrielle, des moyens, voire de la nécessité de lutter contre la montée du péril industriel japonais.

Iacocca est enfin un panorama d'une industrie automobile américaine vieillissante, prise à froid par le rattachement du prix du pétrole et par le conservatisme japonais, et qui devra réagir vite. Les constructeurs français, et particulièrement Renault, dont on apprend au passage qu'il a essayé d'embaucher Iacocca comme consultant après son départ de Ford, ont peut-être quelques idées à y glaner.

Mais cet ouvrage est aussi la recette - simple - d'une réussite dans le plus pur style du rêve américain. Ce fils immigré italien, qui a gravi tous les échelons de Ford après de brillantes études à Lehigh, a lancé la Mustang, l'un des plus grands succès de la marque, puis a sauvé Chrysler, ne s'embarrassant pas de grandes stratégies : « La réussite est le fruit du travail, l'on n'a rien pour rien, il faut être productif, à condition de travailler sans relâche, il est merveilleux de constater que dans une société de liberté il est possible de réaliser toutes ses ambitions. »

C'est encore une description des grands déboires qui ont animé les Etats-Unis, en matière d'interventionnisme de l'Etat fédéral - qui n'a pas fait une mauvaise affaire au démarrage en venant au secours de Chrysler, - de poétique industrielle, des moyens, voire de la nécessité de lutter contre la montée du péril industriel japonais.

Iacocca est enfin un panorama d'une industrie automobile américaine vieillissante, prise à froid par le rattachement du prix du pétrole et par le conservatisme japonais, et qui devra réagir vite. Les constructeurs français, et particulièrement Renault, dont on apprend au passage qu'il a essayé d'embaucher Iacocca comme consultant après son départ de Ford, ont peut-être quelques idées à y glaner.

BRUNO DETHOMAS.
★ Editions Robert Laffont.
380 pages, 95 F.

(1) L'affaire Abecass avait été créée de toutes pièces en 1980 par le FBI pour démasquer les hommes politiques pouvant être soupçonnés d'actes illégaux.

Le Monde

4, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 080 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tous les autres prospectus en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$; Gr.-B., 56 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Lituanie, 0,360 Lt. ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Roumanie, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; Yougoslavie, 110 ml.

étranger

PROCHE-ORIENT

UN PAS EN AVANT DANS LA RECHERCHE D'UN RÈGLEMENT

L'OLP est prête à des négociations de paix sur la base de la reconnaissance d'Israël

déclare le roi Hussein à Washington

De notre correspondant

Washington. — Une percée significative n'est pas en vue, mercredi 29 mai à Washington, dans la recherche très aléatoire d'un règlement négocié au Proche-Orient. L'arabisme qu'on en a à la Maison Blanche, le président Reagan et le roi Hussein de Jordanie leur a, en effet, permis d'annoncer trois modifications de la donne proche-orientale assez substantielles pour qu'on puisse vouloir donner le pas à l'espoir sur le scepticisme.

Le souverain jordanien, d'abord, s'est senti suffisamment sûr de ses arrières pour affirmer, lisant un texte préparé à l'avance, que l'OLP était prête à des négociations de paix fondées sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, c'est-à-dire impliquant la reconnaissance de l'Etat israélien. Répondant aux questions que la Maison Blanche avait, contrairement aux traditions, donné aux journalistes l'occasion de poser, le roi Hussein a ensuite présenté la conférence internationale (avec participation soviétique) que l'OLP et lui-même appellent de leurs vœux comme un simple « paraplui » permettant des négociations entre Israël et une délégation jordanienne-palestinienne. Troisième évolution enfin — la plus tangible sans doute, — M. Reagan s'est, quant à lui, bien gardé, rompant ainsi avec la position jusqu'à présent défendue par Washington, de rejeter l'idée d'une telle conférence internationale qui est « en discussion », a-t-il dit, sans préciser avec qui.

Moins de quatre mois après la signature, le 11 février dernier, de l'accord par lequel le roi Hussein et M. Arafat s'étaient engagés à travailler en commun à un règlement régional pacifique, la dynamique enclenchée par ce texte, loin de se ralentir, se développe ainsi régulièrement.

Les Etats-Unis avaient d'abord accueilli l'initiative jordanienne-palestinienne en élevant de très nettes réserves. Ils trouvaient positif qu'il soit fait référence aux résolutions de l'ONU, que soit posé le principe de la paix en échange des territoires occupés et que soit envisagée une fédération jordanienne-palestinienne faisant écho au plan Reagan de septembre 1982, qui proposait la création en Cisjordanie d'une entité palestinienne associée à un royaume jordanien.

Les réserves américaines

Washington déplorait, en revanche, et cela pesait très lourd dans les réactions initiales du département d'Etat, qu'il ne soit pas explicitement fait référence aux résolutions 242 et 338, que l'idée de négociations directes avec Israël ne soit toujours pas acceptée ; et que soit enfin proposée, à la place, cette conférence internationale, qui avait le tort de devoir réunir — outre les parties directement concernées, y compris, au sein d'une délégation jordanienne-palestinienne, l'OLP — les

cinq membres permanents du Conseil de sécurité, et donc de faire entrer l'URSS dans la partie.

En visite officielle à Washington au moment de l'accord d'Amman, le roi Fahd d'Arabie saoudite s'était entendu dire en conséquence que les Etats-Unis attendaient une action plus nette des pays arabes avant de se risquer à appuyer une relance du processus de paix. A la mi-mars, le président Moubarak avait à son tour, et à son grand dépit, échoué à assouplir les réticences américaines, mais les appréciations à l'égard de l'initiative jordanienne-palestinienne étaient devenues malgré tout sensiblement plus favorables.

La raison en était double. Les Etats-Unis, sous peine de gravement mettre en difficulté deux de leurs plus sûrs alliés arabes qui venaient de renouer leurs relations diplomatiques, ne pouvaient pas continuer à ignorer totalement les pas faits par la Jordanie et l'activité soudaine de l'Egypte. Le président américain, ensuite, ne pouvait pas ne pas voir qu'avec l'arrivée de M. Péro à la tête du cabinet israélien une occasion réelle se présentait d'essayer d'aller de l'avant. Or, après un premier mandat sans aucun grand succès diplomatique, si M. Reagan peut avoir l'espoir, même bien frêle, d'en remporter un sous le second, c'est plutôt au Proche-Orient que dans les relations avec l'URSS, en Amérique centrale ou en Afrique australe.

Contacts avec Moscou

On a donc successivement vu les Etats-Unis et l'Union soviétique procéder, à Vienne, à un échange de vues sur la région, puis le sous-secrétaire d'Etat pour le Proche-Orient, M. Murphy, entreprendre une longue tournée sur place, et, enfin, M. Shultz lui-même se rendre au début du mois en Israël, en Jordanie et en Egypte. Court et relativement discret, ce dernier voyage du secrétaire d'Etat n'en était pas moins doublement significatif de l'évolution américaine suscitée par l'accord d'Amman. Echaudé par son échec personnel de 1983 au Liban, M. Shultz incarnait la réticence des Etats-Unis à prendre de nouveaux risques au Proche-Orient. Or son voyage dans la région avait pour but d'y discuter de la représentation palestinienne au sein d'une délégation jordanienne-palestinienne avec laquelle Washington pourrait nouer de premiers contacts.

Confuse, noyée dans les subtilités de l'appartenance des membres d'une telle délégation au Conseil national palestinien (acceptable pour Washington, sinon pour Jérusalem) et leur obédience à l'OLP (toujours inacceptable pour les Etats-Unis), l'entreprise n'a pas débouché, mais la flexibilité nouvelle qu'elle laissait voir n'est sans doute pas étrangère

aux développements de mercredi. « J'ai assuré le président », a déclaré le roi Hussein, sortant du bureau ovale, que, sur la base de l'accord du 11 février entre l'OLP et la Jordanie, et en conséquence de ses récentes conversations avec l'OLP, nous avons le vœu d'une conférence internationale d'un accord de paix fondé sur les résolutions de l'ONU, y compris les résolutions 242 et 338. Quelques instants auparavant, M. Reagan avait parlé des « courageux pas faits par le roi Hussein, dont nous espérons qu'ils pourront d'ici à la fin de l'année mener à des négociations directes sur la base des résolutions 242 et 338 ».

« Déclaration significative », ajoutait peu après, commentant les propos du roi Hussein, un très haut fonctionnaire américain, qui, tout en souhaitant qu'elle soit confirmée par l'OLP, ne cachait pas une prudente satisfaction. « Nous avons besoin d'un parapluie international, avait encore dit le roi auparavant, pour nous donner l'occasion de négocier, et, quand je parle de négocier, je veux bien évidemment dire négociation entre les parties en conflit — autrement dit en l'occurrence, entre, du côté arabe, une délégation

jordanienne-palestinienne, et, de l'autre côté, Israël... ». Nous comprenons, commentait ensuite le même haut fonctionnaire américain, que le roi désire un soutien international. « Cette question est à l'étude », disait-il encore en affirmant qu'il y avait désormais « quelque chose sur quoi construire ».

D'importants progrès ont en tout cas été faits. On peut maintenant prédire — comme on le faisait beaucoup mercredi à Washington — que M. Arafat, qui est arrivé le même jour à Amman, se gardera de confirmer les déclarations du roi Hussein. On peut aussi constater qu'entre le redémarrage de l'inflation israélienne et le malaise créé par le récent échange de prisonniers, M. Péro ne bénéficie peut-être pas d'une situation assez solide pour prendre le moindre risque. On peut encore penser qu'Amman et Washington sont en réalité surtout d'accord sur le fait qu'ils auraient tous deux perdu beaucoup si le roi avait quitté les Etats-Unis les mains vides.

On peut cependant s'attacher également à voir que, dans l'ambiguïté et les plus grands aléas, pas à pas, les choses avancent depuis février. Si mesuré soit-il, c'est le mouvement qui compte.

BERNARD GUETTA.

RECEVANT A DAMAS M. AMINE GEMAYEL

Le président Assad paraît décidé à mettre un terme à la « guerre des camps » palestiniens

De notre correspondant

Beyrouth. — Le président syrien Hafez El Assad paraît décidé à intervenir pour mettre un terme à la présente phase de la crise libanaise.

Interrompant un voyage hors de Damas, le chef de l'Etat syrien a regagné la capitale, mercredi 29 mai, pour y recevoir le président libanais M. Amine Gemayel, qui n'attendait pas tant puisqu'il sollicitait cette entrevue depuis trois semaines.

Périptérie typique du Liban en guerre : le siège de la présidence de la République a été bombardé juste avant que le président ne prenne l'hélicoptère pour Chypre, d'où il s'est rendu à Damas. Le projectile, une fusée Sager, tirée d'un lieu situé entre les régions chiite et druze, a atteint le bureau du président de plein fouet, alors que celui-ci se trouvait dans une salle à manger attenante. Ce tir est d'autant plus étrange que M. Gemayel n'est pas actuellement le plus visé, et qu'il apparaît même un peu marginal dans la « guerre des camps » palestiniens.

Toujours est-il que, ayant échappé de justesse à la mort, le président Gemayel s'est retrouvé quatre heures plus tard à Damas pour, présumé-t-on, donner un règlement que son homologue syrien a élaboré, éventuellement avec l'aval de Moscou, l'allure d'un accord d'Etat à Etat. Reçu avec des égards remarquables, il n'a eu deux entretiens avec le président Assad, dès mercredi soir. Sous son couvert, Damas devrait régler simultanément la guerre chiite-palestinienne des camps, le conflit islam-chrétien le problème de Beyrouth en deux, et enfin le problème de Jezzine au sud.

Cela devrait finalement permettre de déterminer si la Syrie est vraiment maîtresse de la situation au Liban ou si celle-ci lui échappe, ou moins sous son aspect palestinien. Car, une fois de plus, au onzième jour de la guerre des camps, des canons palestiniens ont bombardé, mercredi après-midi, théoriquement contre le gré de Damas, les positions de la milice chiite Amal et les quartiers proches de Beyrouth-Ouest et de sa banlieue.

Les hommes politiques libanais de Beyrouth-Ouest, au retour de Damas, soulignent que les Syriens sont — on se le dit — profondément surpris par les derniers développements survenus au Liban durant la guerre des camps. Effectivement, la persistance des Palestiniens pro-syriens à se battre contre Amal, allié principal de Damas dans cette affaire, a pris l'allure d'un camouflet sapant les fondements de la politique syrienne, qui consiste depuis quinze ans à se présenter en maître de la décision palestinienne, non seulement au Liban, mais à l'échelle du règlement global de la crise du Proche-Orient.

Autant les premières salves de canon tirées à partir de la montagne

druze contre les positions chiites étaient compréhensibles pour donner à Abou Moussa, et aux autres Palestiniens pro-syriens la stature de nationalistes défendant leur peuple envers et contre tout, autant la durée de cette fronde palestinienne à l'égard du parrain syrien inversement la situation : si, dans une affaire somme toute mineure, Damas n'a pas été en mesure de répondre de ses propres Palestiniens, comment pourrait-il y prétendre à propos de tous les Palestiniens et du fond du problème ?

Un bilan négatif

Au lieu de détenir la carte du Front de salut national palestinien ou anti-arabiste créé à leur instigation pour en user, les dirigeants syriens verraient donc cette carte détruite, à leur grand dam : la position syrienne serait donc ébranlée. En effet, non seulement le FSNP ne s'est pas montré docile comme prévu — et l'allié druze, M. Joublatt a de son

côté fait la sourde oreille pour participer à la bataille des camps aux côtés de la milice Amal ; mais aussi la Libye, seul soutien arabe de la Syrie, s'est retrouvée dans le camp de ses adversaires.

L'Iran, son autre allié régional, qui détient la clef du chiisme libanais, à l'exception d'Amal, n'est pas non plus satisfait de la guerre des camps. Surtout, Moscou considérerait avec une extrême suspicion la politique syrienne, estimant qu'elle constitue essentiellement un gage de bonne volonté à l'égard des Etats-Unis, donc à son détriment.

Un bilan en somme négatif pour Damas sur plus d'un point ; mais la Syrie est-elle réellement aussi dépassée, et n'a-t-elle pas laissé faire suffisamment, quitte à intervenir au moment du choc, c'est-à-dire maintenant ?

Les dirigeants de Damas ont peut-être laissé les choses se développer avant de renvoyer dos à dos des alliés entre-temps affaiblis, ce qui, accessoirement, arrangerait tous les autres protagonistes libanais, aussi effrayés de la montée du chiisme

que de la résurgence des Palestiniens.

Les résultats maintenant imminents du sommet Assad-Gemayel devraient permettre de déterminer ce que veut et ce qu'imposera le chef de l'Etat syrien. Il est question d'une sorte de traité d'amitié et de coopération entre le Liban et la Syrie, donnant à cette dernière l'apogée d'intervention militaire sous référence préalable à l'autorité libanaise, c'est-à-dire au moment de son choix, qui ne serait pas nécessairement dans l'immédiat.

En attendant le couperet syrien, la bataille des camps continue, mais on dirait presque sans conviction, comme si les belligérants savaient que plus rien de décisif ne peut intervenir. Il est question de régler le problème du ramassage des armes des camps palestiniens par leur regroupement et leur entreposage sous contrôle des partis libanais alliés d'Amal à l'intérieur des camps. Mais Amal, dont les armes sont théoriquement soumises à ce même statut, sait bien par expérience ce que vaut un tel contrôle.

LUCIEN GEORGE.

LA GUERRE DU GOLFE

Le pilonnage des villes continue

Karaj, ville satellite de Téhéran, située à 40 km à l'ouest de la capitale iranienne, a été bombardée mercredi 29 mai par l'aviation irakienne, selon la radio iranienne. Il n'y a pas eu de victimes. Six bombes ou roquettes ont été lâchées par les avions irakiens, selon les témoignages recueillis par le correspondant de l'A.P. Une alerte aérienne avait été déclenchée à Téhéran à la même heure, mais la capitale n'a pas été bombardée.

La campagne autour de Karaj est un des secteurs proches de la capitale où se réfugient pour la nuit des dizaines de milliers de personnes, dormant en plein air ou dans leur voiture, en cas d'alerte aérienne. Sur certaines routes de campagne, on voit souvent des files ininterrompues de voitures sur des dizaines de kilomètres. Toutefois, après ce raid, beaucoup ont préféré rentrer précipitamment à Téhéran.

L'agence IRNA a par ailleurs confirmé le raid de l'après-midi de mercredi contre Téhéran, affirmant qu'il n'avait pas fait de victimes.

Quelque cinquante-deux techniciens français participent à la

construction dans cette ville d'une centrale électrique, pour le compte de la société Alstom-Atlantique. C'est la première fois que la ville est bombardée depuis la reprise samedi de la « guerre des villes ». Elle avait connu plusieurs raids meurtriers en mars et avril derniers et la plupart des étrangers avaient été évacués.

A Bessorah, trois étudiants ont été tués et vingt-sept autres blessés par la chute mercredi d'un obus iranien sur une école secondaire.

Selon le correspondant de l'agence irakienne à Bessorah, la ville est bombardée depuis trois jours par l'artillerie lourde irakienne. Bessorah avait déjà été pilonnée à l'artillerie lourde par l'Iran presque quotidiennement lors de la première phase de la « guerre des villes » en mars-avril.

Enfin, un cargo ouest-allemand *Norasia Rebecca* a été attaqué et sérieusement touché dans le sud du Golfe mercredi par deux avions non identifiés dans la zone de Chah-Allah, à mi-chemin entre le Qatar et l'Iran, où les attaques de navires sont généralement attribuées aux Iraniens. — (A.P.)

Capitalisme: les règles du jeu vues par Braudel.

Dans son style vivant et concret, en bousculant les idées reçues, Fernand Braudel nous présente, en 120 pages alertes et subtiles, ses réflexions sur le capitalisme. Replaçant le système dans sa logique historique, le décrivant dans l'histoire quotidienne du monde occidental, Braudel nous montre comment le capitalisme est venu se superposer à un système ancien d'inégalités et de hiérarchies qu'il n'a pas inventées car elles le précédaient de loin.

"Le petit Braudel reformé, il semble que tout soit enfin clair".
Pierre Miquel — L'Express.

49 F

ARTHAUD

Fernand Braudel
de l'Académie française

La dynamique
du capitalisme

INEDIT

Arthaud

PROCHE-ORIENT

LE CONFLIT LIBANAIS

A QUELQUES JOURS DU RETRAIT ISRAËLIEN

L'incertitude demeure sur l'ampleur du soutien de Jérusalem à l'Armée du Liban du Sud

Marjayoun (Liban du Sud). - Israël maintiendra l'appui logistique qu'il nous fournit. Cela suffira. Nous serons assez forts pour maintenir l'ordre et empêcher les infiltrations. Chef de l'Armée du Liban du Sud (ALS), équipée, financée et entraînée par Jérusalem, le général Antoine Lahad, cinquante-six ans, affiche une sérénité de bon aloi.

Dans l'insécurité bureau de Marjayoun où il reçoit mardi 29 mai les journalistes venus pour un ultime voyage dans la « zone de sécurité » avant le retrait final d'Israël, le commandant de l'ALS affirme ignorer - contre toute évidence - la nature et l'ampleur de la « présence militaire » que l'Etat hébreu s'apprête à conserver, provisoirement ou non, au Liban du Sud. « Il restera ici quelques conseillers », admet-il laconiquement. On a peine à croire que la cour de la caserne, où s'épient une nuée de soldats israéliens, deviendra déserte dans une semaine.

Tandis que Tshahit vit officiellement ses derniers jours au pays du cèdre, bien des zones d'ombre obscurcissent encore l'horizon de l'après-guerre. Une journée passée à sillonner en convoi la « ceinture de sécurité » ne suffit pas à les dissiper. Combien Jérusalem laissera-t-elle de « conseillers » auprès de l'ALS ? Des dizaines ? Des centaines ? Pour combien de temps ? Comment se

manifestera, hormis ces conseillers, la présence d'Israël ? Quel type de coopération liera Tshahit et l'ALS ? Dans quelle hypothèse l'Etat juif s'estimera-t-il tenu de porter secours à son allié ? Comment s'organisera la cohabitation entre les hommes de Lahad et les « casques bleus » de la FINUL ?

Pour le chef de l'ALS, il est clair qu'Israël sera politiquement et moralement contraint de lui prêter main forte dans un cas de force majeure : l'attaque systématique de la « zone de sécurité » par des groupes armés jouissant d'un soutien massif d'une puissance étrangère (sous-entendu la Syrie). « Ne serait-il pas en pareille hypothèse dans l'obligation bien comprise d'intervenir ? interroge d'un air entendu le général Lahad. De toute façon, l'affrontement dépasserait alors le cadre de l'ALS et mettrait directement aux prises les armées de Damas et Jérusalem. » Craint-il qu'Israël, un jour « laisse tomber » l'ALS ? « Je suis d'abord au service des Libanais. Nous ne sommes pas des mercenaires d'Israël. Mais nous avons les mêmes intérêts que lui. »

Le général Lahad reconnaît que les relations sur le terrain - déjà peu amènes - entre la FINUL et l'ALS risquent de s'envenimer après le repli israélien. « Certains de nos positions, dit-il, sont séparées par des postes de l'ONU. Si les « casques bleus » veulent nous empêcher de circuler de l'une à l'autre, il y aura sans doute des malentendus, voire des heurts. »

De notre envoyé spécial

Selon le quartier général de la FINUL, l'ALS a pris le contrôle de la plupart des positions déjà évacuées par Israël. Un accrochage a cependant opposé mercredi des hommes de l'ALS à des soldats du contingent finlandais près du village de Kantara.

« Tout le problème, assure le général Lahad, vient du fait que la FINUL ne nous reconnaît pas. » Il a demandé en vain à rencontrer le général William Callaghan, chef de la FINUL, pour instaurer « de meilleurs rapports » entre les deux forces.

« 100 000 Palestiniens dans le Sud »

Tout en constatant que les Palestiniens « sont, pour le moment, hors de course », le chef de l'ALS doute que l'infrastructure de l'OLP ait été totalement détruite. « Il y a encore cent mille Palestiniens dans tout le Sud. Ils ont de l'argent et des armes et peuvent se ressaisir. » Prenant soin de ménager le mouvement chiite Amal, le général affirme redouter surtout « les communistes et les khoméinistes ».

L'ALS et la « garde nationale » (ensemble des milices villageoises d'autodéfense créées par Israël) comptent aujourd'hui environ deux mille hommes, dont un sur cinq est chiite. Au pied du mont Hermon, le camp militaire de Majdyé accueille les nouvelles recrues de l'ALS. Celles-ci subissent pendant un mois un entraînement intensif à bord de trois des quelque quarante chars li-

vrés par Israël à l'ALS (de vieux Sherman et des T-54 « capturés à l'ennemi »).

Dans une plaine rocailleuse, les tankistes néophytes simulent une attaque de blindés. Perché sur la terrasse d'une maison inachevée, un instructeur israélien, radio en main, débite en arabe une série d'ordres conventionnels. « Mes élèves, dit-il, ont un niveau bien meilleur que je ne le supposais. Mais la durée du stage est trop brève pour qu'ils puissent acquérir assez d'expérience. » Sur les cent quarante-cinq soldats de la plus récente « promotion » sortie de Majdyé, 80 % étaient chiites.

Israël tient à bout de bras l'ALS. Il l'équipe, l'entraîne et paie une grande partie des soldes. Un soldat reçoit par mois 1 750 livres libanaises, soit près de 200 dollars. Cet entretien coûte au successeur de 400 000 dollars à Israël. L'ALS a aujourd'hui perdu l'essentiel de ses ressources de naguère, notamment les diverses taxes perçues au port de Saida.

La position la plus septentrionale dans la « zone de sécurité » se trouve à 20 kilomètres de la frontière, à vol d'oiseau (mais à 35 kilomètres par la route). Ce poste de contrôle commande une route vitale pour le général Lahad, celle qui relie Marjayoun à Jezzine, le gros bourg chiite n'étant qu'à 10 kilomètres. D'évidence, Jezzine, c'est son affaire. « L'ALS y restera aussi longtemps que la population ne nous demandera pas d'en partir. La ville est sous notre responsabilité. Nous voulons éviter que se renouvelle l'exode chrétien de Saida. »

J.-P. LANGELLIER.

Le Djihad islamique revendique l'enlèvement de deux Français et du directeur de l'hôpital américain

L'organisation du Djihad islamique a revendiqué, mercredi soir 29 mai, à Beyrouth, l'assassinat d'un ressortissant britannique et l'enlèvement de deux Français, disparus depuis une semaine, et celui du directeur de l'hôpital américain de Beyrouth-Ouest.

Dans un communiqué téléphonique à une agence de presse étrangère, le Djihad a annoncé qu'il avait abattu M. Dennis Hill, maître de conférences à l'université américaine de Beyrouth, « alors qu'il tentait d'échapper à nos hommes qui voulaient l'interroger au sujet de certaines de ses activités suspectes ». Le Djihad n'a pas indiqué la date à laquelle M. Hill avait été assassiné. Le Britannique, tué de quatre balles, a été découvert, mercredi, et son corps a été transporté à l'hôpital américain.

L'organisation a également affirmé qu'elle « détenait » MM. Michel Seurat, chercheur scientifique, et Jean-Paul Kauffman, journaliste à l'hebdomadaire français l'« Evénement du jeudi », ainsi que M. David Jacobsen, directeur de l'hôpital américain de Beyrouth.

« Nous ne laisserons personne en paix jusqu'à la remise en liberté de nos frères détenus dans les prisons israéliennes, l'arrêt de l'aide financière par les Etats-Unis et la France à Saddam Hussein (chef de l'Irak) dans ses agressions répétées contre la République islamique iranienne », indique le communiqué.

Selon le Djihad, « la détention de Seurat, Kauffman et Jacobsen est la conséquence de deux attitudes : l'incitation de la France et des

Etats-Unis au régime koweïtien pour ne pas libérer nos camarades, et la collusion de ces deux pays avec l'Irak dans ses agressions contre les civils en Iran ».

« Nous lançons un dernier avertissement aux ressortissants étrangers résidant dans nos régions, afin qu'ils ne transgressent pas les règles de l'hospitalité islamique et ne profitent pas de leur présence parmi nous pour mener des actions d'espionnage », conclut le Djihad.

A Paris, les autorités françaises ont approché « tous les gouvernements », exploré « toutes les voies » possibles pour tenter de retrouver le chercheur Michel Seurat et le journaliste Jean-Paul Kauffman, a déclaré, mercredi M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures.

M. Baylet, qui n'a pas précisé quels gouvernements avaient été approchés, a indiqué qu'une « cellule d'urgence » avait été constituée au Quai d'Orsay pour s'efforcer d'obtenir « le maximum d'informations de nature à orienter les recherches » pour retrouver les deux Français disparus.

De son côté, a encore dit M. Baylet, l'ambassade de France « s'efforce de trouver des contacts nécessaires, de chercher la vérité et de retrouver » les deux Français disparus. Il a également rappelé « les efforts multiples et constants » du gouvernement français pour tenter de faire libérer deux diplomates français qui ont été enlevés, également à Beyrouth, le 22 mars dernier, MM. Marcel Fontaine et Marcel Carton.

Israël LIBÉRATION DES ANCIENS DÉTENUÉS CHIITES DU CAMP D'ANSAR

(De notre correspondant.)

Jérusalem. - Israël a libéré mercredi 29 mai deux cent quarante-neuf anciens détenus libanais chiites du camp d'Ansar qui avaient été transférés début avril dans la prison d'Alit, au sud de Haïfa. Ils ont été reconduits au poste-frontière de Kosh-Hamra sous la surveillance du Comité international de la Croix-Rouge. Entre sept cents et huit cents chiites, dont une partie sont membres du mouvement Amal, demeurent prisonniers en Israël.

Ces détenus avaient été évacués d'Ansar peu avant que l'armée israélienne ne se retire du secteur occidental du Liban du Sud. Leur transfert en Israël avait suscité des protestations dans la communauté internationale. Ceux qu'Israël considère comme des « meneurs » se trouvent dispersés dans d'autres geôles.

Chacun relève ici que la décision israélienne intervient au moment où les miliciens d'Amal livrent une bataille sans merci aux combattants palestiniens dans les camps de réfugiés de Beyrouth. Comment ne pas voir le résultat d'un calcul de l'Etat hébreu visant à renforcer le camp chiite et à permettre au mouvement de Nabih Berri de consolider son implantation au Liban du Sud au moment où les combats de Beyrouth l'ont précisément contraint à y « dégarner » ses effectifs ?

De source militaire israélienne, on dément que la libération des détenus résulte d'un accord secret conclu entre Jérusalem et Amal tout en soulignant que les chiites ont fait tout leur possible jusqu'à présent pour prévenir des infiltrations palestiniennes vers la « zone de sécurité ».

J.-P. L.

EUROPE

Grèce

Une grande kermesse

(Suite de la première page.)

La Grèce au bord du gouffre ? Le spectre de la guerre civile ? Dans la tête de quelques désabusés peut-être et dans une partie de la presse occidentale. Mais dans la rue, ici, pour l'instant, c'est la fête et la fête pour tout le monde. Dans le centre d'Athènes, la circulation s'interrompt chaque jour désormais en fin d'après-midi, et la ville se met à l'odeur des brochettes grillées. Elle se livre à la campagne électorale comme à une grande kermesse d'été, elle se soude de défilés jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Après les tournées en province, la campagne électorale est contrainte, dans sa phase finale avec les interventions des dirigeants des principaux partis (eux seuls parlent) sur la place de la Constitution, dans le centre de la capitale. Chaque soir, l'un d'eux prend la parole, silhouette minuscule perché sur cette tribune au fond de la place immense, mais dont la voix amplifiée à vous faire écarler les tympans porte jusqu'à l'Acropole.

Les experts en pointage comptent l'assistance et tirent de ces rassemblements des pronostics « scientifiques ». L'EFEN (parti d'extrême droite) n'a pas fait très fort lundi soir. En revanche, le petit Parti communiste de l'intérieur (qui plafonne à 2,5 % des voix) a presque réussi à remplir la place mardi, et le KKE (pro-soviétique, 11 % des voix environ) l'a débordée mercredi. Cela prouve, selon les pronostiqueurs, que « la gauche résiste aux tentatives législatives du Parti socialiste ».

Devant les énormes foules que rassembleront, jeudi soir, M. Mitsotakis, le chef de l'opposition, et vendredi, le premier ministre, les mêmes experts évalueront les débordements dans les rues adjacentes et prédiront le résultat du scrutin de dimanche. Les Grecs n'aiment pas les sondages, ils se moquent - vieux

réflexe - des questionnaires politiques. Mais ils croient à la rue. Il y a une semaine encore, on disait le PASOK mai en point, et les partisans de la Nouvelle Démocratie rêvaient pour leur parti d'une majorité gouvernementale.

Et puis, il y eut le meeting d'Andreas Papandréou à Salonique, samedi dernier (un million de personnes, deux fois plus, disent les socialistes, que ce que la ville avait jamais connu), et les pronostics s'inversèrent. On donne désormais le plus souvent le PASOK arrivant en tête, toute la question restant de savoir de combien : avec une majorité lui permettant de gouverner seul ou bien avec l'obligation de s'appuyer sur un Parti communiste qui est l'un des plus pro-soviétiques d'Europe occidentale ?

Les tensions désamorcées

Jamais en tout cas campagne électorale n'aura eu en Grèce un caractère aussi bon enfant. Certes, les deux hommes qui tiennent le devant de la scène n'ont guère de mots tendres l'un pour l'autre, il obéissent volontiers aux attaques personnelles. La presse d'opinion, quant à elle, véritable défilé, veille à la tribune en lançant l'insulte plus allégrement que l'argumentation politique et en dérivant chaque jour son lot de scandales.

Mais il n'y a pas eu d'incident violent notoire, rien de plus que ce qui alimente quotidiennement la rubrique faits divers de l'actualité. Les permanences des partis installées aux points stratégiques de la capitale existent sans heurts, les automobilistes qui ont été sur leurs voitures des drapeaux aux couleurs de leur parti sifflent la banlieue le soir dans un concert d'avertisseurs et se croisent - miraculeusement - sans accrochages.

On n'a plus honte d'être de droite, on n'a plus peur d'être de gauche. La première expérience de gouvernement socialiste à Athènes a désamorcé les tensions : la gauche ne se lance plus comme en 1981 à l'assaut de la citadelle imprenable du pouvoir, elle prône tout simplement la continuité dans le changement. Personne ne parle plus, hormis les communistes, de quitter l'OTAN ou la CEE. Et la droite n'a plus peur de la révolution. On n'est pas à la veille d'un bouleversement historique mais dans le jeu normal de l'alternance avec, au pire, le risque d'une absence de majorité claire pour l'un des deux grands partis qui renverrait bientôt à de nouvelles élections.

La Nouvelle Démocratie comme le PASOK semblent d'ailleurs avoir tout soudé de se rallier le centre, ce qui incite à une certaine modéra-

tion dans les professions de foi. Le terme de socialisme a presque totalement disparu du langage du PASOK. La Nouvelle Démocratie, quant à elle, a inscrit en bonne place sur sa liste six députés d'un petit parti centriste. C'est dire que l'éviction de M. Caramanlis de la présidence de la République, en mars dernier, et son remplacement par M. Sartzetakis, un homme symbole pour la gauche, n'a pas enclenché, comme on pouvait le craindre, la stratégie de la tension.

Evidemment, quand on revendique le centre, on présente l'adversaire comme extrémiste. En l'absence de tout programme électoral digne de ce nom, M. Papandréou brandit l'épouvantail d'une droite autoritaire et policière tandis que M. Mitsotakis crie à la mise à sac des institutions et à la collectivisation. Ce serait d'autre part trop demander à la Grèce que d'avoir en trois ans et demi oublié son ancestral bipartisme. Mais c'est bel et bien le marais - avec ses 6 à 8 % d'indécis - qui fera le partage dimanche, et les Grecs paraissent vivre dans une très saine gaieté ces quelques jours d'incertitude.

CLAIRE TREAN.

Italie

LE PROCÈS DES « COMPLICITÉS » DANS L'ATTENTAT CONTRE LE PAPE

Un des inculpés reconnaît avoir remis une arme à Ali Agca

Le procès des « complicités bulgares » (1) d'Ali Agca, le jeune Turc qui tenta, le 13 mai 1981, d'assassiner Jean-Paul II, est entré, le mercredi 29 mai, avec sa troisième audience, dans une phase quelque peu routinière - à l'italienne -, selon les observateurs romains. Les interrogatoires sont fréquemment rendus difficiles par l'insuffisance des traducteurs. Le public a commencé à se faire rare.

Omer Bagci, l'un des cinq inculpés de ce procès, a reconnu qu'Ali Agca lui avait bien, au temps, confié un pistolet Browning 9 mm, qu'il devait lui rendre le 9 mai 1981 en gare de Milan, quatre jours avant l'attentat de la place Saint-Pierre. Mais Bagci, un Turc qui, à l'époque des faits, vivait en Suisse, n'a pas eu à dire son nom, ce qui a permis à l'organisation terroriste turque d'extrême droite Les loups gris, et donc sa participation consciente à un complot contre le pape. « Je ne suis qu'un modeste ou-

vrier ignorant tout, a-t-il répondu aux questions du président du tribunal. J'avais peur d'Agca. »

Pour l'accusation, le témoignage d'Omer Bagci est évidemment un bon point : il confirme, en effet, dans tous ses détails, la version fournie par Ali Agca, dont la crédibilité remonte ainsi après ses déclarations des deux premières audiences affirmant qu'il était Jésus-Christ.

Par ailleurs, la police néerlandaise enquête actuellement pour savoir si un Turc, arrêté le 14 mai à Venlo lors de la visite du pape au Pays-Bas, ne serait pas Oral Celik, un des personnages impliqués dans l'attentat du 13 mai 1981. Celik est, selon Ali Agca, l'homme qui a acheté l'arme qui lui a servi à tirer sur Jean-Paul II. - (AFP, AP, Reuters.)

(1) Trois des cinq inculpés jugés à Rome sont des Bulgares, et deux sont des Turcs.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

• UN RELIGIEUX TUÉ DANS UNE EMBUSCADE. - Deux religieux de la Congrégation du Saint-Esprit sont tombés dans une embuscade, dimanche 26 mai, près de Malanga, au nord-ouest de l'Angola, a annoncé le Père François Nicolas, vicaire provincial des Spirituels à Paris. L'un, le Père Jean-Baptiste Wozniak, âgé de vingt-neuf ans, originaire de France, a été découvert le corps atteint de plusieurs balles. Le second, le Père John Kingston, de nationalité irlandaise, n'a pas été retrouvé et a

probablement été enlevé par la guérilla, a précisé le Père Nicolas.

Gabon

• ARRESTATION D'UN OFFICIER ACCUSÉ DE COMPLICITÉ. - Le capitaine Nbandja, affecté à la base aérienne de Libreville, a été arrêté il y a une dizaine de jours sous l'accusation d'avoir financé un complot contre le régime du président Omar Bongo, a-t-on appris, mercredi 29 mai, dans la capitale gabonaise. Cet officier a été dénoncé par deux de ses collègues à qui il venait d'exposer son projet. Une enquête a été ouverte par les

autorités pour déterminer si cette affaire a des ramifications au sein des forces de sécurité et de la classe politique. - (AFP.)

Sri-Lanka

• PROCHAIN ENTRETEN ENTRE M. JAYWARDENE ET M. GANDHI. - Le président de Sri-Lanka, M. Junius Jayewardene, s'entretiendra très prochainement avec le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, de la question tamoule (le Monde du 28 mai), a annoncé mercredi 29 mai le ministre de l'information, M. Amadasissa de Alwis.

CIEPES
préparation intensive en septembre, au

CFPA
centre formation professionnelle
enseignement supérieur privé
57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly
722.94.94 - 745.09.19

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR AUX ÉCOLES
DE HAUT ENSEIGNEMENT COMMERCIAL

• HEC - ESSEC - ESCP - ESCAE 1^{re} et 2^e Année
• Filière classique BAC C
• Filière classique BAC B et D, Admissions sur tests
écrits (MATHS, langues vivantes, culture générale)
• Stages intensifs de remise à niveau, Noël et Pâques

AUTREUIL 14 av. Léon-Henry 75016 Paris
Tél. 224.30.72+

COLLOQUE
LE DÉFI EUROPÉEN
Le MERCREDI 5 JUIN 1985
Ancienne ÉCOLE POLYTECHNIQUE
1, rue Descartes - 75005 Paris
(Amphithéâtre Raymond-Polacco)

9 h 30 : Ouverture par Louis PERILLIER
L'EUROPE POLITIQUE : Maurice FLEURY
- Table ronde présidée par Alberto SPINELLI
- L'Europe et le monde, Jean ELLENSTEIN
- L'Europe institutionnelle et la démocratie, Jacques ROBERT

14 h 30 : L'EUROPE DES HOMMES et son IDENTITÉ CULTURELLE
15 h 15 : L'EUROPE ET LES DROITS DE L'HOMME, Louis-Edmond FÉLITTE
16 h : L'EUROPE DES TECHNOLOGIES, Hubert CURIEU, ministre de la Recherche et de la Technologie
17 h : L'EUROPE DES RICHESSES, Pierre BEREGOVY, ministre de l'Economie, des Finances et du Budget.
SYNTHÈSE : Jacques RIBES

FORUM
pour l'indépendance et la paix

(Publicité)
AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE D'IRAK
RECTIFICATION
Suite à notre communiqué paru dans le Monde du 30 mai, nous rectifions la date mentionnée dans le titre.
LIRE : Les résolutions de la 11^e Conférence Islamique populaire à Bagdad qui n'ont lieu du 22 au 25 avril 1985... (et non du 22 au 25 mai)

هكذا من الأصل

AMÉRIQUES

Pérou

Le plan gouvernemental de M. Garcia prend le contre-pied des recommandations du FMI

Lima. — Avant sa victoire à l'élection présidentielle du 14 avril, M. Alan Garcia, leader de l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA), de tendance social-démocratique, s'était montré discret sur son programme. Il avait refusé toute polémique avec ses adversaires. Si bien que certains avaient conclu, un peu hâtivement, que l'APRA était « para todo » (l'APRA, même à tout).

Depuis son triomphe électoral, l'APRA a divulgué au compte-gouttes son plan de gouvernement. Une centaine de pages résumant cinq tomes volumineux, fruit du travail, pendant deux ans, de la Commission nationale du plan, « Cona-plan », le « brain trust » apériste. Cette copieuse documentation explique la grande aisance de M. Garcia depuis les élections, dans son rôle de virtuel chef d'Etat. Dossier en main, il discute avec les industriels, les agriculteurs, les militaires péruviens, les porte-parole du Marché commun ou andin, ou les émissaires des pays arabes.

Le « Plan-Peru » de l'APRA annonce un brutal virage politique à partir du 28 juillet. Il propose en effet une transformation totale de la société parce que « la crise est économique, mais aussi politique et morale... Elle s'est transformée, ces dernières années, en crise d'identité nationale ».

Créer quatre millions d'emplois en quinze ans

Cause première selon l'APRA : la politique néo-libérale, « néfaste à l'extrême », appliquée depuis juillet 1980. Cette politique économique suivie pendant les cinq dernières années par le Parti d'action populaire de M. Belaunde et son allié, le Parti populaire chrétien (conservateur) est un échec. La production per capita a reculé à son niveau d'il y a vingt ans. On compte aujourd'hui un million de chômeurs supplémentaires sur une population active de huit millions de personnes. Le taux d'inflation a grimpé de 40 % à 120 %. La monnaie nationale, le sol, se déprécie tous les jours (289 soles contre un dollar en 1980, 8 000 à la fin de 1984). Les réserves sont tombées de 1 761 millions de dollars à 900 millions. La dette extérieure est passée de 9 à 14 milliards de dollars et le déficit du secteur public de 4,7 % du PIB à 12 %.

Le plan de l'APRA se veut « diamétralement opposé » à celui de M. Belaunde. Il s'agit d'instaurer une « nouvelle » démocratie, plus « fonctionnelle » que « formelle » (qui ne se limite pas à une délégation de pouvoirs par le truchement d'un bulletin de vote émis tous les cinq ans). Une démocratie « économique, sociale et de participation, au service des plus démunis ».

L'APRA dit : « Notre gouvernement sera nationaliste, démocratique, populaire... » Nationaliste parce que le processus de transformation naîtra de l'effort interne —

De notre correspondant

d'où le titre de la brochure, comme un slogan : « Apprenons à vivre avec ce qui est à nous ». La production devra satisfaire en priorité les besoins locaux, le marché interne sera protégé, et le service de la dette sera « restructuré ». « Démocratique » parce qu'il facilitera la décentralisation et une distribution plus juste des richesses. « Populaire », enfin parce que le gouvernement sera au service des « grandes minorités ». Il s'agit d'abord d'affronter « le terrible problème de l'alimentation. Grâce à une production massive de produits marchands, la vie nationale reprendra son essor. Il sera alors possible de freiner la migration interne et de satisfaire, par contrepartie, les nécessités croissantes du secteur urbain ».

Deux moyens pour faciliter cette relance : la décentralisation et le développement accéléré du secteur rural. Un « système national de sécurité alimentaire » doit être mis en place pour garantir l'approvisionnement de la ménagère et soutenir les prix des produits de base. « Apprendre à vivre à la péruvienne » revient à remplacer les denrées importées à un coût annuel de 500 millions de dollars par des produits locaux. Par exemple, à remplacer le blé par le maïs...

Le fossé qui sépare la minorité la plus fortunée des plus démunis est l'un des plus grands du monde. L'APRA veut lancer des « programmes en faveur des pauvres », menés à la fois par le gouvernement central et les gouvernements locaux pour aider les déshérités des campagnes ou des bidonvilles, et satisfaire les demandes en matière d'alimentation, de logement, de santé, d'éducation, de transport, d'hygiène, etc.

Pour résoudre le problème du chômage et du sous-emploi qui frappe les deux tiers de la population active, il est nécessaire de créer quatre millions d'emplois en quinze ans.

Coût : 32 milliards de dollars. La stabilité de l'emploi serait garantie. Quant au salaire minimum, il serait fixé par un comité de concertation formé par des représentants de l'Etat, du capital et du travail.

La planification est vitale parce qu'elle doit « corriger les imperfections et les déséquilibres provoqués par le libre-marché ». Une « planification décentralisée » qui établira des priorités pour canaliser les maigres ressources. Le « congrès économique national » — Etat, patronat et travailleurs, — proposé par l'APRA depuis un demi-siècle, sera le « cerveau » du système national de planification.

Le rôle de l'Etat sera prioritaire dans les activités qui, soit exigent d'importants capitaux, comme l'exploitation des ressources énergétiques et minières, soit constituent des secteurs de base : communications, électricité, secteur financier, défense nationale.

L'autogestion et le système coopératif sont les modèles de prédilection de l'APRA car ils « démocratisent les relations dans l'entreprise, l'intérêt du travailleur l'emportant sur celui du capital ». Néanmoins, le pluralisme économique sera respecté. L'activité du secteur privé, national ou étranger, « sera garantie ».

Relancer la production

Pour obtenir les ressources nécessaires à la relance de l'économie, l'APRA envisage de contrôler la commercialisation des produits d'exportation traditionnels et de renforcer le secteur d'exportation non traditionnel grâce à des crédits et des exonérations fiscales.

Les entreprises transnationales, essentiellement minières et pétrolières, ont rapatrié 450 millions de dollars de bénéfices au cours des dernières années, à titre d'exonérations fiscales. Celles-ci doivent être « reconsidérées ». Une réforme doit permettre de pénaliser la consommation des produits de luxe. En revanche, il faut soutenir les prix d'une dizaine de produits de base.

Ce plan, qui propose une relance de la production plutôt que la lutte contre l'inflation, prend le contre-pied des recommandations du FMI, qui « imposent des recettes sociales explosives ».

M. Alan Garcia a déclaré qu'il renégocierait la dette directement avec les créanciers. Il s'agit d'obtenir un moratoire minimum de deux ans, et de rééchelonner les remboursements de façon que ceux-ci ne représentent jamais plus de 20 % de la valeur des exportations.

NICOLE BONNET.

Des bananes nicaraguayennes pour les Européens

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Un premier chargement de bananes nicaraguayennes a été débarqué cette semaine dans le port de Gand et va être offert, dans les jours à venir, aux consommateurs européens. Ces quelque trente-cinq mille caisses de bananes étaient destinées au marché américain jusqu'à ce que l'administration Reagan décide de rompre ses relations économiques avec Managua.

L'arrivée de ces bananes a donc donné lieu à une manifestation. Le ministre nicaraguayen du commerce extérieur a souligné par sa présence à Gand l'importance que son pays attache à une telle initiative commerciale.

Sans éprouver une grande sympathie envers la politique de Washington en Amérique centrale, les autorités belges ne tiennent absolument pas à se voir attribuer le rôle de « briseur d'embargo ». Aussi soulignent-elles que les ports belges ont toujours été ouverts, sans aucun problème, aux exportations du Nicaragua. L'arrivée des bananes à Gand a d'ailleurs été organisée par une firme allemande qui entend distribuer ses cargaisons sur le marché européen.

Le Nicaragua devrait s'efforcer de détourner en direction de l'Europe d'autres marchandises, du café, des fruits de mer et des légumes. Parallèlement, les autorités de Managua laissent entendre qu'elles ont l'intention d'acquiescer en Europe leurs propres achats de machines, de pièces de rechange et de produits chimiques qu'elles ne peuvent plus acquérir aux Etats-Unis.

J. W.

MODE

Pas cher pour hommes

Une trentaine de sénateurs et de grands commis de l'Etat n'hésitent pas à traverser Paris pour s'habiller à prix minimes. En général 50 % de moins que partout ailleurs. Il s'agit de dégriffés de grandes marques ou d'importation dont la coupe et la qualité défient toute concurrence. Un travail vraiment sérieux qui met toutes les chemises de marque à 130 F, les cravates de soie de 50 F à 80 F et les prestigieux costumes entre 600 F et 900 F, les ceintures en cuir Saint-Laurent à 100 F.

Le choix est gigantesque. Sur 600 m² de stock et 250 m² de surface de vente, sont offerts en permanence environ 10 000 costumes et 4 000 pantalons, des vêtements de cuir, des imperméables et des tricotés dont on a soigneusement découpé les étiquettes pour rester dans l'anonymat.

L'affaire s'adresse à 90 % aux hommes, les femmes n'ayant droit qu'à une petite section du magasin. Clients fidèles : les acteurs J.-P. Marielle, Jean Carmet, Michel Galabru, Pierre Doris et Henri Tisot. Gratuites, les retouches se font sur place dans un atelier spécialisé.

■ HOME SOLD : 102, boulevard Voltaire, 75011 (métro Voltaire ou Saint-Ambroise). Tél. : 700-53-54. Du mardi au samedi, 9 h 30-13 heures et 14 h 30-18 heures.

ŒDIPÉ AVEUGLE PAR L'AMOUR ! UNE HISTOIRE TRÈS COMPLEXE.

TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.

GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

grèce

ICA

British Caledonian :



un service qui a conquis le monde

Chez British Caledonian, nous sommes fiers de nos origines écossaises (mais oui : Caledonia est le nom latin de l'Ecosse !).

Car nous en avons hérité ce sens de l'accueil et de l'hospitalité que les autres compagnies aériennes nous envient.

Le légendaire service British Caledonian vous est offert sur toutes les lignes de notre réseau, qui relie Londres à 32 villes d'Europe, des U.S.A., d'Afrique, du Moyen et de l'Extrême-Orient.

De plus, dès votre départ de Paris-Charles de Gaulle, nous vous enregistrons jusqu'à votre destination finale ; et vous bénéficiez des avantages uniques de l'Aéroport de Gatwick : liaisons les plus rapides avec le

cœur de Londres par Train Spécial tous les quarts d'heure, centralisation de tous les départs et arrivées dans la même aérogare.

Voulez-vous en savoir davantage avant de succomber au charme écossais ? Allez vite voir votre Agent de Voyages.



British Caledonian
Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !

3 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

4, rue Saint-Sauveur, 75002 Paris. Tél. 233.44.85 +

SANS CRIER GARE, PANCHO VILLA SAUTE DU TRAIN ET ENVAHIT LA VILLE.

TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.

mexique guatemala

GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

ICA

DIPLOMATIE

LA CONTROVERSE SUR L'INITIATIVE DE DÉFENSE STRATÉGIQUE ET LE PROJET EURÉKA

Les négociations soviéto-américaines sur les armements reprennent ce jeudi 30 mai à Genève pour une nouvelle phase de deux mois. Mais cette deuxième phase s'annonce tout aussi infructueuse que la première, qui s'était étendue du 12 mars au 23 avril. S'adressant à la presse à son arrivée à Genève, mercredi 29 mai, M. Victor Karpov, chef de la délégation soviétique, a réaffirmé que les Américains doivent abandonner leur initiative de défense stratégique (IDS) si l'on veut voir aboutir les négociations. La poursuite de ce programme, a-t-il dit, signifie « une diminution marquée des chances d'arriver à un accord », alors que son abandon « ouvrirait la voie à des réductions radicales des armements nucléaires ».

On sait que, pour les Etats-Unis, les blocages constatés dans un des trois forums de négociation (armes spatiales, arsenaux stratégiques à longue portée et armements intermédiaires) ne doi-

vent pas empêcher des progrès dans un autre, alors que pour l'URSS, qui ne cache pas son intention de répondre à l'IDS par un accroissement de son arsenal offensif, les négociations ne peuvent avancer dans aucun domaine si un progrès n'est pas accompli dans celui des armes spatiales.

Les récents visiteurs de M. Gorbatchev à Moscou, MM. Willy Brandt et Craxi, ont plaidé sur ce point des thèses différentes. Tandis que le président du SPD ouest-allemand rejoignait la thèse soviétique sur l'interdépendance « des trois forums de négociation et demandait qu'on en revienne à l'accord Shultz-Gromyko conclu sur ce point en janvier dernier, le chef du gouvernement italien s'est fait l'avocat d'une approche « à différentes vitesses » des négociations, afin de permettre un progrès sur les chapitres les plus prometteurs, au lieu de persister à traiter ensemble les trois thèmes.

D'autre part, le général Tchervov, porte-parole habituel de l'état-major soviétique, révèle, dans un entretien publié jeudi 30 mai par le journal ouest-allemand *Frankfurter Rundschau*, que l'URSS a commencé à la fin des années 70 à construire un système d'armements antisatellites et l'a testé avec succès, mais qu'elle a interrompu les recherches et les essais en 1982. Le général Tchervov affirme cependant que ce système antisatellites s'appuyait sur des missiles lancés du sol, et rejette comme « fantaisistes et stupides » les affirmations américaines selon lesquelles il s'agirait de « satellites tueurs » placés en orbite. Moscou, affirme-t-il encore, reprendra ses essais si les Etats-Unis poursuivent la mise au point d'armements antisatellites à l'aide de missiles lancés d'un avion F-15, comme le Pentagone en a l'intention.

RECEVANT M. CRAXI

M. Gorbatchev réitère les propositions d'Andropov sur la réduction du nombre des SS-20

De notre correspondant

Moscou. — M. Gorbatchev a réitéré, mercredi 29 mai, l'offre faite par Andropov en décembre 1982 d'abaisser le nombre des SS-20 au niveau des forces françaises et britanniques. « En ce qui concerne nos missiles à moyenne portée dans la zone européenne, nous n'en aurons pas un lot de plus que les Français et les Britanniques, que l'on calcule en vecteurs ou en ogives », a dit le secrétaire général au cours d'un dîner offert au Kremlin en l'honneur du président du conseil italien, M. Bettino Craxi. Ce dernier lui a fait partiellement écho en s'éloignant de la ligne de l'OTAN, hostile à la prise en compte des armes nucléaires de Paris et de Londres : « Les missiles français et britanniques ne se trouvent pas sur la Lune », a constaté M. Craxi, qui n'a pas voulu en dire plus.

M. Gorbatchev a précisé un point qui n'avait été concédé par Andropov qu'en août 1983 : « Nous sommes prêts à détruire les missiles ayant fait l'objet de réduction, sans les transférer où que ce soit », a-t-il affirmé. Moscou est enfin disposé, comme il l'avait déjà annoncé, à « arrêter le déploiement des SS-20 dans les régions orientales de l'URSS si la situation stratégique en Asie ne change pas sensiblement », a-t-il dit.

Le secrétaire général a donc occupé le terrain à la veille de la reprise, ce jeudi 30 mai, à Genève, des négociations américano-soviétiques. Mais les perspectives de cette négociation ne sont guère favorables. « L'Union soviétique est prête à chercher de façon constructive des solutions mutuellement accepta-

bles. Malheureusement, pour le moment, nous ne constatons pas de réelle détermination de la part de notre partenaire à ces pourparlers », a dit M. Gorbatchev. Le calendrier des visites de responsables occidentaux à Moscou a, en tout cas, admirablement servi le Kremlin. M. Willy Brandt en début de semaine, et, dans une moindre mesure M. Craxi, mercredi, ont en effet apporté de l'eau au moulin de M. Gorbatchev, qui ne cesse de dénoncer comme un obstacle insurmontable à Genève la volonté américaine d'aller de l'avant dans les recherches sur les armes spatiales.

Une prochaine démarche du COMECON en direction de la CEE

Le président du conseil italien qui, outre le dîner au Kremlin, a passé mercredi près de quatre heures avec M. Gorbatchev, est plus nuancé que le président du SPD allemand, mais il a lui aussi estimé que les préoccupations soviétiques étaient « légitimes ». M. Gorbatchev, qui avait reçu très longuement, lundi, M. Willy Brandt, se montre décidément soucieux de faire passer son message aux Européens de l'Ouest, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition.

M. Gorbatchev n'a fait aucune allusion devant M. Craxi au déploiement à Comiso, en Sicile, des missiles de croisière de l'OTAN. Il n'y a

pas si longtemps, M. Gromyko avait aimablement averti le ministre italien des affaires étrangères que son pays risquait une catastrophe autrement plus grave que l'éruption du Vésuve en acceptant ces missiles. L'heure n'était visiblement pas, mercredi, aux menaces mais à la séduction.

Un homme « concret et passionné »

Enfin, M. Gorbatchev a déclaré à M. Craxi, qui assure actuellement la présidence du conseil européen, qu'il « était temps d'organiser des relations économiques mutuellement avantageuses entre le COMECON et la CEE ». Le dirigeant soviétique est même allé jusqu'à suggérer un dialogue politique entre les deux organisations, puisqu'il a ajouté : « Dans la mesure où les pays de la CEE usagent comme une entité politique, nous sommes prêts à chercher également avec elle un langage commun sur les problèmes internationaux ».

M. Craxi a indiqué, pour sa part, mercredi, que les pays du COMECON « élaboraient actuellement » un document qui serait une sorte de « déclaration de principe » fixant les rapports entre les deux organisations. Ce texte serait remis par l'ambassadeur de Pologne (Varsovie) président actuellement du COMECON à la commission de Bruxelles, « peut-être dès avant le sommet européen de Milan », les 29 et 30 juin prochains. M. Craxi avait été informé de ce projet, mardi, lors d'une courte

escalade à Varsovie, au cours de laquelle il a rencontré le général Jaruzelski.

M. Craxi a décrit M. Gorbatchev comme un homme « concret et passionné qui parle avec chaleur » et qui n'est définitivement « pas un colin froid ». Le président du conseil italien s'est enhardi jusqu'à demander au secrétaire général ce qu'il pensait du portrait, d'ailleurs plutôt favorable, brossé de lui récemment dans *L'Unità* par un ancien communiste tchèque, Zdenek Mlynar.

Ce dernier avait été le condisciple du jeune Gorbatchev à l'université de Moscou, au début des années 50. Le secrétaire général se souvenait fort bien de l'intéressé, mais il ne semblait guère content d'être apprécié par un ancien ou « printemps de Prague », qui vit actuellement en exil en Autriche. « Cela peut prêter à controverse », a-t-il remarqué. Zdenek Mlynar avait rapporté des propos hostiles à Staline que lui avait tenus l'étudiant Gorbatchev un an avant la mort du dictateur.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● M. Léotard (PR) demande la dénonciation des accords d'Helsinki. — M. François Léotard, secrétaire général du PR, a demandé, mercredi soir 29 mai à Sébastien (Bas-Rhin), que la France dénonce les accords d'Helsinki qui ont toujours été, selon lui, considérés comme un « chiffon de papier » par l'URSS. Cette dénonciation, a-t-il expliqué, serait « la meilleure manifestation » d'une attitude de « fermeté face au cynisme intolérable de la plus grande société totalitaire du monde ».

RFA

DANS UNE LETTRE A M. KOHL

L'ancien chancelier Schmidt juge « sans précédent et profondément désolant » le désaccord franco-allemand

De notre correspondant

Bonn. — Au moment où le chancelier Kohl évoque, ce jeudi 30 mai en conseil des ministres, les entretiens qu'il vient d'avoir à Constance avec M. Mitterrand, la controverse sur une éventuelle participation de Bonn au programme de défense spatiale du président Reagan s'amplifie en Allemagne fédérale.

Cherchant à réduire la portée des appréciations pessimistes portées sur cette rencontre, le porte-parole adjoint du gouvernement, M. Stühf, a minimisé mercredi les divergences qui opposent Paris et Bonn sur l'initiative de défense stratégique américaine (IDS). Il a assuré que les entretiens avaient essentiellement porté sur la coopération technologique européenne et la réforme des institutions communautaires, et a réaffirmé que l'Allemagne fédérale était prête à participer au programme Euréka proposé par la France. Le responsable du groupe parlementaire chrétien-démocrate pour les questions de recherche, M. Christian Lenzner, a estimé de son côté qu'Euréka pourrait donner une impulsion importante à la recherche européenne.

Contredisant la version officielle selon laquelle les deux questions sont séparées, il a exprimé le souhait qu'Euréka puisse servir de cadre à une contribution européenne au programme américain sur le modèle de la coopération existant déjà dans le domaine spatial avec le projet Columbus. Favorable à un alignement des projets spatiaux européens, et notamment au développement de la mini-navette Hermes et du satellite d'observation militaire proposé par la France, M. Lenzner a réaffirmé qu'une coopération confiante avec les Etats-Unis reste plus que jamais à l'ordre du jour.

Telle n'est pas la conception de l'ex-chancelier Schmidt, qui, dans une lettre adressée la semaine dernière à M. Kohl et aux présidents de tous les partis politiques, estime que ce serait une erreur pour la RFA d'éparpiller ses moyens. D'autant que les Américains envisagent une véritable coopération avec les Européens en matière de technologie. M. Schmidt souligne que les programmes de recherche des deux superpuissances en matière de défense spatiale ne datent pas d'aujourd'hui et que le débat lancé sur l'IDS, largement artificiel, risque surtout de « créer une émotion abusive ». « Une participation isolée de la seule République fédérale d'Allemagne aux recherches américaines menacerait la cohésion des partenaires européens de l'alliance atlantique, surtout si Bonn se voyait obligé de porter la responsabilité de toutes les déclarations américaines et ne pouvait rien faire pour s'en préserver », écrit-il. Estimant que de « belles paroles » ne sauraient remplacer une véritable coopération, M. Schmidt qualifie les divergences apparues récemment entre la France et l'Allemagne d'« événement sans précédent, et

profondément désolant ». Pour l'ancien chancelier, la RFA doit se montrer prête au compromis et à des sacrifices financiers afin de maintenir entre les deux pays une relation étroite, à laquelle il attribue « une importance tout à fait particulière ».

Malgré la demi-retraite politique qu'il s'était imposée après avoir été marginalisé par son propre parti, M. Schmidt reste de loin le personnage politique le plus populaire de RFA. Compte tenu de la confusion qui règne à Bonn sur le sujet, sa prise de position ne peut être ignorée du gouvernement. Elle rejoint d'ailleurs celle du ministre des affaires étrangères, M. Genscher, ainsi que, au moins partiellement, celle de son parti, qui s'est fait le défenseur de la coopération avec la France en matière de technologie. Et, contrairement au reste du SPD, M. Schmidt, qui a été l'un des principaux responsables de la décision de l'OTAN de déployer des missiles américains à moyenne portée en RFA, ne saurait être accusé d'antiaméricanisme.

La « guerre des étoiles » du président Reagan est en train de reconstruire de facto une alliance entre le centre et la gauche allemande, et celle-ci constitue, à terme, un danger pour la coalition gouvernementale, comme le soulignait récemment un privé un dirigeant libéral. D'un côté, M. Kohl doit prouver que ses bonnes relations avec M. Mitterrand existent toujours, et, de l'autre, chercher tous les moyens de concilier Euréka et l'IDS pour donner des gages à la droite de son parti. La vive réaction du porte-parole du gouvernement aux commentaires de la presse internationale, notamment française, sur les résultats de la rencontre de mardi, traduit la difficulté de la tâche. On dément avec énergie tout conflit majeur entre Paris et Bonn, sans pouvoir cependant donner la moindre indication concrète de la ligne sur laquelle pourrait s'opérer le rapprochement.

HENRI DE BRESSON.

● M. Mitterrand à l'UNESCO. — Le chef de l'Etat a manifesté l'intérêt que la France porte à l'UNESCO, soumise après le départ des Américains par la plus grave crise de son existence, en assistant, mercredi 29 mai, à une réception offerte par M^{me} Gisèle Halimi, représentante de la France auprès de l'Organisation, en l'honneur des membres du Conseil exécutif.

Accompagné de M. Dumas, ministre des relations extérieures, le chef de l'Etat n'a pu rencontrer le plus-part des cinquante représentants du Conseil exécutif, qui tiennent, depuis le 9 mai et jusqu'au 21 juin à Paris, sa cent vingt-troisième session. Cette instance s'efforce de décaler les diverses réformes qui pourraient faire redéfinir l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

ASIE

Inde

MESURES DE SÉCURITÉ EXCEPTIONNELLES AU PENDJAB POUR LA SEMAINE D'ACTION DES SIKHS

New-Delhi (AFP). — Les forces de sécurité indiennes ont reçu l'ordre de tirer sur toute personne qui se trouverait entre le crépuscule et l'aube dans un rayon de 500 mètres à proximité de la frontière indo-pakistanaise, a annoncé, mercredi 29 mai, l'agence indienne de presse PTI. Cette mesure, qui doit rester en application sept jours, est destinée à faire face à d'éventuelles infiltrations de militants sikhs à partir du Pakistan à l'occasion de la semaine d'action « baptisée » semaine du génocide — à laquelle a appelé le parti sikh Akali Dal, a-t-on ajouté de même source. Cette semaine est destinée à célébrer le premier anniversaire de l'assaut donné par l'armée du Temple d'or d'Amritsar, haut lieu de la religion sikh, au cours duquel au moins six cent cinquante personnes avaient été tuées.

En outre, les mesures de sécurité ont été considérablement renforcées dans l'Etat du Pendjab (nord-ouest) à l'approche de cette semaine qui doit commencer samedi 1^{er} juin. Près de la moitié des forces paramilitaires indiennes ont été déployées dans cet Etat, à majorité sikh, a rapporté le journal *The Tribune*, publié à Chandigarh, capitale du Pendjab.

Bangladesh

LES CONSÉQUENCES DU CYCLONE

Les autorités s'inquiètent des risques d'épidémies

La situation sanitaire dans les régions frappées par le cyclone et l'onde de tempête est devenue très préoccupante. Le manque général d'eau potable et la présence de nombreux cadavres en décomposition augmentent les risques d'épidémies (choléra, maladies intestinales, typhoïde). Dans l'immédiat, cependant, les mesures préventives prises par les autorités ont été jugées « suffisantes pour garder le contrôle de la situation ».

D'autre part, les secours envoyés sur place sont insuffisants et mal adaptés. Les survivants manquent de nourriture, de tablettes pour purifier l'eau, d'allumettes et d'antibiotiques.

Selon les estimations officielles, 250 000 personnes ont « tout perdu », 20 000 habitations ont été balayées, et 140 000 têtes de bétail ont péri.

La menace d'un second cyclone (le *Monde* du 30 mai) semblait se

dissiper jeudi, selon le Bureau de la météorologie de Dhaka. En revanche, un autre cyclone pourrait s'abattre sur l'Etat de Gujarat (nord-ouest de l'Inde), selon les services météorologiques de Bombay. L'état d'alerte a été proclamé dans les régions visées.

Enfin, la France a débouqué un fonds de 500 000 F au titre d'une « aide de première urgence aux sinistrés du typhon qui vient de ravager le Bangladesh », a annoncé, mercredi, à l'Assemblée nationale, M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures. M. Baylet a précisé qu'un bâtiment de la marine nationale qui croise actuellement dans la région serait en mesure de livrer au Bangladesh des denrées alimentaires riches en protéines, tandis qu'un autre navire français doit arriver prochainement à Chittagong, port situé à proximité des régions sinistrées, porteur de 14 000 tonnes de céréales. — (AFP, Reuter, UPI.)

Corée du Sud

ACCORD AVEC PYONGYANG SUR DES ÉCHANGES DE VISITES ENTRE FAMILLES SÉPARÉES

Séoul (Reuter). — La Corée du Sud et la Corée du Nord ont parvenues, mercredi 29 mai, à un accord sur des échanges de visites entre les membres de familles séparées depuis la guerre dans la péninsule entre 1950 et 1953. A l'issue des négociations placées sous l'égide de la Croix-Rouge (le *Monde* du 30 mai), les chefs des deux délégations ont fait état de progrès malgré les doutes encore exprimés par les Sud-Coréens sur les intentions de Pyongyang.

« La rencontre a été fructueuse et chaque délégation connaît maintenant mieux les positions de l'autre », a déclaré le délégué nord-coréen. Séoul, de son côté, donne une suite favorable à la demande nord-coréenne d'échanges de groupes folkloriques à condition que ceux-ci soient accompagnés de membres des familles séparées. Les deux parties ont décidé de se rencontrer à nouveau à Pyongyang le 27 août.

PRIX VACANCES

JUSQU'AU 15 JUIN
DANS TOUS LES RAYONS

AUX TROIS QUARTIERS

17 BOULEVARD DE LA MADELEINE, PARIS

RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

مركز من الأصل

AFRIQUE

Ouganda

La guérilla s'étend dans l'ouest du pays

Nairobi. — L'armée nationale de résistance (NRA) est sortie de son bastion du Luero, au nord de Kampala, pour étendre la guérilla dans l'ouest du pays, autour de Fort Portal. Dans un récent communiqué publié à Nairobi, M. Yoweri Museveni, son chef, précise que « l'ouverture de ce nouveau front a été rendue possible par l'augmentation du nombre des unités combattantes et des armes prises à l'ennemi ». Il annonce, en outre, son intention d'étendre, « au moment opportun », les activités de la rébellion dans le nord et l'est de l'Ouganda. « 1985 verra des développements décisifs dans la guerre engagée contre le gouvernement de Milton Obote », souligne-t-il.

Quelques milliers de guérilleros ont pris position, depuis plusieurs semaines, en pays Toro, dans les districts de Kaseso et de Kabalega, à proximité de la frontière zairoise, où ils harcèlent les forces gouvernementales. Selon l'hebdomadaire *Munawani*, proche du Parti démocratique (DP), la principale formation de l'opposition, des centaines de membres des Jeunes du Congrès du peuple ougandais (UJC), le parti au pouvoir, auraient été dépêchés en armes sur les lieux pour prêter main-forte aux troupes régulières.

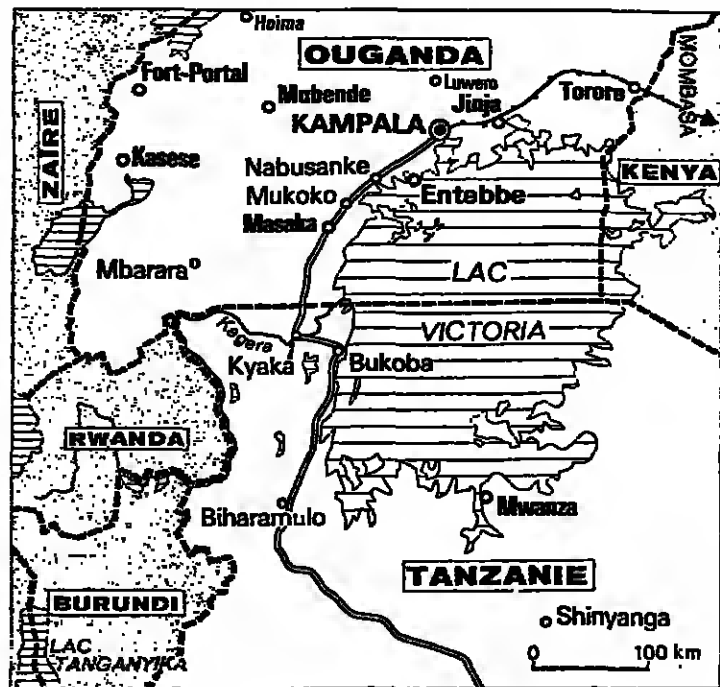
L'insécurité et les violences qui l'accompagnent ont désorganisé la vie dans cette région, où beaucoup d'écoles et de marchés ont été fermés, tandis que les transports publics connaissent une situation chaotique. L'organe du DP indique même qu'une vague de réfugiés, soucieux d'échapper à la répression aveugle conduite par les forces de l'ordre, est arrivée dans la capitale. Selon l'hebdomadaire, cette panique aurait gagné le pays Ankole, voisin de cette zone trouble, fief du très redouté Cris Rwakasizi, ministre d'Etat, responsable des questions de sécurité. « Mbarara est en train de devenir une ville fantôme. Ses habitants cherchent à se mettre à l'abri »,

De notre correspondant en Afrique orientale

à Kampala et à Kigali, au Rwanda.

Il ne semble pas, pour autant, que l'armée ait réussi à bouter les « bandits » hors de leur bastion du Luero. Fin avril, près de Bombo, les

Musuvu a fui le pays pour de bon » et aurait demandé l'asile politique aux Etats-Unis. Rien n'indique que le patron de la NRA, dont la présence en Suède a été confirmée, soit sur le chemin de l'exil. Des observateurs ont, en tout cas, remarqué que son séjour à Stockholm a coïncidé — par hasard ? — avec celui de M. Julius Nyerere, le chef de



dissidents ont accroché les forces régulières et, à la même époque, sur la route Kampala-Hoima, ils leur ont tendu une embuscade. L'hebdomadaire pro-gouvernemental *Uganda Review* a récemment assuré que « selon des sources dignes de foi,

l'Etat tanzanien, qui, justement, facilitait le retour au pouvoir de M. Obote.

Contrairement à ce que se plaît à affirmer M. Obote, le retour à la normale est loin d'être une réalité, alors que la situation économique continue de se dégrader. A la mi-mai, dans la capitale, M. John Luvuzza Kirunda, ministre de l'Intérieur, a échappé à un attentat à la grenade revendiqué par une obscure organisation, la *Federal Democratic Army*. Les arrestations et les détentions arbitraires, les massacres d'innocents, la destruction de leurs maisons et le vol de leurs biens sont toujours de pratique courante.

Cinq camps de détention

Selon Amnesty International, depuis le début de l'année, cinq camps de détention ont été créés par les services de renseignements militaires, à proximité du Luero, où sont rassemblés les prisonniers politiques originaires des différentes régions du pays. Début avril, dans son homélie de Pâques, le cardinal Emmanuel Nsubuga, archevêque de Kampala, a souhaité que « Jésus puisse visiter la prison de Luzira et les casernes de Mbuyu et de Makindye, ainsi que les autres lieux de détention, afin d'attendre le cœur des geôliers... ».

M. Obote et les siens réussiront-ils à assainir la situation avant les élections législatives prévues d'ici la fin de l'année ? A l'approche de cette consultation, les esprits paraissent, au contraire, s'échauffer, d'abord au sein même de l'UJC où des conflits de générations et de personnalités commencent à se faire jour, puis entre le pouvoir et l'opposition. M. Paul Semogerere, le président du DP, a déjà averti que si le scrutin à venir était truqué, comme l'avait été celui de décembre 1980, « il y aura une résistance de plus grande envergure que celle conduite actuellement par Museveni. Ce sera une guerre pour la défense de nos droits humains élémentaires ». Il a, d'autre part, invité ses partisans à dresser, dans un « livre rouge », la liste de « tous ceux qui font obstacle au rétablissement de la démocratie ».

On s'est aussitôt ému, dans les cercles gouvernementaux, du lancement de cette « chasse aux sorcières ». M. David Anyoti, ministre de l'Information, a menacé de rendre publics des enregistrements prouvant que M. Semogerere fut un chaud partisan d'Iddi Amin Dada. Pour sa part, M. Obote a évoqué la possibilité de « restreindre la liberté » du chef de l'opposition si celui-ci continuait à entretenir par ses propos un climat de violence. Il s'est récemment étonné du fait que le monde occidental refuse de voir la réalité en face, qu'il accorde ses faveurs au DP alors que celui-ci « n'a jamais eu la majorité en Ouganda et ne l'aura jamais... ».

JACQUES DE BARRIN.



LA RENCONTRE AMÉRICANO-SOVIÉTIQUE SUR L'AFRIQUE AUSTRALE

La politique de Pretoria affaiblit la position de Washington

MM. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain chargé des affaires africaines, et Vladimir Vassé, haut fonctionnaire soviétique spécialiste de ces questions, se rencontrent ce jeudi 30 mai, à Paris, afin d'évoquer la situation en Afrique australe. Cet entretien, annoncé à Washington par M. Richard Burt, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires européennes, e lieu à la

demande de la partie américaine. Il sera suivi, en mois de juin, à une date et en un lieu non encore précisés, d'entretiens similaires à propos de l'Afghanistan.

Ce type de discussions, a souligné M. Burt, est destiné à « réduire le risque de mauvais calculs » de part et d'autre et à « élargir la base du dialogue » entre les deux super-puissances.

La rencontre américano-soviétique a propos de la situation en Afrique australe a lieu alors que les chances d'arriver à un règlement des conflits de cette région n'ont jamais été aussi minces, qu'il s'agisse de l'Angola, du Mozambique ou de la Namibie. A chaque fois, l'Afrique du Sud fait figure d'accusée. Vis-à-vis de Luanda, Pretoria avait paru marquer un point, le 17 avril dernier, en annonçant le retrait de ses troupes du territoire angolais. M. Shultz, secrétaire d'Etat américain, avait parlé de « progrès important » et M. « Pit » Botha, le ministre sud-africain des affaires étrangères, vantait la volonté de son gouvernement de réamorcer le processus de paix. Les Angolais, pour leur part, avaient émis des réserves, que la suite des événements ont justifiées.

Pretoria a en effet finalement reconnu qu'un commando de soldats sud-africains a bien été intercepté par les forces angolaises, le 22 mai, dans l'enclave de Cabinda, dans le nord de l'Angola. On voit mal, dès lors, quel crédit accorder à la volonté affichée par Pretoria de parvenir à une solution négociée du conflit.

Selon l'agence de presse angolaise ANGOP, le soldat sud-africain fait prisonnier par les Angolais (deux autres ont été tués) aurait reconnu que son commando avait effectivement reçu pour mission de détruire les installations pétrolières de la compagnie américaine Cabinda Gulf Oil. Ce prisonnier, le capitaine Winan Petrus Du Toit, aurait également indiqué que son groupe n'était pas à la recherche d'éléments de la SWAPO (organisation nationaliste namibienne) ou de l'ANC (Congrès national africain), contrairement aux allégations de Pretoria.

Les autorités de Luanda ont immédiatement exploité leur avantage en affirmant que Pretoria « essayait de placer un nouvel obstacle entre l'Angola et les Etats-Unis ». Si la version des autorités angolaises est exacte, le gouverne-

ment sud-africain, qui a impérativement besoin du soutien de Washington (le seul, ou presque, qui lui reste), aura bien du mal à justifier une action de sabotage d'installations américaines. Si le doute subsiste, le fiasco que constitue cette opération militaire aura, de toute façon, des conséquences fâcheuses. Entre les deux capitales, Pretoria et Luanda, les relations risquent maintenant de redevenir aussi mauvaises qu'avant les accords de Lusaka. En février 1984, Luanda, en effet, n'a plus guère de raison de se fier à la « parole » sud-africaine et a beau jeu d'affirmer que le maintien des troupes cubaines sur son territoire est rendu indispensable par les actions « sauvages » de l'armée sud-africaine ; ne serait-ce que pour protéger les installations pétrolières américaines...

L'inventaire des désaccords ?

Une telle décision aurait, d'autre part, des conséquences directes sur la situation en Namibie, dans la mesure où Washington estime que l'application de la résolution 435 des Nations unies, qui prévoit notamment le retrait des troupes cubaines, est la seule voie possible. Les Américains, comme d'ailleurs la plupart des nations occidentales, ont vivement dénoncé la mise en place d'une Assemblée législative et d'un gouvernement intérimaires en Namibie. Sur place, la SWAPO continue d'être niée par Pretoria et poursuit, de son côté, une lutte armée. Il semble, en outre, que l'organisation namibienne reconstruit des bases dans le sud de l'Angola, ce qui constituerait cette fois un prétexte tout trouvé pour Pretoria pour réintervenir officiellement en Angola.

Pour les Etats-Unis, l'aveu sud-africain est embarrassant à plus d'un titre. La politique des « petits pas » ou dite d'« engagement constructif » poursuivie par l'administration américaine et notamment par M. Crocker — qui consiste à

maintenir des liens étroits avec Pretoria dans l'espoir d'obtenir des changements à l'intérieur du régime de l'apartheid et d'amener le gouvernement sud-africain à composer avec ses voisins — vient de subir un échec sévère. Le président Reagan aura bien du mal à justifier la poursuite de cette logique face aux partisans de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, qui sont de plus en plus nombreux, notamment au Congrès. D'autant plus que le bilan des émeutes qui se déroulent dans les cités noires sud-africaines s'alourdit et que le gouvernement de Pretoria ne semble répondre à cette situation que par une répression accrue.

Reste le Mozambique, où l'espoir suscité par la signature de l'accord de Nkomati, le 16 mars dernier, est aujourd'hui bien retombé. Le gouvernement sud-africain a admis récemment que ce pacte de non-agression n'était pas respecté, la RNM (Résistance nationale du Mozambique) continuant à recevoir de l'aide, à partir du territoire sud-africain, pour lancer des attaques contre le gouvernement de Maputo. Celui-ci, qui a effectivement mis fin aux activités de l'ANC sur son territoire, a toutes les raisons de penser qu'il a passé un marché de dupes. D'autant plus que la RNM semble remporter sur le terrain d'importants succès et qu'elle se trouve aujourd'hui aux portes de Maputo.

Les dirigeants de Luanda ont, d'autre part, toutes les raisons de ne pas renoncer au maintien des troupes cubaines sur leur territoire, et donc à leurs relations privilégiées avec l'Union soviétique, en regardant la manière dont leur voisin mozambicain s'est fait « gruger » par l'Afrique du Sud...

Dans ces conditions, on voit mal ce que vont pouvoir se dire MM. Chester Crocker (dont la position est incontestablement affaiblie par le « fiasco » de Cabinda) et M. Vassé, Sauf à faire l'inventaire de leurs désaccords.

LAURENT ZECCHINI.

IBERIA LA VOIE ROYALE DES AFFAIRES



A partir du 4 juin, Iberia donne la « Préférence » aux hommes d'affaires sur les vols Airbus Paris-Madrid. Préférence à bord, avec bar gratuit et un délicieux repas, chaud bien sûr, accompagné de vins sélectionnés.

Préférence au sol : un comptoir spécial à l'enregistrement et un embarquement séparé. Paris-Madrid en 1^{re} classe, en classe « Préférence » ou en classe tourist, Iberia c'est la Voie Royale de l'Espagne.

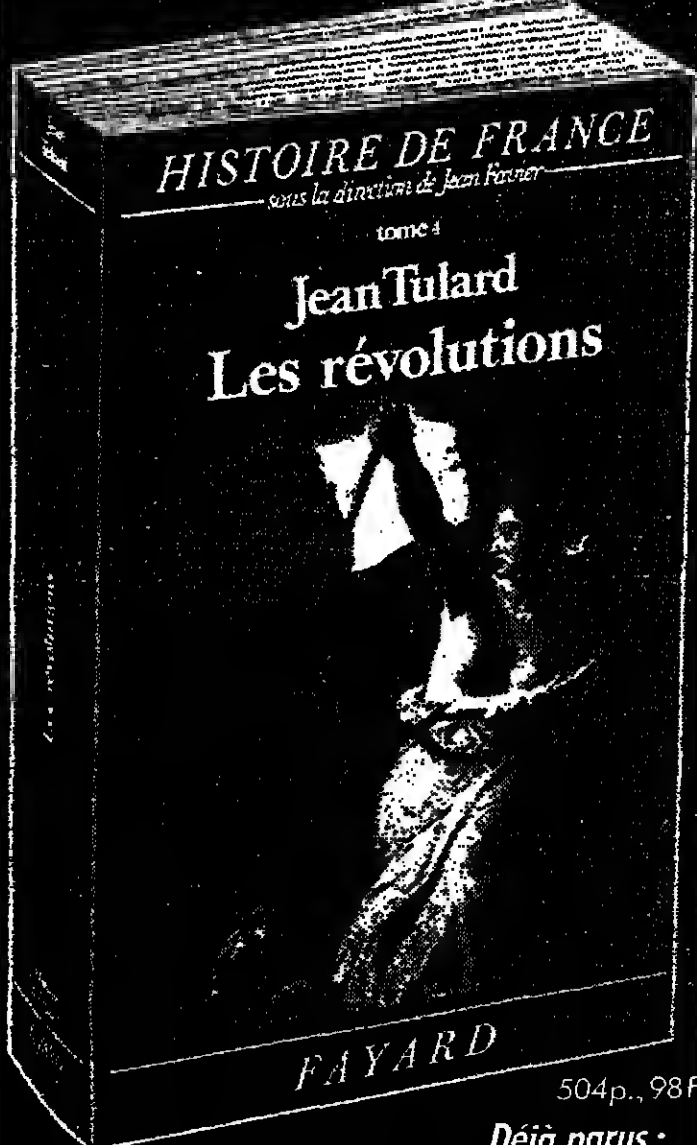
Consultez votre agence de voyages ou infoiberia (1) 720.43.73.



HISTOIRE DE FRANCE

sous la direction de Jean Favier

Vient de paraître



Déjà parus : Karl Ferdinand Werner : Les origines, 98 F Jean Favier : Le temps de principautés, 98 F Jean Meyer : La France moderne, 98 F

FAYARD



politique

LE DÉBAT SUR LA NOUVELLE-CALÉDONIE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Pisani : l'indépendance doit garantir les droits de toutes les ethnies

De quel camp allait partir la première déshérence aux conséquences manifestement dominées des deux côtés : ni châtiment ni provocation ? L'Assemblée nationale a ainsi hésité tout au long de la première journée, le mercredi 29 mai, de la discussion du projet de loi sur la Nouvelle-Calédonie. M. Edgar Pisani, malgré, ou à cause de son passé d'ancien ministre du général de Gaulle, donne de l'articulaire au RPR. Mais les néo-gaullistes ne voulaient pas trop le montrer. Ceux qui un instant se laissent emporter par la passion furent rapidement rappelés à la raison.

Les députés chiraquiens avaient aussi clairement fait savoir qu'il ne faudrait pas les provoquer. Et comme certains députés socialistes semblaient ne pas avoir compris et chahutèrent M. Pierre Mess-

mer, l'ancien premier ministre se fit menaçant : « Attention, je pourrais être méchant avec les ministres présents ! » Le message fut entendu, au moins pour le reste de la journée.

M. Pisani n'ignorait rien de ce *modus vivendi* tacite. Il connaissait aussi sa mission : faire voter le projet gouvernemental en évitant les incidents. Il s'était fixé un objectif : montrer que l'on pouvait débattre de la Nouvelle-Calédonie sérieusement, en espérant que, si Paris donnait l'exemple, Nouméa suivrait. S'il laisse entendre lui aussi qu'il s'agit d'un débat, il se garde des grandes envolées lyriques, des vaines frénésies, des coups de genou dont il est parfois friand. Le haut-commissaire avait laissé la place au ministre pour présenter calmement le

dossier calédonien, pour le mettre à plat. Les piques à ses adversaires n'étaient pas toutes fines, mais elles étaient enrobées dans des remarques qui pouvaient les satisfaire.

Il était loin l'orateur passionné du 22 mai 1968, quand, lors de sa dernière intervention à la tribune du Palais-Bourbon, le député Pisani, membre de la majorité d'alors, avait annoncé qu'il voterait la censure du gouvernement de Georges Pompidou. A cette époque, il se voulait solitaire, refusant même les applaudissements des socialistes. Aujourd'hui, s'il ne les sollicite pas, il les entend manifestement avec plaisir.

Importance de l'enjeu ? Condition de la réussite ? Inhibition devant ses anciens « compagnons », qui guettaient le moindre faux-pas ? Toujours est-il que

le ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie a paru terner. Mais il avait respecté la règle du jeu. M. Messmer ne la transgressa pas non plus. Quelle que soit l'envie qu'il en avait, il évita ses attaques contre M. Pisani. M. François d'Aubert, le député UDF de la Mayenne, dénonçant une fois de plus qu'il n'entendait laisser à personne le soin de brider sa liberté de manœuvre, se livra à une série de critiques personnelles, sans retenue et sans nuances comme à son habitude, contre l'ancien haut-commissaire à Nouméa. Ni les députés socialistes ni le ministre ne se laissèrent entraîner sur ce terrain. A ce petit jeu, où chacun semble dire à l'autre : « Retiens-toi où je fais un malheur », nul n'entend « craquer » le premier.

THIERRY BRÉHER.

L'Assemblée nationale n'engage, mercredi 29 mai, la discussion du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie.

Rapporteur de la commission des lois, dont il est aussi le président, M. Raymond Forni (PS, Territoire de Belfort), explique que la commission s'est efforcée de dissiper « les doutes » que pouvait laisser subsister la rédaction initiale du projet tout en approuvant « pleinement l'esprit » du texte. Ainsi, il affirme que ces amendements proposés sur les compétences des régions et du territoire ne sont pas une remise en cause de la répartition prévue.

M. Louis Mermeas veut alors donner la parole au ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, mais, dans un rappel au règlement, M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) affirme que l'absence du premier ministre, qui avait signé le projet de loi, est « lamentable » et atteste que M. Fabius « est plus soucieux de gérer sa carrière que d'assumer les responsabilités qui lui incombent au plus haut niveau ».

Montant à la tribune, M. Edgar Pisani explique les raisons pour lesquelles, « si souvent depuis vingt ans », le Parlement a dû se saisir du dossier calédonien. Il évoque « la déséquilibre entre Nouméa et la brousse », la ville se développant non « au détriment de la brousse, mais dans l'ignorance de ses besoins ». Il affirme aussi que « le territoire vit largement au-dessus de ses moyens », mais que « l'effort financier de la France ne bénéficie pas également à tous les habitants ». Il constate aussi, en analysant la composition de l'Assemblée territoriale et du gouvernement territorial, qu'une part « considérable

du pouvoir économique et du pouvoir politique est occupée par une fraction de la population ».

Puis le ministre justifie le concept d'indépendance-association : « Il est inimaginable, impossible, inacceptable que l'on puisse ériger une indépendance sans prendre en considération, je dirai même sans prendre comme base, le caractère pluriethnique du peuplement calédonien ». Il faut donc « consacrer le droit des Mélanésiens sans nier le droit des non-Mélanésiens à demeurer sur un territoire (...) qui est leur propre territoire ». Il explique que si un délai est prévu avant le référendum d'autodétermination, c'est pour que « les ethnies calédoniennes reprennent l'habitude de travailler ensemble », la régionalisation devant être « une sorte de convalescence et préparer de nouveaux responsables à assumer de nouvelles responsabilités ».

Reconnaissant que le projet de découpage en quatre régions peut être critiqué, M. Pisani affirme que, « mais il reconnaît que « l'ambition de régionaliser (...) se heurte à des obstacles tous à fait considérables ». Il pense toutefois qu'il était possible de résister plus de compétences au territoire « qui n'est pas seulement le congrès, mais aussi le haut commissaire ».

Justifiant que le pouvoir exécutif soit rendu au haut commissaire, M. Pisani affirme que l'autonomie « ne favorise pas le développement du milieu mélanésien, mais celui de l'agglomération de Nouméa ». Il ajoute que le projet permettra « que soit installé un système de contrôle des médias qui mettra un terme à l'accaparement de l'information par une partie de l'opinion calédonienne ». Enfin, il déclare qu'il croit

que les élections se dérouleront normalement : « Après des mois où la violence a prédominé, la Nouvelle-Calédonie évolue lentement mais sûrement vers une acceptation d'elle-même avec ses contradictions ». Il conclut en soulignant : « L'objectif de ce texte est de refaire du débat calédonien un débat politique démocratique où chacun a le droit de s'exprimer et où la majorité finira par l'emporter ».

M. Messmer : « apartheid politique »

Défendant une exception d'irrecevabilité selon laquelle le projet serait contraire à la Constitution, M. Pierre Messmer (RPR, Moselle) affirme qu'« aucun Calédonien n'avait trouvé la mort du fait d'un acte de maintien de l'ordre ou d'un affrontement politique de 1945 à 1982 ». Mais il reconnaît que « le problème complexe et difficile des rapatriés est (...) n'avait pas trouvé de solution ».

Parlant de M. Pisani, l'ancien premier ministre déclare : « Instruits par l'expérience, nous savons que rien n'est possible en ce qui nous concerne avec un ministre qui se range délibérément parmi nos adversaires déclarés ». Puis il annonce que si l'opposition est victorieuse en 1986, elle organisera « dans les plus brefs délais un référendum demandant aux Calédoniens de choisir entre l'indépendance et le maintien dans la République », cette dernière option devant en tout cas la procédure d'abrogation de la loi dont nous discutons aujourd'hui.

S'il accepte la régionalisation, M. Messmer craint que son utilisation par les socialistes ne conduise à « une sorte d'apartheid politique

qui pourrait à la longue conduire à la partition ». Do plus, il conteste la sous-représentation de la région de Nouméa, qui, avec 59 % de la population, n'a que dix-huit représentants sur quarante-trois au congrès. Pour lui, cela est contraire à « l'égalité des électeurs » dont le principe est inscrit dans la Constitution. Il annonce que ses « amis » participent aux élections « à la seule condition qu'elles soient honnêtes ». L'ancien premier ministre critique durement « le retour à l'administration directe » par le haut commissaire, en affirmant que celui-ci disposera « de plus de pouvoirs qu'aucun de ses prédécesseurs depuis 1945 ».

M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise) constate que M. Messmer n'a soulevé aucun problème d'inconstitutionnalité puisque le système électoral qu'il critique est semblable à celui prévu par le statut proposé par le Sénat, et qu'en attendant avait été jugé conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel. Il déclare aussi : « Ce n'est nullement renier notre attachement à l'intégrité de notre pays que de reconnaître le principe du droit des territoires d'outre-mer à obtenir leur indépendance s'ils le désirent. Cela fait partie de notre patrimoine commun ».

Profitant d'un rappel au règlement, M. Jacques Bruchès (PC, Hauts-de-Seine) annonce que les députés communistes ne participent pas au vote sur les questions de procédure. Ainsi l'exception d'irrecevabilité est-elle repoussée par 286 voix (PS) contre 157 (RPR, UDF). Parmi les non-inscrits, MM. Olivier Stirn (Calvados), Pierre Gascher (anciens RPR, Sarthe) et Koch Pidjot (Nouvelle-Calédonie) ont voté comme les

socialistes, et M. Jean Inventin (Polynésie française) s'est abstenu volontairement.

M. d'Aubert : « marxisme à la petite semaine »

Défendant une question préalable — dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à délibérer, — M. d'Aubert reconnaît « la complexité de la situation calédonienne, le caractère périlleux des slogans, la nécessité de connaître des imprévisibles, apparemment contradictoires (...) et que, malgré les métiages, malgré les progrès, malgré l'effort de promotion, certaines ethnies sont défavorisées ». Il affirme toutefois que, de 1976 à 1981, la politique du gouvernement voulait « mettre la Calédonie en situation de faire un choix réel » entre l'indépendance et le maintien dans la République. Mais il ajoute que cette politique « n'a pas réglé tous les problèmes du territoire ».

Le porte-parole de l'UDF se livre aussi à une sévère critique de l'action des socialistes, reprochant au gouvernement d'avoir « laissé croire aux indépendantistes que leurs thèses les plus inadmissibles seraient acceptées » et d'avoir « donné aux autres communistes l'impression qu'elles étaient abandonnées ». Il attaque M. Pisani, affirmant que celui-ci avait été « un arbitre partial emprisonné dans ses préjugés anti-européens », l'accusant de « marxisme à la petite semaine ». Puis, il évoque le « retour à l'ordre public, M. d'Aubert explique qu'on ne le rétablira pas « en disant à ceux qui le troublent qu'ils ont raison et aux victimes de ces troubles qu'elles ont tort ». Il conclut en affirmant que le gouvernement veut « se débarrasser » du

problème calédonien « en accordant à la Nouvelle-Calédonie une indépendance hâtive et mal préparée ».

Dans sa réponse, M. Alain Vivien (PS, Seine-et-Marne) seules l'opposition de « tenter d'apaiser la recherche d'une solution en Nouvelle-Calédonie ». Puis, il explique que « le courage de M. Pisani a évité l'enclenchement du cycle infernal des attentats et de la répression ». Il ajoute que le concept d'indépendance-association « s'inscrit dans le droit fil » de la politique gaulliste concernant les anciennes colonies.

La question préalable est alors repoussée par 285 voix contre 157, dans les mêmes conditions que l'exception d'irrecevabilité. La discussion générale proprement dite devrait commencer ce jeudi 30 mai dans l'après-midi.

Th. B.

● La réforme électorale du Sénat. — Le gouvernement ne s'est pas opposé à la demande de la commission sénatoriale des lois visant à reporter le début de l'examen des deux textes relatifs à l'élection des députés du mercredi 29 au jeudi 30 mai. L'opposition, majoritaire au Sénat (Le Monde du 30 mai), justifiait ce souhait par la nécessité d'organiser une discussion générale commune du projet de loi instituant la proportionnelle pour l'élection des députés et du projet de loi organique augmentant le nombre des députés.

Pour ces deux textes, la commission des lois a décidé de proposer l'adoption de la question préalable, procédure qui aboutit au rejet du texte.

Le RPR et ses militants

I. — Au commencement était l'action

par THOMAS FERENCZI

Le Bourget, 9 heures du matin : Jacques Chirac arrive à grandes enjambées au siège de la société Transair, n'ayant eu le temps de se changer qu'en compagnie de Raymond Marcellin et s'embarque à bord d'un petit Beechcraft à hélices. Destination Rennes, première étape d'un voyage de deux jours en Bretagne. Outre Raymond Marcellin, président du conseil régional, le président du RPR est escorté de son garde du corps, l'inspecteur de police Antoine Veltutini (ils sont deux, en alternance, à assurer sa protection), du secrétaire national aux fédérations, Alain Maréchal, du chef du service de presse, Lydie Gerboud, et de trois journalistes.

Le même scénario se reproduit à quelques variantes près, deux ou trois fois par mois : Jacques Chirac va, d'une région à l'autre, réchauffer l'ardeur de ses militants et surtout, ces derniers temps, tenter d'apaiser leurs inquiétudes.

Car le « peuple RPR » est aujourd'hui désemparé. Comparées aux professions de foi musclées de Jean-Marie Le Pen et aux déclarations catégoriques de Raymond Barre, les positions du mouvement lui paraissent plutôt floues, et l'image de Jacques Chirac, face à ses principaux concurrents, un peu brouillée. « Nous souffrons depuis deux ans du look qu'on a donné à Chirac », affirme un secrétaire de circonscription du Rhône, qui ajoute : « Pendant ce temps, les Français se sont tournés vers le baron qui est apparu plus dur, plus résolu ».

Le nouveau « look » adopté par le secrétaire du RPR, plus modéré, moins agressif, ils sont nombreux, au sein du mouvement, à le regretter. « On aimerait que Chirac soit un peu plus chef, qu'il parle haut et fort », dit Ferdinand Penfili, gaulliste depuis trente ans. « C'est vrai, on trouve Chirac trop mou », confie un autre responsable de la région lyonnaise.

Patrick Balkany, maire de Levallois-Perret et chiraquien bon teint, reconnaît, lui aussi, que les militants ont été « déçus par la côté présidentielle de Chirac, qui a voulu se donner une image plus centrée ». Or, dit-il, « le problème n'est pas d'apparaître comme un bon père de famille, la sécurité, l'immigration, par exemple, sont des ques-

tions sérieuses qu'on a un peu laissées de côté pour ne choquer personne ».

Ce discours, on l'entend partout, dans les sections et les fédérations du RPR, du sommet à la base du mouvement. Et même s'il ne représente, à en croire le sénateur Charles Pasqua, que l'opinion d'une minorité, il est assez répandu pour créer un malaise, et pour susciter le besoin d'une réponse plus énergique.

Plus que Raymond Barre, c'est Jean-Marie Le Pen qui est le plus dans tous les esprits. Beaucoup regrette que le RPR n'ait pas plus clairement affirmé ses positions sur l'immigration. Regret ambigu. Pour les uns, qui n'ont pas hésité, comme ils l'avaient eux-mêmes, à emprunter au Front national quelques-uns de ses thèmes pendant la campagne des élections cantonales, il aurait fallu s'aligner franchement sur Le Pen pour ne pas lui laisser le monopole de la fermeté (ceux-là, affirme Charles Pasqua, ont pour la plupart déjà rejoint le Front national). Pour les autres, le RPR n'avait pas à se situer pour ou contre Le Pen, mais à dire, en toute indépendance, ce qu'il pensait et qui n'est pas, assurément, ce que pense le Front national.

Sur cette question complexe, qui manifestement les trouble, les militants considèrent qu'ils ont été plutôt démunis. Ils attendaient, disent-ils, de la direction de leur parti moins de prudence et plus de cohérence.

Tactiques d'états-majors

Jacques Chirac a souffert, incontestablement, auprès des militants d'apparaître comme un homme de compromis, empêtré dans les combinaisons politiciennes et les tactiques d'états-majors (« Les embrassades avec Giscard, en février dernier, ont été très mal perçues », dit Michel Noir, député du Rhône et président de la fédération. J'en ai pris plein la gueule. ») Au même moment, Jean-Marie Le Pen comme Raymond Barre échappaient à ce discrédit en se plaçant au dehors des partis. Même les députés, selon Claude Labbé, président du groupe, s'interrogent, expriment leurs doutes, leurs inquiétudes.

Le président du RPR a donc entrepris de rétablir son image de battant. On l'a vu en Bretagne haranguer des foules nombreuses avec une assurance et un dynamisme retrouvés. On l'a entendu, à la dernière réunion du comité central, élever la voix, promettre plus d'autorité, et, comme dans le même temps, Raymond Barre a paru à son tour tomber dans le piège politique, le moral commence à s'améliorer dans les rangs. Mais il reste encore du chemin à faire pour que cesse la « période de flottement » dont parle Michel Noir et que revienne dans le mouvement la confiance en soi.

Il est normal que des militants éprouvent le besoin d'une direction ferme et sans états d'âme. Ceux du RPR y sont d'autant plus sensibles que, d'une part, ils se définissent volontiers, avant toute autre considération, par leur fidélité à Jacques Chirac, et que, d'autre part, ils sont plus intéressés par l'action que par l'idéologie. Ces deux traits de la « personnalité de base » du militant RPR sont perceptibles à Paris comme à Lyon, en Bretagne comme en d'autres régions.

Quand on demande à Alain Maréchal ce qui fait vibrer les militants, il répond : « Ils veulent d'abord que Chirac ». La majorité d'entre eux ont adhéré soit en 1976, lors de la création du RPR, soit en 1981, après la victoire de la gauche. Ces deux grosses vagues ont recouvert celle des « gaullistes historiques » et celle des « pompidoliens ». Le mouvement n'est un peu déstabilisé », reconnaît Alain Maréchal. Selon Alain Juppé, secrétaire national au redressement économique, ces nouvelles couches se recrutent largement parmi les cadres, alors que les anciennes étaient souvent issues de milieux populaires. La relève, dit-il, ne se fait pas sans quelques difficultés, mais elle est désormais bien engagée.

Patrick Balkany, par exemple, né en 1948, se définit comme « un pur produit chiraquien ». Il n'est pas le seul. La plupart des secrétaires départementaux (moyenne d'âge : trente-neuf ans) et des secrétaires de circonscription (moyenne d'âge : trente-cinq ans) se reconnaissent dans le changement de génération,

et de style, dont le président du RPR dit le porteur. « Pour la plupart des jeunes, explique Charles Pasqua, le choix a été directement lié à la personne de Jacques Chirac. Les idées sont venues après, par capillarité ».

Les idées, au plutôt, ce sont Charles Pasqua appelle « des réflexions en commun ». Car, dit-il, les gaullistes, dont se réclame le RPR, « avant d'être une idéologie ou une philosophie » est « une attitude », qui s'éprouve et se forge dans l'action. « Notre force, affirme Jean-Claude Bahu, secrétaire de la huitième circonscription du Rhône, conseiller général depuis mars dernier, c'est le terrain ».

Un maître mot : efficacité

Les militants du RPR ne sont pas très amateurs de débats. Ce qu'il faut, dit Jean-Claude Bahu, c'est leur donner des arguments simples, qu'ils puissent ressortir à la minute. A la différence des socialistes, qui se réfèrent à une longue tradition de controverses doctrinales, les hommes du RPR veulent des réponses concrètes. « Ils demandent qu'on leur assigne des objectifs clairs », précise Charles Pasqua. La vertu première dont ils croient leur parti n'est pas l'originalité de sa réflexion, mais sa puissance de mobilisation. Ils sont fiers que la machine tourne, que partout les salles soient pleines sur le passage de Jacques Chirac (« Barre, confie un responsable breton, n'est pas capable d'en faire autant, sinon à grand renfort de publicité payante »), que l'organisation soit impeccable. Beaucoup mettent spontanément en avant cette capacité opérationnelle pour expliquer leur appartenance au RPR.

« Où aller pour être efficace, sinon au RPR ? », déclare Michel de Guilleminot, qui, avant d'être désigné national aux droits de l'homme, fut notamment le directeur de cabinet de deux ministres ou RPR, Michel Durafour et André Girard. L'efficacité, tel est le maître mot. « La politique est en train de changer, explique Michel

Barrier, député de la Savoie et secrétaire national du mouvement, elle demande aujourd'hui une approche plus pragmatique, plus économique. Les responsables, qu'il gère un parti ou une municipalité, doivent se comporter un peu comme des chefs d'entreprise ».

Patrick Balkany ou Michel Noir tiennent le même langage, que reprennent, à leur façon, les militants de base. Tous se sentent membres de l'entreprise RPR, une entreprise qui revendique 870 000 adhérents (même si les spécialistes (1) lui en accordent trois fois moins) et qui, souligne-t-on, n'a su moderniser, renouveler ses cadres (beaucoup se disent plus proches des barons du gaullisme), offrir, plus que d'autres, une image de dynamisme et de jeunesse. Aussi attendent-ils de Jacques

Chirac qu'il soit à la hauteur de cette réputation.

Si telle est la représentation que se font d'eux-mêmes et de leur chef les militants du RPR, celui-ci ne suffit pourtant pas à rendre compte de la réalité du parti de Jacques Chirac. Car ce parti change, et, au-delà de la force de son organisation et du charisme de son leader, s'interroge encore sur son identité.

Prochain article :

A la recherche d'une doctrine.

(1) Collette Yamal avance le chiffre de 250 000 dans son article « Un colosse aux pieds d'argile : le RPR », paru dans le numéro d'avril des *Temps modernes* consacré à la tentation autoritaire en France ».

A VOIR

27 avril 1969 : ce fut non

Mai 68... on n'aura jamais fini d'évaluer, d'analyser, de supputer les répercussions de cette révolution à la fois de ce grand « remblaiement d'histoire ». Il y a eu l'immédiat — les pavés, les grèves, — il y a eu les suites de l'onde de choc — les changements de mœurs, — il y a eu aussi les conséquences politiques ; et le 27 avril 1969, le départ de de Gaulle.

Le troisième et dernier volet de la très intelligente série « Histoire d'un jour », proposée par Philippe Alfonsi et Maurice Dugowson, est justement consacré à ce « 27 avril 1969 » où « le pouvoir a changé de mains ». Le « non » au référendum sur la régionalisation et la réforme du Sénat impliquait en effet la démission du chef de l'Etat à Colombey. Ce fut « non », on le sait.

Cette « Histoire d'un jour » est divisée en trois parties inévitables, tant le fil est tendu d'un document à un autre, d'un témoignage aux différentes questions que Philippe Alfonsi pose. Ses questions ? Était-il nécessaire d'organiser un référendum sur le sujet ? Est-il vrai que Georges

Pompidou, alors qu'il était premier ministre, s'est opposé à la volonté réformatrice du général ? Pourquoi M. Giscard d'Estaing s'est-il abandonné de Gaulle et appelé à voter non ? Alfonsi ne donne pas son point de vue, ce n'est pas sa manière. Il lève le débat et interpelle des acteurs ou des témoins de l'événement (qui évidemment n'apportent pas les mêmes réponses). Il y a là, par exemple, le journaliste et écrivain Roger Stéphane face à Olivier Guichard, ancien ministre du général. Ou Jean-Marcel Jeanneney face à Philippe Malaud, ancien ministre aussi. Et d'autres.

Alfonsi sait utiliser des sources très différentes, faire jouer les documents écrits, filmés, sollicités les uns, contraster. Ecrits, vidéos, téléphones, il se sert de tout, il donne à voir, à réentendre, à comprendre un peu plus, un peu mieux.

CATHERINE HUMBLLOT.

* « Histoire d'un jour : 27 avril 1969, le pouvoir a changé de mains », FR3, jeudi 30 mai, 20 h 30.

UNE DÉCLARATION DE M. ROLAND DUMAS AU COLLOQUE INTERNATIONAL

« Paris, point de convergence de tous les combats pour les droits de l'homme à travers le monde »

Paris est aujourd'hui « un point de convergence de tous les combats pour les droits de l'homme à travers le monde », a affirmé M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, qui souhaitait la bienvenue, jeudi 30 mai, à l'hôtel de Lassay, aux participants du colloque international sur les libertés et les droits de l'homme.

Faisant notamment allusion à M. Lech Walesa, M. Dumas a regretté qu'il y ait des absents à ce colloque. Nous savons cependant, a commenté le ministre des relations extérieures, que « ces absents seraient présents malgré tout dans cette assemblée, en raison même de l'intensité des combats qu'ils mènent dans leur propre pays ».

Comme M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, qui a pris également la parole, le ministre des relations extérieures a exalté l'action de la France depuis 1981 dans le domaine des droits de l'homme, tant à l'extérieur qu'en France même. M. Dumas a conclu en déclarant aux participants : « Le rôle de mon pays sera d'écouter intensivement pour agir demain partout, à l'Est, au Sud, à l'Ouest, car, au fin de compte, votre réunion est tournée vers l'action ».

Un message de M. Lech Walesa, membre du comité d'honneur du colloque, mais empêché de quitter la Pologne avec l'assurance de pouvoir y retourner, est parvenu aux participants.

M. Walesa y exprime son espoir et celui de ses compatriotes dans le progrès des droits de l'homme. « Je me pose la question, ajoute-t-il, de savoir s'il existe encore de telles questions, qui, tout en étant la vérité, ne s'expriment pas d'ennemis. Même le mot « solidarité », qui a le goût du pain et de la liberté, a ses ennemis ».

Membre du comité d'honneur du colloque, l'évêque sud-africain, Mgr Desmond Tutu, Prix Nobel de la paix 1984, a été reçu par M. François Mitterrand, mercredi 29 mai.

L'assistance de la communauté internationale est le seul recours », a-t-il déclaré après cette entrevue, en évoquant le combat de la communauté noire contre l'apartheid.

Le spectacle et l'action

Un Etat, un gouvernement peuvent-ils fêter et mettre en scène les droits de l'homme? Peut-être, avec quelque faste, sans prêter le flanc aux critiques, sans éveiller la suspicion sur la pureté de leurs intentions? Sous l'intention officiellement généreuse, la publicité et le spectacle, les congratulations et les louanges, l'autosatisfaction ne risquent-ils pas de l'emporter? Autant d'inévitables questions posées par le carrefour « Libertés et droits de l'homme », organisé à Paris, jeudi 30 et vendredi 31 mai, sur l'initiative du premier ministre, M. Laurent Fabius, auquel sont conviés des personnalités du monde entier, toutes engagées dans le combat pour les droits de l'homme.

Ce procès ne pouvait pas ne pas être instruit. A droite comme à gauche. Seuls invités de l'opposition, M^{me} Simone Veil et M. Bernard Stasi se sont récités, le second confiant au *Matin* de Paris que « ce n'est pas au gouvernement de prendre une telle initiative, mais aux associations ». « Je ne dis pas que cela ne peut pas faire avancer les choses », ajoute-t-il (...). « N'empêche qu'avec M^{me} Louis Mermaz et Roland Dumas [qui ont ouvert la séance inaugurale jeudi], cela a quelque chose d'officiel ». A gauche, le PCF ne s'embarrasse pas de ces précautions de style, diffusant, jeudi, un numéro spécial de *l'Humanité* sous la manchette : « Droits de l'homme, oui la vérité ». L'organe central communiste pilonne : M. Georges Marchais, dans un article publié à la « une » vient au secours de « cette grande cause qui est l'objet de tant de manipulations politiciennes » ; M. Henri Alleg, ancien responsable communiste en Algérie avant l'indépendance, emprisonné et torturé alors, résume l'invitation qui lui a été adressée, assurant que cette rencontre participe d'une volonté « de créer une atmosphère de guerre froide, nourrissant méfiance et haine à l'égard des pays socialistes ».

En somme, au mieux les socialistes se feraient une publicité à bon compte, au pire ils ne seraient que des hypocrites. Bref, la cause ne

serait qu'un prétexte. Ce procès est indéniablement excessif. « A l'approche du bicentenaire de la Révolution française et de la Déclaration des droits de l'homme », dit la présentation de ces assises, la France de 1985 encourage la réflexion des femmes et des hommes qui, partout dans le monde, se mobilisent pour la défense des libertés et des droits de l'homme ». Comment reprocher à un gouvernement un tel geste, un tel appui, dont l'incidence n'est pas contestable pour certains des participants étrangers, réprimés dans leur pays ?

Privilegiés

Plus pertinentes, en revanche, sont les critiques et les amertumes de comités et militants divers, s'attachant en France à la défense des droits de l'homme dans telle ou telle contrée, qui se sentent exclus de ce colloque. N'y sont, en effet, invitées que des personnalités en vue de divers pays ou d'organisations non gouvernementales (ONG) reconnues par l'ONU. Un choix qui privilégie l'établissement « de ce combat plutôt que ses artisans », dit l'image du comité d'honneur patronnant cette réunion où figurent cinq prix Nobel de la paix : Sean Mac Bride, Adolfo Pérez Esquivel, Mgr Desmond Tutu, Mère Teresa et Lech Walesa, ce dernier manquant finalement à l'appel quoiqu'un message du dirigeant syndical polonais doive être lu.

Aussi la réception qui, à l'hôtel Malignon, mercredi soir, donnait le coup d'envoi de ces rencontres tenait-elle du who's who international, les trois prix Nobel croisant M^{me} Léopold Senghor, ancien président du Sénégal, Dom Helder Camara, ancien archevêque de Recife (Brésil), l'écrivain américain Kate Millet, le romancier israélien Amos Kenan, le Sud-Africain Breyten Breytenbach, dont la libération a été obtenue par la France, etc. De même, l'inauguration, jeudi soir, suivie d'un spectacle mêlant artistes français et étrangers, du parvis des Libertés et des Droits de l'homme à

l'esplanade du Trocadéro par le président de la République risque-t-elle de privilégier dans le grand public le spectacle gouvernemental plutôt qu'une réflexion collective.

Multiples initiatives

Maïs, après tout, pourquoi ne pourrait-on fêter les droits de l'homme et pourquoi les artistes ne pourraient-ils, à leur manière, les défendre en les chantant ? Aux reproches sur le choix des participants, le gouvernement réplique qu'il a été fait par la commission consultative des droits de l'homme - placée auprès du ministre des relations extérieures, et dont la compétence a été élargie en janvier 1984 - présidée par M^{me} Nicole Questiaux. Le principe était d'éviter une trop grande affluente pour assurer la conférence des travaux, de ne pas transformer ces assises en débat franco-français entre défenseurs des droits de l'homme et, enfin, de s'en tenir à une réflexion sur les moyens de cette défense - dans trois commissions : l'individu, l'Etat, les organisations internationales - plutôt qu'à des discussions pays par pays.

De plus, ajoute-t-on, pour élargir les critiques, ce carrefour s'accompagne d'initiatives françaises, popularisant le combat pour les libertés : les ambassades, les écoles de police, les casernes, les magistrats, les écoles et les collèges sont mis à l'honneur. Enfin, ce n'est pas par hasard si, à la veille de ces rencontres, le conseil des ministres a adopté un projet de loi qui rendra irréversible l'abolition de la peine de mort pour cinq ans, par la ratification par le Parlement de la signature française au protocole additionnel de la convention européenne de sauvegarde des droits

de l'homme ; ce n'est pas par hasard non plus si le même conseil des ministres a adopté un autre projet de loi visant à la ratification, par le Parlement, de la signature française à la convention de l'ONU « contre la torture et autres peines ou traitements inhumains, cruels ou dégradants ».

Ambiguïté

En fait, toute l'ambiguïté de cette rencontre tient au geste lui-même : un Etat engagé dans la realpolitik, avec ce que cela suppose de diplomatie et de compromis, peut-il, en même temps, proclamer avec faste son soutien à tous les combattants des droits de l'homme ? Oui, répond M. Laurent Fabius, qui, dans un entretien à *l'Evénement* du jeudi 30 mai, assume cette contradiction : « Il n'y a pas de droits de l'homme à géométrie variable », affirme-t-il, tout en ajoutant : « Doit-on, oui ou non, avoir des relations d'Etat à Etat avec des pays qui ne respectent pas totalement les droits de l'homme ? Faut-il limiter les contacts aux gouvernements parfaitement démocratiques ? Si on répond oui (...) alors la liste des démocraties transparentes est si courte, que le ministre des relations extérieures peut partir en vacances ! ».

Réponse inverse de l'un des invités, le diplomate suisse Friedrich Dürrenmatt qui reprochant à la France ses ventes d'armes, s'est décommandé tout en la félicitant pour d'autres initiatives et la conviant à une rencontre dans le seul lieu envisageable selon lui, de nos jours, pour débattre des droits de l'homme : « Un autre système solaire ».

EDWY PLENEL

ÉPOUSE DU DIRIGEANT NOIR EMPRISONNÉ A VIE

M^{me} Mandela n'aura pas de passeport

De notre correspondant

Johannesburg. - Invitée par M^{me} Fabius et Lang à participer au colloque « Libertés et droits de l'homme » qui se déroule à Paris les 30 et 31 mai, M^{me} Winnie Mandela n'a toujours pas obtenu de passeport. Son avocat, M^{re} Ismail Ayob a déclaré qu'elle attendait encore une réponse à sa demande, déposée il y a environ un an, pour aller aux Etats-Unis. A l'ambassade de France, on affirme que le ministère des affaires étrangères sud-africain n'a pas encore fait connaître son sentiment concernant cette invitation.

Winnie Mandela, épouse du leader noir emprisonné à vie, Nelson Mandela, est assignée à résidence depuis le mois de mai 1977 dans la ville de Brandfort, au cœur de la province de l'Etat libre d'Orange. En vingt-quatre ans, elle n'a connu que neuf mois de liberté d'aller et venir. Mgr Desmond Tutu, prix

Nobel de la paix, invité également au colloque, a pu, lui, se rendre à Paris. A défaut de participer à la conférence, Winnie Mandela a donc envoyé un message dans lequel elle souligne notamment que la nouvelle Constitution sud-africaine est en fait destinée « à renforcer l'apartheid et le racisme ». Elle indique ensuite : « L'apartheid a été déclaré un crime par la communauté internationale. Nous avons besoin de l'appui de toutes les nations et de tous les peuples concernés du monde entier pour mettre fin à ce crime. Nous pensons que cela aidera à raccourcir nos souffrances. Nous vous disons : frappez d'ostracisme l'Afrique du Sud. Ne la faites pas dans deux ans, ne la faites pas le mois prochain, faites-le maintenant ».

M. B.-R.

ils luttent pour les droits de l'homme

Desmond Tutu

Prisonnier de l'espérance

Walesa

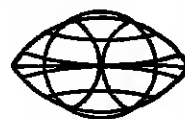
Une enquête de François Gault

Adolfo P. Esquivel

Le Christ au poncho

ils sont édités au Centurion

ÉTENDRE LES DROITS DE L'HOMME...



1 actes du colloque de « Droits socialistes de l'homme » à la Sorbonne (Éditions Anthropos) sous la présidence de L.-S. Senghor

Libéralisme et Socialisme - Le Progrès et les Droits de l'Homme, Conception offensive ou défensive des Droits de l'homme - Laïcité, féminisme, environnement et Droits de l'Homme...

Avec H. Ali-Ahmed, J. Andrieu, R. Barreiro Saguier, P. Bercis, P. Bérégovoy, M. Boix, H. Bouchard, P. Brana, B. Breytembach, M. Butin, C. Cheysson, P.-H. Chombart de Lauwe, J. Chonchol, H. Curien, P. Du-four, R. Dumont, M. Duverger, J. Elleinstein, R. Fabre, J. Fauvet, A. Frondizi, G. Georges, L. Hamon, A. Henry, J. Huntzinger, A. Jacquard, E. Jouve, A. London, G. Malandain, L. Matarasso, A.-M. M'bow, V. Neiertz, L.-E. Pettit, J.-J. Queyranne, M. Radjavi, J. Riba, M. Rolant, Y. Roudy, P. de Saint-Robert, P. Seguin, J. Soppelsa, A. Spire, O. Stürn, V. Tanase...

Commandes : D.S.H., 3, r. de La Rochefoucauld, 75009 Paris ; F.I.P., 5, rue J.-F. Gerbillion, 75006 Paris : 95 F franco.

II « Droits socialistes de l'homme » en actions :

- Sur FR 3 Libertés-3, le samedi 1^{er} juin, à 16 h 15.

- Sur France-Culture, le samedi 1^{er} juin, à 8 h 30.

SCIENCE VIE AVIATION 85

Inouï : elle ramène un avion sans savoir piloter !

17 F EN VENTE PARTOUT

Cet ouvrage dégage avec clarté les grandes lignes d'une histoire complexe.

Guy le Cler'h, L'Arche

Cette étude, dense mais richement documentée, analyse dans le détail l'évolution de la communauté juive en France entre 1906 et 1939.

J.N., Le Figaro Magazine

492 pages 120 F

Paula Hyman

De Dreyfus à Vichy

L'évolution de la communauté juive en France 1906-1939

L'espace du politique

PARLER = CONVAINCRE

COURS HUBERT LE FÉAL

EXPRESSION ORALE

MAÎTRISE DE SOI • COMMUNICATION

documentation sans engagement ☎ (1) 387 25 00

POLITIQUE

L'annulation de la diffusion sur Antenne 2 du film sur le groupe Manouchian

La décision de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, qui, seule par Antenne 2 et après avoir consulté cinq personnalités de la Résistance, a recommandé à la chaîne de ne pas diffuser le film *Des terroristes à la retraite*, initialement programmé pour le 2 juin (le Monde du 30 mai), a été saluée par le secrétariat du comité central du PCF, le mercredi 29 mai, comme répondant à une « exigence de vérité et de justice ».

Selon le PCF, qui avait mené une campagne contre ce film, l'œuvre du réalisateur Mosco, qui retrace l'histoire des combattants communistes immigrés à Paris entre 1941 et 1944, et s'interroge sur les conditions dans lesquelles le plateau d'entre eux furent pris et exécutés, est une « falsification de l'histoire ».

Mme Meline Manouchian, veuve de Mysak Manouchian, immigré arménien qui dirigeait ces combattants à l'automne de 1943, a déclaré qu'elle juge « antidémocratique » la décision de la Haute Autorité. M. Manouchian, qui, dans le film, accuse le PCF d'avoir, à l'époque, sacrifié ces combattants, les seuls, ou presque, dont il disposait à Paris, estime que « si des personnes ou des partis avaient quelque chose à contester dans ce film, ils devraient

répondre à la télévision, dans les journaux ou dans une conférence de presse ». M. Serge Klarsfeld, président de l'Association des fils et filles des déportés juifs de France, a déclaré que la Haute Autorité n'avait pas « réhaussé sa réputation en s'inclinant devant un diktat du Parti communiste, lequel confirme qu'il n'ose toujours pas regarder son passé en face ».

Le film que vous ne verrez pas...

Qu'y a-t-il donc de si répréhensible dans le film que vous ne verrez pas ? Comment la télévision française peut-elle censurer un programme annoncé de longue date ? Comment peut-on accuser le réalisateur d'avoir fait un scénario et une mise en scène « pitoyables », alors que c'est à cause même de sa force et de sa qualité que le film gêne ?

Que l'on décrète alors qu'il est interdit de faire de la recherche sur notre histoire proche, et particulièrement sur l'histoire de la Résistance, c'est une chose que tous les témoins savent et l'on sera sûr de ne blesser personne !

Il faut croire pourtant que le film de Mosco frappe juste, tellement juste que, pour mieux noyer les mystères, c'est lui qu'on accuse de la rage... C'est la question — gigantesque — que pose Meline Manouchian, lorsqu'elle interroge : « Il y a des jours où je ne peux pas m'empêcher de penser que, peut-être, si les nazis n'avaient pas fait cette effroyable erreur, personne n'aurait parlé de Manouchian, de Boczon, de Rayman, d'Alfonso et des autres combattants étrangers. On les aurait enterrés et oubliés. Regardez les survivants, que sont-ils devenus ? (1) »

C'est justement ces « survivants » que Mosco a retrouvés et qu'il fait parler dans *Des terroristes à la retraite*. Terroristes par obligation, héros malgré eux, pour défendre une patrie qui n'est pas la leur, une France synonyme pour eux de « Déclaration des droits de l'homme ». Sept hommes qui sont les seuls survivants du groupe Manouchian, et qui se retrouvent chaque année, le 21 février, dans le cimetière d'Ivry, près du Carré des Fusillés. Avec eux, le réalisateur a tenté de mettre en lumière le mécanisme d'une organisation secrète pour

poser des questions de fond, ces questions que ces survivants se posent depuis quarante ans.

Tailleurs, juifs et résistants

Ils ne ressemblent décidément pas à des héros, même à la retraite, ces petits vieux, ces artisans, ces tailleurs juifs qu'on retrouve chez eux ou dans leur atelier poussant l'aiguille, piquant à la machine ou faisant leur cuisine sur un réchauffeur à gaz et qui vous racontent les exploits qu'on lit dans les livres. Mais qui n'ont rien de commun avec les gravures patriotiques. Ceux qui sont nés en Pologne écorchent la française, parlent avec ce qu'on appelle « un épouvantable accent juif », si bien que les sous-titres sont parfois nécessaires pour les comprendre. Etrange décalage entre l'image héroïque et la plate réalité qui a pu choquer les « jurés d'honneur », qui n'ont pas trouvé, Meline Manouchian — qui a sa rue, son poème et sa chanson, — un « héros » pas d'autres... Mais on a dû estimer que ceux-là dévalorisent la Résistance.

Ce qu'ils racontent, calmement, sans grandes envolées, est pourtant étonnant de courage et d'ingéniosité, ce que c'est la fabrication artisanale d'une bombe ou l'assassinat d'un officier allemand dans la rue. « Vous étiez fait pour la lutte armée ? » demande Mosco à Raymond qui est entré dans le groupe à seize ans, quand toute sa famille a été déportée. « Je ne crois pas. J'étais normal », répond celui-ci en piquant un bouton de cuir qui lui est payé 76 francs pièce. Et c'est avec la craie de tailleur, sur une pièce de tissu qu'ils font le plan d'une action terroriste, ou bien avec un centimètre de ruban

qu'ils mesurent la bombe terminée. Et c'est aussi dans le Paris d'aujourd'hui, avec leur démarche vieillie, qu'ils racontent les gestes de ce temps-là, tirant sur un minier-quin vivant dans la rue ou dans la rue, un minier-quin en uniforme, image incongrue qui entre dans le champ et qui fait réfléchir, avec une extraordinaire intensité, le souvenir de l'occupant.

« Je n'ai pas voulu faire un film anticomuniste », dit Mosco. Est-ce sa faute à lui si la réalité ne paraît pas conforme à la légende communiste ?... Les questions que posent ses interlocuteurs, quoi qu'en fasse, quoi qu'on interdise, demeurent. Pourquoi, par exemple, après que la direction ait été prévenue de la prise en compte d'un des leurs, n'a-t-on pris aucune mesure de sécurité ? « Les chefs ont quitté Paris et les autres, on les a obligés à rester jusqu'à leur arrestation », dit le frère de Marcel Raymond. J'attends qu'un me dise la contraire.

A quel répondent Louis Gronowski, responsable de la MOI dans la Résistance et collaborateur direct de Jacques Duclos : « Dans chaque guerre, on sacrifie des gens... » et A. Ouzoulias, responsable FTP : « Le sacrifice était partout... »

Tant d'interrogations sans réponse. L'histoire de la Résistance reste à faire, mais ce film, avec talent et honnêteté, constitue la première pierre d'un mystérieux édifice. Le fait de l'empêcher d'être vu est la preuve qu'il ne fallait pas le frapper d'une censure « honorable ».

NICOLE ZAND.

(1) Dans son livre sur Manouchian publié en 1978 aux Editions François Réunis — et toujours disponible — Meline Manouchian, dans un chapitre intitulé « Les doutes », pose les mêmes questions.

Le droit à la mémoire

L'histoire du Parti communiste français entre la signature du pacte germano-soviétique, le 23 août 1939, et l'entrée de Maurice Thorez dans le gouvernement du général de Gaulle, comme ministre d'Etat, le 21 novembre 1945, est un domaine sur lequel ce parti exerce une surveillance constante. Cette tâche était assurée, autrefois, par Jacques Duclos lui-même, ancien chef du parti dans la clandestinité, Thorez étant à Moscou pendant la durée de la seconde guerre mondiale.

Aujourd'hui, la direction communiste veille toujours à la protection de l'image de « parti des fusillés », le « seul, en tant que parti », à s'être engagé dans la Résistance. La campagne engagée contre le film d'Antenne 2 sur les résistants communistes immigrés avait été évoquée par M. Georges Marchais, lors de la dernière réunion du comité central du PCF, les 20 et 21 mai, comme une des batailles importantes engagées par les communistes.

La période de l'Occupation demeure l'un des débats politiques pour l'opinion française en général, mais, parmi ces débats, ceux qui touchent au rôle du Parti communiste sont souvent les plus acharnés. C'est que, d'abord, la place du PCF — ou ce qu'il en reste — dans la société française est, pour une large part, héritée du statut qu'il avait acquis dans la Résistance.

Ensuite, les sujets d'interrogation ne manquent pas, l'attitude adoptée par les communistes à la veille, puis au début de la guerre ; les objectifs qu'ils se fixaient à la Libération ; la démission faite auprès des autorités allemandes à Paris, en juillet-août 1940, pour obtenir le droit de faire paraître légalement l'*Humanité* ; la date de l'entrée du parti en tant que tel dans l'acte contre Vichy, et contre l'Occupant, sans parler de l'histoire personnelle de M. Georges Marchais pendant cette période.

Sur toutes ces questions, le PCF laisse subsister des zones d'ombre, protégées par les silences des anciens dirigeants ou militants qui lui sont restés fidèles par l'absence de polémiques et de déclarations avec les historiens qui tentent d'établir des vérités de

l'extérieur et par le travail apocryphe des historiens de l'Institut de recherches marxistes.

L'appel à la solidarité des anciens résistants pour défendre l'« esprit de la résistance » est une des méthodes volontaires employées par le PCF lorsqu'il y a péril en la demeure. Dans le cas du film *Des terroristes à la retraite*, elle a fonctionné avec succès, au terme d'une intense campagne menée auprès des responsables de diverses associations, qui sont, à leur tour, intervenus auprès d'Antenne 2 et de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Les cinq personnalités de la résistance réunies par la Haute Autorité ont été unanimes pour condamner le film.

Une image intouchable ?

Les motivations des uns et des autres peuvent être diverses. M. Pierre Sudreau, par exemple, ancien responsable du réseau France combattante, qui représentait, parmi ces personnalités, la tendance démocrate chrétienne de la résistance, s'est déclaré « très heurté » par l'image « caricaturale » que le film donne, selon lui, des missions remplies par la résistance urbaine, qui avait recours aux attentats individuels contre les forces d'occupation. M. Claude Bourdet, ancien membre du Conseil national de la résistance, rétorque, lui, le caractère trop « catégorique » des accusations portées, dans le film, contre la direction du PCF à l'époque.

Le film, réalisé quarante ans après les faits par un réalisateur âgé de trente-sept ans, donne de ceux sur lesquels il porte une vision forcément différente de celle qu'en ont conçue les principaux acteurs de cette période. Outre qu'il s'agit d'un aspect seulement de la Résistance et que le film est fait de témoignages — certains acteurs auraient-ils un droit de regard et de contrôle sur la mémoire d'autres acteurs ? — la question se pose de savoir si l'image forgée, de cette période dans le contexte politique de celle qui l'a suivie doit être considérée comme intouchable. Défendre la réalité contre la falsification, du genre de

celle à laquelle s'essaye l'avocat de Klaus Barbie, est une chose ; refuser que cette réalité puisse être explorée librement quarante ans plus tard, en est une autre.

Le film de Mosco n'est pas une reconstruction anachronique de la résistance parisienne. Il donne la parole à des témoins, qu'il ne manipule nullement. Les actes de résistance qu'il ont accomplis ne ternissent en rien le prestige du combat pour la libération. La façon dont les auteurs les évoquent insère ces actes dans des existences et des consciences individuelles, avec les difficultés matérielles du combat, la peur et, aussi, l'obstacle moral que des communistes devaient surmonter pour accepter la pratique des attentats. Refuser ce film, tout en exprimant le souhait qu'une autre émission soit consacrée à l'« époque » des franc-tireurs et partisans immigrés, c'est refuser la parole à ces hommes, dont certains, interrogés pour ce film, il y a trois ou quatre ans, sont morts depuis.

Quant aux accusations portées contre la direction clandestine du PCF, soupçonnée d'avoir pu sacrifier les combattants de ce qu'on a appelé le groupe Manouchian, le droit de les formuler peut-il être refusé à M. Meline Manouchian, veuve du chef militaire des résistants immigrés parisiens, et à M. Simon Raymond, frère de l'un des membres du groupe, Mysak Manouchian et Marcel Raymond ayant été fusillés par les Allemands en février 1944 ? Le film pose la question, il n'impose pas une réponse. M. Albert Ouzoulias, responsable national des FTP, qui a pris une part active dans la campagne du PCF contre le film, y donne, pourtant, son point de vue.

Les combattants immigrés du PCF n'ont pas été gâtés par la mémoire officielle de la Résistance. L'un des « anciens » interrogés par Mosco n'avait toujours pas obtenu, quarante ans après, la nationalité française. Longtemps ou toujours immigrés dans ce pays, à la libération duquel ils ont contribué, au prix de leur vie pour beaucoup d'entre eux, doivent-ils être des spectateurs de la mémoire nationale ?

PATRICK JARREAU.

Un pas vers la censure à la télévision ?

(Suite de la première page.)

Qu'avaient-ils en commun ? D'abord de n'être pas français mais arméniens, italiens, espagnols, polonais et juifs pour la majorité d'entre eux. Pour la plupart aussi, communistes et fiers de l'être. Des communistes désemparés par le pacte germano-soviétique et qui, avec l'invasion de la Russie par l'Allemagne nazie, avaient retrouvé le courage de vivre et... de mourir.

Le récit de l'épopée admirable de ces hommes, qui peut s'en enquêter aujourd'hui ? Étrangement, mais non paradoxalement, les dirigeants actuels du Parti communiste français, représentés officiellement par un grand résistant, Albert Ouzoulias, ancien adjoint de Jacques Duclos et auquel, tout comme à d'autres protestataires, la parole est donnée dans l'émission critique.

La raison de l'inquiétude du Parti communiste est très simple. Dans sa dernière partie, le film de Mosco fait la part belle, mais non exclusive il s'en faut, à ceux qui, « sans disposer des données nécessaires », s'interrogent sur l'attitude du parti à l'égard des FTP de la MOI.

Ceux-ci ne furent-ils pas abandonnés à eux-mêmes, errant et fuant comme si leur mine farouche devait faire place à une image plus souriante et, pour tout dire, plus « nationale » du parti au cent mille fusillés ?

La protestation violente du Parti communiste était non seulement inévitable, mais légitime.

Ce qui l'est moins, c'est la réaction du président de la société Antenne 2 locale, après avoir programmé l'émission, envisageant aussitôt d'y renoncer et sa décharge de la responsabilité de la décision en saisissant la Haute Autorité. Ce qui est moins légitime, c'est que la Haute Autorité ait accepté d'être saisie et se soit déchargée, à son tour, de sa responsabilité sur un jury d'honneur. Ce qui l'est moins encore, c'est que ce jury d'honneur, dont tous les membres sont effectivement des personnes d'honneur, croit pouvoir dire que l'émission de Mosco ne doit pas être montrée à quelques millions de Français, se constituant ainsi en juge d'une histoire à laquelle ils ont participé glorieusement mais dont ils ne sont guère à même de l'apprécier véritablement, à supposer que leurs responsabilités passées les aient mis au fait de l'histoire réelle, ou supposée, du Parti communiste clandestin.

Trois possibilités

L'affaire est grave et sans précédent. Certes, ce n'est pas la première fois qu'une émission est brusquement déprogrammée à la télévision (2) ou interdite d'antenne, comme ce fut le cas pour le *Chagrin* et la *Pitié*. Du moins avant 1981 ces comportements relevaient-ils de l'autocensure ordinaire.

Aujourd'hui, c'est une autorité administrative, respectable et respectée, qui a accepté de se consti-

tuer en organe de censure. Une mission que la loi ne lui a nullement confiée.

Non seulement cette mission de censure n'est pas mentionnée dans les compétences de la Haute Autorité telles que les énumère l'article 14 de la loi de 1982 l'instituant, mais encore elle va à l'encontre d'un texte qui charge les neuf sages de faire respecter la pluralité, l'équilibre des programmes, le respect de la personne humaine et de sa dignité, sans objectifs qui doivent pouvoir être atteints sans recourir à la censure.

C'est en vain que la Haute Autorité chercherait fondement à sa compétence dans l'article 18 de la loi, qui la charge de connaître des « conflits relatifs à la liberté de création opposant les organismes du service public à leurs collaborateurs... ». En l'espèce, un tel conflit n'existe pas. En programmant l'œuvre, le président de la chaîne n'a émis aucune réserve à l'égard de son contenu, et l'auteur de cette œuvre n'a nullement été consulté sur l'opportunité de saisir la Haute Autorité.

Cette compétence que vient de s'arroger la Haute Autorité est d'autant plus discutable que ce n'est pas elle mais le président du tribunal que la loi a chargé de prendre position sur les demandes de droit de réponse formulées par les personnes mises en cause par des émissions qui portent atteinte à leur honneur.

Encore une réponse suppose-t-elle une diffusion préalable. La propre d'une décision de censure, c'est

d'interdire la communication, c'est d'imposer le silence, la nuit.

La Haute Autorité pouvait choisir entre trois possibilités :

— Inviter les plaignants à saisir les tribunaux ;

— Maintenir la programmation et demander qu'elle soit suivie d'un débat plus large que celui organisé dans le film lui-même ;

— L'interdire purement et simplement.

La première solution était la meilleure. L'organisation d'un débat était le moindre mal. Ayant accepté d'être saisie au-delà de ses compétences, la Haute Autorité aurait accompli un « pas de clerc ». On pouvait l'espérer sans lendemain.

Ayant choisi d'interdire, sous forme d'un « avis » qu'elle savait impératif, la Haute Autorité a rendu la première décision de censure de l'histoire de la télévision française. C'est une « première » dont beaucoup se réjouissent et ne manquent pas d'user.

Les autres, démocrates très proches du jury d'honneur, ne sauraient s'y résigner.

GEORGES KIEJMAN.

(2) J'en sais quelques choses. Mon émission consacrée au cinéma sous le titre « Le bouheur et la politique » fut déprogrammée in extremis sur la deuxième chaîne (détail) en 1973, sous que la raison aujourd'hui encore m'en apparaît clairement.

CORRESPONDANCE

La figure de Joseph Epstein

M. Michel Zylberberg, de Paris, nous écrit : Votre collaborateur Patrick Jarreau écrit dans le Monde daté 26/27 mai la phrase suivante : « Pourquoi la figure de Joseph Epstein a-t-elle été effacée par l'historiographie officielle du parti ? ». Dans un livre d'Albert Ouzoulias les *Fils de la nuit* (Grasset, 1975), Albert Ouzoulias peut faire figure, sans difficulté, d'historiographie officielle du Parti communiste.

Joseph Epstein se voit attribuer le qualificatif de « Dombrowski des combats de Paris en 1943 » ; tout un chapitre est consacré (c'est le XXXV) à « l'une des figures les plus prestigieuses de la Résistance » dont « le nom hélas ! reste encore inconnu de la plupart des Français ». De plus, une photographie de Joseph Epstein figure dans ces documents hors texte.

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
Certificats acceptés et reconnus dans le monde entier

ANTWERP NEW YORK

COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR

Pour toutes informations :
Souscription 1/77 - 2018 Antwerp
Tél : 03/232.07.88 - Belgique

EXPERT
TECHNICO-COMMERCIAL
Secteur
monnaies métalliques / etc.

Est recherché par maison italienne pour développer son activité en France. Éventuelle cession d'actions de la filiale française (Paris) déjà fondée.

On demande
connaissance import-export, langue italienne et anglaise.
Documentation au Journal Le Monde sous le n° 10227

willy hairline COIFFURE MIXTE

10, rue des Pyramides 75001 Paris. Tél : 260.63.68.

30, rue Feydeau 75002 Paris. Tél : 236.33.57.

SCIENCE VIE HORS SERIE
AVIATION 85

Conquérant : Airbus «braconne» dur sur le fabuleux marché américain

17 F EN VENTE PARTOUT

FÊTE DES MÈRES EDEN
3, rue du Helder (Opéra)
212, rue de Rivoli (Tuileries)

Tous les parfums de marque, foulards et accessoires de grands couturiers.

Un flacon sera offert gratuitement à tout acheteur, porteur du journal.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE

spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

مركزنا من الأصل

POLITIQUE

LE DÉBAT SUR LA COHABITATION

M. Barre en appelle à Léon Blum

Dans un entretien accordé à l'Express (daté du 31 mai au 6 juin), M. Raymond Barre explique pourquoi il lui paraît « nécessaire d'expliquer sans relâche aux Français ce qui est en jeu » en 1986.

« La cohabitation, affirme-t-il, ce serait deux ans de perdu pour la France (...). Pour ma part, je ne veux pas m'associer à une entreprise qui vise à chloroformer l'opinion et à lui laisser croire que, sous la V^e République, il peut y avoir au sommet de l'Etat un président et un gouvernement de tendances radicalement opposées. »

On ne peut, poursuit-il, appliquer la Constitution de la V^e République en admettant que, selon les circonstances, le président de la République sera le chef de l'exécutif ou bien qu'il inaugurerait les chrysanthèmes.

L'ancien premier ministre rappelle quels sont les « pouvoirs propres » dont peut disposer le prési-

dent de la République et « dont il peut faire un usage hostile au gouvernement ». Il cite des propos tenus par M. Mitterrand en 1981 qui disaient : « Pour changer de politique, il faut changer de président. » Il fait de même appel à Léon Blum, qui expliquait dans le Populaire du 15 juillet 1922, que le président de la République « ne peut évidemment pas rester à l'Elysée comme le soliveau classique alors que, précisément, il revendique pour lui le rôle de personnage politique actif », si ses « directions politiques » ont été « désavouées » par le pays.

« Si nous parvenons à nettoyer le Palais-Bourbon, l'Elysée sera balayé du même coup. Bravo ! Voilà l'enjeu de la bataille double ! A l'œuvre camarades, à l'œuvre ! » concluait Léon Blum. « Je ne dis pas autre chose », explique M. Barre. Le député du Rhône précise qu'il ne votera pas la confiance

à un gouvernement qui serait formé en 1986 « dans des conditions institutionnelles qu'il réprouve » mais qu'il votera « avec empressement un projet de loi rétablissant le scrutin uninominal à deux tours ».

● M. Michel Noir (RPR) : « La solution de M. Barre ne tient pas la route. — M. Michel Noir, député (RPR) du Rhône, affirme dans un entretien publié par Paris-Match que « la solution de Barre [sur la cohabitation] ne tient pas la route en ce qu'elle se fonde sur le plan institutionnel ». « Si de Gaulle, explique-t-il, a gardé les articles 20 et 21 de la Constitution, permettant au premier ministre de gouverner, quel que soit le président en place, c'est qu'en grand démocrate il refusait tout scénario du tout ou rien. » M. Noir pense que M. Jacques Chirac devrait accepter d'être premier ministre en 1986 si l'opposition remporte les élections législatives.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 29 mai sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié dont voici les principaux extraits :

● PROTOCOLE A LA CONVENTION DES DROITS DE L'HOMME RELATIF A L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, concernant l'abolition de la peine de mort.

Saisi par le président de la République en vertu de l'article 54 de la Constitution, le Conseil constitutionnel a décidé que ce protocole ne comportait pas de clause contraire à la Constitution.

En proposant la ratification de ce protocole, conforme aux dispositions de la loi du 9 octobre 1981, le gouvernement confirme sa volonté d'adhérer à toutes les conventions internationales consacrant et garantissant les droits de l'homme.

● CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LA TORTURE

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Cette convention, ouverte à la signature à New-York le 4 février 1985, a déjà été signée à ce jour par vingt pays. Elle instaure un double système de lutte contre la torture :

- d'une part, elle permet la répression des faits de torture en tant qu'infraction pénale et autorise la poursuite des tortionnaires quel que soit leur lieu de résidence, dès lors qu'ils se trouvent sur le territoire d'un Etat partie à la convention ;
- d'autre part, elle organise un contrôle des Etats pour les faits de torture pratiqués chez eux, selon le schéma traditionnel des accords concernant les droits de l'homme.

La ratification de cette convention permettra de compléter et d'étendre la protection des droits déjà garantis aux individus par la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et par le pacte international relatif aux droits civils et politiques auxquels la France est partie depuis respectivement 1974 et 1981.

● DISPOSITIONS STATUTAIRES RELATIVES A LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE

Madame le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.

Ce projet de loi constitue le quatrième volet du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales. Il concerne plus de 600 000 agents des hôpitaux et établissements sociaux publics.

Le projet organise la fonction publique hospitalière en grades et corps et garantit les mêmes possibilités d'avancement, de promotion, de mobilité professionnelle ou géographique que celles offertes aux fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales, tout en respectant l'autonomie des établissements.

● LES DIMENSIONS INTERNATIONALES DE LA NORMALISATION

Madame le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur a présenté au conseil des ministres une communication sur les problèmes que pose l'utilisation de normes techniques en matière de

commerce extérieur. Les obstacles aux échanges résultant des normes occupent une place croissante dans les négociations commerciales bilatérales, communautaires ou multilatérales, notamment dans celles concernant l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

La politique française dans ce domaine s'ordonne autour des quatre axes suivants :

1) Aider les entreprises à surmonter les obstacles que peuvent constituer les normes sur les marchés étrangers.

Il s'agit : de développer les prestations du système NOREX de conseil technique aux exportateurs, qui sera doté d'une antenne au Japon complétant celles existant déjà aux Etats-Unis et en République fédérale d'Allemagne ; de rechercher l'agrément à l'étranger de laboratoires français pour réaliser les procédures d'homologation de produits.

2) Développer et promouvoir à l'étranger le système français de normes et de certification.

Il s'agit : d'obtenir la reconnaissance par les pays étrangers de l'équivalence de normes françaises à leurs normes nationales (la République fédérale d'Allemagne vient de reconnaître ainsi une première liste de cent vingt normes françaises) ; d'étudier la possibilité de créer en France une marque de sécurité des produits, capable de constituer un « passeport » pour l'exportation des produits français ; de poursuivre l'effort de traduction des normes françaises, dont cinq mille sont déjà disponibles en langue anglaise ; de développer les actions du groupe CERN en matière de coopération avec les pays en développement dans le domaine des normes.

3) Accélérer la création d'un espace européen des normes.

Le gouvernement français appuie la politique menée par la Communauté européenne en matière de normes, qui vise notamment à :

- Prévenir l'apparition des entraves techniques grâce à une meilleure information préalable et à une concertation entre les Etats membres sur leurs projets de réglementation ;
- Accélérer, grâce à la nouvelle procédure décidée à Bruxelles le 7 mai dernier, l'harmonisation des réglementations techniques dont le respect ouvrira droit à la libre circulation des produits dans la Communauté ;

- Donner la priorité à l'élaboration des normes dans le domaine des technologies nouvelles, comme cela se fait dans l'informatique, de manière à favoriser l'essor de l'industrie européenne.

4) Développer la présence française dans les instances internationales de normalisation traitant des nouvelles technologies.

● L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE AUX PTT

Le ministre délégué chargé des PTT a présenté au conseil des ministres une communication sur l'innovation technologique aux PTT.

Les actions engagées seront poursuivies et développées selon quatre axes principaux :

1) Assurer la maîtrise technologique des domaines de communication de l'avenir :

Les efforts de recherche et de développement seront poursuivis pour conserver l'avance acquise par la France dans les secteurs et technologies de la communication (réseaux numériques, télématique, satellite, communications optiques, carte à mémoire, logiciels).

Les techniques de vidéocommunication constitueront un des domaines privilégiés de l'innovation. La croissance des moyens consacrés à la recherche par la poste ces dernières années sera maintenue.

2) Favoriser l'émergence de nouveaux services :

Pour répondre aux besoins diversifiés des communications modernes, les services de transmissions de données, les utilisations de la carte à mémoire, le courrier électronique et les services offerts sur les réseaux câblés feront l'objet de nouveaux programmes de recherche et d'expérimentation.

3) Développer la valorisation des innovations technologiques :

Les actions de recherche et développement doivent conduire à un transfert de savoir-faire technologique vers les entreprises. L'aide apportée par les pouvoirs publics à la création et au développement de petites et moyennes entreprises dans les secteurs de haute technologie sera augmentée.

4) Renforcer la politique d'ouverture vers l'extérieur :

Les coopérations établies avec les autres organismes de recherche français ou étrangers seront poursuivies et complétées par une participation accrue aux programmes européens.

NOMINATIONS

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du premier ministre,

- M. Bernard Raffray, préfet, est nommé directeur des services administratifs et financiers au secrétariat général du gouvernement.

[Né le 13 août 1937 à Asnières (Hauts-de-Seine), M. Raffray est ancien élève de l'ENA. Il a été directeur du cabinet du secrétaire général du gouvernement, M. Marcou Long, de 1978 à 1983, avant d'être nommé préfet de la Mayenne. Il dirigeait le cabinet de M. Languevin depuis juillet 1983.]

Sur proposition du ministre de l'économie, des finances et du budget,

- M. Henri Baguiast est nommé président du conseil d'administration de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice :

- M. Jean-Pierre de Longeville, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé conseiller d'Etat et maintenu dans la position de détachement de longue durée.

- M. Michel Taupin, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé conseiller d'Etat ;

Sur proposition du ministre de la défense,

- Le général de brigade de gendarmerie Lucien Bazard est nommé commandant des forces de gendarmerie d'outre-mer.

Sur proposition du ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

- M. Pierre Guidoni est nommé préfet hors cadre pour remplir une mission de service public relevant du gouvernement.

Sur proposition du ministre de l'éducation nationale,

- M^{me} Hélène Waysbord est nommée inspecteur général de l'éducation nationale.

Sur proposition du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports,

- M. Louis Chapier est nommé inspecteur général de la construction.

- M. Claude Guidé est nommé inspecteur général de l'équipement.

Sur proposition du ministre de la culture,

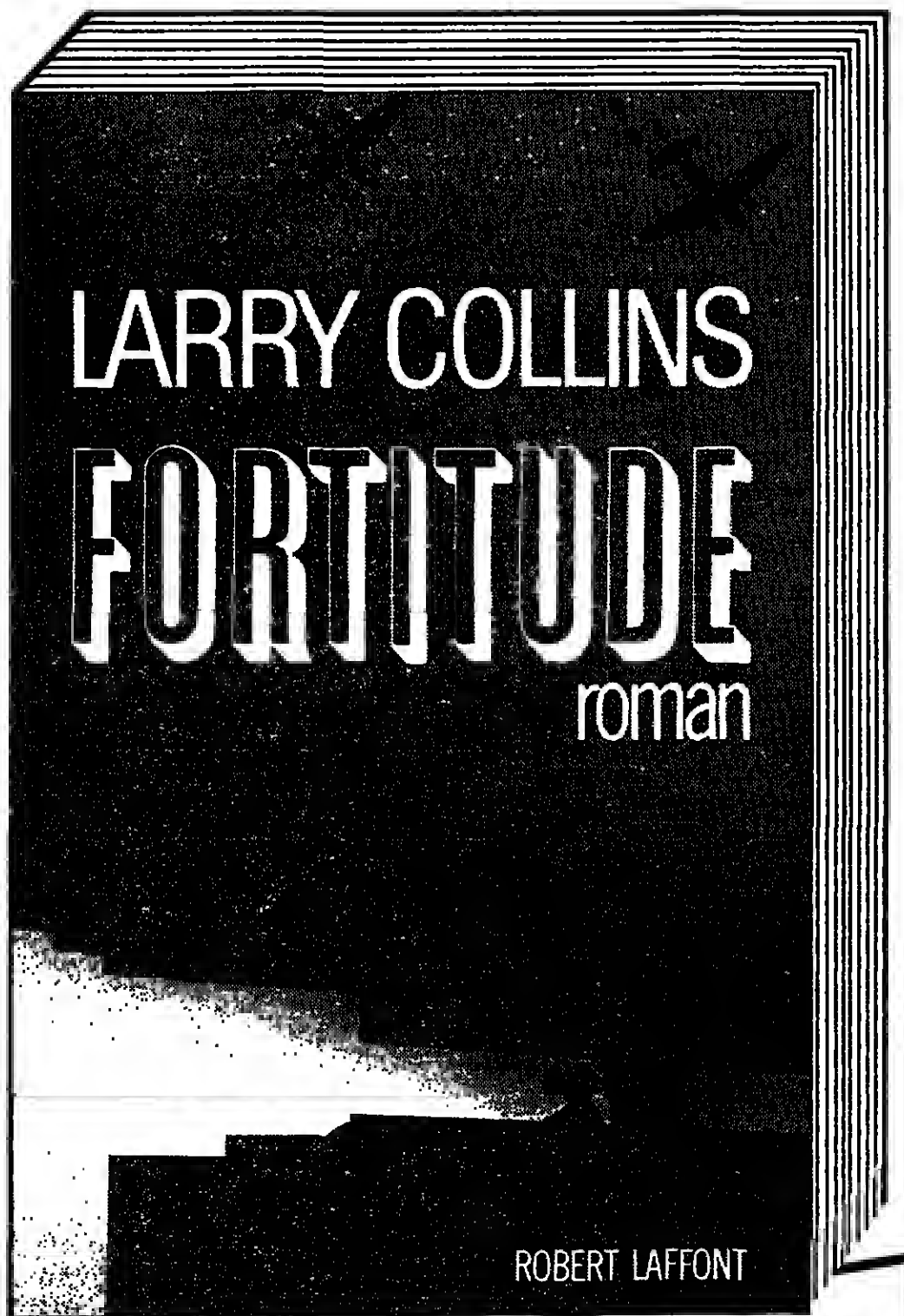
- M. Francis Beck, administrateur civil, est nommé directeur de l'administration générale du ministère de la culture.

Sur proposition du ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des PTT,

- M. Bruno Martini-Laprade, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé directeur des affaires commerciales et télématiques à la direction générale des télécommunications.

DOCUMENT, LE LIVRE EST ÉTONNANT. ROMAN, IL EST CAPTIVANT.

Pierre Chatenier/L'EXPRESS



190 000 exemplaires

ROBERT LAFFONT



société

LA TRAGÉDIE DE LA COUPE D'EUROPE

Sur le Heysel dévasté

Bruxelles. — Ces trente-huit morts de la démolition, M. Pierre Rosen, le chef de la sécurité du stade du Heysel en porte le poids écrasant sur ses épaules lasses. Hélas, sur une chaise d'écouler dans un coin de la tribune officielle, il repense dans sa tête le film de la soirée maudite.

Minuit et demi. Le palet enfin est tombé sur le Heysel dévasté. Les infrastructures reprennent leur aspect normal. Les tentes qui ont accueilli les corps sont déjà démontées. Les quelques cent à cent dix blessés ont été répartis, non sans mal, dans les hôpitaux de la ville. De jeunes Italiens

De notre envoyé spécial

harlaient, en pointant et repointant de macabres listes de noms. Toutes sirènes hurlantes, la police, enfin arrivée, rabat vers la gare les derniers hooligans. Bruxelles est calme.

Il en a vu pourtant des matches, M. Rosen. Et pas toujours des tendres. A la tête de son bataillon de cent cinquante contrôleurs, toujours il avait sa faire face. Pourchasser les resquilleurs, confondre les porteurs de faux billets. Son métier, sa vie. Les soins de matches, il se sentait un peu le capitaine de ce grand vaisseau en folie. « Vingt-cinq ans de carrière, jamais je ne m'étais trouvé avec deux morts à côté de moi comme ce soir », répète-t-il avec un air nerveux sans parvenir à s'arrêter à cet ultime recensement du désastre où il est, pour une fois, inutile dans son royaume.

A quoi bon redessiner ici les images qui s'empilent dans la tête de M. Rosen ? Toute l'Europe les a vues en direct. La meute de Liverpool hurlant derrière ses drapeaux à croix celtiques, ces charges d'infanterie de la masse britannique dans les gradins, debout, trois fois, quatre fois remontant à l'assaut, impalpables, écrasant les Italiens interloqués, les splatisant contre un mur fatal qui ne tarde pas à s'écrouler sur eux. La barrière des jeunes Anglais sautés de bière que rien ne peut arrêter. Et encore ces écoliers italiens, assis sur des chaises en bordure de la pelouse et qui oublient leurs bandages pour sauter de joie quand Platini marque un but pour la Juve. Et tout autour, ce public venu pour s'enthousiasmer, assis dans les tribunes, comprenant lentement quel drame se joue, d'où monte un murmure d'incrédulité mais aussi d'impunité.

On ne racontera pas non plus, toute la nuit, la ronde des cars italiens dans Bruxelles endormie, à la recherche de leurs blessés et de leurs morts. Mais on cherchera plutôt à comprendre. La faute à qui ? La police et les organisateurs se renvoient, jeudi matin, ce triste ballon. Les places réservées par les organisateurs aux Italiens et aux Anglais auraient dû, comme c'est toujours le cas, se situer aux deux extrémités du stade. Hors d'atteinte les uns des autres. « Mais certains Italiens immigrés en Belgique ont acheté ou fait acheter leurs billets ici », s'ouvrent ainsi l'accès aux gradins réservés aux spectateurs belges et, coïncidence, ceux-là, eux « red animals » britanniques, explique M. Rosen. La vente — à grande

échelle, croit-on comprendre — de faux billets n'a pas arrangé la situation : voici Britanniques et Italiens à portée d'insultes, de bouillottes vides et de fusées. Et de revolvers ? Des victimes auraient été tuées par balles, selon le président de l'Union belge de football. Mais cette information n'a pas été confirmée.

Seul sépare les deux camps un double grillage haut de trois mètres installé pour la circonstance. Il n'est pas barrière ! Comme on s'entasse dans les gradins anglais, les hommes de M. Rosen, avant le coup d'envoi, décident de placer des supporters de Liverpool parmi les tiffins. Mélange détonnant. Des horions pleuvent déjà. Les Anglais ne se font pas prier pour repasser leurs rangs. Insultes et jets de projectiles redoublent. Bientôt, sous leur pression, vers 19 h 30, le fragile grillage cède. Et commence le massacre.

Fallait-il jouer quand même ?

La responsabilité des organisateurs, on le voit, est écrasante. Et la police ? L'enquête devra déterminer entre autres si les deux groupes rivaux étaient séparés par un corridor de gendarmes. « Il y avait trente gendarmes entre les deux grillages », assure M. Rosen. Mais que voulez-vous qu'il fasse contre un assaut de onze mille fous furieux ? Dans les jours précédant le match, les organisateurs avaient, lors de trois réunions successives, averti la police, la gendarmerie et la municipalité des dangers exceptionnels encourus. Des effectifs de sécurité particulièrement élevés avaient été déployés : environ trois cents gendarmes et trois cents policiers, à

ajouter aux cent cinquante contrôleurs du stade et à quelques quarante vigiles loués à une société privée. Une jolie force d'interposition mais qui semble avoir davantage reçu mission d'éviter la resquille que les massacres. Les supporters italiens assurent qu'au moment de l'attaque, pas un seul uniforme ne se trouvait en fait entre agresseurs et agressés. Les témoins ont pu le constater eux-mêmes.

Le ministre belge de l'Intérieur, M. Charles Ferdinand Nothomb, a reconnu que le gros des forces de police, avant le coup d'envoi, se trouvait hors de l'enceinte du stade. Elles n'ont fait leur apparition à l'intérieur que tardivement, pour charger à cheval une expédition vengeresse des Italiens surpris de l'autre extrémité du stade — leur place normale, — qui s'avançaient jusqu'aux gradins anglais. Il aura fallu un appel radio diffusé à tous les gendarmes disponibles pour qu'ils se rendent au stade.

Fallait-il après la tuerie jouer la partie, donner le change ? On a dû palier une bonne heure, mercredi, alors que l'équipe barrait son plein. L'équipe de Liverpool ne voyait pas de raison de s'abstenir. La Juve, au contraire, souhaitait annuler le match. M. Jacques Georges, président de l'UEFA (Union européenne des associations de football), trancha, après consultation du ministre de l'Intérieur : on jouerait. Faut-il jeter la pierre ? « Faut-il le déroulement du match », dit-il, « a été violent », souligne le président de l'UEFA. C'est exact. Les Anglais, après le match, sont rentrés sagement chez eux. Bruxelles s'est au moins épargné de sinistres prolongations. Maigre satisfaction.

DANIEL SCHNEIDERMAN.



LES PRÉCÉDENTS

320 morts à Lima en 1964

Le drame du stade de Heysel n'est pas le premier survenu à l'occasion d'un match de football.

— 23 mai 1964 à Lima : 320 morts, 1 000 blessés. Lors d'une rencontre de qualification pour les Jeux olympiques entre le Pérou et l'Argentine, les fans péruviens qui se précipitent à l'assaut de l'ennemi, un bus de la police qui tentait d'éviter la foule des bagarres qui tournaient à l'insensé. Un incendie se déclara même dans le stade.

— 17 septembre 1967 à Kayseri (Turquie) : 40 morts, 600 blessés. Échauffourée entre les supporters de Kayseri et ceux de Sivri pour un but contesté. Sur les 40 morts, 27 ont été tués à coups de couteaux.

— 23 juin 1968 à Buenos-Aires : 80 morts, 150 blessés. Lors du match River-Platz-Boca Juniors, les supporters du premier club s'élancent dans la foule, le public croit à un incendie, se rue vers les sorties. Affolement, puis, aux portes, dans l'axe de la foule, par les supporters d'entrer.

— 25 juin 1969 à Kharkov (Ukraine) : 19 morts, 102 blessés. Bagarres et coups de fusil lors d'un match.

— 25 décembre 1969, à Bukavu (Zaire) : 27 morts, 52 blessés. Les

portes du stade s'ouvrent après l'arrivée du président Mobutu. Les trois premiers spectateurs sont tués.

— 2 janvier 1971, à Glasgow : 66 morts, 168 blessés. Lors du match du derby de Glasgow, Celtic contre Rangers, un bus de défilé rebrousse une partie du public qui quittait le stade à remonter dans les tribunes, se heurtant au flux des partisans. Une bombe dans un cocktail à la poutre très rapide entraîne de nombreuses chutes.

— 11 février 1974, au Caire : 48 morts, 47 blessés. 80 000 personnes veulent assister au match entre une équipe caennaise et le Diable Rouge dans le stade Zamelak, qui ne peut en accueillir que 40 000. Une grille de la tribune s'effondre sous la poussée. La panique s'ensuit.

— 11 mai 1985, à Bradford (Angleterre) : 53 morts, 289 blessés. Lors d'un incident survenu dans la tribune, au cours d'un match de football de championnat d'Angleterre de division 3, entre Bradford et Lincoln.

Un simulacre de finale

Avec une heure et demie de retard sur l'horloge initiale, M. Dalm, l'arbitre suisse a donné le coup d'envoi d'une simulacre de finale. La préparation minutieuse des deux équipes, l'effet de la rétrospective à la tragédie. Comment les joueurs italiens que l'on avait vu venir au milieu de leurs supporters pour tenter de les calmer, auraient-ils pu retrouver la concentration indispensable pour aborder un match aussi important ?

Jamais, sans doute, une finale européenne n'a atteint un tel niveau d'émotion et de passion sur le terrain. Il a fallu attendre la trentième

minute pour voir le premier tir dangereux, adressé par Antonio Cabrini. Un peu contre le cours du jeu, ce sont les Italiens qui ont trouvé les premières chemises de cuir. Sur une ouverture de Michel Platini, Zbigniew Boniek était fanché juste avant d'entrer dans la surface de réparation. L'arbitre accordait néanmoins un penalty transformé par Platini à la 58^e minute. Il ne restait plus aux joueurs de la Juventus, experts en la matière, qu'à préserver cet avantage en tirant un double rideau défensif pour contenir les vains assauts des rouges de Liverpool.

En d'autres circonstances, cette victoire italienne après quinze ans d'hégémonie des équipes anglosaxonnes dans la Coupe d'Europe des clubs champions, aurait pu confirmer le renouveau du football latin amorcé au niveau des sélections nationales avec les succès de l'Italie dans la Coupe du monde 1982 et de la France dans le championnat d'Europe 1984.

Paradoxalement, c'est au moment où la Juventus, victime du championnat d'Italie, paraissait sur le déclin, qu'elle remporte enfin sa première Coupe d'Europe des clubs champions. Battue deux ans plus tôt

en finale, à Athènes, avec dans ses rangs six vainqueurs de la Coupe du monde et ses deux étrangers, Boniek et Platini, elle avait perdu depuis Dino Zoff et Claudio Gentile. A Bruxelles, Boniek, Paolo Rossi et Marco Tardelli disputaient probablement leur dernier match sous le maillot rayé blanc et noir.

Des adieux qu'ils auront bien dû mal à oublier tant ce match où le football semblait avoir repris ses droits en fin de partie aura fait partager aux joueurs et aux spectateurs un profond sentiment de malaise.

GÉRARD ALBOUY.

PRÉCAUTIONS INUTILES

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Les autorités belges, contrairement à ce que l'on pourrait croire à première vue, n'ont pas été prises au dépourvu. Les supporters britanniques notamment ont été déjà assés de départs dans ce pays pour que des précautions exceptionnelles aient été prises. Non seulement la mobilisation des forces de l'ordre a été plus considérable que jamais, mais on n'avait même pas craint de faire appel à la coopération de policiers britanniques et italiens — en civil — pour faciliter les contacts avec des supporters considérés comme très dangereux.

Les convois de supporters venus d'Angleterre avaient été soumis à une discipline sévère : aucune vente d'alcool à bord des ferry-boats et des trains en direction de Bruxelles. Les mêmes règles étaient d'ailleurs prévues à l'entrée du stade du Heysel où tous ceux qui disposaient d'un ticket authentique — acheté le plus souvent au marché noir — étaient fouillés d'une façon méticuleuse.

Toutes ces précautions n'ont servi à rien. Dès l'après-midi de mercredi, les supporters de Liverpool ont envahi le centre de Bruxelles où ils ont pu s'arrêter sans aucune restriction. Les commerçants et même les simples passants ont été assés de la grande place ont rapidement pris peur. Craintes d'autant plus compréhensibles qu'un groupe de supporters britanniques a tout simplement assés une boutique pour s'emparer d'un bûche de quelque 10 millions de francs belges.

J. W.

JUSTICE

Le cas très spécial du « docteur » Alexandre

Michel Alexandre, trente-quatre ans, n'était pas un charlatan, ni même un adepte des médecines parallèles. Il était connu pour son sérieux. Des grande patrons des hôpitaux où il a exercé ont apprécié son grand dévouement, sa prudence et la précision de son diagnostic. Pourtant, il était assé, le mercredi 23 mai, au banc des accusés de la seizième chambre correctionnelle de Paris pour y répondre des délits d'exercice illégal de la médecine et usurpation du titre de médecin, commis entre 1979 et 1982.

Michel Alexandre est biologiste. Titulaire d'un brevet de technicien supérieur, il a préparé un certificat d'études spéciales de biologie humaine et obtenu des certificats d'anatomie, de pathologie, d'immunologie et de virologie. Mais aux étudiants en médecine pendant ses cours, il s'identifie à eux en oubliant qu'il n'avait pas suivi la même filière. Entretenant la confusion, il parvient à exercer à l'hôpital Saint-Louis où un professeur le recommande pour un poste à l'hôpital Rothschild. C'est ce que les experts psychiatres ont nommé « un enchevêtrement d'ordre vocationnel ».

Pendant deux ans, il donna des consultations dans un service de gynécologie, rédigea des ordonnances et pratiqua deux cents interruptions volontaires de grossesse que la justice lui reproche aujourd'hui. Pour tout le monde, il était un médecin réputé pour son sérieux et même son

épouse le croyait diplômé de la faculté. Ce diplôme, l'administration de l'hôpital le réclamait depuis longtemps. Aussi Michel Alexandre a-t-il fini par photocopier le parchemin d'un ami afin de le maquiller d'un mariage si naïve que la supercherie fut découverte. La ruse s'écroula le 10 décembre 1982 : l'Assistance publique déposait une plainte et l'épouse demandait le divorce.

Amour fou

Pour affronter les juges, Michel Alexandre avait eu bon d'absorber une forte dose de tranquillisants. D'une voix pâteuse, il a reconnu les faits avant d'écouter dans un brouillard, le réquisitoire de M^{me} Georgette Benas, substitut du procureur de la République qui demanda « une longue peine avec sursis et une lourde amende », mais le magistrat a surtout stigmatisé le comportement de l'Assistance publique et du corps médical coupables à ses yeux de « laisser-aller administratif ».

Le défenseur de M. Alexandre, M^{me} Marie-Caroline Frochet, souligne « l'amour fou de son client pour la médecine » en demandant l'indulgence. « Ce n'est pas un escroc, il n'a tiré aucun bénéfice financier, il y a de vrais médecins qui font bien pire », déclara l'avocate.

La tribunal rendra son jugement le 19 juin.

MARC PORTEY.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Badinter : « une campagne de désinformation vise à déstabiliser la justice »

M. Robert Badinter a martelé fortement du plat de la main le pupitre du gouvernement en répondant, mercredi 29 mai, à l'Assemblée nationale, à une question d'actualité de M. Jacques Godfrin (RPR, Aveyron) qui l'accusait de vouloir « faire » huit à dix mille petits délinquants.

Le garde des sceaux a reçu l'accusation comme un nouveau épisode d'une « campagne de désinformation » engagée, selon lui, par la presse d'opposition. Il a relevé quelques titres et commentaires extraits du Figaro et de France-Soir à la suite du projet de loi sur la simplification des procédures pénales, qu'il a présenté au conseil des ministres

du 21 mai (« Badinter : les prisons portes ouvertes », « des milliers de petits truands vont se répandre dans la rue »).

M. Badinter a souligné que son projet ne pourrait être adopté par le Parlement que lors de la session d'automne. « Il tend à donner aux magistrats des moyens leur permettant de mieux gérer la justice. Pourquoi parle-t-on de la libération de huit à dix mille délinquants ? Si, lui, cette « campagne de désinformation » vise à déstabiliser la justice en développant la peur (...), je plains ceux qui, pour des raisons électorales, se transforment en marchands de peur et d'angoisse ».

M. Jean-Marie Le Pen débouté de son action contre Thierry Le Luron

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a été débouté, le mercredi 29 mai, de l'action qu'il avait engagée en diffamation devant la première chambre du tribunal de Paris contre Thierry Le Luron et Antoine 2 pour des propos tenus par le fantaisiste, lors d'une émission de Michel Drucker diffusée le 10 novembre 1984.

En parodiant la chanson de Serge Lama, « Souvenir, attention danger », Thierry Le Luron avait cité M. Le Pen en évoquant notamment une « légion de crâne rasé » et « les chemises noires » et terminant par « tous ça, c'est du passé, le Pen, je dirais même du relâchement ». Chacun des termes employés dans cette parodie était considéré par M. Le Pen comme portant atteinte à son honneur et à sa considération. Mais le tribunal note qu'il en serait ainsi « sous la plume du journaliste ou de l'écrivain dans la mesure où il vérifie l'exactitude des attaques

qu'il porte et de s'assurer de leur fondement ».

Les magistrats estiment que le chansonnier qui se caricaturise « bénéficie traditionnellement d'une large tolérance dans l'appréciation des traits qu'il peut porter contre les hommes politiques ». Le tribunal constate : « Thierry Le Luron a repris, sur un mode parodique et en usant parfois de jeux de mots, certains des thèmes qui sont généralement associés à Jean-Marie Le Pen ou à ses militants, mais ne lui a imputé aucun fait personnel concernant le rôle qu'il aurait pu jouer du temps du fascisme ou du nazisme puisqu'il est constant qu'il n'était alors qu'un enfant ; que lors de l'émission litigieuse, ses traits n'ont pas seulement été dirigés contre cette personnalité mais également contre d'autres hommes politiques de la majorité ou de l'opposition. L'acte manquant ainsi un pluriel évident dans ses attaques ».

ÉDUCATION

Dix mille enseignants de la FEN défilent à Paris

A l'appel de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), quelque dix mille enseignants ont défilé, mercredi 29 mai, dans les rues de Paris pour réclamer « des moyens pour le changement ». Selon M. Jacques Fommatas, secrétaire général de la FEN, qui estime les participants à vingt mille, il s'agit de « la manifestation syndicale la plus importante à Paris depuis les luttes sur le dossier laïque ».

De loin, de très loin, ils sont venus. A l'image de ces trois institutrices de l'Aude, ils ont voyagé longuement en car ou en train pour être présents à la manifestation. « Dans notre département, des classes vont être fermées à la rentrée prochaine, explique-elle, nous devons nous opposer à cette dégradation du service public ». D'un groupe à l'autre, dans le long cortège qui s'avance sous le soleil, le discours est le même. Les Vosgiens, bérêt et sac de montagne sur le dos, parlent des zones sans classes.

Venus des Côtes-du-Nord, Annie, jeune enseignante de collège, estime que « le gouvernement ne fait pas assez pour le système éducatif ». Adhérente du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), elle est « montée » à Paris pour réclamer « des crédits pour l'école », afin, selon elle, d'améliorer la rentrée et de mieux payer les maîtres. Elle est contente de savoir que M^{me} André Lajeunie et Paul Lan-

rent, membres du secrétariat du comité central du PCF, sont présents au premier rang du cortège. Elle approuve M. Guy Hermer, député communiste des Bouches-du-Rhône, qui demandait à la même heure à l'Assemblée nationale d'adopter d'urgence un collectif budgétaire.

S. B.

DROIT
Sciences Eco.

Documentation sur demand

- Stage session septembre
- Stage de pré-entrée
- Soutien annuel

IPCC Enseignement supérieur privé
48, bd Saint-Michel, Paris 6
Tél : 01 26 23 23 00 / 01 26 23 23 01

(Publié)

FORMATION D'INTERPRÈTES DE CONFÉRENCE

Section portugaise : français et portugais obligatoires

Admission : licence (éco, sciences-po, etc.)

Dipl. délivré : DESS d'interprète de conférence

Débouchés : CEE. Remunération confortable

Inscriptions : ESIT

Centre universitaire Dauphine, 75116 Paris

(Publié)

ANGLAIS

COVENT GARDEN, LONDRES

Débouchés à divers niveaux

Cours longs et courts

Nous nous occupons de l'hébergement

Sole Collège Londres

Agée par la British Council

64-65 Long Acre

London WC2E 6BT (Angleterre)

Tél : (44) 1-240 2581

Télax : 286312 Wacom Solent

60 étudiants par classe

COURS INDIVIDUELS

La légende d'un siècle. Le nôtre.

1850-1980: avec "Le vent du soir" commence près d'un siècle et demi de roman. Un théâtre grand de cinq continents où l'histoire galope et les destinées se nouent.

JEAN D'ORMESSON: "LE VENT DU SOIR"
ROMAN. ÉDITIONS JEAN-CLAUDE LATTÈS.



AGUSTA

culture

ARTS

AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Un nouveau musée sur un plateau

En janvier 1984, le ministère de la culture apportait son soutien financier à un programme de réaménagement du Centre Georges-Pompidou proposé par son président, M. Jean Mérieux. Ce programme concernait notamment la forme et l'amélioration de l'accueil du public, l'extension des espaces affectés aux activités culturelles et artistiques en gagnant sous les toits nord et sud, en réaménageant aussi le premier étage par l'envoi des services administratifs

Tout de passe-passe, magie, peut-être miracle, en tout cas quelque chose qu'on n'attendait pas, qu'on n'osait même pas imaginer : la réalisation, à l'intérieur du Centre Georges-Pompidou, d'un vrai musée avec de vraies salles, de vrais murs, de vraies cimaises bien éclairées.

Un musée comme on les aime aujourd'hui, et comme on risque de les aimer encore un bon bout de temps, parce qu'il est de coupe sobre et classique. Un musée suspendu entre ciel et terre, avec une impression à la fois sur Paris et sur les œuvres qu'il contient (il fallait, il faut, qui est en passe de devenir un des plus beaux musées d'art moderne du monde, sinon le plus beau. De quoi être fier. De quoi saluer ceux qui l'ont pensé : Dominique Bozo, son directeur, et l'équipe des conservateurs, dès 1982, pour le contenu ; Gae Aulenti, l'architecte italienne également chargée de la conception du Musée d'Orsay, dont l'intervention pour le contenu, au quatrième étage, est tout simplement géniale : modeste et comme il faut, qui dirige le regard sur l'art sans interférences de l'architecture.

Ce n'était pas le cas avant. On se souvient des cimaises mobiles de différentes hauteurs qui recouvraient les tableaux sans les porter, comme on se souvient du parcours que l'on devait faire dans l'espace continu, mollement décomposé, difficile à appréhender, dispersant l'attention.

Maintenant, c'est tout le contraire. C'est simple, tout a changé en mieux, tellement mieux qu'on ne reconnaît pas les lieux, qu'on est constamment en situation de découverte et de redécouverte. Redécouverte d'œuvres qui étaient exposées mais qu'on voyait mal. Découverte d'œuvres qui ne l'étaient pas, parce qu'en réserve ou acquises depuis peu (par exemple ce Bonnard, un des plus beaux Nu à la baignoire) grâce aux dons, aux donations et dations d'une part, aux achats de l'autre. Des achats ne

qui y logent dans des locaux proches de la Piazza : un gros morceau prévu pour 1986 (sous réserve de crédits). Mais l'essentiel, c'était le Musée national d'art moderne : la réinstallation des collections permanentes aux troisième et quatrième étages du Centre, le remodelage et l'extension des galeries contemporaines (les salles d'expositions en mezzanine sur le forum).

Les sculptures sont disposées le long de l'allée sud-nord, dans l'allée

Les travaux sont royalement menés : fermées moines de neuf mois, les galeries contemporaines rouvrent en juin 30 mai avec plusieurs expositions (1). Elles ont fait peau neuve, gagné des mètres carrés pris sur le dehors et disposent d'un accès direct côté Saint-Merri, accès qui conduit aussi au forum. Une partie des collections permanentes est également réouverte : l'espace du troisième étage rénové, désormais voué à la présentation des œuvres des années 60 à aujourd'hui, et la moitié sud du quatrième étage (où se trouve la nouvelle entrée du musée), réservée à la partie historique de la collection, de 1905 à 1920. C'est le clore de la visite dont il faut parler sans attendre, même si on ne pourra mesurer l'ampleur de la métamorphose qu'en novembre prochain, date de la réouverture complète de la collection.

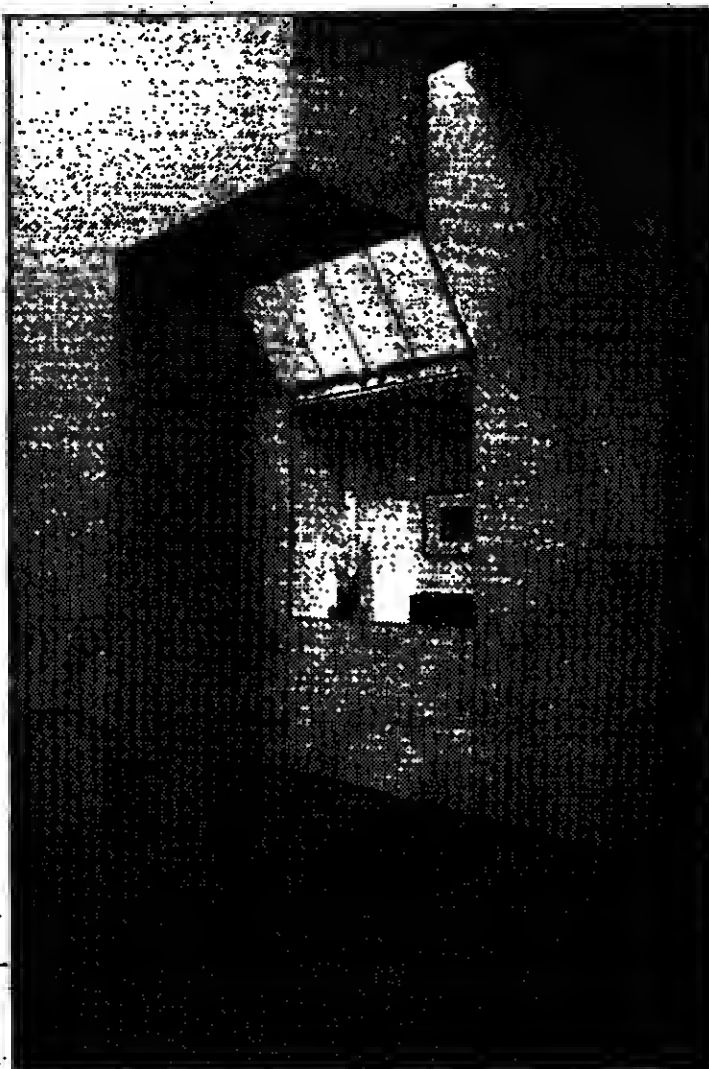
Les galeries ont donc des murs fins. Mais Renzo Piano n'a pas oublié sur la notion de transparence, au moins partielle. D'un coup d'œil, on peut, d'un côté, embrasser toute la largeur du Centre jusqu'au CCI, via le forum, et de l'autre, plonger jusqu'à la Fontaine Stravinsky. Ce n'était peut-être pas d'une nécessité absolue, pas plus que la mise à nu de toutes les issues de secours qui sont autant de fenêtres ouvertes ramenant la rue sur les cimaises.

L'architecture des galeries rappelle le musée, son classicisme à la française (mais en plus dur, avec moins de subtilité). Et cela permet de relier ces galeries à la maison mère - dans l'esprit sinon dans la réalité, puisque deux étages les séparent, et qu'il y a pas de communication directe entre les uns et les autres.

Le musée, ainsi, prend du poids, de la consistance, acquiert son identité au sein de Beaubourg. Il n'en avait pas tellement. On ne l'avait jamais vraiment abordé en termes spécifiques, dans le respect des différences de contenu, en faisant simplement remarquer, comme Gae Aulenti, qu'« un tableau n'est pas un objet ». Et la collection permanente y était malmenée. On l'avait traitée à l'origine comme un accrocage susceptible de grande mobilité - une mobilité qui s'est avérée inutilisable et coûteuse. Une telle conception coïncidait avec l'utopie du Centre, et une image de la création éphémère qui prévalait dans les années 60. On en est bien revenu, pas seulement à Paris. Comme quoi météorologie et muséologie sont des disciplines qui bougent, fort heureusement, comme le reste.

GENEVIÈVE BRIERRETE.

1) Jean-Pierre Bertrand, Palermo, David Tremblay. Œuvres acquises par la société des Amis du musée. Atelier Polaire.



CINÉMA

« LA ROSE POURPRE DU CAIRE »

Woody Allen, l'homme des rêves

par J.-M.G. LE CLÉZIO

La Rose pourpre du Caire est sans doute le film le plus achevé de Woody Allen, celui dans lequel apparaissent le mieux son idée du cinéma, sa poésie, sa profondeur. Dans la quantité de films présentés l'année dernière au Festival de Cannes (où la Maison et le Monde de Satyajit Ray brillait d'un éclat exceptionnel), Broadway Danny Rose faisait tâche de lumière. Cette année encore, c'est grâce à Woody Allen qu'une fenêtre s'est ouverte sur le mur de béton de Cannes, pour nous montrer l'émotion, la tendresse, l'humour, ce monde fragile et pas sérieux qui est celui de la Rose pourpre du Caire. On pense à Chaplin, bien sûr, mais aussi à la subtilité virtuose de *To be or not to be* de Lubitsch, ou à l'esprit des comédies musicales de l'après-guerre. C'est bien là le charme de Woody Allen : le cinéma ne vieillit pas, il reste adolescent, et nous retrouvons la jeunesse grâce à lui.

Woody Allen, comique au visage triste comme celui de Buster Keaton, nous interroge sans cesse, film après film, sur les apparences. La comédie, c'est le jeu des miroirs, où chaque image renvoie à une autre, chaque visage à son double, jusqu'à ce qu'on ait perdu le sens du réel. Les thèmes sont aussi fugitifs, ils se répondent comme des échos. Le brasseur, l'argent, le pouvoir, l'amour, sont-ils ce qu'il promet, les hommes et les femmes sont-ils ce qu'ils semblent, la solitude et la pauvreté ont-elles de l'importance, et le succès est-il davantage qu'un leurre ? Autrement dit, la vie n'est-elle pas un songe ? On se souvient de Danny Rose, l'imprésario malade et lunatique, on se souvient de ce monde bizarre, acteurs ratés, musiciens, acrobates, qui ne pourront jamais être tout à fait des héros, et c'est ce monde (créé par les producteurs Hirsch et Levine) qu'on retrouve dans la Rose pourpre, faux monde, illusionnisme, prisonniers de leurs fâtes imaginaires, où l'on paie en fautes monnaie une bibine qui tient lieu de champagne.

Et si le cinéma n'était rien d'autre, précisément, que ce jeu des apparences ? C'est ce monde des

mirages qui fascine Woody Allen, et dans lequel il imagine qu'il est, malgré lui, le héros. De l'autre côté du miroir de l'écran, le monde est sans faille. Méchants et bons sont montrés sans ambiguïté, leurs passions sont claires, comme leur décor est au-delà du temps. Tout y est sans cesse recommencé, telle l'entrée de Tom Baxter dans l'appartement luxueux de Manhattan, et sa plume glisse sur les « gens biens ». Mais ce décor irréel est plus vrai que le réel, puisque le simple regard de la femme peut tout changer. Dans Broadway Danny Rose, c'est la maladresse et l'incompréhension de l'imprésario qui viennent à bout des dangers et du mal. Dans la Rose pourpre, le simple regard d'une spectatrice ordinaire inverse l'ordre réel et permet au héros de quitter l'écran pour venir vivre sur la terre.

En sortant de la fiction, l'acteur transgresse un interdit, rompt la barrière entre le réel et l'imaginaire, entre le désir et les conventions : c'est extraordinaire et dangereux, parce que c'est rompre la barrière entre la raison et la folie. Il faut à tout prix que le transgresseur retourne à sa chaudière, et que le monde retrouve son équilibre, qui n'est pas fait d'amour fou ni de liberté, mais d'ambition et d'argent. Le jeu des miroirs est une comédie cruelle, qui remet en question le monde, jusqu'à proclamer son absurdité. Amour vrai et fausse monnaie du côté de l'écran, et de ce côté, vrai argent et faux semblant. La spectatrice, en devenant actrice pour l'amour de Tom Baxter, est prise au piège. En choisissant la réalité pour vivre son amour, elle choisit le mensonge. Il ne lui reste plus qu'à retrouver la salle obscure des illusions, où les images de l'écran resteront décolorées hors d'attente.

Tous les films de Woody Allen sont des étonnements, et la Rose pourpre plus encore que les autres. Durant cette brève aventure à travers le réel et l'imaginaire, c'est l'humour qui interroge, et nous interroge. Le génie de Woody Allen (je crois que le mot n'est pas trop fort) est dans ce étonnement, cette interrogation. Mais il est surtout

dans sa façon de filmer, de nous faire partager son monde. Avant un procédé aussi simple que l'alternance du noir et du blanc et de la couleur pour séparer l'imaginaire du réel, et surtout en filmant le réel

comme si nous étions vraiment au moment de la crise, dans les années 30, et que rien du cinéma moderne n'avait encore été inventé. Woody Allen réussit à nous faire croire à l'impossible aventure de

cette jeune femme arrachée par la magie du cinéma à sa vie ordinaire. Ici, tout est clair, efficace, le jeu des acteurs, les dialogues, le rythme sans emphase, et par-dessus tout cet humour, ce clin d'œil, quand les deux créateurs du monde ne sont

autres que les producteurs (Jinfa, comme dans la Genèse) Hirsch et Levine, et qu'il ne s'agit pas de vraie scène d'amour sans foudu quebailé. Peu de réalisateurs aujourd'hui sont capables de tant d'émotion et de profondeur avec si peu de moyens. Dans la Rose pourpre du Caire, nous sommes, d'une certaine manière, tout proches de la naissance du cinéma, où seules comptent l'idée et l'image, sans effets spéciaux, sans grimaces, sans recherches formelles. Le gag est justement le bond de l'image, libération, jeunesse, la danse du maître d'hôtel du restaurant Casablanca qui apprend tout à coup que le film ne peut continuer à cause de la fuite de Baxter, et profite de sa liberté pour faire un numéro de claquettes.

Étonnant génie en vérité, que celui de Woody Allen. Mélange de charme, de pureté, de rouerie, semblable à Danny Rose qui savait si bien gonfler les ratés et embobiner ses ennemis. Mélange aussi des idées les plus fraîches avec les images les plus anciennes. Il y a dans le travail de ce cinéaste en apparence désinvolte toute l'ambition et le goût de la perfection des vrais professionnels du spectacle, une mise en scène construite avec précision qui nous entraîne jusqu'au dénouement final.

Divertissement, quiproquo, jeu des miroirs ? Mais comme aux premiers temps du cinéma, c'est l'étonnement et l'émotion qui font le charme et le succès. Quand, sur l'écran, le monde du cinéma se passe pour la même fois cette scène insipide de la Rose pourpre du Caire, Tom Baxter cesse tout à coup de jouer pour se tourner vers nous, et vers la jeune femme qui le regarde, pour nous interpeller, quelque chose bondit en nous, nous fait rire et battre le cœur, un vieux rêve qui enfin se réalise. Le cinéma n'est plus étranger, la vitre de l'écran s'est rompue, il va arriver quelque chose. Puis l'aventure s'achève, et l'écran se referme. Mais comme Chaplin, Woody Allen est déjà entré dans nos rêves.

* Voir les films suivants.

Ouvverture du premier Festival de Tokyo

Le premier Festival international du film de Tokyo, qui se tiendra dans l'un des grands quartiers commerçants de la capitale japonaise du 31 mai au 9 juin, s'ouvrira sur les images superbes et les accents déchirants de *Ran* et, déjà, sur quelques fausses notes et paradoxes embarrassants.

Pendant dix jours, cette manifestation, dont les organisateurs espèrent qu'avec le temps elle fera briller le nom de Tokyo avec ceux de Cannes, Berlin et Venise, va présenter plus d'une centaine de films dans diverses catégories (œuvres japonaises contemporaines, jeunes cinémas, cinéma féminin, films déjà primés, cinéma fantastique, des films animés). Elle réunira également des personnalités du monde du spectacle au cours de débats.

Au chapitre des paradoxes, *Ran*, tragédie nipponne-occidentale et coproduction franco-japonaise, est au talent du réalisateur Akira Kurosawa et à la ténacité du producteur français Serge Silberman, fut le grand absent de Cannes, mais sera ici tête d'affiche. En revanche, *Mishima*, le film de Paul Schrader, coproduction nipponne-américaine, présenté en grande fanfare sur la Croisette - et dont le sujet n'est certes pas moins japonais que *Ran* - n'aura pas l'honneur des écrans nippons.

Dans le premier cas, *Ran* sert de locomotive et de faire-valoir à une cinématographie qui a boudé Kurosawa - c'est le moins qu'on

puisse dire - depuis des années. Vexés de voir un producteur étranger offrir un maître les moyens financiers qu'eux-mêmes lui refusent obstinément depuis dix ans pour le tournage de *Ran*, et cela sans limiter sa liberté, l'establishment local n'a pas non plus facilité la tâche à Serge Silberman. Cela dit, les Japonais peuvent se féliciter de cette réputation, car *Mishima* étant en quelque sorte victime d'une censure *a priori*, on voit mal ce qui, dans ce nouveau festival, eût été l'événement.

Incroyable mais vrai

Dans le cas de *Mishima* la non-sélection n'est pas question de goût, et encore moins de qualité, mais de tabou. Incroyable mais vrai : les organisateurs du festival et les distributeurs japonais se sont depuis des mois refusés à se voir le visage de la censure *a priori*, on voit mal ce qui, dans ce nouveau festival, eût été l'événement.

En attendant, on espère que le festival (patronné par les grands magasins, les quelques firmes qui contrôlent toute l'industrie cinématographique ainsi que par les ministères des affaires étrangères et de l'industrie et du commerce) sera non seulement bénéfique pour les commerces et les

salles de cinéma du quartier de Shibuya, mais contribuera aussi à ouvrir sur l'extérieur et à améliorer le cinéma japonais contemporain. En effet, celui-ci est à tel point dominé par l'intérêt purement commercial qu'un fameux producteur du groupe Toho pouvait résumer ainsi sa philosophie : « En matière de cinéma, je n'y connais rien, mais quand un film rapporte de l'argent, je sais que c'est un bon film ».

Depuis des années déjà, les metteurs en scène plus intéressés par l'art, ou encore, horreur, par la politique - que par les impératifs économiques (Kurosawa, Oshima, Mizoguchi, Imamura) ont eu du mal à partir avec les grandes compagnies de production (sans lesquelles il est pratiquement impossible de tourner ici). Ils font la réputation internationale du Japon, mais ils ont souvent dû chercher des financements hors du système traditionnel, et de plus en plus hors de leur pays, pour pouvoir continuer à faire le cinéma de leur choix.

Il leur est alors parfois reproché de travailler pour l'étranger ou de fabriquer des films avec une sensibilité non japonaise. Cet ostracisme n'empêche évidemment pas, ici comme dans d'autres domaines artistiques, la récupération à des fins commerciales ou de prestige national des artistes dont le renom et le succès ont été souvent effacés. Les cas de *Genji* et de *Kurosawa* sont à cet égard emblématiques.

Y.-P. PARINAUX.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

EXPOSITION, Emmanuelle (278-46-42), 20 h 30.
L'ANIMAL DE L'AUBE, Présent (203-02-55), 20 h 30.

« Spectacles sélectionnés par le Club de « Monde des spectacles » »

Les salles subventionnées

CHAILLOT (277-81-15), 20 h 30 : Mille francs de récompense.
ODÉON (325-70-32), 20 h 30 : Cédipède, de Sophocle.
BOULEVARD (277-12-33) : Drame-vaudeville-musique : 18 h 30, Religions et droits de l'homme ; Claude-Vidal ; Nouveaux films BFI : Maria Callas, de G. Ségismund, P. Collin ; à 16 h (2e partie) : 19 h : Les Canailles, d'A. J. J. ; 15 h : Le premier essai d'archivage : Cœur de chœur, de S. Guitry ; Journée des droits de l'homme : à 17 h 30 : la Guerre des mondes, de P. Sankin ; 20 h 30, Mémoires de prison, de N. P. Des Sauts ; Drame : à 20 h 30 : Compagnie de danse l'Esquise (Tête close, Verbe).

Les autres salles

A DEJAZET (277-97-34), 20 h 45 : Fant et Food au théâtre.
ANTOINETTE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : le Sablier.
ARTISTIC-ATHEVAINS (379-06-18) 20 h 30 : les Amoureux.
ATELIER (606-49-24), 21 h : En attendant Godot.
ATHÉNÉE (742-67-27), Salle C. Bérard, 20 h 30 : Attentat meurtrier à Paris. Salle Louis-Journe : 20 h 30 : les Violents.
BOULEVARD PARISIENS (296-60-24) 20 h 30 : Tailleur pour dames.
CARTOUCHE, Th. de la Tempête (328-36-36), 20 h 30 : Place de Breteuil.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-09), Grand Théâtre 20 h 30 : la Machine infernale ; Ressort, 20 h 30 : Macbeth ; La Galerie, 20 h 30 : Dédicace balance.
COMÉDIE-CALMARTIN (742-43-41), 21 h : Révisé dormir à l'église.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-31), 20 h 45 : L'écouleur.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : le Baizer d'amour.
COMÉDIE DE PARIS (280-00-11), 20 h 30 : Chant pour une planète.
CONFLUENCES (287-67-38), 20 h 30 : le Nouveau Cyprien de Pierre DAUNOU (261-60-14), 21 h : le Canard à l'orange.
DECHARGEURS (236-00-02), 20 h 15 : Hérosisme mon amour.
DIX-HEURES (606-07-88), 20 h 15 : Festival Cortina : 22 h : Soirée de ménage.
DIX-HUIT THÉÂTRE (226-47-47), 20 h 30 : Play Strindberg.
EDEN-THÉÂTRE (356-64-37), 21 h : la Mémoire du baronnet.
ÉDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 : Chapitre II.
ÉPICURIE (724-14-16), 18 h 30 : Si vous saviez mon amour ; 20 h 30 : la Mariée mise à nu par ses célibataires même.
ESPACE-GAÏTÉ (321-56-05), 20 h 30 : Shame (la Honte).
ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Adam et Eve.
ESPACE MARAIS (584-09-31), 22 h 15 : Azimut infini.
ESSAÏON (278-46-42), 19 h : La dame est folle ou le balais pour mille part ; 20 h 30 : Exposition.
FIAP (589-89-15), 21 h : Colporteur d'images.
FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (254-99-18), 20 h 45 : Un hiver indien.
FONTAINE (874-82-34), 20 h 30 : Triple mixte.
GAÏTÉ-MONTMARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Love.
GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), 21 h : la Petite Marchande d'allume-bûches.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Centaurie chère ; 20 h 30 : la Loge ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Grottes américaines.
LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h 15 : Et ils passeront des moments aux fleurs ; 20 h : C'est rigolo ; 21 h 45 : les Contes de Chéon. 18 h 15 : Journal d'un fou ; 21 h 45 : K. Valentin.
LVS-MONTMARNASSE (327-38-61) 21 h : Créances.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : les Chefs de l'Esthétique.
MARIE-STUART (508-17-80), 18 h 30 : Vingt-trois moments de la vie d'une femme avec « le mort » ; 20 h 30 : Savage Love.

MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon. Salle Gaieté (225-20-74), 21 h : Tous aux abris.
MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : Hémine 1927.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînait au lit.
MICRODÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Buffon.
MONTMARNASSE (320-89-90) Petite salle, 21 h : Tchekhov Tchekhov.
NOUVEAU TH. DE COLETTE (354-53-79), 20 h 30 : Hop ! à l'hôpital !
NOUVEAU TH. MOUFFETARD (331-11-99), 20 h 45 : Mangerons-nous ?
ŒUVRE (874-42-52), 21 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.
PALAIS DES GLACES (607-49-93) 20 h 30 : le Condamné à mort.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : le Dindon.
POCHE-MONTMARNASSE (548-92-97), 20 h 30 : Ma femme ; 21 h 15 : la Part de rêve.
POTINÈRE (261-44-16), 21 h : Double Foyer.
QUAI DE LA GARE (585-88-88), 20 h 30 et 22 h : Compartiment tumors.
RENAISSANCE (208-18-50 - 203-71-39), 20 h 30 : Ray Blas.
STIMOS DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-42), 20 h 45 : De si tendres liens.
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79), 18 h 30 : l'Écume des jours - IL 20 h 30 : Héroïsme.
TEMPLEERS (278-91-15), 20 h 30 : Du duc au duc.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babes-cadres ; 22 h : Nous on fait ça on nous dit de faire.
THÉÂTRE NOIR (346-91-95), 20 h 30 : Images de sécheresse.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : l'Animal de l'aube.
TH. DU TEMPS (355-10-88), 21 h : le Salomé.
THÉÂTRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h : la Nuit et le Moment ; 22 h : Relax.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), Grande salle, 20 h 30 : le Triomphe de l'amour. Petite salle, 20 h 30 : le Voyage sans fin.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : la Collection.
LE TENTAMARRE (287-33-82), 20 h 15 : Phédo ; 21 h 30 : L'incube féerique.
TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Tac ; 22 h 30 : Carmen Cru.
VARIÉTÉS (233-09-02), 20 h 45 : N'écoutez pas, mesdames.
VINAIGRIERS (245-45-54), 20 h 30 : Partir-moi comme la pluie.

AL BÉC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Chant d'été ; 21 h 30 : Baby et not to baby ; 22 h 30 : Crazy cocktail.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), 18 h 15 : Azeah = MC2 ; 21 h 30 : les Démons Louises ; 22 h 30 : les Sacris Mostrus - IL 20 h 15 : le Ciel de chœur ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Fin de siècle.
BOURVIL (373-47-84), 21 h 15 : Y'en a marre...
CAFÉ D'EDGAR (320-85-11), 18 h 15 : Tiers voilà deux bouffins ; 21 h 30 : Manguettes d'hommes ; 22 h 30 : Orlins de secours. IL 20 h 15 : Ça balance pas tout ; 21 h 30 : le Chironosom et clatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
CAFÉ DE LA GARE (549-27-78), 22 h : Riez, riez, profitez-en...
PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Non je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Des gratio-cul dans la crème fraîche.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je crache, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips ; 22 h 30 : Napoléon Academy.
SPLENDID-ST-MARTIN (208-21-93), 21 h : Nuit d'ivresse.

Les cafés-théâtres

AU BÉC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Chant d'été ; 21 h 30 : Baby et not to baby ; 22 h 30 : Crazy cocktail.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), 18 h 15 : Azeah = MC2 ; 21 h 30 : les Démons Louises ; 22 h 30 : les Sacris Mostrus - IL 20 h 15 : le Ciel de chœur ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Fin de siècle.
BOURVIL (373-47-84), 21 h 15 : Y'en a marre...
CAFÉ D'EDGAR (320-85-11), 18 h 15 : Tiers voilà deux bouffins ; 21 h 30 : Manguettes d'hommes ; 22 h 30 : Orlins de secours. IL 20 h 15 : Ça balance pas tout ; 21 h 30 : le Chironosom et clatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
CAFÉ DE LA GARE (549-27-78), 22 h : Riez, riez, profitez-en...
PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Non je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Des gratio-cul dans la crème fraîche.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je crache, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips ; 22 h 30 : Napoléon Academy.
SPLENDID-ST-MARTIN (208-21-93), 21 h : Nuit d'ivresse.

La danse

A DEJAZET (277-97-34), 18 h 30 : Le bal de l'innocence livable, Cie l'Éclat des muses.
BASTILLE (357-42-14), 19 h 30 : Esprit de chair de lune.
CAFÉ DE LA DANSE (357-05-35), 20 h 30 : le Livre des sept secrets.
DEUX PORTES (355-47-74), 20 h 30 : Visions.
TH. DE PARIS (874-10-75), 20 h 30 : M. Flitler Eghayan.

Opéra

PALAIS OMNISPORTS DE BERCY (342-01-23), 20 h : Turandot.

Le music-hall

CAVEAU DES OULETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.
CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 30 : J'avais.
FORUM (297-53-47), 21 h : Groupe D-lapa.
GYMNASE (246-79-79), 21 h : Thierry Le Luron.

Le Monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles. Ide il h à 21 h sauf dimanches et jours fériés

Jeudi 30 mai

LUCERNAIRE (544-57-34), 20 h : M. T-mayo.
OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : D. Guichard.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Brésil en fête.
STUDIO BERTRAND (783-64-66), 20 h 30 : L'œuvre était presque parfaite.
LA TAPIÈRE (337-74-39), 18 h 30 : 45 : B. Brod ; à 22 h 30 : Nuit Nantes ; II : 21 h : G. Gais ; à 22 h 30 : A. Dailie.
TROTTORS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 21 h et 23 h : Les Pucci.

Festival de l'Île-de-France

PARIS, Église Saint-Germain-des-Prés, 21 h : Ensemble instrumental A. Sajo (Bach, Vivaldi, Mendelssohn...).

Les concerts

Église St-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : orchestre de chambre de heidelberg (Vivaldi, Mozart, Telemann).
Salle Gaveau, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. O. Kama (Sibelius, K.P.E. Bach, Schönberg).
Hôtel Saint-Alban, 21 h : M.-P. Daboul, F. Hartmann (Boisvalle, Molnar, Bach).
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : M. Pollini (Bach).
Théâtre 3 rue 4, 18 h 30 : I. Wyzanski, Bach.
Salle Pleyel, 20 h 30 : orchestre de Paris, dir. D. Barenboim, Mozart.
Salle A. Marchal, 20 h 45 : Spirituels et Gospel Music.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (794-24-24)
16 h : Dans le nuit, de Ch. Vanel, Cannes 1985 (Quinzaine des réalisateurs) ; 19 h : l'Amour d'Ulysse, de V. Vafios ; 21 h : Fénéralles, de J. Hamel.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h, Classiques du cinéma mondial : Cabiria, de G. Pastore ; 17 h, Baruch ou Das alte Gesetz, de E.A. Dupont ; 19 h, Cent jours de cinéma espagnol : Des Espagnols à Paris, de R. Bodegas.

Les exclusivités

ADRIEN BONAPARTE (Franco-Egyptien) : Gaumont Hall, 1^{er} (297-49-70) ; Gaumont Hall, 1^{er} (297-49-70) ; Champs Palace, 5^e (354-07-76) ; Olympia St-Germain, 6^e (222-87-23) ;

Colisée, 8^e (359-29-46) ; Reflet Balzac, 8^e (561-10-60) ; Olympia Entrepôt, 14^e (544-43-14) ; Parassiens, 14^e (335-21-21) ; - V.F. : Berlitz, 2^e (742-60-33) ; A. K. (Fr.), 14 Juillet Parasse, 6^e (326-58-00) ; Club de l'Étoile, 17^e (380-42-05) ; AMATEURS (A., v.a.) : Vendôme, 2^e (742-97-52) ; Lucernaire, 6^e (544-57-34) ; George-V, 8^e (562-41-46) ; - V.F. : Impérial, 2^e (742-72-52) ; Montparnos, 14^e (327-52-37) ; ANTARCTICA (Jap.) : Paramount Marvux, 2^e (296-80-40) ; Paris Loirs Bowling, 18^e (606-64-98) ; L'ARRE SOUS LA MER (Fr.) : Grand Pavé (H. sp.), 15^e (554-46-85) ; AL-DELA DES NUAGES (Jap., v.a.) : UGC Marvux, 14^e (561-94-95) ; Espace Galté, 14^e (327-95-94) ; Galté boulevard, 2^e (223-67-06) ; L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11^e (700-88-16) ; Montparnos, 14^e (327-52-37) ; Grand Pavé, 15^e (554-46-85) ; BABY (A.) : - V.F. : Rex, 2^e (236-83-93) ; Ermitage, 8^e (563-16-16) ; Française, 9^e (770-33-88) ; Bastille, 11^e (307-54-00) ; UGC Gobelin, 13^e (326-23-44) ; Montparnos Paté, 14^e (320-12-06) ; UGC Convention, 15^e (574-93-40) ; Napoléon, 17^e (267-63-42) ; Images, 18^e (522-47-94) ; Tourville, 20^e (364-80-80) ; LE HÉRÉ SCHTROUMPF (Belge) : Tempeliers, 3^e (772-94-56) ; Grand Pavé, 15^e (554-46-85) ; Boite à films, 17^e (622-44-21) ; BERRY (A., v.a.) : Forum, 1^{er} (297-53-74) ; Hautes-Seines, 6^e (633-79-38) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; Parassiens, 14^e (320-30-19) ; - V.F. : Française, 9^e (770-33-88) ; Nations, 12^e (343-04-67) ; Fauvette, 13^e (331-56-86) ; Montparnos Paté, 14^e (320-12-06) ; Mistral, 14^e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15^e (528-42-77) ; Paramount Maillet, 17^e (758-24-24) ; BOY MEETS GIRL (Fr.) : Épée de Bois, 5^e (337-57-47) ; BRAZIL (Brit. v.a.) : Quintette, 5^e (633-79-38) ; UGC Marvux, 8^e (561-94-95) ; Parassiens, 14^e (320-30-19) ; BROTHA (A., v.a.) : Espace Galté, 14^e (327-95-94) ; LA CAGE AUX CANARIS (Sov., v.a.) : Cosmos, 6^e (544-28-80) ; CARMEN (Esp., v.a.) : Calypso, 17^e (380-30-11) ; COTTON CLUB (A., v.a.) : Studio Gaieté, 5^e (354-72-71) ; Publicité Marignan, 8^e (359-31-97) ; LA DÉCHIRURE (A., v.a.) : Paramount Odéon, 6^e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8^e (359-19-88) ; V.F. : Paramount Odéon, 9^e (742-56-31) ; LE DÉCLIC (Fr.) (*) : George-V, 8^e (562-41-46) ; DÉTECTIVE (Fr.) : Gaumont Hall, 1^{er} (297-49-70) ; UGC Odéon, 6^e (225-16-30) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; UGC Boulevard, 9^e (574-95-80) ; 14 Juillet Bastille, 11^e (358-90-81) ; Gaumont-Sud, 14^e (327-84-50) ; Montparnos, 14^e (327-52-37) ; Olympia Entrepôt, 14^e (544-43-14) ; Paté Clichy, 18^e (522-46-01) ; DIVORCE A HOLLYWOOD (A., v.a.) : Paramount City Triomphe, 8^e (562-45-76) ;

EMMANUEL (Jap., v.a.) : Olympic, 14^e (544-43-14) ; ELECTRIC DREAMS (A., v.a.) : Ambassade, 8^e (359-19-88) ; ENMANUELLE IV (Fr.) : George V, 8^e (562-41-46) ; FALLING IN LOVE (A., v.a.) : Saint-Michel, 5^e (326-79-17) ; Elyées Lincoln, 8^e (359-36-14) ; LE FIL DU RASOIR (A., v.a.) : UGC Odéon, 6^e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8^e (563-16-16) ; LE FILC DE BEVERLY HILLS (A., v.a.) : Marignan, 8^e (359-92-82) ; Biarritz, 8^e (562-20-40) ; - V.F. : Rex, 2^e (236-83-93) ; Galté Rochecourt, 9^e (742-56-31) ; Paramount Montparnos, 14^e (325-30-40) ; Paté Clichy, 18^e (522-46-01) ; LE FOUE GUERRE (Franco-Italien) : Forum Orient Express, 1^{er} (233-42-26) ; Gaumont Richelieu, 2^e (233-56-70) ; Impérial, 2^e (742-72-52) ; Quintette, 5^e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6^e (325-59-83) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; Publicité Champs Élysées, 8^e (720-76-23) ; St-Lazare Pasquier, 8^e (387-35-43) ; Bastille, 11^e (307-54-00) ; Nations, 12^e (343-04-67) ; Fauvette, 13^e (331-56-86) ; Montparnos Paté, 14^e (320-12-06) ; Mistral, 14^e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15^e (528-42-77) ; Paté Wapler, 18^e (522-46-01) ; Gambetta, 20^e (364-80-80) ; GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TAZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A., v.f.) : Capit, 2^e (508-11-49) ; L'HYSTOIRE SANS FIN (AIL, v.f.) : Boite à Films, 17^e (622-44-21) ; Saint-Ambroise (H. sp.), 11^e (700-88-16) ; JE VOUS SAUVE MARIE (Fr.) : Sandie de la Harpe, 5^e (634-25-52) ; JUSQU'A UN CERTAIN POINT (Chib., v.a.) : Dufrenoy (H. sp.), 14^e (321-41-01) ; KAOS, CONTES SICILIENS (It. v.a.) : 14-Juillet Parasse, 6^e (326-58-00) ; LADY HAWKE, LA FEMME DE LA NUIT (A., v.f.) : Espace Galté, 14^e (327-95-94) ; LIBERTÉ, ÉGALITÉ, CHOUCHOUTE (Fr.) : UGC Rotonde, 6^e (574-94-94) ; UGC Berrich, 8^e (562-20-40) ; LA MAISON ET LE MONDE (Ind., v.a.) : Olympic Luxembourg, 6^e (633-77-77) ; MARCHÉ A L'OMÈRE (Fr.) : Capit, 2^e (508-11-49) ; George V, 8^e (562-41-46) ; MARIE'S LOVERS (A., v.a.) : Tempeliers, 3^e (772-94-56) ; Studio Bertrand, 7^e (783-64-66) ; UGC Marvux, 8^e (561-94-95) ; LE MEILLEUR DE LA VIE (Fr.) : Forum Orient Express, 1^{er} (233-42-26) ; George V, 8^e (562-41-46) ; Maxville, 9^e (770-72-86) ; Lumière, 9^e (246-49-07) ; Paramount Odéon, 6^e (225-10-30) ; Olympic, 14^e (544-43-14) ; Paramount Odéon, 14^e (544-43-14) ; Convention Saint-Charles, 15^e (579-33-00) ; MICHI ET MAUDE (A., v.a.) : UGC Marvux, 8^e (561-94-95) ; MISHIMA (A., v.a.) : Gaumont Hall, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 2^e (633-63-20) ; 14 Juillet Racine, 6^e (326-19-68) ; Paris, 8^e (359-53-99) ; Pagode, 7^e (705-12-15) ; Bicentenaire Montparnos, 15^e (544-25-02) ; 14 Juillet Boulogne, 15^e (575-79-79) ; v.f. : Gaumont Berlitz, 2^e (742-60-33) ;

NOUVELLES FRONTIÈRES PRESENTE

NEW VIDEO MUSIC USA

VIDEO SHOW PERMANENT DU 11 JUIN AU 16 JUIN 1985 DE 14 H A 20 H ENTREE GRATUITE
AU MUSEE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS 11 AVENUE DU PRESIDENT WILSON 75016 PARIS
LE 13 JUIN A 21 H LIVE VIDEO SHOW : THE PASSION OF PASSION DE KIT FITZGERALD ET PETER GORDON
PRIX DES PLACES : 90 F LOCATION NOUVELLES FRONTIÈRES TOUTES AGENCES PARIS TEL. 273 25 25

PALAIS OMNISPORTS PARIS BERCY

LOCATION SUR PLACE au P.O.P.B. de 11 h à 18 h

BNP

au PALAIS DES SPORTS Porte de Versailles de 12 h 30 à 19 h sauf dimanche

TURANDOT

OPERA DE GIACOMO PUCCINI

du 28 Mai au 20 Juin

LOCATION PAR TELEPHONE : 346.12.21/342.44.33

soirées à 20 heures tous les jours sauf le dimanche

PALAIS OMNISPORTS PARIS BERCY

LOCATION au Journal L'EQUIPE aux FNAC et toutes Agences

avec RTL

MOJADO POWER (Mex., v.o.) : Latina.
4x (378 47 861 : 1 Utopia, 5x (326 84 66)

ESCALIER C

521

24. Lettres étrangères : l'Italie du Frioul à l'Etna. 26. Histoire littéraire : Roger Gilbert-Lecomte et Roland Dumas.
27. Portrait : Jacques Roubaud, un chat dans un jeu de pistes. 28. Classiques : un grand roman érotique chinois.

Le Monde DES LIVRES

LEONARDO

Un esprit XVIII^e

Après un cours purgatoire, Leonardo Sciascia, le Sicilien, revient en pleine lumière, alors que paraissent simultanément en France *Mots croisés*, chez Fayard, et *Stendhal et la Sicile*, chez Maurice Nadeau. Essayiste, libelliste, nouvelliste, romancier, polémiste toujours, Sciascia, qui vit entre Palerme et Racalmuto où il est né, a répondu aux questions de Jean-Noël Schifano, qui fut le traducteur de *l'Affaire Moro*, la plus passionnante « enquête » de Sciascia.

« De l'assassinat d'Aldo Moro (printemps 1978) à l'assassinat du syndicaliste Ezio Tarantelli (printemps 1985), et après quatre années d'enquête que vous avez menées au sein de la commission parlementaire sur la mort cruelle de Moro, vous semblez voir dans la criminalité politique une des manières qu'a l'Italie de se gouverner... »

— Ma vision de l'histoire italienne, sous l'angle de la criminalité, a des racines plus lointaines, plus reculées dans le temps, que l'affaire Moro. Mais, dirais-je, pas seulement de l'histoire italienne. J'ai toujours eu, peut-être en liaison avec certains événements qui se sont passés dans les années de mon enfance (par exemple : le peloton d'exécution pour ceux qui avaient l'intention — rien que l'intention — d'attenter à la vie de Mussolini), une vision du pouvoir comme fait criminel. Le pouvoir de l'Etat. Le pouvoir mafieux. Le pouvoir ecclésiastique, tel qu'il s'est révélé à mes yeux à travers les livres, quand j'ai commencé à connaître l'histoire de l'inquisition. Des livres comme *Mort de l'inquisiteur* et *les Poignardeurs*, avant celui sur *l'Affaire Moro*, traduisent explicitement cette vision, cette préoccupation, cette obsession. Mais tous les autres



CAGNAT.

aussi, je crois. Fût-ce moins explicitement.

— Alberto Moravia déclarait, il y a quelques années, qu'il était un écrivain rebelle ; et vous, êtes-vous l'enquêteur, l'inquisiteur de Sicile ?

— Je ne crois pas être un rebelle ; et pas même un révolutionnaire. Je suis plutôt un conservateur ; en ce sens que je veux conserver le meilleur (qui veut conserver le pire est, en revanche, un réactionnaire), ce meilleur qui réside co... les *Immortels principes de 1789*, comme disent, avec ironie, ceux qui ne les aiment pas. Voilà tout. Mais, aujourd'hui, revendiquer les libertés fondamentales de l'homme, de l'individu, apparaît comme un fait révolutionnaire, de même qu'au temps de l'affaire

Calas. Et tout particulièrement en Italie. Et tout particulièrement en ce qui concerne l'administration de la justice.

Stendhal, l'adorable

— Vous avez écrit, au début d'un de vos livres, que Stendhal, et pas seulement le Stendhal qui imaginait d'être allié en Sicile, était pour vous le seul écrivain « adorable ». Curieux, ce vocable si peu voltairien sous votre plume, non ?

— Lorsqu'un écrivain occupe une place aussi grande dans notre vie, comme Stendhal dans ma vie, il faut bien reconnaître qu'on éprouve à son endroit un sentiment qui va au-delà de la raison, un sentiment presque religieux ou, du moins, fétichiste, un senti-

SCIASCIA

dans un corps XX^e

ment d'adoration ; et je le reconnais. Du reste, je ne suis pas le seul. Stendhal est l'unique écrivain au monde capable de susciter chez certains ce genre de passion.

— On vient de publier en France les *Leçons sur Stendhal* du prince de Lampedusa, en compagnie de votre *Stendhal en Sicile*. Vous écrivez, dans *Mots croisés*, que le *Guépard* est un livre « écrit par un homme vieux pour des gens vieux » ; et, d'autre part, vous avez dit que le *Guépard* avait annoncé, dès la fin des années 50, les désillusions actuelles de l'Italie. Est-ce à dire que l'Italie est devenue un pays de gérontes sans espoir ?

— L'expression « écrit par un homme vieux pour des gens vieux » est de Lampedusa à propos de la *Chartreuse*. Isolé de la sorte, on dirait un jugement négatif. Mais Lampedusa ajoutait : « Il faut avoir passé les quarante ans pour la comprendre ». Et c'est aussi ce que j'ajoute pour le *Guépard*. Quand le livre a été publié, il y a vingt-cinq ans de cela, j'ai réagi avec une certaine intolérance. Je maintiens certaines de mes réserves d'alors : mais les désillusions de Lampedusa sont aujourd'hui les miennes.

— Vous semblez balancer entre le monde « innocent » des Lumières et le catholicisme coupable d'Alessandro Manzoni. Comme Alberto

Saviano, vous sentez-vous « fils de l'intelligence et du péché » ?... Roland Barthes disait que « Voltaire fut le dernier écrivain heureux » : les Temps modernes vous paraissent-ils vouer l'écrivain que vous êtes à ce que vous appelez un « savoir désespéré » ?

— Pour difficiles et pleines de tribulations que puissent être les conditions où un écrivain se trouve à vivre, pour douloureux et désespéré que puisse être ce dont il écrit, écrire est toujours, en soi, un acte de bonheur. Lorsque j'entends un écrivain parler de la « peine » d'écrire, je le crois si c'est un écrivain qui ne me plaît pas, mais si c'est un écrivain que j'aime, je n'arrive pas à le croire. On raconte que Matteo Maria Boiardo, l'auteur du *Roland amoureux*, faisait sonner à toute volée les cloches de Scandiano (bourg dont il était le seigneur) quand il trouvait un beau nom pour les personnages de son poème. Pour moi, trouver les mots justes, construire une phrase exacte, réussir à exprimer avec précision sentiments et pensées, cela tient de la fête, cela s'accompagne d'une impression de luminosité, d'harmonie. En somme, de bonheur.

— Quant à l'« innocence » des Lumières et au « catholicisme coupable » de Manzoni, je dois dire que je ne les vois pas en dualité, en opposition, en contraste.

Propos recueillis par
JEAN-NOËL SCHIFANO.
(Lire la suite page 24.)

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

« Ferragosto », d'Antoine Compagnon

Fâcheuse lagune

DÉCIDÉMENT, on fait court, ce printemps. Dans la foulée de Duras et d'Ernaux, il y a eu Guibert, Bredin ; voici Jacard, Compagnon, entre autres récits dégraisés où le muscle montre ses hanches brèves, comme les jambes des pou- lains au pré. Car la brièveté 85 s'allie au nerf, au lumineux.

Il y a quelques années, perions qu'un auteur comme Compagnon aurait cru déchoir d'écrire aussi court et clair. Le compliqué jargonneur faisait partie des signes extérieurs de la haute intellectuel. Or Compagnon est de ce format.

Polytechnicien passé à l'enseignement littéraire, qu'il dispense dans son Ecole d'origine et dont il connaît le complexe cheminement, de Lanson à Ricardou (la *Troisième République des Lettres*, Seuil, 1983), il est l'auteur d'un savant *Montaigne* (Seuil, 1978) et de travaux non moins érudits sur la *Citation* et le *Deuil* (Seuil, 1979). De quelles digressions sioux il ne nous aurait pas régales naguère, sur l'écrivain se regardant écrire, la figure narrative et autres joyeusetés !...

FERRAGOSTO ressemble à une confidence naïve. Un banquier en stage à Londres raconte ses amours brûlantes et sans lendemain avec une architecte milanaise, Alessandra. Un désir violent les a jetés l'un vers l'autre, et puis ce fut la séparation sans phrase, dans une gare écrasée de chaleur. Pourquoi l'extase ? Pourquoi son contraire, subitement ? Ce mystère auquel personne n'échappe et que la littérature n'en finit pas d'élucider, plongeons-y encore une fois.

C'est à Venise que « ça » se dégingue. Avant, « tout beige », comme disent les enfants aujourd'hui. Mieux : chaque minute à l'éclat, la solennité terrible, d'une naissance du monde. Peut-être est-ce de ce paroxysme éreintant que pétra leur amour.

Ils se sont connus à Londres, autour d'un projet de centre culturel pour l'Egypte. Elle avait un amant, qui a vite cessé de peser sur elle, sur eux. A Bologne, à Milan, leurs corps se sont

fait fête. Leur goût commun des villes et des musées a meublé les pauses et relancé la volupté.

SAGAN, dans *De guerre lasse*, assure que le cœur est mauvais touriste. Les maximes, je le crains, ne renseignent que sur leur auteur, et se retournent comme des gants. Pour Compagnon, c'est tout l'inverse : le cœur porterait à l'excursion. A moins que Ferragosto ne nous parle que du corps...

On y passe du Kama-Sutra au Guida bleu et retour, via le Michelin. Nous n'ignorons rien de ce qu'Alessandra et son amant admirent au jardin botanique de Londres, de ce qu'ils mangent à Bath, des américanas bus à Padoue, des Giotto dévorés à l'Arena.

Donc, à Venise, tombe la sale question : nous aimons-nous vraiment ? Que voulons-nous de l'autre ? La jouissance partagée dans l'instant ne masque plus l'effroi du lendemain et se laisse miner par lui.

Si ça se trouve, la chaleur torride y est pour quelque chose. On est le 15 août — Ferragosto veut dire « Assomption » en italien. Venise sent le cadavre oublié derrière des volets. Il arrive que la beauté s'épuise, que la torpeur anéantisse tout élan. L'orage n'y fait rien, avec ses orbes et ses bleus crus. L'air manque : fâcheuse lagune ! Fuir, là-bas, fuir ! Un peu de Nord, de grâce !

C E Nord sentira l'Est. Ce sera Vienne, Autriche. La couple y respire à nouveau. La grande roue du Prater réveille les vertiges engourdis. Alessandra explique Loos, son dieu. On dîne de schnitzel. On compare Schönbrunn aux châteaux de la Loire...

(Lire la suite page 28.)

Le chef-d'œuvre de F. Braudel
au prix du poche

**FERNAND
BRAUDEL**
de l'Académie française

**La Méditerranée
et le monde méditerranéen
à l'époque de Philippe II**

8^e édition intégrale
1256 pages au format 15,5x24 avec cartes et
illustrations. En librairie la semaine prochaine.
2 volumes — chacun 75 F

DU MEME AUTEUR :

**Civilisation matérielle, Economie
et Capitalisme XV^e-XVIII^e Siècle**

Une œuvre prestigieuse présentée en 3 volumes sous coffret

armand colin
103, bd Saint Michel - 75005 Paris

A LA VITRINE

George Sand, une « battante »

Patiemment, Georges Lubin poursuit son grand œuvre. A la fin du dix-neuvième tome de la *Correspondance générale* de George Sand qu'il rassemble avec tant de minutieux amour depuis si longtemps, il reste à l'épistolaire dix ans devant elle. C'est dire que l'éditeur n'est pas au bout de ses peines.

Pensionnant, comme tous ceux qui l'ont précédé, en ce sens qu'il révèle un personnage fascinant (qu'on l'admire ou qu'on le haïsse), ce volume est, parmi les autres, d'une tonalité particulière. Depuis des mois, Manseau, le compagnon fidèle de quinze années, est entré dans une étroite égonie, interminable. La fin survient le 21 août 1855, et s'abat, sur George, une chute de tristesse qu'on n'aurait pas imaginée possible chez une femme de cette énergie physique et morale.

Une sincère désolation émane des innombrables lettres et billets qu'elle envoie à tous ses amis pour les inviter aux obsèques ou les remercier de leur sympathie à cette occasion. Des inconditionnels de la médecine

ont soutenu, sans preuve, que George, le soir de cette mort, « était joyeusement au cabaret » à Paris, avec Alexandre Dumas fils. Justice est faite désormais : une longue note (p. 383) établit l'innocence de tels propos. Ce qui est éblouissant, chez Georges Lubin, c'est qu'il connaît les faits et gestes de cette femme au jour le jour et presque à la minute près et qu'aucun détail ne lui échappe, ce qui permet d'établir solidement le vérité.

Abattue, notre sexagénaire ne tarde pas à rebondir. Un second bébé s'annonce, chez son fils Maurice — ce sera Aurora Sand, — et voici la grand-mère qui clôturonne cette naissance à tous les échos. Il faut assurer l'assistance du jeune ménage et des deux petites filles qu'elle chérira si tendrement. Toutes voiles au vent, elle force pour obtenir que les parents de Manseau renoncent à l'héritage de leur fils en faveur du sien ; ce qui n'est ni tout à fait joliment (elle compte sur « l'indifférence » desdits parents) ni tout à fait juste, Maurice n'ayant pas précisément porté

dans son cœur l'amant de sa mère. Elle vend la *Sainte-Anne* peinte par Delacroix — « pas si bien que je l'espérais » — et obtient, contre son ex-mari, Casimir Dudevant, un jugement qui empêche celui-ci, perdus de dette, de dépouiller ses enfants. « Ses enfants ? » C'est Maurice qui compte, au principal, Solange loin derrière.

« Je porte la vie comme elle est — écrit George Sand à Dumas fils. J'ai pas (sic) même le temps de savoir comme elle est. » Elle la porte, en effet, la pousse, la malmène, la force. Une « battante » (1).

G. GUITARD-AUVISTE.

(1) On lit avec plaisir, à défaut de posséder l'édition complète parue dans la Pléiade en 1970, les fragments très heureusement choisis d'*Histoire de ma vie*, autobiographie que rédigea Stock dans sa collection de poche. 345 p., 43 F.

★ *George Sand : Correspondance (janvier 1845-mai 1866)*. Édition de Georges Lubin, tome XIX. Garnier, 1 064 p., 220 F.

HISTOIRE

Le langage de l'aigle

Les emblèmes ont une histoire que nous commençons seulement à savoir lire. En choisissant d'écrire une « chronique politique » de l'éigle, Alain Boreau n'a pourtant pas choisi la voie de la facilité, car, s'il est un symbole qui, à travers les siècles, semble porter d'une valeur constante — au point d'en apparaître comme « naturel » — c'est bien l'oiseau impérial. De Rome au sceau des États-Unis, de l'Empire germanique au III^e Reich, il paraît incontestablement signifier le pouvoir et la domination dans la culture occidentale.

Tout l'intérêt de ce petit livre alerte et savant est de montrer, pièces en main, que cette évidence est fallacieuse. L'histoire de l'éigle n'est pas celle, finale, d'une tradition continuée au long des âges. Elle doit s'écrire, plutôt, en termes de discontinuités, de lacunes, de refus, de détournements de sens,

de compromis. Car un emblème n'est pas toujours bon à penser, il lui arrive d'être refusé parce qu'il gêne : c'est, par exemple, le cas de l'aigle aux temps carolingiens. Il lui arrive aussi d'être investi de significations nouvelles ou retrouvées ; ou encore d'être dévalorisé par un usage trop partagé, comme dans l'héraldique médiévale.

La valeur d'usage de l'emblème paraît dépendre de deux paramètres essentiels : un répertoire plus ou moins ouvert de références, singulièrement appauvri aujourd'hui, et dont nous avons oublié qu'il ne se limitait pas à la symbolique du pouvoir ; et le maniement politique qui s'en avère possible en un moment donné. A ces deux variables, il faudrait pouvoir en ajouter une troisième, malheureusement insaisissable : l'efficacité de ce matériel symbolique et le manière selon laquelle il est reçu par ceux qui visent l'estimation obligée du pouvoir.

Cette chronique faussement modeste débouche, on le voit, sur de grandes questions. A travers les

avatars d'une image, elle suit à la trace le statut du politique dans l'histoire de l'Occident et elle s'interroge sur ce qui donne à voir la légitimité du pouvoir.

J. R.

★ *L'AIGLE. CHRONIQUE POLITIQUE D'UN EMBLÈME*, d'Alain Boreau. Ed. du Cerf, 284 p., 65 F.

SOCIÉTÉ

Michel Foucault et la punition

Michel Foucault avait, quelques mois avant sa mort, accordé un long entretien au juriste bruxellois Foulek Ringelheim à propos du système pénal et du sens que l'on peut accorder aujourd'hui à la punition légale. Le texte de cet entretien, relu par Foucault au printemps 1984, paraît dans un volume collectif à l'Université de Bruxelles.

A son titre séduisant, *Punir mon beau souci*, correspondent bien les chapitres de ce recueil où les auteurs, dont Roger Lallemand et Thierry Lévy, s'interrogent sur la légitimité de la punition. Dans sa préface, Ringelheim exprime le malaise qui existe actuellement face à la punition. Et le fait que, contrairement à jadis, punir est, heureusement, devenu un problème et l'objet d'un débat. — M.O.

★ *PUNIR MON BEAU SOUCI. POUR UNE RAISON PÉNALE*, volume collectif sous la direction de Foulek Ringelheim, éditions de l'Université de Bruxelles, 26, rue Paul-Héger, 1050 Bruxelles.

DOCUMENT

Quatre ans de la vie de Caroline B.

Un gros cahier brun a été retrouvé aux Pucés. C'est le journal intime d'une Perlienne d'il y a cent vingt ans, Caroline Brame, née et morte dans le faubourg Saint-Germain, rue Saint-Dominique. Georges Ribéill — le découvreur — a écrit, dans le cahier, ce qu'il n'est pas à son premier inventaire des signes d'une autre histoire des femmes — en font la lecture, les commentaires.

La texte lui-même est étonnant. Quatre ans (1864-1868) d'introspection codifiée, stéréotypée et véridique, avec ces exclamations qui sonnent faux — mineures et chichiteuses — et vrai : le vie dans le coton, le coton qui étouffe, anéantis, et, au bout du compte, tue. Mais le plus intéressant reste de loin les remarques, les piques que désignent les deux accompagnateurs de ce texte. Le portrait de Caroline Brame qui s'en dégage est tout en nuances.

Pourtant cela paraît si loin, cette vie enfermée entre la chapelle et les visites, les examens de conscience et la broderie, le mariage à dix-neuf ans, conformiste, résigné, d'une fille vivante, sans doute intelligente, imaginative. Admirable massacre en douceur, au nom de Marie, d'une mère admirable, et de futures filles qui le seront autant.

Michelle Perrot brosse parfaitement le profil psychologique et sociologique de cette héroïne sans histoire, qui ne s'assume pas tous les jours. Georges Ribéill s'attaque, lui,

au modèle qui s'en dégage : celui d'une mince couche sociale, une bourgeoisie d'Empire fascinée par les comportements de la noblesse, qui ne tiendra pas le choc de la Troisième République. C'est très clair et très probant. Et la courte vie de Caroline Brame paraît du coup doucement symbolique : d'un étouffement, personnel, d'une impasse collective. D'où vient une certaine déception ? C'est qu'on attend toujours trop de ces vies comme arrachées à l'oubli. L'émotion existe certes, mais aussi un léger ennui, un certain agacement. Que l'analyse gomme bien sûr, sans le faire oublier. Voici un journal intime, qui est pour une fois, et avant tout, un outil pour réfléchir. — G. B.

★ *LE JOURNAL INTIME DE CAROLINE B.*, enquête de Michelle Perrot et Georges Ribéill, Arthaud-Montalba, 254 p., 85 F.

ROMANS

Deux vies

Bethsabée est une passionnée. Pourtant pierre à pierre, elle s'est bâtie une vie pas si mal, maternellement ceux qui en avaient besoin. Lucien son mari, un certain Charles qui se meurt, Betty, sa fille. Dans sa mémoire, les vies se télescopent, celles qui ont eu lieu, et les autres, possibles et impossibles. Bethsabée lit un livre, l'histoire de Marie Nunez, dont le nom secret était Bethsheva Benoni, petite juive cachée du Portugal, persécutée par les inquisiteurs. Bethsabée (celle veut dire : fille d'opulence), qui est sensible et qui a de l'imagination, se demande quels liens mystérieux l'unissent à Bethsheva ; elle trouve que leurs vies se ressemblent. A cause de la peur.

Il lui faut être aimée et rassurée. Raphaël est là, complice, plus jeune de dix ans, homosexuel, éternel, patient et tendre. Deux intrigues se croisent : Bethsheva se débat contre la mort, Bethsabée cherche le sens de la vie. Deux histoires émuantes, presque à tâtions, où se cherchent des certitudes. Qu'est-ce qu'être aimée ? Qu'est-ce qu'être une femme ? Qu'est-ce qu'être juive ? demande Clarisse Nicoléski, avec une violence et une sincérité prenantes. Un roman qui cède parfois à la mode. Mais cela fait partie aussi de son charme.

G. B.

★ *RAPHAËL, JE VOULAIS TE DIRE*, de Clarisse Nicoléski, Flammarion, 257 p., 79 F.

Entre Pagnol

et San Antonio

« Chez le vieillard, écrivait Charbonnet, tout est vice : ses amours, s'il y a de ces fantaisies ; ses ambitions, s'il y a encore de ces ridicules ; ses larmes, s'il pleurniche ; et plus que tout, son rire ; c'est le rire de Satan. » Yvan Audouard, dans son dernier roman, s'est amusé à prendre le contre-pied de ce méchant constat.

Il raconte les pérégrinations d'Auguste Paredes, nonagénaire solitaire, ancien laveur de vitres dans un village provençal, euquel le spectacle des généreux attributs d'une esthète et redonné le goût de vivre ; soudain réquis, le vieillard entreprend une conversion spectaculaire : il se réconcilie avec son ennemi juré, se préoccupe du statut de son arrière-petit-fils qu'il avait scrupuleusement ignoré pendant vingt ans, tire le village de sa léthargie.

Le récit de ce chemin de Damas est mené avec une verve goguenarde, une lenteur méridionale, un esprit bon enfant et une gentillesse toute simple qui n'a pas honte d'elle-même. On navigue entre Pagnol et San Antonio. L'auteur brosse un portrait divertissant des villageois de l'arrière-pays marseillais, dont l'existence est rythmée

par les querelles et les cancans qui ont fait sa légende. La mineur de l'intrigue et le style « récréatif » empêchent hélas de goûter pleinement cette pochade guignolesque ; mais c'est écrit avec une belle santé. — V. L.

★ *LA CLÉMENCE D'AUGUSTE*, d'Yvan Audouard, Albin Michel, 225 p., 79 F.

Aventures,

amour et liberté

A la fin du premier volume des *Voyages d'Hazembat*, Robert Escarpit nous laisse sur l'image de son héros fêtant ses accablantes avec son amie d'enfance Pouriquète. Nous étions en 1801 et l'ancêtre avait vingt-trois ans (1).

Quand s'achève ce deuxième volume, il approche de la quarantaine, mais auparavant il est reparti en mer, il a connu la révolte des Noirs des Antilles, la guerre, le désespoir (sa fiancée a épousé un autre homme), le vie de prisonnier après Trafalgar, et il a frôlé la mort en voulant sauver un enfant du sabre d'un cavalier des armées napoléoniennes en Espagne... Il a vécu bien d'autres aventures encore avant de rentrer au pays de Grande où beaucoup sont morts et, parmi eux, ses parents et son ami Janet, celui qui avait épousé Pouriquète.

On retrouve dans ce roman ce qui caractérise le précédent : le bonheur de la narration, la causticité allée à une verve de pamphlétaire, un hommage aux écrivains de la littérature de la guerre, le portrait de ce Bernard Hazembat, un personnage qui ne s'invente pas. Il y a également le part de l'historien.

A tout cela il faut ajouter cette fois une évolution de l'homme — d'un livre à l'autre, on passe de l'émouette à l'émour — et du citoyen — Hazembat, exilé et prisonnier, découvre physiquement ce qu'est la patrie et la liberté. Robert Escarpit donne ainsi à ce livre d'aventure une dimension supplémentaire.

Hazembat voyage toujours — de Pointe-à-Pitre à Portsmouth et d'Écosse en Espagne — mais aussi à l'intérieur de lui-même, aux prises avec ses convictions politiques, sa façon de juger les hommes, d'affronter la vie. Ce n'est pas par hasard que le livre s'achève sur les problèmes économiques que pose le vapeur — prêt à remplacer la voile — et sur la question de savoir si l'on peut encore être républicain. Mais on en reparlera, car Hazembat report en mer pour un autre voyage et il a encore cinq décennies à vivre.

P.-R. L.

★ *LE PRISONNIER DE TRAFALGAR. LES VOYAGES D'HAZEMBAT II*, de Robert Escarpit, Flammarion, 350 p., 82 F.

(1) Voir « Le Monde des Livres », du 20 juillet 1984.

POÉSIE

Daniel Jacoby,

le veilleur d'ombres

Ancien avocat de Messali Hadj et de l'écrivain dissident soviétique Kouznetsov, et secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme depuis 1982, Daniel Jacoby s'est souvent qu'il était aussi poète (1) et il s'est associé au poète israélien Rafi Kaiser pour nous donner à lire Rouleaux, un livre où poèmes et dessins s'accrochent à imaginer les « calligraphies du monde qu'il faut déchiffrer en tremblant. Rouleaux sacrés des paysages montants et descendants ».

Tel un veilleur d'ombres, Daniel Jacoby prend garde de ne pas se laisser emporter par « les rivières du sommeil ». Les mains ouvertes sur un œil insaisissable, il écrit pour « dire la nuit et la faim », et « la langue sèche des anciens jours ».

Daniel Jacoby et Rafi Kaiser reconstituent des paysages bibliques peuplés de bruits imaginaires et d'hommes qui cherchent, dans le désert, des barques d'herbes fraîches. « Rythmes de nos mémoires, hantes des songes, rêves éveillés, tourbillonnez sans fin comme des derviches ivres », dit Daniel Jacoby.

P. Dra.

★ *ROULEAUX*, de Daniel Jacoby, dessins de Rafi Kaiser, Éditions du Regard (distribution : Distique), 82 p.

(1) Poèmes 49-51 (Éditions MJC, 1951) ; *Delors* (Éditions Caractères, 1956).

DERNIÈRES LIVRAISONS

ESSAI

★ *JACQUES RONDIN : le Sacre des nobles*. La décentralisation est-elle le bouleversement annoncé et attendu ? Jacques Rondin, haut fonctionnaire et sociologue, a mené une enquête, fait un « tour de France » en décentralisation dont les conclusions sont nettes : dans les principaux domaines touchés à la vie quotidienne le changement est réel, même s'il demeure inégal. Le temps des préfets seuls maîtres à bord est révolu. Mais commence celui des grands élus... (Fayard 335 p., 79 F.)

BIOGRAPHIES

★ *JACQUES-GABRIEL PROD'HOMME : Christoph-Willibald Gluck*. Salué par Mozart, admiré par Beethoven, encensé par Berlioz et Wagner comme un des plus grands musiciens dramatiques de l'histoire, Gluck est pourtant encore mal connu et assez peu joué. Aussi l'ouvrage que lui a consacré Prod'homme après la guerre est-il particulièrement précieux. Il reparaît aujourd'hui, rejoint par Joël-Marie Fauquet, qui s'explique dans la préface. (Fayard 413 p., 195 F.)

★ *ERIC LIPMANN : Monsieur Barclay*. « Monarque », « empereur ». On ne compte plus les qualificatifs pour désigner Edouard Ruellet, qui, sous le nom d'Eddie Barclay, règne sur le show-business depuis quelque quarante ans. Un garçon de café devenu homme d'affaires et découvreur de talents. Sept mariages, des disques avec les plus

grandes stars internationales, d'Elia Fitzgerald à Jacques Brel, et pour un « roi » de soixante-quatre ans une « fête continue », comme le disait le titre du film qui vient d'être projeté à la télévision, réalisé lui aussi par Lipmann. (Galland 244 p., 79 F.)

NOUVELLES

★ *LA RACINE*. On connaissait le poète en clair-obscur de Françoise Eschalière (*la Bizarrie*, Ed. Saint-Germain-des-Près). Elle nous donne maintenant sept nouvelles poétiques présentées par Jean Joubert et où « réalité et surréalisme peu à peu se confondent dans une cosmologie singulière ». Petite-fille de Marie et Raymond Eschalière (prix Fémina 1925 pour *Cantegriff*), Françoise Eschalière chesse de race, elle éclate notamment dans la *Racine*, la plus achevée des textes de son petit recueil. Françoise Eschalière, la *Racine* et autres nouvelles, préface de Jean-Joubert. (90 p., 75 F. Ed. Edmond Charlot, le Haut-Quartier, 34120 Pizanes.)

ROMAN

★ *GUY DES CARS : Je t'aimerais éternellement*. Le cinquième livre de Guy des Cars. Encore une histoire de passion et de violence, bien fabriquée, comme toujours chez Guy des Cars, romancier, bien entraîné. La beauté, l'amour et comme « une envie d'éternité ». Pour les adeptes de Guy des Cars. (Flammarion, 240 p., 65 F.)

HISTOIRE LITTÉRAIRE

★ *Archives des lettres modernes* consacre un numéro à François Mauriac, François Mauriac, une configuration romanesque, de Jean Touzet, un « profil rétrospectif et stylistique ». Une autre livraison propose Montaigne, quel chef de famille, de Jean Delat, un Montaigne « en lutte avec ses beaux-parents, sa femme, ses enfants » (N° 217 et 218, Minard, 86 F.)

★ D'autre part, *Les Cahiers de l'Hermite* consacrent aussi un numéro à François Mauriac. Sous la direction de Jean Touzet, ce cahier propose des documents, des lettres — de Jean-Paul Sartre à François Mitterrand en passant par Colette et Marcel Jouhadieu — pour tenter d'approcher « le mystère Mauriac », écrivain, journaliste, homme de conviction et avant tout d'humour... Avec une biographie détaillée (1885-1970) et un cahier photos fort intéressant. (L'Hermite, n° 48, 521 p., 280 F.)

DOCUMENT

★ *ROLAND JACQUARD : Les dossiers secrets du terrorisme*. L'auteur de *Dossier E* comme espionnage, notamment, livre ici les résultats de son enquête sur les « tueurs sans frontières » : de Carlos à la filière bulgare, de la rue des Rosiers à la mort des soldats français à Beyrouth, en passant par « les connexions étranges d'Action directe ». (Albin Michel, 322 p., 89 F.)

Jacques-Henri Lartigue
L'œil de l'oiseleur
Jacqueline Kelen

Ce magicien des images est aussi peintre et nous livre son journal. Il parle de sa foi, de sa prière, de la nature et des fleurs, des célébrités qu'il connaît...

128 p., 16 photos noires hors texte 82 F
Collection « LE TEMPS D'UNE VIE »

DDB DESCLÉE DE BROUWER

troisième
marché de la
POESIE

6 au 9 juin
INSCRIPTIONS TEL. 329 00 45
Terrasse du Forum des Halles Paris I

DU LIBRAIRE

La sérénité

de Belamri

Il y a deux ans, Rabah Belamri, venu auparavant de Petite-Kabylie avec, en tête, les contes de ses grands-mères (*Contes populaires*, 2 volumes, Publisud), nous faisait la surprise d'un roman autobiographique (*Le Soleil sous le tamaris*, Publisud, le Monde du 26 février 1983), pour lequel le qualificatif « fort » n'était pas, une fois n'est pas coutume, galvaudé. Un roman sans pleurnicheries ni pudibonderie.

Belamri, cette fois, nous révèle une troisième corde à son arc : le poète, avec le *Galer et l'Hirondelle*, quinzisième œuvre de la collection « Écritures arabes » de L'Harmattan. Ces poèmes sont écrits avec « Jean Sénac au cœur » car Belamri est de ces jeunes auteurs algériens qui n'ont pas renié, au contraire, le père de la poésie francophone, ou Maghrab, mystérieusement assassiné en 1973 et, depuis lors, occulté par les instances officielles de son pays.

Daniel Gélin, appelé à lire certains des textes de Belamri, s'est écrit : « Quelle souffrance, quelle force ! Quel itinéraire pour parvenir à cette belle sérénité présente. Ce poète a sauvé l'homme. » Un homme qui revient de loin et qui, en tout cas, ne retrouvera pas le vif, perdu à l'adolescence, dans l'indivisible désordre de l'indépendance algérienne. Mais pourvu, comme un autre écrivain non voyant, l'Égyptien Taha Hussein (1889-1973), d'une compagne européenne dévouée — « mes autres yeux », — Belamri a remonté la pente, et ce n'est pas fini : après les contes, le roman et les poèmes il s'est atta-

Ont collaboré à cette rubrique : Geneviève Brisac, Pierre Drachline, Vincent Landel, Pierre-Robert Leclercq, Maurice Olender, Jean-Pierre Peroncel-Hugoz, Jacques Revel, Josyane Savigneau, Raphaël Sorin.

qué à une monumentale biographie de son père spirituel, Sénac.

J.-P. P.-H.

★ **LE CALET ET L'HIRONDELLE**, de Rabah Belamri, L'Harmattan, 106 p.

Lettres Étrangères

En passant

par la route au tabac

Erskine Caldwell le dit tout net : « Le premier roman de Louise Shivers vous prend aux tripes. » Question tripes, on peut faire confiance à l'auteur de *la Route au tabac*. Il est vrai que l'univers de cette romancière de trente-sept ans nous rappelle bien des choses. Ainsi, le décor (la Caroline-du-Nord), l'époque (les années 30), les personnages (des petits Blancs, planteurs de tabac), Meis Louise Shivers ne s'embarque pas sur le radeau de la fresse régionale ou sociale.

Elle nous raconte beaucoup plus simplement l'histoire d'une jeune femme mariée qui eut le malheur de tomber amoureux d'un jeune pas très fréquentable. En effet, celui-ci ne trouve pas de meilleur moyen pour se débarrasser du mari gênant que de l'assassiner. On devine le suite : la fuite, le procès, les remords. Rien de plus qu'un fait divers. Ce qui rend néanmoins ce récit très intéressant, c'est le traitement que lui impose Louise Shivers.

Son roman se veut le portrait d'une femme, d'un être dont le seul horizon se limite à ces immenses étendues plantées de tabac, à ces routes désertes. Le monde n'existe pas. Elle ne vit pas, elle ne sait même plus si elle attend. Son aventure amoureuse ne sera pour elle qu'une péripétie qu'elle voudra oublier : je ne suis pas comme celle, dira-t-elle. J'ai voulu m'échapper, mais c'est la mauvaise femme qui est en moi qui m'y a incité. On comprend l'enjeu : nier son désir revient pour elle à écarter son existence d'atmosphère reculée.

L'atmosphère du roman est étouffante. Shivers possède l'art et

la manière d'entretenir les tensions qu'elle fait éclater au couteau. C'est saisissant ! D'autant qu'elle laisse soigneusement dans l'ombre les motivations de ses personnages. Ce n'est d'ailleurs pas un roman qu'elle écrit, c'est un blues. Un blues que l'on ne cesse d'écouter, fasciné par sa mélodie, son rythme lentement. Il ne nous dit rien que nous ne sachions déjà, mais il nous reste encore à l'apprendre. — B. G.

★ **J'SUIS VENUE POUR FAIRE SORTIR MON FILS DE PRISON**, de Louise Shivers. Traduit de l'anglais par Dominique Peters. Belfond, 160 pages, 79 F.

RÉCIT

Giono au Trièves

Jean Giono fut marqué par ses séjours dans le Trièves, près du col de la Croix-Heute. Des villages de ce lieu perdu l'inspiraient : Lailley, Trémis. Il les connut grâce à un peintre, Edith Berger, pour qui, en 1950, il écrivit ce texte, *Village*. La Manufacture le reprend, avec des dessins et des pastels à l'huile d'Edith Berger.

« C'est au village que les travaux et les jours ont toute leur noblesse. » Nouvel Hésiode, Giono célèbre les « hommes patients et lents », les « hommes sages et sûrs ». Les humains, ici, se battent contre l'air, le feu, l'eau et la terre. Ils ont la « simplicité des vrais courageux ».

Dans les villages, selon Giono, on oublie la beauté des bêtes et des choses, Moutons, chèvres, bœufs, ânes et chevaux, roses, subérines,



Mais la vraie trouvaille, ce fut Gaston il y a un quart de siècle. Il ne s'agit d'abord que d'un personnage parasite du *Journal de Spirou*, un « héros sans emploi » qui se glissait dans les marges, projetant son ombre grotesque sur les éditeurs, semant la confusion dans les bureaux d'une rédaction jusqu'à fort convenable. Les gaffes de Gaston ne tardèrent pas à le transformer en chouchou des lecteurs de Spirou, et sa popularité dépassa rapidement celle de tous les héros — les héros officiels — imaginés par les autres dessinateurs, même par Franquin. Quand l'auteur décida de faire licencier son anti-héros par la direction du journal, celle-ci reçut en quelques semaines sept mille lettres de protestation !

Le nombre total de gaffes de Gaston est aujourd'hui de 893. Franquin a pour objectif d'atteindre le millier. On ne le raconte pas, chacun en connaît. Le secret de Gaston ? C'est peut-être l'irrespect inconscient. Il n'a peur de rien parce qu'il ne comprend rien. Il n'est pas bête, il est ailleurs. C'est un zombie comique, venu d'une autre planète et dont les moindres faits et gestes soulignent combien le sérieux des Terriens — en l'occurrence les bureaucrates — n'est que l'envers du faufel. Fondu sur un humour sans férocité, hilarant mais pas destructeur, l'art de Franquin réside dans l'alliance d'un esprit fin, observateur, qui a gardé de l'enfance le goût de la logique poussée jusqu'à l'absurde, et d'un dessin très libre, riche, net et vivant. C'est bon à déguster comme un demi bien frais, à l'ombre d'un platane, par temps de canicule.

BRUNO FRAPPAT.

★ TOUT FRANQUIN, Rombaudi éditeur.

BANDES DESSINÉES

Franquin statufié

Si Gaston Lagaffe a une grosse tête, son père, André Franquin, lui n'a pas la grosse tête. Voici un homme qui, à soixante-deux ans, est l'un des pères fondateurs de la bande dessinée francophone (école belge), un dessinateur dont le dernier album (*Gaston n° 14*) a été diffusé à un million d'exemplaires, un Belge célèbre en France depuis près de quarante ans, et cet homme-là est timide, modeste, effacé. Quand il vous reçoit, vous avez l'impression que c'est vous le personnage important et lui le solliciteur rougissant.

Quel palmarès et quelle consécration ! Ce Bruxellois né dans le même faubourg que Hergé et qui fit ses études dans le même collège religieux que le père de Tintin (*mais je ne fus pas scout*) est venu catécher à Paris — un peu contraint et forcé... — le lancement de ses œuvres complètes éditées par Rombaudi. La collection qui l'honore aujourd'hui de ce *Tout Franquin* en douze volumes, vendus par correspondance (trois ont déjà été publiés, les autres suivront au rythme d'un tous les deux mois), est en passe de devenir pour la bande dessinée ce que « la Pléiade » est pour la littérature.

Franquin statufié ? Il s'en émeut, cet homme qui ne s'est jamais pris, au sérieux : « Moi, je suis un farceur de naissance, un gamin qui fait de la BD. » Le gamin exagéré se souvient de ses débuts : fortement influencé par les dessinateurs américains, dont il a deviné les œuvres comme une brute a savant la guerre, il s'imaginait d'abord qu'il était fait pour le dessin réaliste. Puis il comprit que la « caricature » était plutôt son genre.

Quand, en 1947, Joseph Gillain (Jijé) décide d'abandonner le personnage de Spirou, qu'il avait lui-même repris à Rob Vel, c'est Franquin qui lui succède. Pendant une vingtaine d'années (et une vingtaine d'albums), il s'efforce de donner du caractère à des héros qui, par définition, n'en avaient point puisqu'ils étaient « des personnages de l'ancien système conformes à une certaine éducation morale : vertueux, désintéressés, des modèles pour les gentils lecteurs ». « Je me suis épuisé un peu en vain, dit aujourd'hui Franquin, à donner à Spirou un caractère. » Pas complètement en vain, qu'il se rassure : ils sont des dizaines de milliers, les amateurs de BD aujourd'hui quadragénaires, à lui devoir des heures et des heures de lecture et de plaisir.

Créateur du célèbre Marsupilami, cet animal fabuleux à la queue immense et tellement otite, Franquin fut aussi le père de Modeste et Pompon, couple moderne dont les mésaventures domestiques réjouiront longtemps (à la fin des années 50) les lecteurs du journal *Tintin*.

FLORENT GABORIAU

Théologie Nouvelle

Ouvrir le débat

170 p. 90 F

ed. AC 30, rue Madame - 75006 Paris Diff. Tequi

CAHIERS POUR L'ANALYSE CONCRÈTE 16

ASPECTS DE L'IDÉALISME

Magie, mystère, incarnation du Verbe : La genèse des classes selon Pierre Bourdieu

L'émancipation du capital sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

Analyse du discours d'Edmond Maire

La lutte des classes selon Louis Althusser

Les « Appareils idéologiques d'État », une théorie fataliste

J.C. Milner ou « l'excellence incommensurable »

EN VENTE : Auroreuil Dir, PUF, L'Harmattan, Futuropolis du Nord

DIFFUSION : RÉPÉRIQUE, 66 rue René Bonanger 75010, tél (1) 206 55 78 36 F

EN POCHÉ

★ **SUR LES BORDS DE L'ISSA**, de Czesław Miłosz, publié chez Gallimard en 1955, est repris dans la collection « L'Imaginaire », toujours chez Gallimard. L'Issa est une rivière de Lituanie. Sur ses bords, l'univers campagnard où se mêlent pauvres gens et maîtres sur le déclin n'est innocent et pittoresque qu'en apparence. Il est en réalité tragique, cruel, ancré, dans ce roman composé comme un poème où la précision ne tue pas le mystère, bien au contraire. Traduit du polonais par Jeanne Hersch.

★ **ARÈNES SANGLANTE** (Presses Pocket n° 2334) a été écrit par Vicente Blasco Ibañez en 1908. (Né à Valence — Espagne — en 1867, Blasco Ibañez sera deux fois exilé et mourra en France, à Menton, en 1928.) Outre l'histoire de Jan Gallardo, qui déserte la boutique de cordonnier où il fit son apprentissage pour devenir matador, *Arènes sanglantes* est un hommage à l'Andalousie, par un « amoureux » passionné. Traduit de l'espagnol par G. Hérault.

★ **UN DÉJEUNER DE SOLEIL**, de Michel Déon (Gallimard, 1981, republié désormais dans la collection « L'Imaginaire »), n'est pas seulement le roman d'une vie — celle de Stanislas Beran, d'origine obscure et de talent certain, — c'est aussi « le roman de plusieurs romans » où la réalité et le fiction se nourrissent l'une de l'autre.

★ Dès la première ligne de la *Mandarine* (Presses Pocket n° 1400), Christine de Rivoyre attaque : « L'émour me donne faim. Est-ce un crime ? », écrit-elle. Tout le roman est à la mesure de ce solide appétit, avec sa « sa grand-mère étonnante, ce frère si réfléchi et cette robuste Séverine, bonne comme le pain (l'entenda bonne à manger) avec son grand dos crémeux dans le luminaire saumonné de la Mandarine », comme l'écrit Félicien Marceau dans sa présentation.

★ Une nouvelle édition du *Retour des déportés*, d'Olig Wormser-Migot, revue et augmentée, est publiée aux éditions Complexe (collection « Historiques » n° 24). En 1945, « quand les Alliés ouvrirent les portes », Olig Wormser-Migot avait trente-trois ans. Attachée de documentation au ministère des prisonniers, déportés et réfugiés, elle sera chargée de coordonner les recherches concernant les déportés. Son livre, déjà classique, est donc à la fois un travail historique et un témoignage de première main sur le vie des camps pendant les derniers mois de la guerre.

★ **WARWICK, LE FAISEUR DE ROIS**, de Paul Murray Kendall (1911-1973) (Fayard, 1981), est dans la collection « Historiques » (n° 19) des éditions Complexe. L'analyse du rôle prépondérant du « derniers des Barons » dans la guerre des Deux Roses mais aussi dans le jeu des alliances européennes, principalement dans les relations entre le cour d'Angleterre, Louis XI et Charles le Téméraire. Par un spécialiste de l'histoire du XVI^e siècle, qui enseigne pendant plus de trente ans à l'université de l'Ohio. Traduit de l'anglais par Eric Diacon.

Jean Chalon

Le lumineux destin d'Alexandra David-Néel

«Bondissante, parfois enjouée, parfois enfiévrée et souvent éblouie, cette biographie nous entraîne en compagnie de la plus libre, de la plus intrépide, de la plus indomptable voyageuse.»

ANDRÉ VELTER "LE MONDE"

«Pour cet extraordinaire récit, j'aurais donné tout Jules Verne.»

PIERRE BOURGEOISE "FEMME"

«C'est tout le talent de Jean Chalon que de nous entraîner pas à pas dans ceux d'Alexandra, que de nous faire revivre cette existence palpitante où l'ascèse, la mystique, l'exercice d'un cerveau prodigieux conduisent celle qui les pratiquait à un bonheur d'être qui est rarement de ce monde.»

CLAIRE GALLOIS "LE FIGARO"

«Fasciné par ce destin exceptionnel et par cette lumière, Jean Chalon a écrit une pétillante biographie : les aventures d'Alexandra — «son» Alexandra — ont autant d'esprit, de gaieté et de charme que le champagne.»

DOMINIQUE BONA "LE QUOTIDIEN DE PARIS"

«Cette biographie est aussi un fabuleux roman d'aventures.»

FRANÇOISE DUCOUT "ELLE"

Prix Fémina Vacaresco 1985

PERRIN

belfond

"Littératures étrangères"

LOUISE SHIVERS

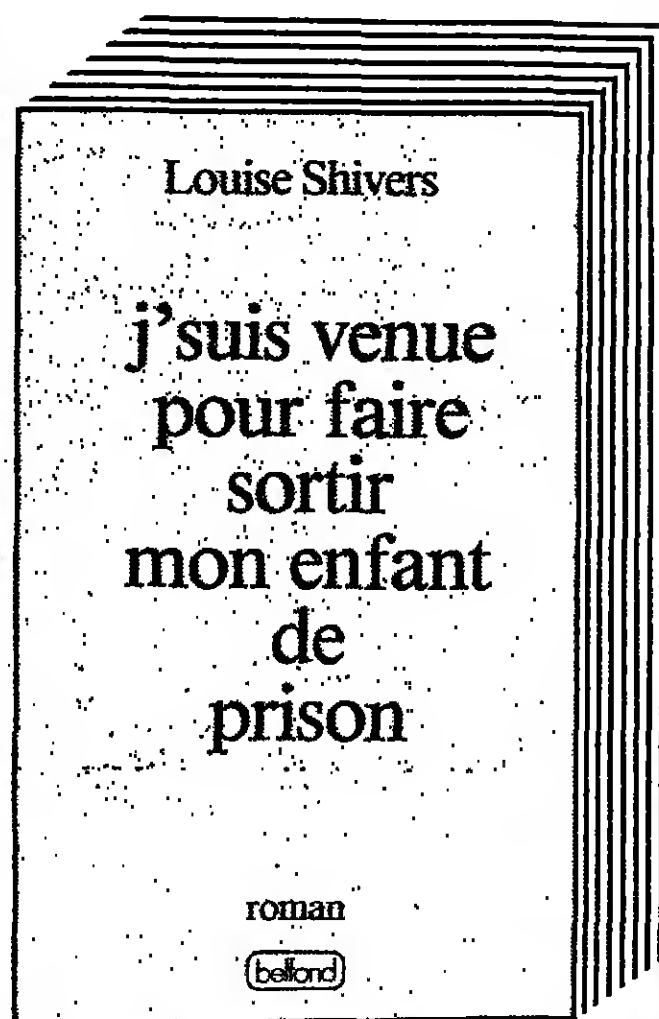
L'arrivée de Jack, une sorte de vagabond, va bouleverser - jusqu'à la passion et la tragédie - la vie terne et passive de Roxanna Walston, vingt ans, mariée à un planteur et jeune maman, dont l'horizon se limitait à l'immensité monotone des champs de tabac de Caroline du Nord.

"Ce roman, qui vous prend aux tripes, est tout à la fois lyrique et réaliste.

Au début, ce livre est aussi dérangeant que la vision fugitive d'une belle jeune femme avec un pied chaussé et l'autre nu. Quand on l'a terminé, on a peut-être lu l'histoire sans apprêt de la destinée humaine."

Erskine Caldwell

Traduit de l'américain par Dominique Peters.



MANUEL SCORZA

Né à Lima en 1928, Manuel Scorza a participé aux luttes sociales du Pérou qui servent de thèmes à ses grands romans: *Roulements de tambours pour Rancas*, *Garabombo l'Invisible*, *Le cavalier insomniaque*, *Le chant d'Agapito Robles* et *Le tombeau de l'éclair*.

Il venait de publier *La danse immobile* quand il périt dans l'accident d'avion survenu près de Madrid, le 27 novembre 1983.

Traduit de l'espagnol péruvien par Claude Bourguignon et Claude Couffon.



JAN DE HARTOG

Héros du dernier roman de Jan de Hartog (que ses pièces de théâtre *Maître après Dieu*, 1948, et *Le Ciel de Lit*, adapté par Colette, 1953,

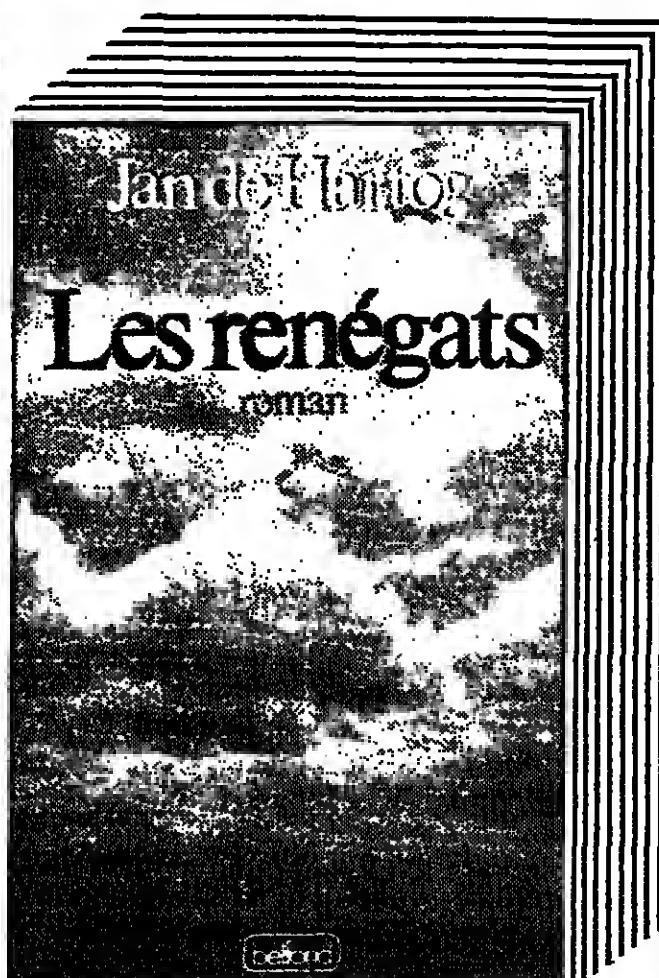
ont rendu célèbre dans le monde entier),

le capitaine Krasser est l'héritier du capitaine Achab de *Moby Dick*. Il est mû

par une idée fixe: la haine de Dieu et de ses représentants sur terre.

Chargé d'aller porter secours à des réfugiés et contraint d'accueillir à son bord des prêtres et des religieuses - nous sommes en 1942, à Bornéo, quelques semaines après Pearl Harbor - Krasser aura enfin l'occasion de régler, par victimes interposées, ses comptes personnels avec le Tout-Puissant.

Traduit de l'anglais par Solange Lecomte.



LINA WERTMÜLLER

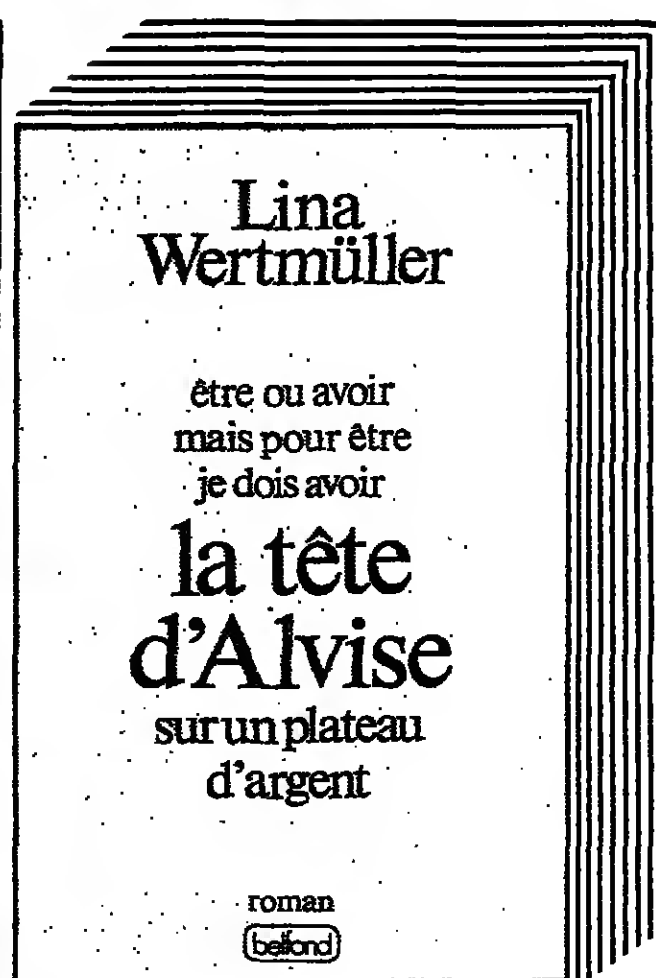
"Une merveille de drôlerie et de pathétique, quelque chose comme un *Othello* mis en scène par Woody Allen..."

Il est rare de voir quelqu'un qui n'est pas du métier réussir si bien son entrée en littérature.

Lina Wertmüller, en effet, est cinéaste. Après avoir été l'assistante de Fellini pour *Huit et demi*, elle a réalisé ses propres films, dont *Pasqualino*, en 1974, *D'Amour et de sang*, en 1978, *Mamma sanctissima* cette année." André Clavel (Le Matin)

"Défiant toute logique, tout rationalisme, *'La tête d'Alvise'* est un formidable éclat de rire, dissimulant en fait une terrible désespérance, un malheur poignant dont on ne se défait pas facilement."

Françoise Ducoat (Elle)
Traduit de l'italien par Jacqueline Raoul-Duval.



PRIX DES MAISONS DE LA PRESSE 1985

336 pages
79 F

roman

MAZARINE

LETTRES ÉTRANGÈRES

Leonardo Sciascia

(Suite de la page 19.)

qu'il a vécu le catholicisme et a su le représenter dans son œuvre, avec la candeur du siècle des Lumières.

« Mon involontaire séjour sur la Terre »

— Pour vous, l'équilibre absolu a été atteint par Diderot, qui fut « dans son siècle comme tout homme dans sa propre peau ». Par bien des remarques, vous vous dissociez de votre temps — vous qui, par ailleurs, politiquement, du Parti communiste au Parti radical, vous y êtes engagé, — et l'on serait tenté de vous appliquer le mode de définition que vous donnez du cardinal de Retz (« un esprit XVIII^e dans un corps XVII^e »).

— Oui, cela pourrait bien être une formule juste pour contenir (mais pas entièrement, cela s'entend) et définir ce que, avec des mots de Pirandello, je peux appeler « mon involontaire séjour sur la Terre ».

— A propos du peintre méconnu Fausto Pirandello, fils de Luigi, vous vous demandez (toujours dans *Mots croisés*) si « l'artiste lui-même ne souhaite pas cette incertitude — par choix, par exigence de liberté, pour ne pas se sentir emprisonné dans une forme et une formule ». N'est-ce pas aussi ce qui vous a détourné de la voie d'un *Simenon*, vous qui, pourtant, écrivez vos livres (depuis le *Jour de la chouette* jusqu'à *Todo modo*) sous la forme de polars, afin d'être lu par le plus grand nombre de lecteurs possible.

— On vit toujours dans l'ambiguïté, dans la contradiction : nous mettons à nu notre cœur, en même temps que nous cherchons à nous cacher ; nous voulons être « quelqu'un » en même temps que nous voudrions être « personne » (le « quelqu'un » et le « personne », je veux dire, de Pirandello).

— Tout en suivant avec rigueur la ligne rationaliste définie par les philosophes du XVIII^e, vous adoptez, dans *Mots croisés*, une allure fantasque, en recourant, sans crier gare, aux jeux des analogies, à « l'ordre des ressemblances », en invoquant les hasards, en vous livrant à des supputations malicieuses, des « divagations » à la Mallarmé, et vous réduisez, ou excluez délibérément, les instruments de la critique moderne. Est-ce la revendication d'une critique « partielle, passionnée, politique » à la Randall ?

— C'est tout à fait ça : je n'aime pas la critique de ceux qui ne sont que des critiques. J'aime la critique des écrivains. Et, en tout cas, une critique passionnée, voire factieuse.

— Les traditionnels carrés noirs, dans ces *Mots croisés*, ne dessinent-ils pas, entre la

Vient de paraître

- *Mots croisés*, traduit de l'italien par Michel Orcel, Mario Fusco et Jean-Noël Schifano. Fayard, 380 p., 140 F.
- *Stendhal et la Sicile*, suivi de *Leçons sur Stendhal*, par Giuseppe Tomasi di Lampedusa. Essais traduits de l'italien par Maurice Nadeau éd., 180 p., 78 F.
- *Les Ombres de Sicile* (Quarante-huit, l'Antimonia, la Tante d'Amérique, la Mort de Stefano), nouvelles traduites de l'italien par Mario Fusco. Gallimard, coll. « Folio ».

grille des mots, la silhouette de « Monsieur Sciascia » (comme vous dites : « Monsieur Simenon ») ?

— Mais certainement : quoi que l'on écrive, il y a toujours — plus ou moins caché — un auto-portrait.

— Vous avez récemment traduit en italien le Procureur de Judée, d'Anatole France : fallait-il que vous aimassiez ce livre ? Ou que le travail de traducteur ne vous rebutât point trop ?

— J'ai toujours aimé cette nouvelle d'Anatole France (et j'aime



aussi son *Histoire contemporaine* et je trouve injuste, et cela me paraît même un des mauvais signes de notre temps, qu'on la lise si peu). La nouvelle que vous évoquez me semble une petite somme du scepticisme le plus

« Mots croisés » : une promenade dans sa bibliothèque...

SUCCÉDANT aux volumes assez brefs que Sciascia a publiés alors qu'il était accaparé par son mandat de député, *Mots croisés* se présente comme l'un de ses livres les plus importants. Il l'est par sa grosseur tout d'abord, et par sa nature surtout, car Sciascia y renoue avec une activité d'essayiste et de critique dont il n'avait plus donné d'exemples depuis le *Clicquet de la folie*, traduit en 1975.

Sciascia n'a pas caché qu'il s'agissait là d'un recueil d'articles, de préfaces et de textes inspirés par ses lectures, et *Mots croisés*, pour cette raison, permet de corriger une idée qui, au départ, n'est pas fautive, mais dont la répétition quasi stéréotypée a fini par jouer un rôle d'écran. A vouloir toujours identifier l'auteur avec la Sicile, qui est, en effet, son sujet de prédilection, on finit souvent par oublier que sa curiosité et ses intérêts le conduisent souvent vers de tout autres horizons, au fil d'innombrables lectures. Le livre permet donc de suivre Leonardo Sciascia dans une promenade autour de quelques rayons de sa bibliothèque : il confie ses goûts, ses admirations, les réflexions aussi que suscitent en lui des œuvres qu'il a pratiquées assidûment depuis des années, de Lucien de Samosate à Diderot et de Manzoni à son cher Savinio, qu'il a amplement contribué à faire lire.

Dans *Mots croisés*, on rencontre aussi de grands auteurs siciliens comme Verga et surtout Pirandello, avec lequel Sciascia entretient une relation tout à fait privilégiée et constante. C'est d'ailleurs à propos de Pirandello que se noue l'un des textes les plus remarquables du recueil, le *Visage sur le masque* (inspiré par l'acteur Mosjoukine, inoubliable interprète de la première transposition cinématographique de *Le Feu* de Mathias Pascal), qui tourbillonne vertigineusement jusqu'à Romain Gary et Emile Ajar.

Et si le livre comporte, comme on pouvait le présumer, quelques pages splendides consacrées à la Sicile, à sa terre, à ses eaux, il n'est pas sans intérêt de lire l'essai sur le roman policier, dont Sciascia fut un grand consommateur avant de plier ce genre à sa propre démarche, du *Jour de la chouette* au *Théâtre de la mémoire*.

Mais ce n'est pas par hasard si le dernier de ces textes est simplement intitulé *Paris*, évocation d'une ville qui a toujours exercé sur Sciascia une véritable fascination, et qui est l'un des pôles de son activité intellectuelle.

M. F.

★ *MOTS CROISÉS*, de Leonardo Sciascia, traduit de l'italien par M. Orcel, J.-N. Schifano et M. Fusco. Fayard, 375 p., 140 F.

L'ITALIE DU FRIOL

sain. Quant au fait de traduire, je ne dis pas que c'est pénible (j'ai toujours été fidèle à la prescription de Montaigne qu'il ne faut rien faire sans joie), mais c'est une activité qui me demande tellement de temps ! Dans les rares choses que j'ai traduites — du français et de l'espagnol — je suis parfois resté des journées entières sur une seule phrase.

— Leonardo Sciascia, je crois savoir que vous tenez un journal intime, plus intime que *Noir sur noir*, depuis des années : *Mémoires d'outre-tombe* ou souvenirs d'égoïsme ? Nous le donneriez-vous à lire un jour ?

— Non, je ne tiens pas de journal secret. Il existe seulement des feuillets où, de temps à autre, je note quelques secrets concernant les autres, ou quelques pensées à moi, cruelles ou angossantes. Quand, après un long temps, j'en retrouve un, je le détruis. Et avec une certaine satisfaction.

— Dans *Mots croisés*, le personnage Siegfried de Girandoux est invoqué plusieurs fois. Pris entre deux pays, Siegfried choisit son identité. De même, Pirandello, « du fond de son désarroi existentiel, des confins du néant, se penche sur l'histoire, sur un moment historique local — et choisit d'être sicilien ». L'aventure de Siegfried, le choix de Pirandello ne sont-ils pas aussi les vôtres ?

— Oui, être sicilien est une condition ; mais c'est aussi un choix. Cela peut même apparaître comme un choix masochiste, à cause de l'idée qu'on se fait de la Sicile. Mais il n'en est rien.

Propos recueillis par
JEAN-NOËL SCHIFANO.



L'INDIVIDU - LA SOCIÉTÉ

Deux nouveaux entretiens avec Le Monde

Découvrez 117 penseurs contemporains

5 - L'individu

Présentation de Roland Jaccard
20 entretiens, 224 pages, 50 F.

6 - La société

Présentation de Frédéric Gaussen
20 entretiens, 240 pages, 52 F.

Rappel des titres déjà parus :

1. Philosophies, 48 F. - 2. Littératures, 44 F.
3. Idées contemporaines, 48 F. - 4. Civilisations, 52 F.

Une co-édition

La Découverte / Le Monde

BERKE CHANGEUX
CHERTOK FEDERN
FROMM JACCARD
JACQUARD LAING
LAPLANCHE LEMAITRE
LEWONTIN MEHLER
REUCHLIN RUFFIE
SZASZ SZONDI
TELLENBAUM TERRANCE
WATZLAWICK WILSON
ZAVZO

Entretiens avec
Le Monde
5. L'INDIVIDU

BADINTER BOUDON
BOURDIEU BOURRICAUD
CASTEL CAZAMIAN
ECO FOUGEYROLLES
GODELIER GORZ
LASCH LEFORT
MENDEL MINC
MOSCOVICI ROGERS
RUBEL SENNETT
WINOGRAD ZINOVIEV

Entretiens avec
Le Monde
6. LA SOCIÉTÉ

هكذا من الأصل

A L'ETNA

Sellerio
editeur
de Palerme

L'ÉDITEUR de Sciascia, de Bufalino, le grand éditeur de Sicile, Sellerio, n'existe que depuis quinze ans. Fondée en 1969 à Palerme par une femme de courage et de goût, Elvira Sellerio, cette maison s'inscrit dans la tradition de la culture sicilienne et poursuit, depuis le début, un double travail de prospection, à la fois vers le passé et vers le présent.

« Les premiers livres que j'ai publiés, rappelle la directrice, étaient les Poésies de Palerme de Rosario La Duca, les Lettres de la Sicile d'Eugène Viollet-le-Duc, les Actes relatifs à la mort de Raymond Roussel de Leonardo Sciascia et la Peinture sur verre en Sicile d'Antonio Buttita. En 1976, nous avons lancé deux collections : « Les essais » et « L'histoire sicilienne » ; en 1979, « La memoria », qui, cette année, fête avec succès son centième volume... Nous publions beaucoup d'auteurs italiens, bien sûr, mais aussi de nombreux auteurs français, ces derniers surtout sur les conseils de Sciascia, qui nous a communiqué sa prédilection... Parmi les écrivains français, je peux citer, entre autres, Yves Bonnefoy, Roger Caillois, Michel Serres, ou Angelo Rinaldi... »

Notre premier grand succès, sur le plan des ventes, mais aussi par rapport à l'écho dont a bénéficié la maison d'édition hors de l'île, a été l'affaire Moro de Sciascia, en 1978. Ce fut encore l'année où nous avons commencé à travailler avec la grande distribution.

« Depuis toujours, Leonardo Sciascia a été l'ami et le collaborateur de notre maison d'édition, poursuit Elvira Sellerio, il nous a suivis et encouragés dès nos premiers pas. Il a été un exemple pour d'autres amis, qui ont commencé à fréquenter la maison, instaurant ainsi une collaboration éclairée et désintéressée. Je ne saurais passer sous silence le nom de Nino Buttita, professeur d'anthropologie culturelle, et maintenant doyen de la faculté des lettres de l'université de Palerme, ni celui du peintre Bruno Caruso, au milieu de tant d'autres amis... »

Quelles sont les perspectives d'avenir pour le Sellerio éditeur ?

« Il n'est pas difficile d'imaginer quels problèmes nous rencontrons en travaillant dans une région aussi décentralisée... Au début, nous avons eu surtout des problèmes économiques : ici, il est difficile de faire confiance à une entreprise qui produit de la culture. Et aussi, des problèmes d'image de marque : se faire connaître, se faire comprendre... »

J.-N. S.

Tristes « belles » de Syracuse

Dix-huit nouvelles d'un célèbre inconnu : G. A. Borgese

GIUSEPPE Antonio Borgese, né en Sicile en 1882, exilé en Amérique après l'arrivée du fascisme, mort en Toscane en 1952, a, apprenons-nous dans la préface des *Belles*, dominé pendant quarante ans les lettres italiennes.

Est-ce pour avoir quitté l'Italie et avoir pris la nationalité américaine qu'il a été presque complètement oublié, tant dans son pays qu'ailleurs ? La réédition de Borgese par Sellerio en 1983 puis la traduction en France chez Desjonquères méritent de ne pas rester confidentielles, car ces dix-huit nouvelles — moins de dix pages chacune — sont une vraie découverte. Pour être juste, il faut rappeler tout de même que le poète Eugenio Montale tenait Borgese en très haute estime, qu'Alberto Moravia considère qu'il lui doit beaucoup, que Louis Gillet, écrivant à son propos dans la *Revue des Deux Mondes*, n'hésitait pas à le comparer à Stendhal : « Parmi les écrivains de sa génération, il est sans contredit le plus écouté et le plus important... » Son roman *Rubi*, histoire d'un homme pendant la montée du fascisme, avait été traduit en français dans les

années 20... et c'est Etienne qui avait donné une version abrégée d'un essai écrit en anglais sur les origines du fascisme (*Goliath, the March of Fascism*, Montréal, 1945)... Autrement, on ne savait rien d'autre de Borgese, sinon qu'il avait épousé la plus jeune fille de Thomas Mann, Elisabeth...

Les *Belles*, publié en 1929, vous donneront à coup sûr l'envie de mieux connaître ce célèbre inconnu, même si les nouvelles n'ont pas toujours la cote qu'elles méritent.

Des portraits de femmes, pleines de grâce et de charme, dont le triste destin croise celui d'un narrateur qui n'est pas toujours le même et qui observe, muet. L'action, le drame, ou la simple péripétie se noue en un moment bref pour se dénouer discrètement, sans bruit, sans cris, sans lourds soupçons : la première maîtresse qu'on retrouve alourdie par l'âge et la famille (*Bianca*), ou bien un amour de jeune fille pour un architecte rencontré pendant les vacances à la mer, et qui n'en finira jamais, même si elle croit « avoir plus de haine que d'amour pour lui » (*L'Amour*),

ou bien encore ces superbes fêtes finnoises pour les noces de la princesse Olympia quelque part sur la Baltique, et qui voient la noyade de la plus tendre, de la plus humble de toutes ces belles demoiselles qui sur un radeau voguent jusqu'au château (*Ignazia*). Et encore, cette sublime Syracuse qui brode sur son balcon, sans jamais pouvoir aller ailleurs qu'à la messe, parce qu'à Megara, « la simple vision d'une cheville fait littéralement trembler les jeunes gens ». Mais [cela] arrive rarement, ajoute l'auteur, car elles sont prudentes et surveillées. Et c'est avec une jupe soigneusement entravée que tante Clementina se laisse tomber, mourir, à l'heure de la messe chantée (*la Syracuse*).

Sur un air de nocturne, ces nouvelles où la passion éclate à chaque ligne sous la retenue vous poursuivront longtemps dans un rêve éveillé d'une désarmante beauté.

NICOLE ZAND.

★ LES BELLES, de G. A. Borgese. Nouvelles traduites de l'italien par Francis Darbousset, Jean-Marie Lascabanne et Jean-Noël Schifano. Éditions Desjonquères, coll. « Les chemins de l'Italie », 206 p., 98 F.

Carlo Sgorlon, d'Udine

Dans le Carrosse de cuivre, le romancier raconte l'histoire d'une famille du Frioul : cent ans d'isolement culturel

ON ne comprend rien à l'Italie si l'on ne tient pas compte des profondes différences qui continuent d'en caractériser les diverses régions et provinces, ni de l'originalité qu'elles ont gardée, depuis une unification politique somme toute récente. C'est bien ce que confirme la lecture du beau roman de Carlo Sgorlon, romancier originaire du Frioul, et qui a situé dans sa province natale cette saga d'une famille patriarcale, tout au long d'une période qui débute, en gros, avec la fin des guerres d'indépendance, pour s'achever de nos jours.

C'est bien d'une famille en effet qu'il s'agit, les De Odorico, qui s'identifient avec leur immense ferme fortifiée — en dialecte, le *ciscjela* — située au pied des montagnes. Au fil des ans, la tribu se défait et se renouvelle, dominée par deux ou trois figures particulièrement accusées qui en représentent l'ossature, la conscience et la mémoire.

Mais, au-delà de l'enchaînement prévisible d'amours et de décections, ce qui jette au cours de cette histoire, ce sont les rapports existants entre les membres de la famille et la toile de fond que constitue la succession des ré-

gimes politiques et des événements historiques. Ces derniers sont perçus de très loin, en raison de l'isolement culturel du Frioul, province reculée dans une sorte de Moyen Âge que la civilisation n'a fait qu'effleurer.

« Le Christ s'est arrêté à Eboli », disait, symboliquement, Carlo Levi dans un livre capital qui révéla à d'innombrables lecteurs quels abîmes séparaient la Lucanie de Rome. Et l'on pourrait multiplier les exemples de textes littéraires italiens de ce siècle qui, du Piémont de Nuto Revelli à la Vénétie de Ferdinando Camon, ont mis en lumière l'existence de ces mondes à part, tant bien que mal rassemblés sous des institutions communes.

C'est de là que vient, précisément, le climat très particulier de ce livre, où l'on découvre non seulement des traditions et des fêtes, mais tout un monde de croyances, de superstitions et de peurs immémorables, entretenues par de sombres prophéties, dont Sgorlon a eu l'habileté de faire l'un des ressorts de son récit. Ainsi, c'est bien le terrible tremblement de terre de 1976 qui marque l'aboutissement de cette petite communauté fortement en-

racinée dans une nature tour à tour hostile ou amicale, mais toujours intensément présente, comme elle peut l'être pour un écrivain comme Sgorlon. Cependant, il serait vain de chercher ici une complaisance pour le régionalisme et le pittoresque, qui n'ont rien à voir avec le propos de l'auteur.

C'est peut-être à ce sens profond de la nature que le livre doit un traitement tout à fait particulier de la durée, à la fois figée dans un décor immuable et parcourue de transformations radicales et multipliées. Comme dans un kaléidoscope où les mêmes éléments se combinent sans cesse en figures nouvelles, les êtres et les lieux qui constituent le village de Malvernais composent une fresque à la fois dense et légère, ponctuée curieusement, plutôt que par la mort, par le retour imprévisible de personnages disparus, dans un enchevêtrement de générations où le même et l'autre n'en finissent pas de se mêler.

MARIO FUSCO.

★ LE CARROSSE DE CUIVRE, de Carlo Sgorlon, trad. de l'italien par Soula Aghion, Flammarion, 310 pages, 120 F. (Le Carrosse de cuivre a obtenu le Prix Strega 1979.)

Fleurs du mal siciliennes

Le Semeur de peste, de Gesualdo Bufalino : les litanies de l'amertume dans un sanatorium à la fin de la seconde guerre mondiale.

LORSQUE parut, il y a quatre ans, chez l'éditeur Sellerio à Palerme, le *Semeur de peste*, on fut certain de se trouver devant un cas, presque une anomalie de l'histoire littéraire italienne. L'écrivain débou-

COMMENT FAIRE
DE SOI-MÊME
SON PIRE
ENNEMI...



tant qui se révélait là, dans cette prose de soufre et d'ombre — que l'on peut lire maintenant en français, — affirmait orgueilleusement avoir refusé de publier jusqu'au seuil de la soixantaine : le même âge que le prince de Lampedusa lorsqu'il entreprenait d'écrire le *Guépard*.

Rien de moins innocent, rien de plus « ingénieux ennemi de soi-même », que ces monstres tardifs et cyniques qui prétendent « avoir lu plus de livres que vécu de jours ». Et voici donc Gesualdo Bufalino, voyageur immobile, qu'on imagine assis derrière des rideaux de percale dilatés par le vent chaud du sud, tout entier voué à l'exploration d'un coin de terre dont il tire sa substance et sa haine, professeur retraité à Comiso où l'on ne connaît que lui, exactement comme Leonardo Sciascia fut tour à tour écolier puis instituteur dans son village natal de Racalmuto.

Sciascia a découvert et publié Bufalino, mais la comparaison ne doit pas nous leurrer. Autant l'un est un maître du style en pointe sèche, ironique et précis, volontairement par raison et par jeu, autant l'autre pratique l'hyperbole, les effets outranciers qui s'annulent.

Sciascia est une figure européenne, son rocher solitaire est battu par des vents de toutes parts : Bufalino cultive la réclusion jusqu'en dans ses recoins maladiers.

Un espace clos est le décor de ce *Semeur de peste* : un sanatorium à la fin de la seconde guerre. La colonie phthisique et souffreteuse qui s'y ébat semble n'avoir quitté le casque et l'uniforme couleur de boue que pour enfiler le pyjama rayé et se soumettre à un autre règlement, non moins aléatoire. Le narrateur hésite entre l'obscur désir de mourir là et une soif de paroles qui l'exposera à la muette réprobation de ses compagnons — du moins le croit-il — s'il a « trahi à leur insu le pacte silencieux de ne pas nous survivre ».

Les litanies de l'amertume que tisse Bufalino, dans cette langue sinieuse dont les anneaux vous serrent la gorge, sont avant tout un chant de la mémoire et une apologie de la vieillesse. Là aussi, nous retrouvons Sciascia pour aussitôt nous en défaire : car la mémoire de Bufalino s'inscrit dans un *no man's land* extérieur à l'histoire, une contrée songeuse où le mal rouge le corps et lui livre

un combat mortifère, que les combats guerriers ignorent.

Sur cette scène dévastée, marginale, sans lendemain ni passé, deux êtres vont jeter leur peu de forces et d'appétit à la rencontre d'un amour qui nous réserve des pages terribles. Oui, on se souviendra longtemps de ce premier baiser tuberculeux, où des lèvres brillantes accolent des souffles rauques et des poumons liquéfiés, dans un geste d'ensemencement réciproque que seuls les contagieux peuvent s'accorder sans risque... Et Marta, la jeune femme, dira plus tard son rêve de pénétrer comme un vampire dans les demeures tranquilles, pour déposer méthodiquement aux coins des pièces ses crachats, son venin.

Étrange variante de la femme souillée, qui nous confirme que Gesualdo Bufalino a lu Baudelaire, et que sous l'artifice baroque se cache le dernier écrivain romantique.

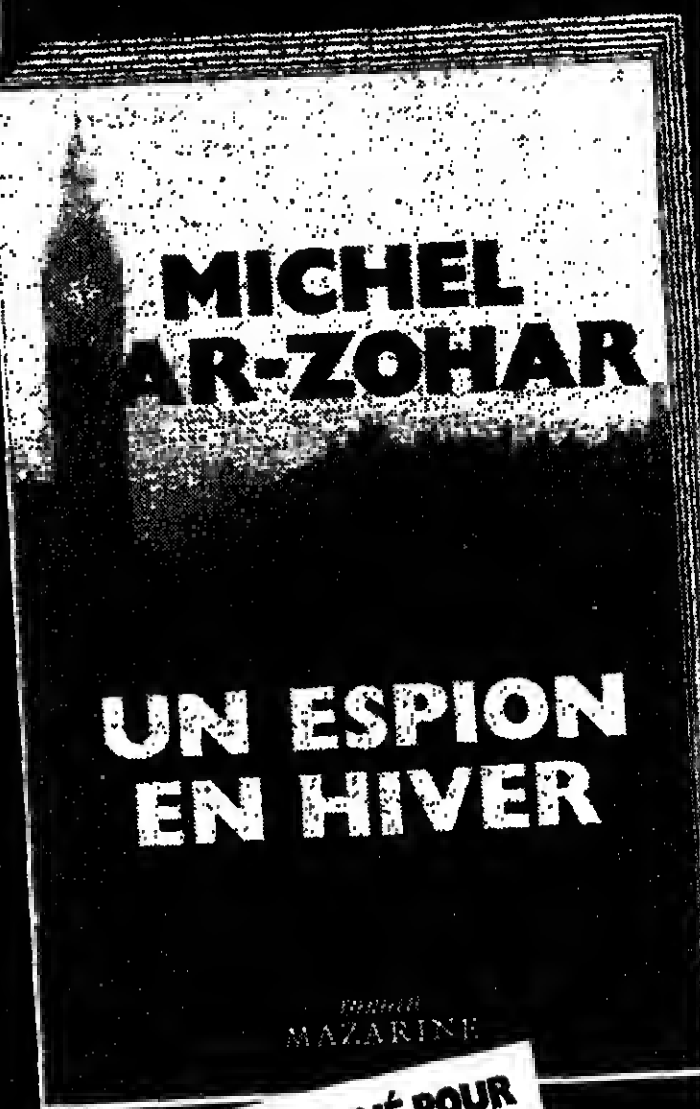
BERTRAND VISAGE,
Prix Femina 1984
pour Tous les soleils (Seuil)

★ LE SEMEUR DE PESTE, de Gesualdo Bufalino, traduit de l'italien par Ludmilla Thévénaz, L'Age d'homme, 162 pages, 75 F.

BAR-ZOHAR

« Pour les fans de John Le Carré... Déconseillé aux cardiaques »

Los Angeles Times



SÉLECTIONNÉ POUR
LE PRIX
«ÉVASION 1985»

« Intelligent et convaincant. Amour, mort et duplicité : tous les ingrédients d'un excellent roman d'espionnage »

New York Times

« Une intrigue en forme de labyrinthe. Et une enquête sur la guerre fratricide que se livrent les services secrets britanniques »

New York Times Book Review

252 pages
75 F

MAZARINE

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

« Le Grand Jeu est irrémédiable »

Entre 1928 et 1930, au voisinage du surréalisme, parurent, apparurent plutôt, trois numéros d'une revue, le Grand Jeu. René Daumal, Roger Gilbert-Lecomte, Roger Vailland, des lycéens venus de Reims à Paris, et d'autres jeunes gens, tous animés par une « immense poussée d'innocence » ; y lançaient un défi suicidaire qui n'a pas fini d'intriguer ni de se faire entendre.

« Le Grand Jeu est irrémédiable ; il ne se joue qu'une fois. » Par ces mots, Gilbert-Lecomte ouvrait le premier numéro de la revue. L'actualité de sa déclaration est remise à jour périodiquement. Ainsi, M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, publie un Plaidoyer pour Roger Gilbert-Lecomte, augmenté de documents et suivi d'un poème de Serge Sautreau.

D'autre part, on réédite Rimbaud le voyant, de Roland de Renéville, tandis que Belfond propose un roman inédit de Pierre Minet. Un héros des abîmes, et que le dernier témoin de l'aventure du Grand Jeu, Artur Harfaux, peintre et photographe, est enfin salué par un très beau livre, aux éditions Le Nyctalope.

Entrée des fantômes

UN héros des abîmes, le roman posthume de Pierre Minet (1903-1975), a été écrit en 1966. C'est, comme Océ, de Raymond Queneau, un livre à clés où Minet vise les principaux surréalistes : Aragon (Vulpin), Breton (Héliodore), Artaud (Richard Cœur), Paul, le narrateur, s'empare de Laura d'Outrance, rencontrée aux Trois Tambours (les Deux Magots), une jeune femme « possédée » par Caue, un être diabolique, à la « bouche contractée, l'air mauvais ». Au fil des ans, la passion de Paul s'épuise à vouloir défaire le couple, sé par un pacte où, bourreau et victime, chacun échange son rôle. Après la mort de Caue et de Paul, le témoignage de Laura annonce une « conversion ». Elle ressemble à celle de Minet. L'auteur de la Défaite céda à l'embrasement de la certitude et, à partir de cela, réinterpréta le parcours de Gilbert-Lecomte.

André Roland de Renéville (1903-1962) participe à la fondation du Grand Jeu. Son Rimbaud le voyant, réédité avec une présentation de D. Haberkorn, interroge le « surréalisme de vérité, il faut lire cette tentative, longtemps refoulée, pour ouvrir Rimbaud aux voies (voix) toujours futures. « Le voyant sait que l'homme n'est pas finité à sa statue de sang. » De

Renéville, qui invoque les occultistes du Moyen Âge, les kabbalistes, les alchimistes, etc., peut conclure : « La poésie a donc pour fin la connaissance subjective. »

Tiré à 310 exemplaires, en fac-similé, le manuscrit de la Langue sanskrita, de René Daumal (1908-1944), est un document remarquable. Sur des feuilles de papier d'écolier, Daumal traite de la phonétique et de la syntaxe du sanskrit. Il aborde ensuite la poésie, « une parole animée par une saveur », analyse le sens littéral et le sens suggéré. Il traite du théâtre, « poésie visible », et de ses quatre moyens d'expression, la corps, la voix, le costume, la mise en scène. Les lecteurs du Mont Analogue disposent ainsi d'un document où Daumal affirmait que « les sciences du langage figurent premières parmi les moyens de libération. »

★ UN HÉROS DES ABÎMES, de Pierre Minet. Avant-propos de Jacques Barrom. Belfond, 152 p., 79 F.

★ RIMBAUD LE VOYANT, de Roland de Renéville. Ed. Thot, 295 p., 85 F.

★ LA LANGUE SANSKRITA, de René Daumal. 154 p., 400 F. A commander aux éditions l'Original (25, rue Sautreau, 75009 Paris). Libeller la commande à l'ordre de M^{me} Henriette Hrabeta.

Roger Gilbert-Lecomte et Roland Dumas

« EN novembre 1968, le Grand Jeu, par une bizarre coïncidence, se manifeste doublement. L'Hermès publie un cahier qui lui est consacré, dirigé par Marc Thivolet. Vous plaidez, à la même époque, devant le tribunal de grande instance de Reims, contre l'héritier du père de Roger Gilbert-Lecomte, M^{me} Urbain, sa gouvernante...

Ma rencontre avec Gilbert-Lecomte, que je qualifie d'étrange, n'a pas eu lieu par hasard. J'ai été l'avocat de Jérôme Peignot, pour Laure, et Paul Thévenin m'a demandé de m'occuper d'Antonin Artaud. Je suis aussi l'exécuteur testamentaire d'Henri Calet. J'ai plaidé pour la publication de son roman machévé, *Peau d'ours*, chez Gallimard. Maurice Garçon, un homme que j'admire beaucoup et qui fut, sans doute, à l'origine de ma vocation, était l'avocat de Gallimard. Il est injustement négligé. Sa plaidoirie en faveur de Sade (2), jointe aux dépositions de Breton ou de Paulhan, reste un modèle.

Pierre Minet est venu me voir. Je l'ai trouvé fascinant. Très « vieille France », un peu dandy, et d'un acharnement inouï. Pour lui, qui était le plus jeune des membres du Grand Jeu, « l'ère fluide », la cause de Gilbert-Lecomte restait sacrée. Il a mobilisé tout le monde, de Malraux à Aragon. Dès que j'ai lu les textes de Gilbert-Lecomte publiés dans le Grand Jeu et Testament, l'importance de son œuvre m'a semblé évidente. Ce qu'il a vécu, son exigence, le long suicide retardé à force de drogue, m'ont touché en profondeur. Arthur Adamov, qui partagea les dernières années de Gilbert-Lecomte, est également intervenu. Son magnétisme a contribué à m'enflammer.

— Votre plaidoyer — qui constitue la première partie de votre ouvrage — est une brève histoire du Grand Jeu. Vous réévaluez le rôle de Gilbert-Lecomte dans le groupe et, en outre, vous présentez de nombreux documents, certains inédits. Avec

Au Quai d'Orsay, tôt le matin, nous sommes quatre autour d'une table : Roland Dumas, Christine Piot, sa collaboratrice (1), l'écrivain Serge Sautreau et moi-même. De loin, l'huissier doit nous prendre pour une réunion de spirites. Oublieux des lambris dorés, le ministre des relations extérieures évoque Roger Gilbert-Lecomte, un poète mort à l'hôpital, le 31 décembre 1943, d'une crise de tétanos. Il fut son avocat, réclamant le droit de publier sa Correspondance, au nom d'André Malraux, alors ministre de la culture, de l'Association des amis de Roger Gilbert-Lecomte et de Pierre Minet.

vous remanié le texte prononcé en 1968 ?

— Pour ma plaidoirie, je m'étais servi des informations de Minet et d'Adamov. J'avais fait aussi mes propres recherches. Gilbert-Lecomte était presque absent de l'histoire littéraire. Fata Morgana avait publié, en 1966, un écrit capital, *Orphée empoisonneur public*, d'une façon assez confidentielle. Pour le livre, avec la collaboration de Christine Piot, j'ai ajouté des éléments nouveaux sans toucher à l'essentiel. J'ai retravaillé ma plaidoirie en m'interdisant d'être malhonnête par rapport au jugement du tribunal. Un autre avocat aurait peut-être pris l'affaire autrement, d'un point de vue strictement juridique. Les membres du tribunal de Reims se piquaient de littérature, et l'aventure de Gilbert-Lecomte avait commencé dans leur ville... Lors de ma plaidoirie, j'avais donc fait appel à leur intérêt pour prouver que les lettres à Daumal ou à Vailland étaient d'une grande valeur littéraire et livraient des informations capitales. Par la suite, mon enquête m'a convaincu que, sans la rencontre Daumal-Gilbert-Lecomte, le Grand Jeu n'aurait jamais existé.

— On découvre, en vous lisant, trois figures de femmes qui ont joué un rôle emblématique après de Gilbert-Lecomte. Vous apportez, en outre, des précisions sur son calvaire, avec un jugement du tribunal correctionnel (14 janvier 1944) où l'on apprend qu'il prenait des doses énormes de morphine, de cocaïne et d'héroïne.

— Je me suis intéressé à Ruth Kronenberg, sa compagne, morte

à Auschwitz. C'était une juive allemande. Elle gagnait un peu d'argent en faisant des travaux de couture. La fin de Gilbert-Lecomte a été surtout dominée par les deux « femmes finales », qui s'opposèrent, comme la nuit et le jour. M^{me} Urbain, la gouvernante abusive, s'est acharnée contre lui, à titre posthume. M^{me} Firmat, sa « seconde mère », tenait un café-restaurant dans le quinzième, rue Bardinet. Roger venait s'y réfugier et s'y réchauffer. Il racontait des histoires fabuleuses aux clients. Dans une lettre à Edmond Lecomte, le père de Roger, M^{me} Firmat laisse voir son émotion devant la fin solitaire d'un homme abandonné de

tous, mort « nu comme un ver ». M^{me} Urbain, qui se prit pour la garante des bonnes mœurs de la bourgeoisie de province, semble sortie des *Bonnes de Genet* ! Quant à la drogue absorbée par Gilbert-Lecomte, elle est d'une quantité effrayante. On se demande comment il a pu, en pleine Occupation, se procurer toute cette morphine. Son cas ressemble à celui d'Antonin Artaud.

— Le jugement du tribunal (9 janvier 1969) fit jurisprudence. Il ne reconnaît pas pleinement à l'Association des amis de Roger Gilbert-Lecomte le droit de demander

la divulgation des lettres posthumes. Il admet cependant que M^{me} Urbain, le légataire du légataire universel, Edmond Lecomte, commet un abus notoire de son droit d'opposition. Pourquoi avez-vous renoncé à faire appel ?

— Nous aurions pu aller en cassation et gagner. L'important, c'était d'obtenir le droit de publier la *Correspondance* chez Gallimard. Depuis, une décision reconnaît aux associations le droit d'intervenir. Des affaires récentes (Bachelard, Montherlant) ont prouvé que des conflits de ce genre peuvent se reproduire dès que l'on rend publics des inédits. Pour moi, le cas juridique reste intéressant, mais, en présentant le dossier Gilbert-Lecomte, je bats le rappel d'une nouvelle génération de lecteurs. Plutôt qu'une postface critique, j'ai demandé à un poète, Serge Sautreau, une contribution lyrique. Son ode à Gilbert-Lecomte, *le Cristal dans l'éclair*, où il mêle des alexandrins aux vers libres, est digne de cet « *Apôtre de cristal* », qui ne cesse de me fasciner.

RAPHAËL SORIN

★ PLAIDOYER POUR ROGER GILBERT-LECOMTE, de Roland Dumas, ministre de la Culture, dans l'éclair, de Serge Sautreau, Gallimard, 254 p., 88 F.

(1) Auteur d'une étude sur *Montherlant*, Champ des activités surréalistes, Bulletin de liaison n° 18, juin 1983.

(2) *L'Affaire Sade*, Editions Panvert.

Bibliographie de Roger Gilbert-Lecomte

— *Correspondance*, Gallimard, 1971.

— *Œuvres complètes*, t. I, *Prose*, Gallimard, 1974 ; t. II, *Poésie*, Gallimard, 1977.

— *Poèmes et chroniques retrouvés*, Rougerie, 1982.

— *Le Grand Jeu*, reproduction des numéros de la revue, Jean-Michel Place, 1977.

— *L'Ultime Fanaal*, dossier comportant des inédits, éd. Nulle Part (à paraître en octobre 1985).

Artur Harfaux, le dernier témoin

PRÈS de la Nation, Artur Harfaux nous reçoit dans l'appartement où, comme des reliques, il conserve des souvenirs de ses compagnons du Grand Jeu. Malgré son âge (il est né en 1906), autant que Sina et Monny de Bouilly, que nous rencontrâmes autrefois, il conserve au fond des yeux quelques traces de la lumière — une boule de feu — qui bouleversa son existence. Le *Nyctalope*, un éditeur d'Amiens, publie un livre de ses dessins de la période du Grand Jeu, précédé d'une lettre inédite de Daumal (1927), *Demain il sera trop tard*. Grâce à Harfaux, qui devint photographe professionnel, les visages de ces êtres uniques demeurent. Il a été, pour le Grand Jeu, ce que Man Ray fut à l'égard des surréalistes, un témoin et un voyant.

« Je suis entré dans le cercle du Grand Jeu, dit-il, par mon ami Maurice Henry. Nous vivions à Cambrai. Maurice se

lia aux « simplistes » de Reims, Vailland et Daumal. Quand Vailland vint à Paris, il me donna rendez-vous au pied du pilier nord de la tour Eiffel. Nous avons beaucoup marché et discuté ensemble. Tout s'est joué chez Sina, cour de Rohan. Le noyau rémois, sauf Meyrat, n'est rejoint par Delans, Audard, de

titudes, je fus beaucoup moins intime. »

Harfaux, après la dispersion du Grand Jeu, refusa d'exploiter ses dons. « A qui bon ? », répétait-il aux rares curieux qui se souvenaient de lui. Une exposition à Genève, « Artur Harfaux et le Grand Jeu », vient de lui rendre justice (1). Le catalogue, qui contient des textes de Maurice Henry et d'Edouard Jaguer, commente sa « trop grande discrétion ». Avec un demi-sourire, Harfaux parle des réunions du Grand Jeu.

« J'y assistais, sans avoir conscience de participer à un événement considérable. Nous étions des amis. Daumal faisait souvent des blagues. Il n'y avait pas de chef, pas de directives, comme chez les surréalistes. Je possédais un appareil très simple, un Murer, doté d'un obturateur à rideau. Parfois, je me servais d'un flash au magnésium. Daumal et Gilbert-Lecomte prenaient la pose. J'ai réalisé des photographies, des surimpressions et de photos « aléatoires », un truc que je garde secret, même maintenant. En vous parlant, j'éprouve un sentiment curieux. Je palpe au fond de ma poche un diamant noir et pur. Il me brûle toujours les doigts. »

R. S.

★ DEMAIN IL SERA TROP TARD, Le Nyctalope (162, rue Jules-Barri, 80000 Amiens). Tiré à 99 exemplaires numérotés, 420 F.

(1) Galerie Sonia Zannettacci, 16, rue des Granges, 1204 Genève.



Dessin d'Artur Harfaux.

LE GUIDE DÉFINITIF POUR ACCÉDER AU MALHEUR ET POUR Y PERSÉVÉRER...



Bouilly... Je suis resté proche de Daumal jusqu'à ce qu'il tombe sous la coupe de Gurdjieff. Il m'a pourtant écrit, peu de jours avant sa mort, une lettre prémonitrice qui me serre encore le cœur. « Cette semaine, mon futur cadavre me donnera sans doute des soucis. » Avec Gilbert-Lecomte, dont j'admire les cer-

La ferveur de M^{me} H. J. Maxwell

APRÈS quinze ans de recherches, M^{me} H. J. Maxwell (1) termine une biographie de Gilbert-Lecomte, pour les éditions de l'Original. Ce travail sera presque définitif : M^{me} Maxwell a réuni une masse d'inédits (lettres, dessins, photos judiciaires) qui corrigent les témoignages, souvent inexacts, de Minet et d'Adamov, et infirmement la compilation d'Alein et Odette Vimeux (2).

Selon elle, par exemple, l'édition de la *Correspondance* de Gilbert-Lecomte est remplie de fautes qui en altèrent le sens. Minet, en le recopiant, a multiplié les erreurs. M^{me} Maxwell a relu les manuscrits, aujourd'hui en possession d'un particulier. Elle dispose, par exemple, de quelques lettres de Ruth Kronenberg (« Une femme assez cultivée, qui lisait Faulkner. ») et nous a montré la seule photographie existante de celle-ci, prise à Collioure.

Elle prépare aussi, à partir de sa correspondance, une biographie de Monny de Bouilly, l'un des membres du Grand Jeu, décédé en 1968. De Bouilly, d'origine yougoslave, fut, comme André Delans, tué en 1940, davantage qu'un figurant. L'activité de M^{me} Maxwell, liée aux travaux de Claudio Ruggeri, est, bien sûr, due à une passion qui ressemble à de la ferveur.

R. S.

(1) Voir *René Daumal ou le retour à soi*, l'Original, 1981.

(2) *Roger Gilbert-Lecomte et le Grand Jeu*, Belfond, 1981.

● PORTRAIT

Jacques Roubaud, un chat dans un jeu de pistes

Pour son premier roman, *la Belle Hortense*, Roubaud, poète et mathématicien, propose une énigme qui, de vrais indices en fausses pistes, s'épaissit à mesure qu'on croit la résoudre.

ALEXANDRE VLADIMIROVITCH n'est-il vraiment qu'un chat, à la démarche souveraine ? Qui l'a abandonné, jadis, devant la boutique des Eusèbe, avec une lettre dans le plus pur style des Deux Orphelins, le confiant à Bertrand Eusèbe ? Et d'ailleurs, pourquoi Bertrand Eusèbe se fait-elle appeler Edwige ? Quant à l'amoureux d'Hortense, est-il un prince cambrioleur ou un voleur banal, lui qui se prétend « onctueux de nuit » ? Si ce n'est lui, qui donc fait des « casses » dans les quincailleries ? Qui est « la terreur des quincailliers » ?

Le saurez-vous en lisant *la Belle Hortense*, de Jacques Roubaud ? Pas sûr. Pourtant, le célèbre inspecteur Bignard est sur le coup, et l'affaire se présente comme une énigme policière. Déroulant, cocasse, frustrant aussi, le premier roman de Jacques Roubaud — poète et mathématicien — est, selon son auteur, « un vrai roman policier, mais dans une version peu orthodoxe ». « J'introduis des variations sur le rôle du narrateur, précise Roubaud, je donne une solution dont

texte soit lisible, même si cette filiation n'est pas visible. De même pour les codes ou les « clefs ». Cela peut être une introduction à la narration, mais cela ne doit pas être indispensable à la compréhension. Beaucoup de « clefs » de Queneau — les noms par exemple — sont aujourd'hui inintelligibles, mais c'est sans réelle importance ».

Dans *la Belle Hortense*, si l'on voit Philippe Sollers sous Philibert Orselli, c'est un « en plus » amusant pour savourer son portrait d'intellectuel médiatique qui a « construit tout son badinisme personnel sur cette image ». Si on le manque, on s'en remet aisément. Quant au chapitre sur la Bibliothèque (publié dans *le Monde Aujourd'hui* daté 7-8 avril), il fait sourire tout le monde, mais rend totalement hilarantes les habitudes de la Bibliothèque nationale.

Tout cela ne dit pas comment lire *la Belle Hortense*. Comme l'histoire d'une jeune fille plutôt jolie, qui se fiance à un curieux jeune homme rencontré dans l'autobus T — rejeton de l'autobus S d'Exercices de style de Queneau, — pendant qu'un ins-

et les six princes poldèves n'arrivent sans doute pas à sans raison non plus. Philibert Orselli, qui a écrit trente-cinq livres, habite au 53 de la rue des Citoyens (trente-cinq à l'envers), trente-cinq quincailleries ont été attaquées. A chaque fois, dans les magasins dévastés, on a fait tomber cinquante-trois casseroles. Quant à la mystérieuse statuette que découvre — et déplace nocturnement — Alexandre Vladimirovitch, elle est brisée en cinquante-trois morceaux...

De ces conjonctions naissent des dizaines d'hypothèses pour cerner l'énigme. On ne saura pas quelle est la bonne, à moins qu'elles ne le soient toutes, puisqu'elles sont des questions et des incitations à la dérive... Après tout, *la Belle Hortense* est aussi un nom de hôte. En tout cas, l'inspecteur Bignard, lui, croit avoir tout compris et il arrête un présumé coupable. Le narrateur, Georges Mornacier (anagramme de romancier) est plus circonspect.

Ce dénouement ne saurait satisfaire personne. D'autant qu'il

ne résout pas le mystère premier, celui de ce satané chat poldève au nom princier, Alexandre — diminutif, Saaba ! — Vladimirovitch. Dans la lettre par laquelle elle en reçoit la garde, M^{me} Eusèbe se vit intimer l'ordre de ne jamais le tutoyer... et de ne jamais utiliser de diminutif pour l'appeler. Dans cette histoire, Alexandre est partout, et il est peut-être, si l'on reprend la symbolique des chiffres, l'Un, le principe organisateur du récit, à la fin chat poldève, prince, enquê-

teur, manipulateur, — il déplace des preuves matérielles pour embrouiller l'enquête de police, — donc auteur et lecteur — il écoute toutes les conversations et suit tous les personnages à la trace.

Pour « bronzer fûté »

Tout cela est assez vertigineux, et l'on voudrait que Jacques Roubaud, lecteur de lui-même, avance au moins une solution. Il se contente d'un sourire : « C'est un divertissement, quelque chose d'amusant, d'ingrassant. Ce n'est pas sérieux, mais avec l'intention d'être lisible, distrayant. Ce n'est pas vraiment un roman. Le roman, c'est quelque chose de très difficile. Pour moi, écrire, depuis l'âge de sept ans, c'est faire de la poésie. Le poète n'a un public plus restreint que le romancier, mais plus proche. Le public de la poésie, c'est à peu près le nombre de gens auxquels on pourrait s'adresser par la parole, environ mille personnes, ce qu'il faut

pour qu'une langue soit encore vivante ».

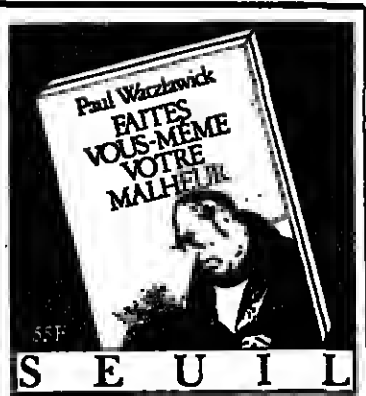
Singulier discours, à une période où les auteurs ont les yeux fixés sur la courbe des ventes. « En poésie, conclut Jacques Roubaud, les gros tirages sont liés à des catastrophes, des périodes de guerre, des régimes totalitaires. Alors mieux vaut vendre mille exemplaires dans un pays libre, non ? »

Cela dit, *la Belle Hortense* n'est pas un recueil de poèmes : il n'est pas indispensable de ne lui conserver qu'une audience limitée. Au contraire. C'est un livre parfait pour « bronzer fûté », à défaut de se lancer dans la thèse que sa virtuosité littéraire autoriserait. C'est moins gros que les romans d'été, mais, à coup sûr, cela « occupe » plus longtemps. Et puis, on peut jouer à plusieurs...

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) Ouvrir de littérature potentielle, créé par Raymond Queneau et François Le Lionnais.

★ *LA BELLE HORTENSE*, de Jacques Roubaud, Ramsay, 270 p., 85 F.



BERENICE CLEEVE.

il n'est pas certain qu'elle soit la bonne. Ce texte, c'est du Canada Dry.

Eh oui ! La couleur du polar, le goût du polar, et patatras ! pas de « pot aux roses » et tout recommence, en un ultime clin d'œil à Raymond Queneau — Roubaud est membre de l'OULIPO (1), — comme si l'on repartait pour un nouvel « exercice de style ».

Ce livre est à l'évidence un hommage à Queneau, un renvoi à *Pierrot mon ami*. Certains noms, notamment Eusèbe, lui sont empruntés, la chapelle poldève de l'Unipark de Pierrot se retrouve au cœur du quartier de *la Belle Hortense*. Les références au « maître » sont si nombreuses — au lecteur amateur de rebuts de les recenser — que *la Belle Hortense* apparaît à certains comme un « roman de potache ».

« Ce n'est pas faux. Je ne prends pas ce jugement en mauvaise part », dit Roubaud avec cet air de distance paisible qui le caractérise. Pas vraiment lointain, jamais hautain ni méprisant, Jacques Roubaud donne pourtant le sentiment d'être « ailleurs », à moins qu'on ne crée soi-même l'écart, tant on est impressionné par sa culture, son érudition — qu'il n'exhibe jamais, — la variété de ses intérêts et de ses compétences, de la littérature aux mathématiques, du roman policier anglo-saxon — il parle avec enthousiasme de « la prose des Anglaises » — aux formes de poésie les plus diverses, des plus anciennes aux plus contemporaines.

« Certes, ce roman doit beaucoup à Queneau, mais ce n'est pas un reproche à mes yeux », ajoute Roubaud. La plupart des livres s'écrivent à partir d'autres livres, de façon plus ou moins intentionnelle, plus ou moins acceptée. L'essentiel est que le

peuteur de police cherche le « casseur » de quincailleries ? C'est possible. Mais cette lecture immédiate ne va pas sans suspicion. On se demande sans cesse où est le piège, le pied-de-nez, le « truc », ce que cache le récit et comment il a été fabriqué.

« A partir d'un récit oral, répond Jacques Roubaud, j'ai à peine transposé une histoire réelle qu'on m'a racontée, une histoire d'amour liée à un cambrioleur. Je suis vulnérables conteur, donc j'ai moi-même raconté ce récit, oralement. Puis j'ai fait une construction et j'ai relu Pierrot mon ami plus lentement que d'habitude. Mais il subsiste des éléments de prose orale dans ce texte. Et puis, comme on sait, certains conteurs n'arrivent jamais au bout de leur récit, à une véritable fin... »

Le plaisir du lecteur détective

Assurément, Roubaud se paie notre tête, comme son roman, de vrais indices en fausses pistes, se joue du lecteur qui se veut malin. Mais quand on commence à chercher des signes, on en voit partout, en particulier des chiffres. On les additionne, on les multiplie, ils deviennent les pièces d'une opération dont le texte refuse de donner la somme. L'inventaire des mécanismes ne fait que repousser inégalement la possibilité de toute solution. En énumérer quelques-uns ne gâchera donc pas le plaisir du lecteur-détective.

Il y a un quadrilatère dans la quatrième ardoise d'un vivant des familles dont deux ont des filles jumelles (2x2=4). Les deux pères de jumelles (!) sont des personnages stratégiques, mais le sextuor de vieillards

EN DÉCOUVRANT
JING PING MEI
DANS LA PLÉIADE,
ON N'IGNORE
PLUS QUE L'AMBITION
ET LA LUXURE N'ONT PAS
DE FRONTIÈRE.



La Pléiade publie aujourd'hui la première version intégrale de *Jing Ping Mei*, l'un des cinq chefs-d'œuvre de la littérature chinoise. Avec sa reliure cuir et son papier bible, *La Pléiade* est une collection prestigieuse. Beaux objets et bons outils de travail, les livres de *La Pléiade* sont agréables à lire, à manier, à emporter partout avec soi. De quoi ne plus quitter un écrivain sans l'avoir lu de bout en bout... Et dans *La Pléiade*, il y a plus de 300 auteurs à aimer !

LA PLÉIADE
GALLIMARD

QUINZAINE DE LA PLÉIADE DU 22 MAI AU 8 JUIN
L'ALBUM GIDE vous sera offert pour tout achat de trois volumes de la collection.

Fâcheuse lagune

(Suite de la page 19.)

Est-ce l'esprit de Freud qui souffle durant le séjour viennois ? Avec le recul et la fraîcheur, l'embrasement sensuel de Venise apparaît comme un refus de s'avouer sans avenir commun. Incompatibilité décrétée par le ciel ? Plus platement, les statistiques ont pu décider de leur sort.

Chez les cadres supérieurs, il est établi que 3 % seulement des hommes demeurent célibataires, contre 30 % des femmes. Pour les hommes, la réussite passe par la conjugalité ; pour les femmes, par l'indépendance. Il aurait été écrit, quelque part dans les abaques de l'INED ou de l'INSEE, que le banquier londonien rêverait de se marier avec Alessandra, et Alessandra de n'en rien faire...

Le troisième jour à Vienne est fatal. C'est la faute des peintures de Klimt et de Schiele réunies au palais du Belvédère. Les deux visiteurs y voient l'évidence que l'émancipation moderne des mœurs, au lieu d'apporter le bonheur simple de la nature, conduit à la pire engeance jamais ressentie par les hommes.

Si encore cette révélation les assaillait en même temps et de la même façon ! Ils trouveraient peut-être motif à se réunir, encore que le plaisir ne gagne pas à jouer les consolateurs. Mais non : c'est séparément et inexorablement que les quitte la confiance dans le lendemain.

Alessandra pleure en plein musée. Elle continue sur la route qui les ramène vers le Sud. L'ament, du coup, se croit impitoyable, et trouve ça injuste. Le malentendu s'aggrave au rythme des kilomètres torrides d'autoroute. Le désespoir et la fatigue font effleurer une nouvelle explication au coup de tonnerre de Venise. Une nuit, l'homme s'était endormi tout en restant accablé à sa maîtresse... Alessandra aurait pu apprécier cette preuve indéniable de désir ; elle en a conçu de l'angoisse, comme si elle portait un enfant mort... Tout signe amoureux est ambigu.

RIEN de tel que les généralités pour révéler ce qu'un texte refuse d'avouer. Le narrateur met en principe que vouloir un enfant d'une femme prouve qu'on n'aime plus cette femme, puisqu'on accepte de « gâter son corps » ; on ferait un enfant dès lors qu'on aimerait moins faire l'amour !

Erreur grossière et choquante, penseront à coup sûr bien des lecteurs. Mais qu'importe l'axiome ! Ce qui s'y trahit, c'est que l'amarant occupe auprès d'Alessandra la place de l'enfant possible, et qu'il n'était pas près de la céder. Leur fête des sens était née d'une irresponsabilité que le temps a rendue précocement invivable.

L'un retournera vers Venise, l'autre s'arrêtera à Trieste. L'adieu aura lieu à San-Giorgio-di-Nogaro. Elle portera une robe noire et des souliers rouges. L'apprentissage du déchirement durera ce qu'il durera. « Je haussai les épaules, et me voici », conclut le récit.

« Me voici ! » : ainsi s'ouvre *Tête d'or* de Claudel ; ainsi s'achèvent les *Séquestres*, de Sartre. Il y a du théâtre au mot plus haut que l'autre ; toutes les apparences de la candeur.

Si cette candeur n'est pas contrefaite, c'est bien. Si elle l'est, c'est encore mieux.

★ FERRAGOSTO, récit d'Antoine Compagnon, Flammarion, 138 pages, 65 F.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

● CLASSIQUES

Un grand roman érotique chinois

Édité intégralement dans la Pléiade, le *Jin Ping Mei* nous fait découvrir les jeux et les raffinements de l'amour dans la Chine du seizième siècle

« Il y a deux arts que les autres civilisations n'ont pas connus dans l'ampleur que leur a donnée l'Europe : la musique et le roman », pense Milan Kundera. Cette affirmation mérite d'être nuancée, du moins pour les époques antérieures au dix-neuvième siècle. Certains récits chinois peuvent être aisément comparés au *Don Quichotte* ou à la *Princesse de Clèves*. Le *Jin Ping Mei* (*Fleur en fiole d'or*), qui fait aujourd'hui son entrée dans la « Bibliothèque de la Pléiade » après *Au bord de l'eau* et le *Rêve dans le pavillon rouge*, est une nouvelle illustration de la qualité incontestable du roman classique chinois en langue vernaculaire (1). Les lecteurs français seront les premiers Occidentaux à apprécier cette œuvre dans une traduction intégrale de la première version qui nous soit connue, celle de 1618, et ils pourront ainsi mesurer l'ampleur des coupures et des arrangements arbitraires qui ont réduit ce chef-d'œuvre à un simple catalogue plaisant d'aventures érotiques dans les différentes adaptations antérieures (2).

Eponse, concubines, servantes

Le *Jin Ping Mei* débute par un épisode déjà relaté dans *Au bord de l'eau*, le célèbre roman populaire qui glorifie les exploits de brigands, sympathiques redresseurs de torts. Le colosse Wu Song, après avoir tué un tigre à mains nues, rend visite à son frère, un nabot pusillanime que sa jeune et ravissante épouse, Lotus d'or, tourmente, tant il est incapable d'assouvir les désirs de celle-ci. Après une tentative éhontée de séduction auprès de son beau-frère, Lotus d'or s'encaillonne avec Ximen Qing, un riche et puissant commerçant niais, toujours à la recherche de nouvelles conquêtes amoureuses. Avec la complicité de l'entremetteuse qui arrange leurs rendez-vous, les deux amants décident d'empoisonner le mari trompé et soudainement les fanfrenniers chargés de l'enquête. Dans *Au bord de l'eau*, Wu Song venge son frère en décapitant les deux coupables ; dans *Fleur en fiole d'or*, il tue un innocent, par erreur, et il est condamné à l'exil.

La suite du *Jin Ping Mei* relate les événements marquants de la vie de Ximen et des femmes (épouse, concubines, servantes) de sa maison. Trois d'entre elles sont les personnages principaux : Lotus d'or, Fiole et Fleur de prunier ; leurs noms ont donné le titre du roman. La première, que Ximen prend comme quatrième concubine après la mort de son mari, est la plus débauchée, la plus perverse. Toujours assoiffée de plaisirs charnels, elle provoquera la mort de Ximen en lui faisant ingurgiter une dose excessive d'aphrodisiaques et elle finira sauvagement assassinée par Wu Song. Fiole, d'une sensualité hors du commun mais moins portée à la luxure, est la cinquième concubine de Ximen. Elle souffre de l'amour immodéré qu'elle lui porte et des intrigues de sa rivale, Lotus d'or. Elle mourra de chagrin après la disparition prématurée de son fils. Fleur de prunier, enfin, est la servante fidèle de Lotus d'or, avec qui elle partage ses amants. Vendue à un haut fonctionnaire à la mort de Ximen, la soubrette devient une épouse principale, mais elle n'en trompe pas moins allégrement son mari, et elle succombera à la suite d'excesses amoureux dans les bras de son beau-fils.

La partie principale du roman rend compte d'une période de quatre ans (de 1114 à 1118), à la fin de la dynastie des Song du Nord, dans une ville moyenne du Shandong. C'est à la même épo-

que et dans une région voisine, que se déroulent les événements narrés dans *Au bord de l'eau*. Mais les rapprochements entre les deux récits s'arrêtent là. *Au bord de l'eau* est un pur roman d'aventures à épisodes, alors que le *Jin Ping Mei* est un vrai roman de mœurs exploitant une intrigue centrale cohérente, le plus grand, le plus parfait que la littérature chinoise ait jamais produit. On a souvent comparé aussi *Fleur en fiole d'or* ou *Rêve dans le pavillon rouge*, les deux ouvrages étant à la fois des histoires d'amour et des archives sociologiques sans précédent, des « encyclopédies du monde féodal à son déclin », comme s'est plu à le souligner la critique marxiste.

minées plutôt par un code social que par un code moral, limitant les libidos les plus débridés. Ainsi, la plupart des partenaires de Ximen - *Jouvent de la fiole* - (expression euphémique charmante pour désigner la fellation), mais son épouse principale, la vertueuse Lune, n'y consent jamais. Quant à la sodomie hétérosexuelle, le héros ne la pratique qu'avec des perverses, dont l'auteur nous dit qu'elles sont « affligées d'un vice un peu particulier ». De même, certaines fantaisies sadiques dont Ximen semble friand (brûlures sur le corps à l'aide de bâtonnets d'encens, par exemple) sont exclusivement infligées aux femmes qu'il estime peu.

chinois véritablement moderne, servi par un style souple et un lexique d'une grande richesse, qui dénotent chez l'auteur - dont on ignore toujours l'identité - une sensibilité peu commune à l'égard de la langue vernaculaire de son temps.

André Lévy, un des meilleurs spécialistes mondiaux de la littérature chinoise du quatorzième au dix-huitième siècle, a rendu parfaitement en français cette langue chinoise si agréable et si artistique, en se gardant bien de chercher à tout prix des équivalents approximatifs qui auraient pu faire perdre au texte chinois son identité. Il était certainement un des plus qualifiés pour mener à bien la traduction et l'annotation des cent chapitres de *Fleur en fiole d'or*. Il a accompli cette entreprise avec un brio et une rapidité qui forcent l'admiration.

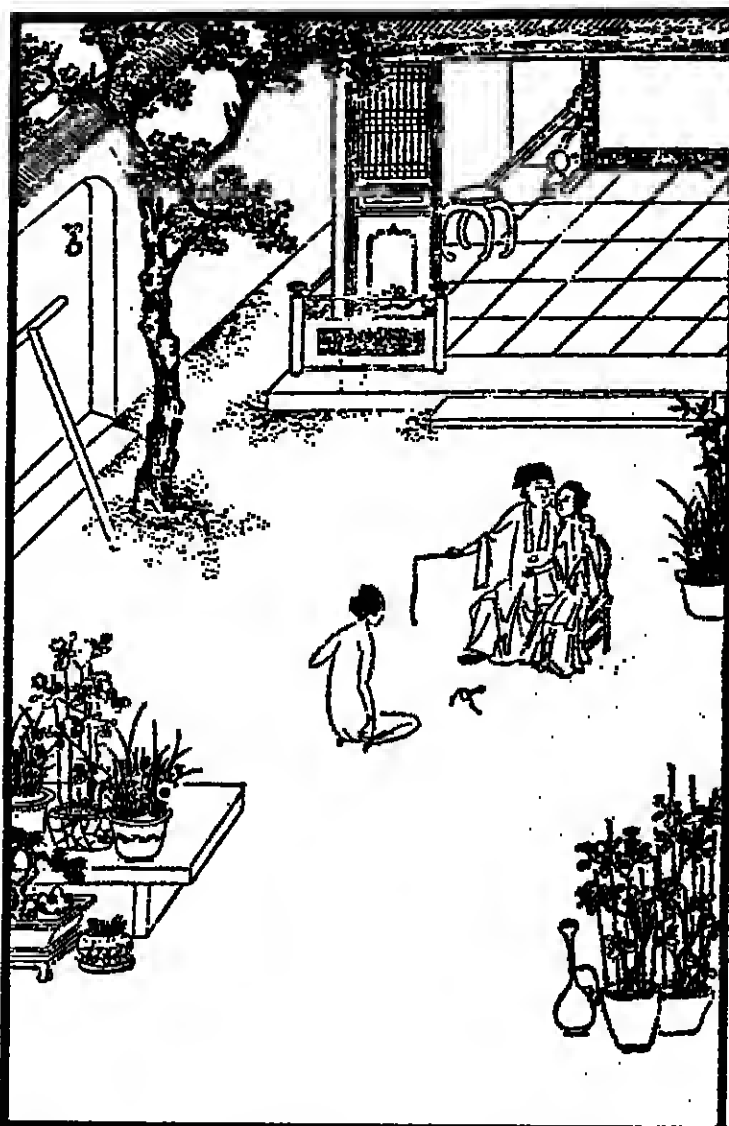
« Avant de lire le *Jin Ping Mei*, il faut vous asseoir en contemplation pendant trois mois, sinon votre vision sera embrumée et vous rendra incapable d'apprécier », conseillait un critique de la seconde moitié du dix-septième siècle. N'en croyez rien. Plongez-vous sans tarder dans la lecture de ce merveilleux roman. Si le cœur vous en dit, abîmez-vous en contemplation quand vous l'aurez achevé.

ALAIN PEYRAUBE.

★ FLEUR EN FIOLE D'OR (JIN PING MEI CHU). Introduction, traduction et annotations par André Lévy, préface d'Étienne Gallimard. Bibliothèque de la Pléiade, deux tomes, 1 272 et 1 483 pages, 690 F. Les deux tomes sont coffrés. Prix de lancement jusqu'au 31 juillet 1985 : 510 F.

(1) *Au bord de l'eau*, de Shi Nai-an et Luo Guan-zhong, traduit et annoté par Jacques Dars, Gallimard. Bibliothèque de la Pléiade, 1979, deux tomes, 1 048 pages et 1 376 pages. *Le Rêve dans le pavillon rouge*, de Cao Xueqin, traduit et annoté par Li Tchou-hou et Jacqueline Allais-Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1981, deux tomes, 1 638 et 1 628 pages. (Voir le Monde du 16 mars 1979 et du 10 décembre 1981.)

(2) Il existe, en France, plusieurs éditions du *Jin Ping Mei* ou la *Merveilleuse Histoire de Ximen Qing et ses six femmes*, toutes chez Guy Le Prat, dans une traduction de Jean-Pierre Forget, d'après la version allemande de Franz Kuhn, de 1930.



Mais les amours mises en scène dans le *Jin Ping Mei* contrastent avec les amours platoniques et tragiques des adolescents ébriés du *Rêve dans le pavillon rouge*, qui ne connaissent rien à la passion physique. Les personnages de *Fleur en fiole d'or* vivent intensément leurs aventures sexuelles et sont en quête permanente des raffinements les plus divers pour le seul plaisir de la chair.

Une excellente illustration de l'ars erotica selon Foucault

On aurait tort de penser que les pratiques érotiques dépeintes dans ce roman étaient le seul fait de personnes dépravées. Lu Xun, qui trouvait fâcheux que le livre ait été condamné comme œuvre pornographique, avait déjà remarqué que certaines scènes choquantes pour la Chine du vingtième siècle étaient sans doute ordinaires quand le *Jin Ping Mei* a été composé. Et il n'hésitait pas à considérer l'ouvrage comme un remarquable tableau réaliste des comportements des Chinois à la fin du seizième siècle.

La nature de ces comportements constitue une excellente illustration de ce que Michel Foucault appelle l'« ars erotica ». Mais tous les personnages n'ont pas des tempéraments ardents et lascifs, tous ne sont pas, à l'instar de Ximen, des concupiscentes acharnés à jouir. Et certaines contraintes, qui semblent déter-

miner ces renseignements sur les conduites des Chinois du seizième siècle à l'égard du sexe, le *Jin Ping Mei* offre bien d'autres informations sur la société urbaine de l'époque. Les marchands, les bourgeois parvenus, sans culture, qui doivent leur ascension à la corruption sévissant dans toute l'administration, sont dépeints sans la moindre complaisance. Ximen s'enrichit en subornant des fonctionnaires, en manipulant des consciences. De simple apothicaire fortuné, il devient un important brasseur d'affaires, et la prévarication des magistrats est telle qu'il peut même s'acheter une charge officielle de mandarin militaire.

Les historiens savent depuis longtemps que *Fleur en fiole d'or* représente une source de première main inestimable pour une étude anthropologique de la Chine de la fin des Ming : le rôle social fondamental joué par les lupanars, les coutumes alimentaires et vestimentaires, les attitudes de la population envers la morale confucéenne ou la religion bouddhique, tout y est analysé avec une précision et une finesse exemplaires.

« Il faut vous asseoir en contemplation pendant trois mois »

Mais le *Jin Ping Mei* ne saurait se réduire à ce document sociologique exceptionnel. Il est aussi surtout une œuvre littéraire remarquable, le premier roman

L'Album Gide

Pour sa traditionnelle quinzaine, la Pléiade publie un album consacré à Gide. Accompagné d'un texte de Maurice Nadeau, les photographies choisies par Philippe Clère ressuscitent la destinée de l'écrivain, depuis l'arrière-pays de son enfance jusqu'à cette vieillesse durant laquelle il recevait, selon les mots de Roger Nimier, « les jeunes gens qui s'intéressaient aux grands hommes ».

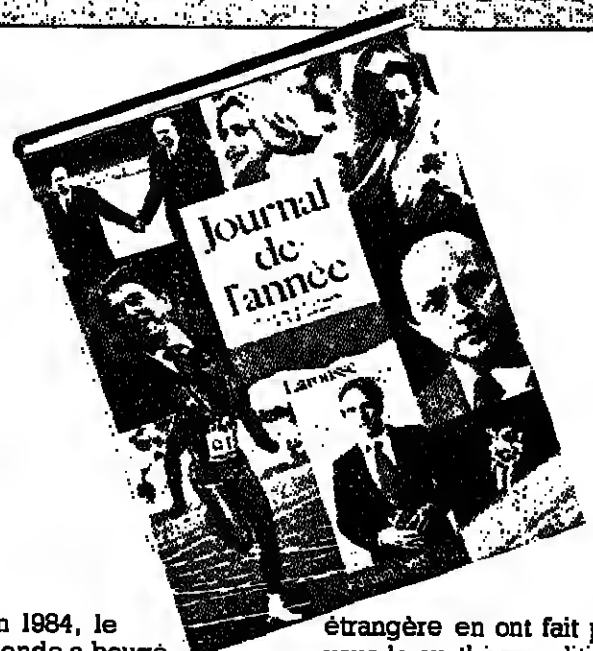
La promenade est séduisante, parfois émouvante. On y croise Cocteau, Malraux, Aragon, Sartre, et beaucoup d'autres visages disparus, formes d'une époque qui semble déjà lointaine. Malgré les photos qui le représentent vers la fin de sa vie, à la dernière image de Gide, comme le disait encore Nimier (1), c'est un pays qui forme la nuit.

(1) *L'Elbe d'automne*, Gallimard.

★ ALBUM GIDE, texte de Maurice Nadeau, 311 illustrations choisies par Philippe Clère. Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 256 p. Durant la quinzaine (22 mai-8 juin), cet album est offert pour tout achat de trois volumes de la Pléiade.

A l'occasion de la sortie du *Jin Ping Mei*, la Bibliothèque de la Pléiade et les éditions Gallimard organisent une manifestation le samedi 1er juin, à 15 heures, 72, boulevard de Saint-Germain, 75007 Paris. Cette rencontre sera animée par André Lévy, Li Tchou-hou et Jacques Dars, traducteurs respectifs du *Jin Ping Mei*, du *Rêve dans le pavillon rouge* et du *Au bord de l'eau*.

1984 A SIGNÉ CHEZ LAROUSSE



En 1984, le monde a bougé. Le *Journal de l'année* vous explique où, comment et pourquoi. 150 journalistes de renom de la presse française ou étrangère en ont fait pour vous la synthèse politique, économique, sociale et internationale. Le *Journal de l'année* édité par Larousse c'est l'événement des événements.

C'EST ÇA, LE SOUFFLE LAROUSSE

1985

Le 36^e Salon international de l'aéronautique et de l'espace

Foire aux avions (quelque deux cent dix appareils présentés) et fête populaire (environ quatre cent mille visiteurs attendus) : tel se présente le 36^e Salon international de l'aéronautique et de l'espace qui a lieu au Bourget, du vendredi 31 mai au dimanche 9 juin et que le président de la République inaugurera dans la matinée de vendredi. Quelque mille cent exposants de trente-trois pays participent à ce Salon biennal et, parmi eux, les industriels de quatre nouveaux pays : le Chili, la Chine, le Danemark et l'Inde.

Peu de grandes nouveautés, si ce n'est l'avion géant soviétique Antonov-124 qui est, avec le cargo Galaxy C-5 de Lockheed, le plus gros appareil de transport au monde. Aucun nouvel avion de combat, si ce n'est une curiosité : une maquette grandeur nature du Mirage 2000 en Plexiglas pour laisser découvrir les entrailles sophistiquées d'un appareil 100 % français qui vole à Mach 2,2.

Manifestation essentiellement destinée à établir des contacts entre professionnels et, pourquoi pas, à réaliser des

affaires sur place, le Salon du Bourget est traditionnellement l'occasion pour tous les industriels présents d'exposer leur panoplie d'avions, d'hélicoptères, de missiles, de satellites, de réacteurs ou d'équipements aéronautiques divers.

Par rapport à 1983, on observe une forte présence américaine - il y a deux ans, beaucoup de sociétés s'étaient abstenues d'exposer pour faire des économies - et un retour assez imposant des Soviétiques, qui avaient dû se retirer après l'expulsion de quarante-sept diplomates de leur ambassade à Paris.

Des mesures draconiennes de sécurité ont été prises par les organisateurs du Salon et par les services spécialisés, par crainte d'attentats terroristes contre les installations ou les personnalités présentes. Les assassinats, en France, de l'ingénieur général René Audren, directeur des affaires internationales au ministère de la défense, et, en Allemagne fédérale, de Ernst Zimmermann, le « patron des patrons », de la

construction aérospatiale ouest-allemande, expliquent que des normes de sécurité renforcées aient été décidées en un lieu où tant de matériels et de responsables - cibles des terroristes - se côtoient.

Depuis la création du Salon, en 1909, de nombreux pays ont voulu, à l'instar de la France, créer leur propre exposition : la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, le Japon, le Brésil ou Singapour. Mais Le Bourget conserva la première place internationale, avec, pour cette année, le thème suivant : « une industrie à l'avant-garde des nouvelles technologies ».

Comme le veut la tradition, le premier ministre, M. Laurent Fabius, présidera, samedi 8 juin, un déjeuner officiel de quatre mille couverts à l'issue duquel il prononcera une allocution. Ce jour-là, aussi, il est prévu une présentation en vol de tous les avions et hélicoptères présentés au sal. Le dimanche 9 juin, une fête aérienne, ouverte au public, marquera la fin du Salon.

Une industrie en état de surcapacité

« C'est la livraison d'Airbus à l'étranger qui font les embellies de notre commerce extérieur, les mois où il est équilibré, voire en solde positif. Même le ministre du commerce extérieur et du redéploiement industriel l'admet publiquement. »

Nombreux sont, en France, les industriels de l'aéronautique à faire cette constatation pour défendre un secteur de l'activité économique qui se caractérise par son dynamisme à l'exportation. Ces mêmes responsables pourraient ajouter que les ventes d'armes - plus de la moitié de leur montant annuel relève traditionnellement du domaine aéronautique - contribuent, elles aussi, à l'« embellie » des échanges commerciaux, à commencer avec les pays du Proche-Orient et du Maghreb, qui représentent, plus des deux tiers, des contrats signés à la commande.

Avec des effectifs de l'ordre de 127 700 personnes pour un chiffre d'affaires (estimé) de 65 milliards de francs en 1984, la construction aéronautique française peut présenter un bulletin de santé qui lui envierait d'autres industries.

Réparti entre 70 % d'activités militaires et 30 % d'activités civiles, ce chiffre d'affaires marque une hausse de l'ordre de 10 % en 1984 par rapport à l'année précédente. Ce qui, somme toute, n'est pas si mal, compte tenu des fluctuations monétaires et de la dégradation de la trésorerie de nombreux clients à l'étranger. Environ 65 % de ce chiffre d'affaires est réalisé à l'exportation puisque, selon les dernières évaluations de la profession, il faut s'attendre à 42 250 millions de francs de livraisons à l'étranger en 1984.

Les commandes enregistrées à l'exportation sont, elles, en augmentation presque exponentielle par rapport à celles de 1983, avec un montant avoué de 37 985 millions de francs, soit une hausse de 60 % en une année.

Tendance incertaine

Pour autant, il serait exagéré de dire que le climat est à l'euphorie chez les industriels français. La tendance pour 1985, très liée à la conclusion (ou non) de

contrats en cours de négociation, est encore trop incertaine pour justifier un optimisme qui n'est, à vrai dire, jamais de règle en ce milieu.

Un indice qui ne trompe pas en la circonstance est bien la stagnation des effectifs de l'industrie aéronautique française, à l'exception des fabricants de moteurs qui embauchent de façon plus ou moins sélective. En revanche, dans les autres secteurs, les mesures de chômage technique et de réduction des horaires sont fréquentes, et elles n'épargnent ni les bureaux d'études ni les centres de production, situés souvent dans des régions qui connaissent déjà une grave crise de l'emploi.

Certains secteurs, par exemple celui des hélicoptères, ont été frappés de langueur parce que les marchés espérés ne se sont pas toujours ouverts aussi aisément qu'il était prévu. Les dirigeants de l'aérospatiale croient cependant discerner comme un sursaut de reprise, à partir de 1985, dans le domaine des hélicoptères, où la technologie française est, très en pointe.

On observe aussi un tassement dans la production des engins tac-

tiques, lié probablement au fait que, depuis 1981, les commandes à l'étranger ont marqué le pas en provenance de clients longtemps très actifs mais, aujourd'hui, saturés.

La publicité des Malouines

Même le missile surface-surface Exocet n'échappe pas à cette récession, en dépit de la publicité que lui ont faite la guerre irano-irakienne dans le Golfe et le conflit des Malouines entre l'Argentine et la Grande-Bretagne.

Enfin, dans le domaine de l'aviation civile, s'il est vrai que la situation financière des compagnies aériennes s'est améliorée, les bénéfices ne sont pas encore suffisants pour dégager les investissements nécessaires au renouvellement des flottes : il faut néanmoins s'attendre à une légère reprise en 1986 et en 1987, avec le lancement de la nouvelle version A-320 de l'Airbus et de son réacteur CFM-56-5.

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 30.)

Spatial à tout prix

« C'est une guerre du Moyen Âge », entend-on dire parfois, mais dont les enjeux sont de ce siècle et du suivant. Depuis quelques années, en effet, l'Europe et les Etats-Unis s'affrontent dans une bataille où la première apparaît comme la championne de l'entreprise privée, et les seconds sont soupçonnés de vouloir mettre des entraves au jeu de la libre concurrence. L'Amérique menacée. Cela a de quoi surprendre. Certes, dans le passé, l'industrie américaine de l'informatique s'est vu à plusieurs reprises contester ses positions. Certes, l'industrie automobile américaine a connu ces dernières années de difficiles plus grandes encore. Mais que la suprématie américaine dans le domaine spatial soit ébranlée, c'est le monde à l'envers.

Or c'est bien de cela qu'il s'agit. Non pas que les Etats-Unis aient perdu leur quasi-monopole dans le domaine de la construction des satellites, mais plus simplement parce que leur position dans celui des lanceurs de satellites n'est plus aussi forte. Lors de l'on a su relever le défi lancé par les Soviétiques avec le premier Spoutnik, conquérir la Lune sans coup férir, et construire ce merveilleux engin qu'est la navette spatiale américaine, on suppose mal de voir l'Europe - une fois pour une fois - mordre à belles dents dans un gâteau qu'elle n'avait guère été invitée à déguster : celui du marché mondial des services de lancement de satellites.

Sur ce point, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Si l'on excepte les quatre premiers tirs de qualification du lanceur européen Ariane, ce sont trente-huit satellites qui ont été lancés Ariane entre 1982 et 1984, contre quarante-deux pour la navette américaine durant la même période. Le calcul est simple : la part du marché prise par l'Europe s'établit à 48 % contre 52 % aux Etats-Unis. L'Europe et avec elle la société Arianespace chargée de

la promotion et de la commercialisation du lanceur auraient donc tort de bouder leur plaisir. Mais de là à sombrer dans un optimisme béat, il y a un pas que les Européens doivent se garder de franchir, car, à trop sous-estimer le potentiel de réaction de l'adversaire, on se retrouve bien vite dépassé, voire terrassé. Cela, les responsables d'Arianespace semblent l'avoir bien compris, eux qui, loin de se gargariser des succès récents qu'ils ont obtenus - onze tirs réussis pour treize tentatives faites, - préfèrent affirmer que leurs ambitions actuelles visent à gagner environ 30 % du marché mondial des services de lancement.

La chance d'Ariane

Comment a-t-on pu en arriver là ? Comment la NASA et avec elle les Américains ont-ils pu laisser ce secteur leur échapper ? Sans doute, parce que trop sûrs d'eux-mêmes et pas assez intéressés par les problèmes commerciaux, ils ont prêté trop peu d'attention à la vieille Europe, mais aussi parce que Ariane a bénéficié, dans le même temps, de tout un concours de circonstances.

Le lanceur européen a en effet eu la chance d'offrir, dès le départ, des performances correspondant à peu de choses près aux besoins affichés par les propriétaires de satellites. En second lieu, les Européens ont, après bien des hésitations, réussi à s'entendre et marcher d'un même pas dans le domaine spatial.

Le fait est trop rare pour qu'on ne le souligne pas, et force est de reconnaître que la volonté politique des Etats européens dans ce domaine - même si parfois elle fut en pointillé - a été déterminante. Mieux même, la Grande-Bretagne réclame aujourd'hui de participer plus largement au programme Ariane.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(Lire la suite page 32.)

LE PROGRAMME

A l'exception du vendredi matin 31 mai, jour de l'inauguration par le chef de l'Etat, le Salon est ouvert aux professionnels tous les jours pour un prix d'entrée de 55 francs. La public n'est admise, pour un prix d'entrée de 30 francs, que les week-ends des samedi 1^{er} et dimanche 2 juin, des samedi 8 et dimanche 9 juin, ainsi que le mercredi 5 juin.

LES PRÉSENTATIONS EN VOL

Le premier week-end, des 1^{er} et 2 juin, tous les jours de la semaine, trois créneaux de démonstrations en vol : entre

Guide pratique du Bourget

11 h 30 et 12 h 30 : entre 14 heures et 18 heures, et entre 18 h 45 et 17 h 10.

La samedi 8 juin, une présentation officielle en vol sera organisée de 14 heures à 18 heures. Le dimanche 9 juin, une présentation en vol est prévue entre 10 heures et 18 heures.

LES MANIFESTATIONS

Chaque jour, un thème a été retenu : journée de la philatélie, le samedi 1^{er} juin. L'espace et le

futur, le dimanche 2 juin. Entre-tiens de médecine aérospatiale, les lundi 3 et mardi 4 juin. Colloque de l'Institut de formation universitaire et de recherche du transport aérien, les mardi 4 et mercredi 5 juin. Colloque « Technologies nouvelles, pour quel faire, à quel prix ? », de l'Institut du transport aérien, le mercredi 5. Colloque « Espace et radiocommunications », les mercredi 5, jeudi 6 et vendredi 7 juin. Colloque sur l'avenir des métaux dans les industries aérospatiales, le jeudi 7 juin.

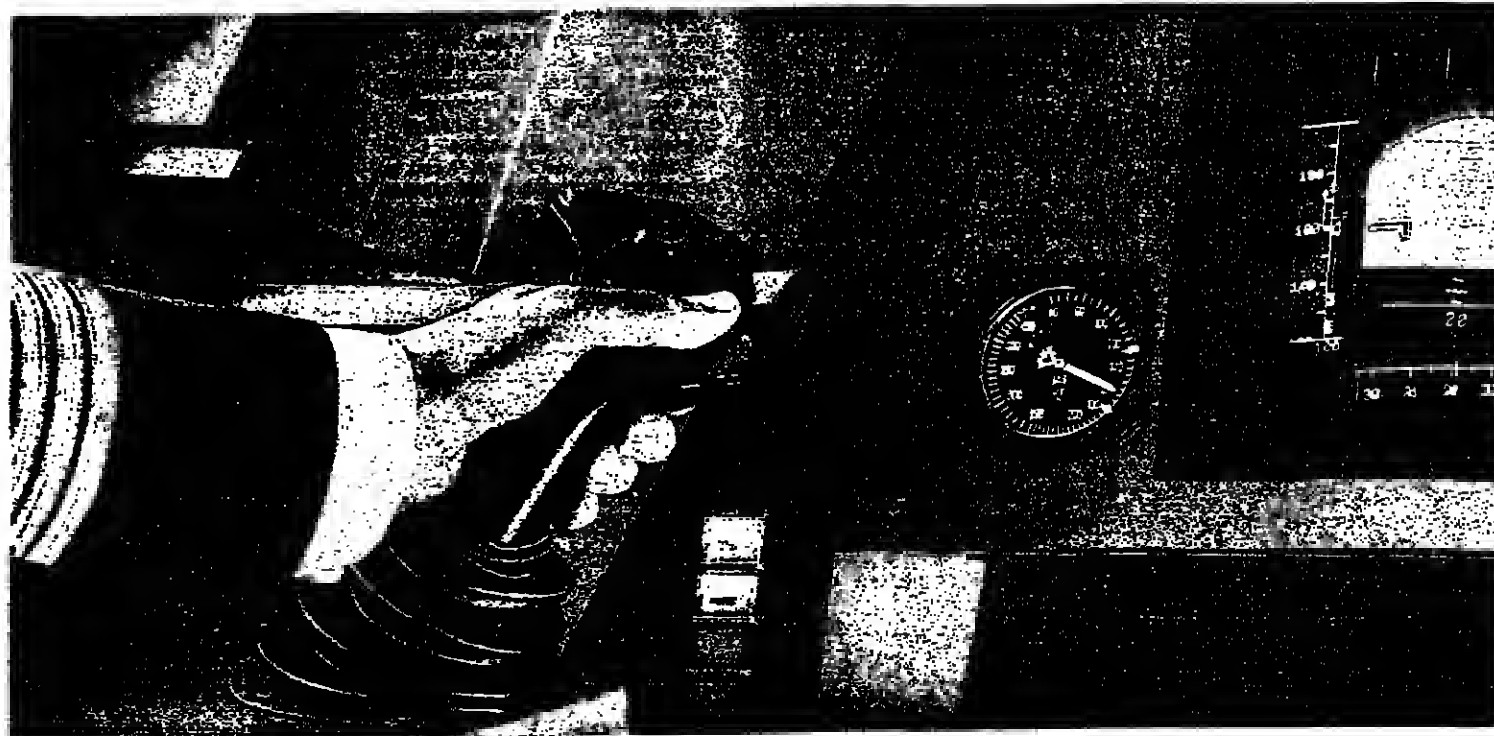
LES ACCÈS

- Autobus : ligne 152, fort d'Aubervilliers (terminus de la ligne de métro 7) - station Michelet au Bourget ; ligne 350 gare de l'Est, gare du Nord au porte de la Chapelle - station Michelet au Bourget.

- Métro : ligne 13 (descendre à Saint-Denis-Porte de Paris) et navette d'autobus gratuite entre Saint-Denis et Le Bourget.

- Rail : SNCF/RER (connecté au réseau du métro), ligne 8 du RER, arrivée gare du Bourget, navette autobus RATP pour le Salon.

Comment piloter un gros avion du bout des doigts ?



Il y a 15 ans, nous avons su faire Concorde avec des technologies encore jamais utilisées sur aucun autre avion commercial au monde.

Aujourd'hui les Airbus bénéficient de cette avance technique que nous continuons à développer et demain, le dernier-né, l'Airbus A 320, sera le premier d'une nouvelle génération d'avions, encore plus sûrs, encore plus économiques.

Son poste de pilotage sera l'une de ses nombreuses innovations. Les lourdes commandes de vol seront remplacées par des commandes électriques qui vont faciliter le confort, la sécurité et la gestion du vol. Un mini-stick latéral permettra d'un simple mouvement des doigts de transmettre les ordres les plus précis et de surveiller leur exécution sur les écrans cathodiques d'un tableau de bord de conception nouvelle où toutes les informations relatives à l'avion et au vol seront facilement accessibles.



Ces « must » de la haute technologie, c'est notre métier, avec nos partenaires d'Airbus, pour satisfaire les exigences des passagers et les intérêts économiques des compagnies, c'est spécial, c'est Aérospatiale.



c'est spécial, c'est aérospatiale.

ENTRE LE GÉANT AMÉRICAIN ET LES NOUVEAUX VENUS

Une industrie en état de surcapacité

(Suite de la page 29.)

Tout se passe, en réalité, comme si l'industrie aéronautique française se trouvait en situation de surcapacité par rapport aux besoins. Elle est contrainte, en raison même de la longueur des cycles de production, de construire les matériels bien à l'avance : entre un an et demi et trois ans avant les commandes des clients, suivant les modèles offerts.

Ce qui explique, parfois, le nombre important des productions stockées, comme les « queues blanches » par exemple, c'est-à-dire les avions fabriqués sans être vendus et, finalement, déstockés au fur et à mesure de l'intérêt de la clientèle.

En 1984, la France a engagé ou a commencé d'industrialiser plusieurs programmes majeurs, dans l'espoir de renouveler son fond de commerce : le triporteur d'affaires et de liaison intercontinentale Falcon-900, l'Airbus A-320, le bimoteur court-courrier ATR-42 (lire page 34), le nouvel avion de surveillance maritime ATL-2, l'hélicoptère franco-allemand de lutte antichar et anti-hélicoptère, le lanceur Ariane-5, le véhicule spatial Hermès, le projet européen d'un nouvel hélicoptère lourd de transport, le missile tactile nucléaire Hadès, l'avion de combat de démonstration Rafale (l'ex-ACX, proposé à quatre pays européens partenaires de la France), le réacteur

militaire M-88, un missile supersonique antinavires et des versions dérivées du CFM-56.

Tous ces programmes, dont les études ont été lancées plusieurs années auparavant, requièrent aujourd'hui des crédits importants pour leur développement, et leur concrétisation ne va pas manquer de poser de redoutables problèmes de financement.

Aucune société française n'est en mesure de se passer d'une participation financière de l'Etat, qu'il s'agisse d'un programme national (comme le missile Hadès) ou d'un projet en coopération (comme le sont pour la plupart d'entre eux). En effet, les fonds propres de ces sociétés sont largement insuffisants et, s'il leur fal-

lait se contenter de recourir aux emprunts bancaires, le niveau de leurs besoins financiers serait tel qu'il se révélerait incompatible avec les capacités d'endettement de ces mêmes entreprises. D'où la nécessité d'obtenir de l'Etat des avances remboursables ou des dotations en capital à un moment où tant d'autres secteurs sollicitent le gouvernement.

On pourrait en dire autant pour tout ce qui touche à la recherche destinée à concevoir les matériels de la prochaine décennie et à assurer la continuité du haut niveau technologique atteint par l'industrie française aéronautique. Là encore, force est de constater qu'on enregistre un recul des crédits.

Certes, le ministère de la défense, qui est le principal bailleur de fonds en la circonstance, peut faire valoir que ses crédits ont fléchi en 1984, avec un montant de 20 milliards de francs, environ le tiers des ressources budgétaires nationales en matière de recherche et de développement (87 milliards de francs). Ce qui est donc loin d'être négligeable, comparé à l'effort de toutes les administrations civiles réunies (47 milliards de francs) et à l'investissement complémentaire des entreprises publiques ou privées (38 milliards de francs). Reste que ces budgets de la recherche diminuent en francs constants alors que, dans le même temps, les concurrents étrangers, notamment aux Etats-Unis, bénéficient d'une manne publique énorme.

A rebrousse-poil

« Nos principaux concurrents sont les grandes sociétés américaines, note M. Henri Martre, président-directeur général de l'Aéronautique, et celles-ci ont une santé beaucoup plus brillante que la nôtre, même si nous n'espérons pas, pour nous-mêmes, un redressement aussi rapide. Toutes ces sociétés ont connu, au cours des années précédentes, des commandes très importantes du ministère américain de la défense. Ce qui leur a assuré une croissance rapide dans des conditions de rentabilité généralement honnêtes. Il s'ensuit que ces sociétés font apparaître des résultats financiers très bons, qui leur donnent des marges de manœuvre considérables dont nous ne disposons pas. »

Au contraire des Etats-Unis, qui s'approprient à lancer des programmes mobilisateurs, comme en témoigne l'initiative de défense stratégique du président Reagan (abusivement appelée « guerre des étoiles »), la France semble hésiter sur ses propres projets (comme le missile antimissile SX ou de nouveaux satellites), et elle doit perdre du temps pour convaincre ses alliés de l'urgence nécessaire à concevoir une Europe de la technologie (informatique,

électronique, optique, matériaux nouveaux, lasers et faisceaux de particules) autour du programme Euréka.

D'une manière générale, la coopération prend les industriels français de l'aéronautique à rebrousse-poil : ils sont convaincus de son inévitabilité, mais ils craignent les effets nocifs d'une communauté inégale, surtout lorsque cette coopération se traduit, pour eux, par l'obligation d'accorder des compensations industrielles à un client ou à un partenaire.

Coopération et transferts

La compétition internationale dans le domaine de l'aviation civile comme dans celui des matériels militaires contraindrait les fournisseurs à consentir aux acheteurs des avantages en nature, sous la forme d'échanges industriels (les transferts technologiques) ou de compensations de travail sur place. Du même coup, certains fabricants français — en particulier des constructeurs d'équipements aéronautiques et des sous-traitants — se voient déléguer d'une partie de leur plan de charge, et ils se privent d'importantes possibilités à l'exportation dans des secteurs où leur spécialité est généralement bien reconnue.

D'où l'inquiétude des sociétés d'équipements, qui n'admettent pas que, pour des raisons politiques, leur savoir-faire soit sacrifié sur l'autel de la coopération par le biais des transferts de technologie, alors que le bilan commercial de ce secteur industriel a enregistré un solde positif, en 1984, de 8 500 millions de francs. Cette branche de l'industrie aéronautique française emploie environ 38 730 travailleurs en 1985.

D'où, encore, la crainte de constructeurs plus puissants, tel Dassault-Breguet ou la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA), que le programme, en cours d'examen, d'un avion de combat commun à cinq pays européens (le FACE) ne soit l'occasion pour les partenaires de la France de piller le patrimoine technologique national ou de leur contester leur aptitude à coordonner les opérations en leur nom.

« Le succès remporté à l'exportation par le Mirage-2000, en face d'une concurrence acharnée, prouve bien que la France maîtrise parfaitement les technologies les plus avancées », observe le syndicat CGC. « Il se pose la question de savoir si c'est l'intérêt de la France de transférer cette compétence par une large coopération européenne. » Sur ce point, le CGC parle aussi pour le compte de nombreuses autres centrales syndicales.

Pour autant, peut-on se dispenser de lancer des programmes en collaboration et doit-on s'interdire de proposer à un client, pour se l'attacher à

terme, de l'aider à surmonter ses difficultés techniques et industrielles ? Au contraire, ne doit-on pas chercher, pour chaque projet, la meilleure coopération qui permette de le réaliser sans ruiner le contributeur français, et ne peut-on pas, sans aliéner son autonomie, tenter de répondre à l'attente de certains acheteurs qui veulent développer leur propre industrie pour limiter leurs commandes à l'étranger et réduire leur dépendance technologique à l'égard des deux Grands ?

Entre tous ces écueils, la marge de manœuvre de la France reste étroite, surtout si les industriels eux-mêmes n'y mettent pas du leur et laissent à leur gouvernement le soin d'arbitrer.

Parce que les activités aéronautiques sont entourées d'un grand prestige dans le monde, de nombreux Etats ont l'ambition d'édifier, puis de développer, une industrie nationale à des fins civiles et militaires, demain à destination de l'espace. C'est aujourd'hui le cas du Brésil, de la Chine populaire, de l'Argentine ou de l'Inde, autant de nouveaux pays dans ce secteur qui vont accroître le « risque de surcapacité mondiale », comme l'explique le général Jacques Mitterrand, président du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales.

Les futurs concurrents

« Partout, des industries se développent, s'enrichissent M. Martre. Malheureusement, le marché de l'aéronautique se développe, lui, à un rythme beaucoup plus lent, et il faut en tenir compte dans nos prévisions. Nous devons savoir que parmi les nombreuses industries aéronautiques qui naissent ou se développent actuellement, certaines seront un jour des concurrentes. »

Au ministère de la défense, qui est, en France, l'administration de tutelle de la construction aéronautique, on admet que, de plus en plus fréquemment, l'achat de matériels majeurs par un client est désormais mis à profit par celui-ci pour demander simultanément à être associé à sa fabrication. Cette demande d'association et de transfert technologique est un élément clé de la négociation, qui, de ce fait, est encore plus dure.

« Nous sommes en quelque sorte coincés entre, d'un côté, les Américains, qui sont superpuissants, et, de l'autre, un certain nombre d'industries émergentes, constate M. Martre. Entre ces deux pôles, il faudra bien faire notre chemin et développer des activités dans ce contexte particulièrement difficile. »

Conclusion : il reste à la France les composants de haute technologie ou les matériels totalement intégrés en grande ensemble sophistiqués que les industries étrangères ne maîtrisent pas.

JACQUES ISNARD.

3 TITRES
3 DOCUMENTS

Pour vous informer sur les nouvelles techniques militaires et aéronautiques

Aviation
INTERNATIONAL

Numéro Spécial du Salon du Bourget — 188 pages — Plus de 100 photos couleurs. Tous les avions et hélicoptères exposés au Salon avec leurs caractéristiques et performances. Révélation exclusive sur de nouveaux appareils et moteurs soviétiques. Le numéro : 20 F.



Le seul mensuel français traitant des nouveaux matériels utilisés par les trois armes des grandes et des petites nations. Une édition française, une édition anglaise. Le numéro : 34 F. ET BIENTOT UNE EDITION EN LANGUE ARABE

AIR FAN

Le mensuel militaire des fans de la belle photo et des documents rares. Le numéro de juin est plus spécialement consacré aux Forces Aériennes Belges. On y trouve aussi la meilleure rubrique pour les fans de la maquette de précision. Le numéro : 22 F.

VOUS POUVEZ TROUVER CES 3 TITRES CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX HABITUEL. AINSI QU'AU SALON DU BOURGET

Pour tous renseignements, UNE SEULE ADRESSE

48, boulevard des Batignolles, 75017 PARIS - Tél. 387.32.05 - Téléc. 230163 Code 180
TARIF D'ABONNEMENTS GROUPÉS SUR DEMANDE

Une activité largement exportatrice

(En millions de francs)	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Chiffre d'affaires	15 500	19 900	22 026	24 226	27 624	35 173	43 762	51 336	60 284	65 000
Livraison à l'exportation	7 186	10 350	11 516	13 350	15 676	20 504	27 110	32 122	38 599	42 250
Importations	2 708	2 693	3 093	3 682	4 576	5 900	9 633	9 432	10 275	11 300
Commandes à l'exportation	9 210	9 710	23 831	17 154	26 890	27 017	35 174	44 380	23 836	37 985

Comment les pompiers japonais vont-ils au feu ?



Les pompiers de Tokyo vont au feu avec des hélicoptères français. Depuis de longues années, l'aéronautique équipe les pompiers de Tokyo ou de Yokohama avec des Alouette, Puma et tout récemment avec des Dauphin. Ils sont les meilleurs clients de l'Aéronautique au Japon.

En association avec Sony et Noraki, les hélicoptères Aerospatiale se sont imposés comme les meilleurs pour la lutte contre le feu, mais aussi la surveillance.

En outre, et des quantités d'autres missions depuis le transport des VIP jusqu'aux reportages TV.

Aux USA, la Coast Guard a également choisi Aerospatiale et va utiliser, par tous les temps, de l'Alaska au Golfe du Mexique, pour ses diverses missions de surveillance, de secours, etc. 96 Dauphin spécialement adaptés à ses besoins (écarts de température, maniabilité, stabilité, etc.).

Dans le domaine des hélicoptères, comme dans toutes nos activités, nous mettons à la disposition du client qualité



technique, adaptation aux besoins spécifiques, coopération... C'est ainsi que nous réalisons 80 % de nos marchés à l'exportation.

Développer des solutions adaptées aux problèmes de nos clients, c'est spécial, c'est Aerospatiale.

aerospatiale

c'est spécial, c'est aerospatiale.

هكذا من الأصل

250 MILLIONS DE DOLLARS POUR UN TIR DE NAVETTE

Spatial à tout prix

(Suite de la page 29.)

Ensuite, l'Europe, sous la pression notamment des Français, a eu très vite l'idée de développer une famille de lanceurs Ariane adaptée aux nouveaux besoins du marché, mais surtout de confier leur commercialisation et leur promotion à une société de droit privé : Arianeespace. Enfin, et c'est certainement l'un des points les plus importants de ce débat, l'Europe a bénéficié des erreurs de la politique spatiale américaine qui a tout misé sur la navette, abandonnant trop vite le développement de lanceurs classiques comme le Thor-Delta et l'Atlas Centaur, mieux adaptés à l'envoi de satellites en

orbite géostationnaire (36 000 kilomètres d'altitude). Là, le choix fut mauvais et s'il est vrai que les quatre navettes spatiales américaines (Columbia, Challenger, Discovery et Atlantis) sont des merveilles techniques et font pâlir d'envie plus d'un ingénieur, il est tout aussi vrai que le nouveau moyen de transport américain n'a tenu ses promesses ni sur le plan technique ni sur le plan commercial.

A telle enseigne que les militaires américains eux-mêmes, soucieux de leurs intérêts, ont obtenu récemment l'autorisation de faire construire dix nouveaux lanceurs classiques de type Titan 34-D7 à tirer entre 1988

et 1993 pour des mises en orbite géostationnaires. De là à penser que quelque chose ne va pas au pays de l'inventeur de la première fusée à combustibles liquides...

Complexité de manœuvre

La navette est en effet un véhicule cher et mal adapté au lancement de satellites sur orbite géostationnaire. Au contraire d'Ariane, lanceur entièrement consommable qui délivre sa charge sur une trajectoire elliptique de 200 kilomètres de périapsis et 36 000 kilomètres d'apogée, la navette place ses satellites

sur une orbite circulaire de quelques centaines de kilomètres d'altitude. Résultat, une seule manœuvre est nécessaire pour amener les satellites d'Ariane à poste, tandis que plusieurs le sont pour la même opération avec la navette.

C'est cette complexité de la manœuvre qui a fait du tir au véhicule américain, dont chacun s'accorde à penser qu'il est l'un des plus fiables, sinon le plus fiable des moyens de transports spatiaux en service. Mais cela ne suffit pas. Encore faut-il que les moteurs d'appoint des satellites fonctionnent, que les interrupteurs de mise sous tension des charges utiles se ferment, etc. Toutes opérations qui ne connaissent pas actuellement un taux de réussite suffisant et qui ont conduit indirectement la navette à perdre des satellites. Une situation bien fâcheuse pour l'image de marque de la navette, qui ne fait pas ces temps-ci le bonheur des assureurs. Un chiffre : en 1984, ils ont dû, à cause de la navette, régler la bagatelle de 187 millions de dollars, tandis que dans le même temps Ariane accumulait les succès.

S'ajoute à cela le fait que la navette est chère. Le caractère récupérable et réutilisable de l'engin, qui devait tout faire pour son économie, n'est guère démontré. Pas plus que les affirmations selon lesquelles la navette devait faire baisser d'un facteur dix le coût du kilo en orbite. La navette coûte cher, et même très cher, comme tous les véhicules qui abritent un équipage d'astronautes. La sécurité consentie pour une telle présence se répercute dans le prix de revient de l'engin. Une preuve ? La voici. Entre 1981 et 1983, chaque tir de la navette est revenu - hors coûts de recherche et de développement, hors investissements et coût des recharges - à 250 millions de dollars environ. Certes, la NASA estime que ce prix devrait considérablement baisser pour s'établir aux environs de 150 millions de dollars, mais à la condition d'effectuer chaque année vingt-quatre lancements, ce qui est encore loin d'être le cas.

Alors ? Comment atteindre l'équilibre financier lorsque l'on dit que, en retour de la mise en orbite des satellites embarqués, la NASA perçoit pour le contenu de l'ensemble de la soude quelque 35 millions de dollars, et ce aux conditions économiques de 1982. Mais l'offre n'est valable que jusqu'en octobre de cette année. Après, il faudra acquitter 71 millions de dollars pour la période allant d'octobre 1983 à octobre 1988. Mais, au-delà, personne ne

sait encore à quoi s'en tenir. Pas plus les Américains que les Européens.

Tout le débat est là. Chacun est dans l'expectative. Les responsables d'Arianeespace attendent la nouvelle politique de prix qui devrait faire suite aux décisions prises par le président Reagan d'appliquer à partir de 1988 une politique de récupération totale des coûts de la navette (*full costs recovery*). Or les Américains sont empêtrés entre la volonté de commercialiser et de privatiser les services de lancement effectués par des fusées classiques et la nécessité de rentabiliser à tout prix la navette, « atout national et véhicule prioritaire pour les missions gouvernementales et militaires ».

Coûts de recherche

Derrière tout cela, c'est en effet l'avenir d'Ariane qui se joue, mais aussi celui de sociétés américaines qui, comme Transpace Carriers Inc., veulent rénover des fusées classiques comme le Thor-Delta et assurer leur commercialisation. Que les prix futurs de la navette viennent à être trop élevés, et Arianeespace, présent dans la course bien avant Transpace Carriers, se frotera les mains. Qu'ils soient au contraire trop bas, et c'est tout l'équilibre de la société qui sera rompu, même si celle-ci affiche aujourd'hui un carnet de commandes de quelque 6 milliards de francs, pour vingt-trois satellites, dont 40 % font l'objet de contrats export. C'est à ce petit jeu des estimations que les experts se livrent en ce moment.

Certes, quelques indications ont filtré. Mais, loin de simplifier le débat, elles le compliquent. Tandis que la NASA avance un chiffre de 87 millions de dollars (prix 1982) pour la période allant au-delà d'octobre 1988, certaines autres estimations de l'administration affirment qu'un prix de 30 % supérieur serait plus réaliste.

Dans le même temps, le bureau du Congrès pour le budget (CBO) fait état d'une étude selon laquelle la fourchette de prix pourrait aller de 84 à 150 millions de dollars sous réserve d'une exécution de tir annuelle de vingt-quatre lancements. Entrent en ligne de compte, en fonction des options retenues, la prise en compte de frais aussi divers que les coûts de recherche et développement, les investissements faits, etc. Dans l'hypothèse de dix-huit lancements par an seulement, ces chiffres passeraient alors de 98 à 186 millions de dollars, toujours aux conditions économiques de 1982.

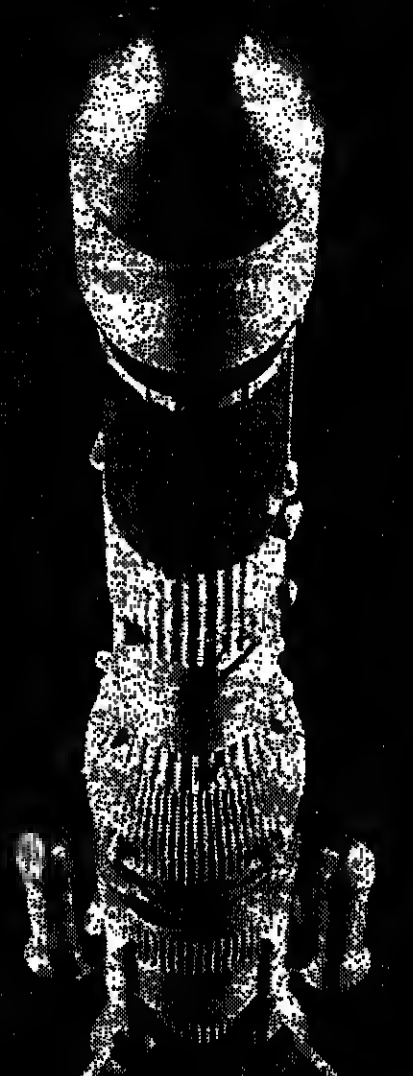
Qui croire ? D'autant qu'aux Etats-Unis le président de Transpace Carriers Inc., M. Antonio L. Savoca, a dit tout net au Congrès que le prix de 87 millions de dollars lui paraissait trop bas pour qu'une industrie privée des lancements de satellites au moyen de fusées classiques puisse voir le jour. En revanche, son affaire pourrait être rentable si la NASA affichait pour la navette un prix de 150 millions de dollars. Qui croire encore lorsque l'on sait que la Chambre des représentants a proposé une résolution aux termes de laquelle les prix s'établiraient, semble-t-il, entre 45 et 106 millions de dollars, à charge pour l'administrateur de la NASA de fixer les tarifs cas par cas ? Qui croire enfin, lorsque l'on sait que le Sénat, dominé en majorité par des gens du budget, ne s'est pas encore prononcé ?

Il faut attendre, car, même si les décisions américaines sont remises semaine après semaine, personne n'écartera l'idée d'une déclaration dans le courant du mois de juillet, voire - pourquoi pas ? - d'une annonce en juin au moment du Salon. Outre-Atlantique, nombre de raisons d'ordre budgétaire, commercial et technique (plan de charge de la navette notamment) poussent à une telle solution.

L'imbroglio et les intrigues politiques sont tels que bien peu s'y retrouvent. Qui ? Peut-être Arianeespace, qui, au pis, peut s'enorgueillir d'avoir dans le plan aux Américains en commercialisant le transport spatial. Mais les responsables d'Arianeespace restent cependant prudents. « Bien qu'il nous paraisse douteux, disent-ils, que la NASA puisse atteindre et justifier une cadence de vingt-quatre lancements de navette par an, bien qu'aucune considération ne soit donnée au remplacement des navettes, l'analyse du CBO paraît à l'ensemble des spécialistes de l'Europe ne pas devoir être remise en question et aller dans le sens des directives du président Reagan. A preuve, ajoutent-ils, les déclarations faites par certains constructeurs américains de fusées classiques qui estiment pouvoir vivre à un prix de 110 à 120 millions de dollars. »

Une telle politique de prix permettrait, disent certains experts, à Arianeespace d'atteindre ses objectifs commerciaux : 30 % du marché, soit pour la période comprise entre 1987 et 1991 une cinquantaine de cent quarante-quatre satellites qui seront lancés pendant ces années.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.



DROIT AU BUT

arianespace

LA PREMIÈRE SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE TRANSPORT SPATIAL

Arianeespace Inc.
1741 Pennsylvania Avenue NW, Suite 870
Washington DC 20006 USA Tel: (202) 775-9700

Le Groupe Arianeespace
10000 Lakeside Drive
Tel: (415) 957-0222 Telex: 510000

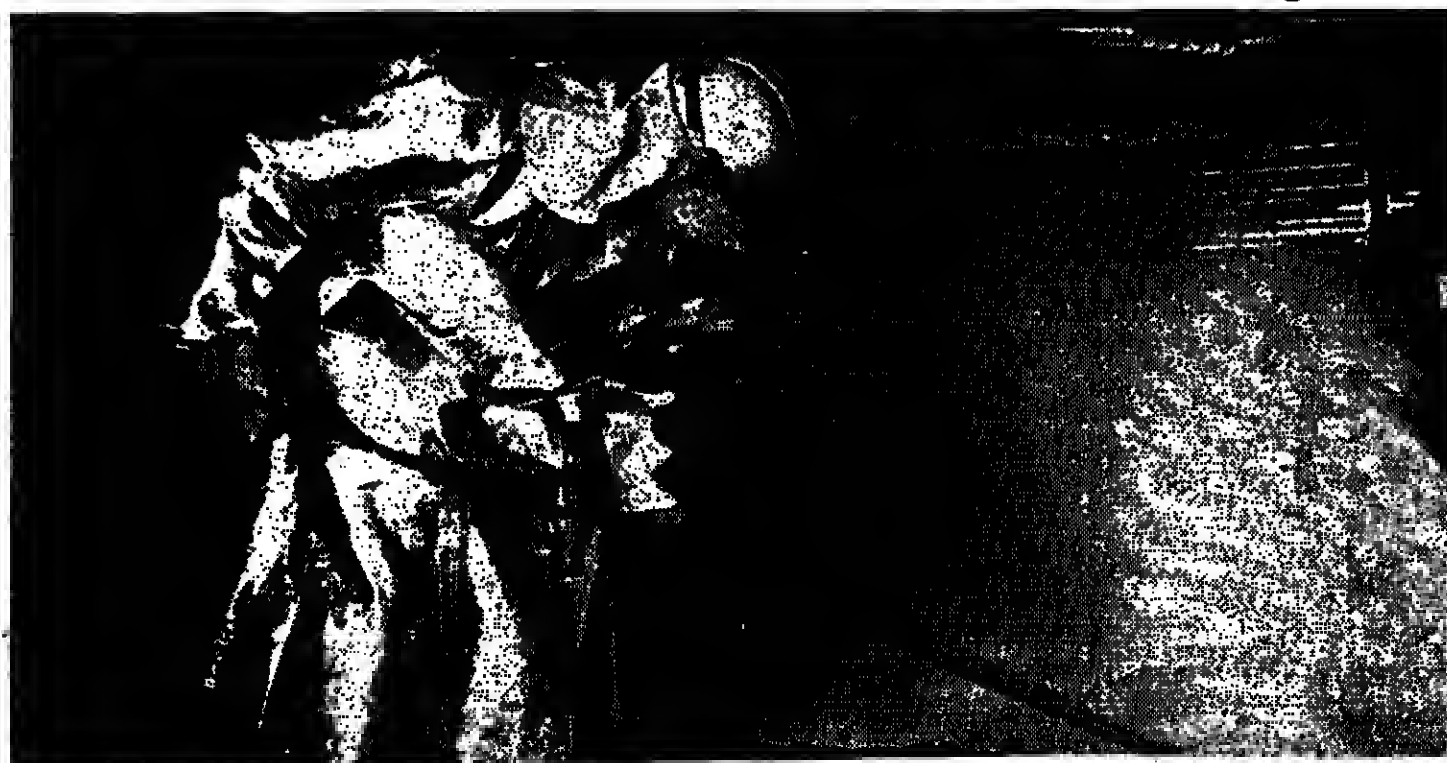
Estimation du marché des satellites commerciaux (sauf URSS) à lancer entre 1987 et 1991

Applications	Nombre de satellites d'après les estimations de :			
	Arianeespace	Satell Conseil	Battelle Hypothèse Basse	Battelle Hypothèse Haute
I. - Communications				
- Téléphonie	95	123	75	132
- Télévision et radiodiffusion				
- Transmission de données	29	32	28	54
II. - Observation de la Terre	20		14	22
III. - Science et étude planétaire				
TOTAL I + II + III (1)	144	155	118	208
Compatible avec Ariane				

En moyenne : 28 à 31 satellites lancés chaque année.

(1) D'autres applications sont envisageables, en particulier le traitement des matériaux. Mais il est difficile de faire des estimations à ce sujet.

Comment mettre votre technologie à l'heure spatiale ?



Utilisation des torches à plasma en soudure, du carbone ou du kevlar pour des tubes de forage pétrolier, des nids de bateaux ou tout simplement le cœur artificiel.

Industrie de l'aéronautique et de l'espace, nous transférons notre maîtrise des technologies les plus avancées dans tous les domaines où elle peut apporter productivité, rentabilité, progrès technique ou humain.

CFAO, robotique, holographie, micromécanique, matériaux composites... Être à la pointe de l'avance technologique est notre défi quotidien.

Mais pour nous, innover, c'est aussi partager. C'est ce qui rend notre entreprise aussi spéciale. C'est spécial, c'est Aérospatiale.



c'est spécial. c'est aérospatiale.

هكذا من الأصل

TÉLÉVISION DIRECTE, SATELLITES ET ANTENNES

Philips et Thomson face à TDF-1

C'est devant le grand marché de l'avenir. Dans les pays à géographie difficile, à population clairsemée, à niveau culturel faible, installer un réseau de récepteurs pour télévision est une tâche gigantesque. Les routes d'accès vers les sommets montagneux, l'on pourrait installer ces récepteurs n'existent pas. Les techniciens en électronique qui assureraient leur maintenance font défaut. Le satellite de télédiffusion directe ou semi-directe est le seul moyen réaliste de fournir aux habitants des programmes de télévision, instruments éducatifs incomparables et, ce qui est parfois crucial, outils de formation d'une conscience nationale. Et les pays développés, qui disposent de réseaux terrestres, ont encore des besoins importants. Ainsi compte-t-on aux États-Unis quelque cinq millions de foyers qui ne peuvent recevoir aucun programme de télévision.

Certains ont inventé la télévision directe pour leur propre compte, achetant de grandes et coûteuses antennes pour capter les émissions de satellites qui relaient des programmes télévisés entre divers points fixes du territoire, émissions réservées en principe aux stations locales d'un réseau.

Les études prospectives prévoient donc qu'un grand nombre de satellites de télédiffusion directe seront en orbite à la fin du siècle. Des centaines de millions de foyers pourraient être équipés des antennes paraboliques et dispositifs de réception associés que requiert la réception des programmes. Il y a là un marché fantastique. Qu'en pensent les industriels qui fournissent ces équipements ? En France, ils sont deux : la branche grand public de Thomson, associée au sein du groupement d'intérêt économique Cosmvision avec la société rémoise Tonna Electronique et la société Portenseigne, du groupe Philips, qui coordonne l'activité antennes de réception au sein de ce groupe. Ils n'en pensent rien. Ils ne veulent surtout rien en penser. Vous avez dit « centaines de millions » ? Mon bon monsieur, redescendez sur la Terre, et dites-nous simplement si la fourniture d'antennes en 1987 doit être de quelques milliers ou de cent mille.

Car c'est ainsi que la question se pose actuellement pour les industriels. Il leur faut engager dans les semaines qui viennent, avant l'été, les investissements nécessaires pour produire à la fin de 1986 et en 1987 les équipements de réception des programmes qui seront diffusés par les satellites de télédiffusion directe. Dans un an, le satellite allemand TV-Sat devrait déjà être en orbite, mais il n'est pas encore décidé qu'il fournisse un service opérationnel. Ce sera, en revanche, le cas du satellite français TDF-1, qu'Ariane doit en principe mettre en orbite le 7 juillet 1986 - est-ce un hasard si ce jour marque l'anniversaire de M. Georges Fillard ? Un second satellite est en construction et sera lancé dès août 1987, si besoin est, pour assurer la continuité du service. D'autres satellites prendront ultérieurement le relais. En d'autres termes, le pas est franchi, la télévision directe deviendra une réalité en France dès la mise en service opérationnelle de TDF-1, en début 1987.

Les programmes pas l'engin

En France et presque dans toute l'Europe occidentale, car l'ellipse de diffusion du satellite débordait largement les frontières nationales : Londres, Florence, Munich et Barcelone recevront les programmes dans d'excellentes conditions que la France, Madrid, Glasgow ou Vienne auront besoin d'antennes un peu meilleures. Début 1987, il existera donc des clients potentiels en nombre important. Et ce nombre ne peut que croître au fur et à mesure des lancements de satellites pour d'autres pays. La Suède a engagé la construction de Télé-X, à lancer en février 1987. En juillet de la même année, le satellite expérimental européen Olympus sera en orbite et devrait diffuser des programmes vers l'Italie. Les Britanniques ont le projet Unisat, actuellement remis en question, mais qui peut quand même aboutir. Hors Europe, outre les divers projets américains ou japonais, on peut citer le satellite australien Aussat mais pour Philips ou Thomson, ce sont des marchés moins faciles à saisir.

L'ennui est qu'annoncer la mise d'un satellite en orbite ne provoque pas le moindre sursaut. Ce qui intéresse le téléspectateur, ce sont les programmes, pas l'engin qui les relaie. L'industriel veut aussi connaître les caractéristiques techniques de diffusion de ces programmes. Or c'est pour l'instant le flou complet. Quels programmes, en quel nombre, diffusera TDF-1 ? On l'ignore. Diffusés suivant quelle norme ? Une décision de principe est prise, le choix est fait de la norme D2-Mac-Paquets. Mais quelques options techniques restent encore à lever.

La norme D2-Mac-Paquets a de nombreux avantages, en particulier celui d'associer quatre canaux sonores à chaque programme télévisé. On peut ainsi contourner les barrières linguistiques et offrir des programmes compréhensibles par tous. Elle donne aussi une image meilleure que les PAL ou SECAM actuels, tout en restant adaptable aux récepteurs existants. Mais on paie d'une grande complexité ces incontestables qualités. Le décodeur nécessaire se présente actuellement comme une armoire électronique, que nul ne souhaite - indépendamment de son prix - voir trôner dans son salon. Pour le ramener à des dimensions acceptables, il faut lancer d'urgence la production de circuits intégrés spécifiques. Or quelques points de la norme ne sont pas fixés, et surtout une production de circuits intégrés est un investissement lourd, organisé en vue de fournir des quantités importantes. Il faut donc pouvoir les évaluer.

Les autres points sont moins critiques. La fabrication de l'antenne proprement dite, un réflecteur parabolique dont le diamètre devrait dans bien des cas descendre au-dessous de soixante-dix centimètres, est un problème mécanique simple, même si une bonne précision est nécessaire. La tête haute fréquence, qui capte le signal reçu du satellite, et ramène sa fréquence de 12 gigahertz aux alentours de 1 gigahertz, exige des circuits intégrés à l'arsénure de gallium. Chez Portenseigne, on utilisera le circuit intégré développé à cette fin par le Laboratoire d'électronique physique, autre société du groupe Philips.

Chez Thomson, on achètera probablement des composants japonais. Les industriels se préparent donc à produire. Mais en quelle quantité ? On en revient toujours au problème de la clientèle, donc des programmes, éternelle bouteille à l'encre. Il y a huit mois, un point semblait acquis : la Compagnie luxembourgeoise de télévision occuperait deux canaux de TDF-1, pour émettre un programme français et un programme allemand. Ce n'est plus du tout certain. M. Pierre Desgranges a étudié une chaîne culturelle. Le rapport Bredin vient d'ouvrir de nouvelles pistes, encore mal définies. M. Jacques Pomonti, chargé de la mise en œuvre opérationnelle du satellite, parle de dissocier les canaux de programmes, ou du moins des programmeurs (le Monde du 10 mai). Plusieurs sociétés s'associeraient suivant un montage « nouveau et pas très simple ». Or le temps presse.

D'autre part, un système de réception satellitaire est pour le particulier un investissement coûteux, qu'il choisisse la réception individuelle ou soit desservi par une antenne collective. On avance des chiffres de 5 000 francs à Thomson, de 7 500 francs chez Portenseigne, qui ne signifient pas grand-chose mais donnent l'ordre de grandeur : le prix d'un bon téléviseur. Or des études

montrent que les dépenses de loisirs des Français sont constantes depuis plusieurs années. La télévision va donc entrer directement en concurrence avec d'autres achats de biens d'équipement, ce qui ne laisse pas augurer un démarrage rapide. Thomson et Philips vont donc faire des investissements coûteux - on reconnaît des deux côtés qu'il faut de toute manière « y aller » - sans savoir quel niveau de production est réaliste, sans être convaincus de l'existence d'un marché qui puisse amortir ces investissements en un temps raisonnable, et bien persuadés que les estimations qui ont été faites sont exagérées. Ils ne croient guère à l'exportation - hors Allemagne - du moins dans un délai raisonnable. Aussi craignent-ils bien fort qu'ils n'aient pas les moyens financiers nécessaires. Ils espèrent que la société d'exploitation du satellite participera de manière importante à la commercialisation des antennes. Une part de ces déclarations fait évidemment partie du jeu normal des négociations, mais une autre part traduit incontestablement les réelles difficultés qu'ils rencontrent.

MAURICE ARVONNIN.

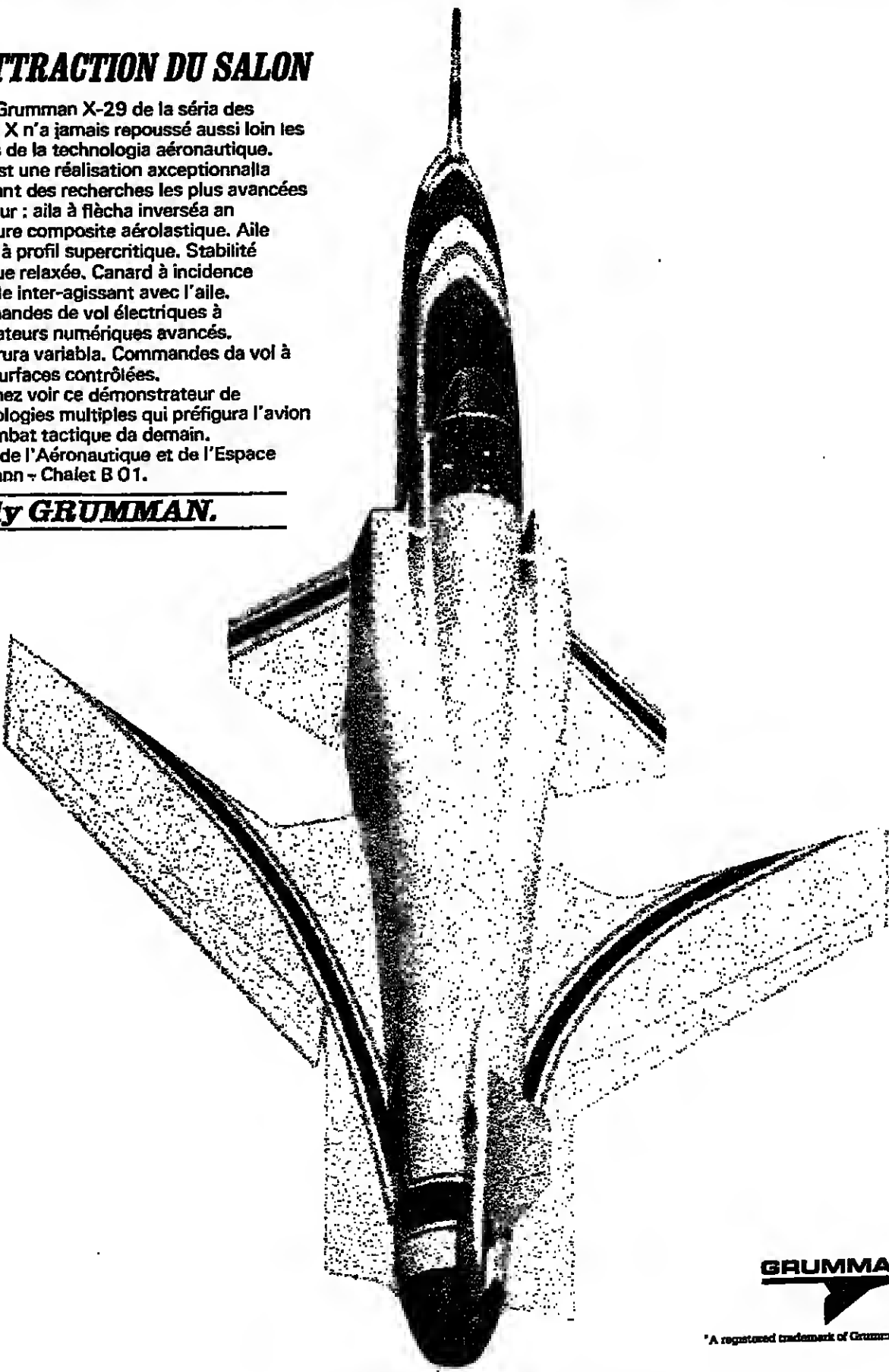
L'ATTRACTION DU SALON

Le Grumman X-29 de la série des avions X n'a jamais repoussé aussi loin les limites de la technologie aéronautique.

C'est une réalisation exceptionnelle résultant des recherches les plus avancées à ce jour : aile à flèche inversée an structure composite aérolastique. Aile mince à profil supercritique. Stabilité statique relaxée. Canard à incidence variable inter-agissant avec l'aile. Commandes de vol électriques à calculateurs numériques avancés. Cambrure variable. Commandes de vol à travers surfaces contrôlées.

Venez voir ce démonstrateur de technologies multiples qui préfigure l'avion de combat tactique de demain. Salon de l'Aéronautique et de l'Espace Grumman - Châlet B 01.

Only GRUMMAN.



GRUMMAN®

* A registered trademark of Grumman Corporation.

UN NOUVEAU SYSTÈME DE PILOTAGE

La lumière qui tourne

LES spécialistes l'appellent l'effet Sagnac. C'est une conséquence du principe relativiste qui affirme que la vitesse de la lumière est une constante universelle : on en déduit que si deux faisceaux lumineux partent du même point et y reviennent en ayant parcouru, du même circuit, mais dans deux sens différents, ils mettent exactement la même durée. Fort bien, mais les spécialistes précisent aussi que ce principe ne s'applique que dans les « référentiels galiléens », ce qui revient en pratique à dire que le circuit parcouru par la lumière doit avoir une orientation fixe par rapport aux directions des étoiles. Que se passe-t-il s'il est installé - c'est un cas fréquent ! - à la surface d'une balle tournante ? Le physicien français Georges Sagnac a montré en 1913 que les deux faisceaux lumineux ont alors des temps de trajet légèrement différents. La mesure de cette différence permet de connaître la vitesse de rotation de la Terre, ou encore la longueur du jour. Ce n'est pas une curiosité complètement inconnue...

Le circuit lumineux peut être dans un avion ou un missile. Supposons que celui-ci se dirige d'ouest en est. Du point de vue des étoiles, il tourne plus vite. L'effet Sagnac permet de mesurer cet accroissement de vitesse, donc la vitesse de l'engin par rapport au sol. C'est déjà plus intéressant. De plus, on peut ainsi enregistrer tous les mouvements de rotation de l'engin et utiliser l'effet Sagnac pour faire du pilotage. Cela ouvre d'énormes possibilités.

Quand on met des chiffres dans les équations, le paysage s'assombrît. L'effet Sagnac existe, mais il est minuscule. Les fibres optiques permettent de construire de très longs circuits à faible encombrement, et des travaux ont été menés dans ce sens. Une autre possibilité est d'utiliser des lasers, avec lesquels on peut créer une variante d'effet Sagnac donnant une plus grande sensibilité.

Depuis vingt ans, plusieurs industriels au monde ont travaillé sur les gyroscopes lasers, après avoir appris comment éviter une interaction entre les deux faisceaux lasers, qui interfèrent toute mesure aux basses vitesses. Ces gyroscopes sont des engins relativement simples à construire, sans pièces mobiles, capables de remplacer les gyroscopes mécaniques où des pièces en rotation rapide peuvent parfois être séparées des parties fixes par des distances inférieures au milliètre.

Mais il faut toujours longtemps pour qu'une technologie nouvelle remplace une devancière éprouvée, surtout dans des domaines comme ceux de l'aéronautique et de l'espace où l'on cherche avant tout la fiabilité. Le gyroscope au du mal à « décoller », mais le tournant semble pris. Honeywell a reçu commande d'une centrale à gyroscopes pour équiper l'Airbus A-320. Et Ariane-4 emportera, à côté de la centrale inertielle « classique » de Ferranti qui équipe les autres versions du lanceur, une centrale à gyroscopes construite par la SFENA, en association avec sa filiale Quantel.

M. A.

6 vols quotidiens sans escale pour les USA. Qui dit mieux ?

TWA la seule compagnie à vous proposer : 3 vols quotidiens pour New York, 1 vol quotidien pour Washington, 1 vol quotidien pour Boston, 1 vol quotidien pour St. Louis et à partir du 1^{er} juin, 4 nouveaux vols hebdomadaires à destination de New York. Contactez TWA au 720.62.11 ou votre agent de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.

TWA



Départs de CDG1

DEUX NOUVEAUTÉS

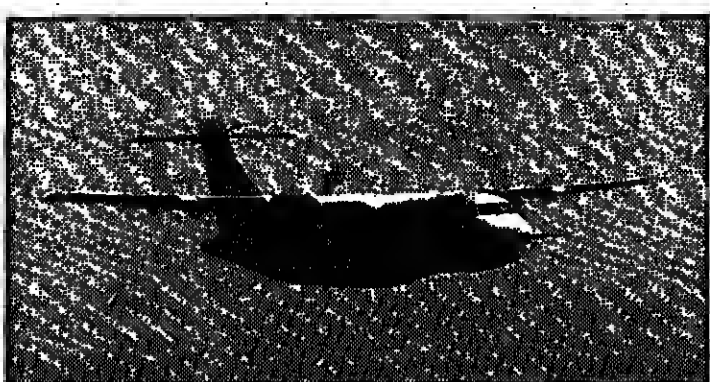
Un «turboprop» pour les régions

DÈS 1978, après l'abandon du Nord 262, l'Aérospatiale lance l'étude d'un appareil dans la catégorie des 40 places, l'AS 35, destiné à attirer la clientèle des compagnies de transport régional. Aerialia a un projet similaire avec l'ATR 230 et, comme l'Aérospatiale n'a pas caché, dès le départ, qu'elle envisagerait favorablement le développement de son projet en coopération, les deux sociétés signent un accord sur un nouveau projet commun en février 1981. En octobre de la même année est créé le groupement d'intérêt économique ATR 42 (pour Avion de transport régional de 42 places) à 50/50 entre les deux groupes industriels.

Biturbopropulseur à aile haute, l'ATR 42 fait appel à une nouvelle génération de moteurs (Pratt and Whitney of Canada PW 120), économiques en carburant, et bénéficie des technologies développées dans le cadre du programme Airbus, notamment au niveau du cockpit (ergonomie, utilisation de boutons-poussoirs lumineux pour toutes les commandes et de l'affichage cathodique), et de l'emploi des matériaux composites (tissus de Kevlar et fibres de carbone).

La fabrication de l'ATR 42 a démarré en août 1982. Le premier prototype prend l'air exactement deux ans plus tard. Un deuxième prototype fait son premier vol le 31 octobre 1984. Début mai, ces deux appareils totalisent plus de six cent vingt heures de vol. L'ATR 42, qui sera livré à Air Littoral à la fin de l'année, a effectué son premier vol le 3 mai. Le certificat de navigabilité de l'ATR 42 doit être obtenu en septembre-octobre. L'Aérospatiale assure la fabrication de la voilure, l'aménagement du cockpit, la mise en place des groupes propulseurs, l'assemblage final de l'appareil, qui a lieu à Toulouse, et les essais en vol. Aerialia réalise la production complète du fuselage, y compris l'ensemble des plans arrière.

Le programme ATR va créer 4000 emplois en France et en Italie (1000 à l'Aérospatiale et 1000 chez les sous-traitants). Une cadence de production de quatre appareils par mois est prévue fin 1987.



L'ATR 42 N° 2 lors de son premier vol.

A ce jour, 80 commandes ou options ont été enregistrées. Mais la concurrence est rude. Les études de marché montrent que les compagnies de transport régional, les compagnies, ont moins souffert de la crise économique que les grandes compagnies aériennes : de 1979 à 1984, elles ont connu un taux moyen de croissance de 12 %. Une vingtaine de constructeurs proposent 40 avions, couvrant des besoins il est vrai très divers, allant de 10 à 100 places. Pour les vingt prochaines années, le marché potentiel de l'ATR 42 est estimé à 4000 avions environ, dont 80 % pour le transport de passagers, et 20 % pour celui du fret ou les besoins militaires. Une douzaine d'appareils sont en concurrence, certains déjà en service comme le Short 360, l'Embraer 120 Brasília, le Saab Fairchild SF 340, le De Havilland Canada Dash 7, d'autres en projet

comme le Fokker 50 ou l'ATR de British Aerospace. L'avion coproduit par la Casa (Espagne) et Nurtanio (Indonésie), le CN 235, qui doit entrer en service à peu près au même moment que l'ATR 42, est son concurrent le plus direct.

Le seuil de rentabilité du programme, qui a exigé un investissement de 1,5 milliard de francs, se situe à environ 350 appareils (l'ATR 42 est proposé au prix de 6,7 millions de dollars).

Pour atteindre cet objectif, le GIE ATR 42 a décidé de créer une véritable famille d'appareils : une version allongée, l'ATR 51, pouvant accueillir de 60 à 70 passagers — elle devrait être la première à voir le jour, — ainsi que des versions militaires, ATM 42 R (R pour rampe arrière), ATM 42 F (patrouille maritime) et de fret ATR 42 F.

CHRISTIAN BATIFOLIER.

Caractéristiques

Envergure : 24,67 m.
Longueur : 22,70 m.
Hauteur : 7,59 m.
Surface alaire : 54,50 m².
Moteurs : 2 Pratt and Whitney of Canada PW 120 de 1 800 HP.
Masse maximale au décollage : 15 750 kg.
Charge maximale : 4 891 kg.
Volume de la cabine : 44,80 m³.

Performances

L'ATR 42 peut transporter quarante-six passagers sur une étape de 1 780 km ou sur six étapes de 185 km sans ravitaillement.
Vitesse de croisière maximale : 609 km/heure.

Les avions ont la parole

L'ACCROISSEMENT et la complexité grandissante des systèmes embarqués sur les avions civils, mais surtout sur les appareils militaires (navigation, armement, détection, communication), donnent lieu aujourd'hui à une lourde charge de travail pour le pilote, dont l'ouïe, la vision et la main sont rapidement saturées par les manœuvres à accomplir. Le pilote devient de moins en moins disponible pour l'observation de l'environnement extérieur, et n'est plus en mesure d'assurer pleinement sa sécurité et celle de sa mission.

Cela est particulièrement vrai pour les pilotes de chasse. Aussi a-t-on pensé à faire appel aux tous derniers progrès de l'informatique en matière de synthèse et de reconnaissance de la parole pour aider le pilote dans sa tâche. Des exemples ? En voici. Tout d'abord, un qui évite au pilote d'accomplir un geste manuel pour changer sa fréquence radio. Par son micro, il annonce « VHF » ou « UHF » pour sélectionner sa gamme d'ondes, suivi de la fréquence sur laquelle il veut transmettre ou recevoir. C'est simple. C'est rapide. Un autre exemple qui évite de distraire le regard. Toujours à l'aide de son micro, le pilote demande la valeur d'un certain nombre de paramètres : altitude, Mach, facteur de charge, carburant restant, toutes valeurs qu'autrement il lui faudrait aller chercher dans les cadrans du tableau de bord. Là aucune difficulté. L'ordinateur prend le relais et énonce la valeur du paramètre réclamé.

Tout cela n'est pas du domaine de la fiction. Des réalisations existent. Depuis longtemps, pour la synthèse de la parole, pour laquelle on trouve sans trop de difficultés des circuits électroniques sur le marché. Depuis peu pour la reconnaissance de la parole, dont l'art est beaucoup plus difficile à maîtriser. Cela n'a pourtant pas empêché la société Crouzet de réaliser, en association avec un laboratoire rattaché au CNRS, le LIMSI, un système de synthèse et de reconnaissance de la parole utilis-

sable dans l'environnement sonore d'un cockpit.

Cet équipement, qui porte le nom d'EVA (Équipement vocal pour avion), est le fruit de travaux lancés en 1978 et soutenus par la Direction des recherches, études et techniques (DRET) du ministère de la défense, et par le Service technique des télécommunications et équipements aéronautiques. Testé dans un simulateur de vol, dans le cadre d'une mission d'interception, EVA a fait l'objet d'une expérimentation réelle sur avion de combat Mirage-3 dès le mois de juillet 1982. Une deuxième série d'essais a également été conduite sur cabine de pilotage de Mirage-2000 pour simuler les ambiances radio et interception et définir ainsi les fonctions utiles et celles permettant un gain de temps réel.

Le civil suivra

Tout paraît donc simple. A cette menace près que si l'ordinateur à la parole il demeure encore un peu dur d'oreille. Ainsi les systèmes de reconnaissance de la parole ne sont-ils que monolocuteurs, en d'autres termes capables de comprendre qu'une seule et même personne. Le pilote vient-il à changer qu' aussitôt la machine, qui « ne connaît que la voix de son maître », doit être soumise à un nouvel apprentissage. Deuxième inconvénient : le faible nombre des mots reconnus. Pour EVA, environ soixante-dix, mais une trentaine seulement sont utilisés. Troisième inconvénient : la difficulté rencontrée par la machine pour comprendre une suite de mots ; elle ne saisit pour l'heure que des mots isolés, mais ce n'est que partie remise, dans la mesure où Crouzet espère bien mettre au point d'ici à la fin de 1986 un nouvel appareil capable de telles prouesses.

Certes, il existe déjà de par le monde des machines capables de reconnaître avec une fiabilité proche ou supérieure à 90 % une centaine de mots environ en mode monolocuteur — mots enchaînés. D'autres prototypes vont jusqu'à identifier de dix

à cent mots en mode multilocuteur — mots isolés. D'autres enfin font mieux encore, mais les moyens informatiques mis en œuvre sont énormes, ce qui est peu compatible avec un cockpit d'avion ou une cabine de char dans laquelle le niveau de bruit peut atteindre jusqu'à 115 décibels. A cela s'ajoute le fait que la voix change, qu'on ne prononce jamais deux fois un mot de la même façon, que la machine, dans l'état actuel des connaissances, se refuse à entendre certains mots, comme, par exemple, gisement, et qu'il est difficile enfin de simuler les déformations de la voix dues au stress ou à l'émotion.

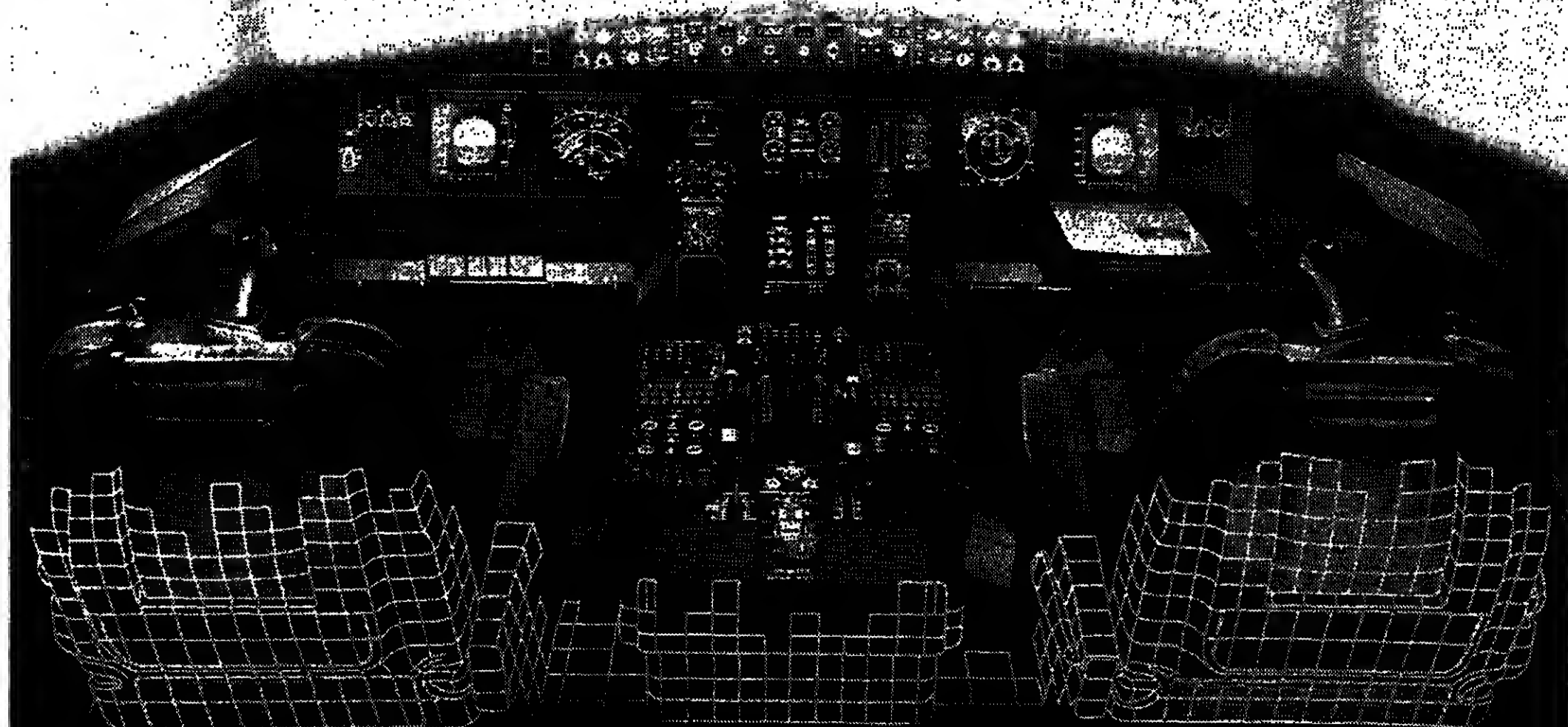
Qu'importe. La technique progresse. Suffisamment pour intéresser en priorité tous les grands aviateurs : General Dynamics avec le F-16 aux Etats-Unis, Marconi avec le Blackburn Buccaneer en Grande-Bretagne et, bien sûr, l'armée de l'air en France. Reste, comme le faisait remarquer un spécialiste dans un récent numéro de la revue *l'Armement* (1), que les systèmes à commande vocale « doivent faire la preuve qu'ils sont aussi sûrs que ceux qu'ils remplacent et plus performants ».

« Si, de ce point de vue, ajoute cet expert, la première génération de machines n'a pas été suffisamment convaincante du fait d'un double handicap — nécessité de respecter des pauses entre les mots ralentissant le dialogue, taux encore trop important de rejets ou de confusions ayant tendance à empirer dans les situations critiques génératrices de peur ou de tension nerveuse — à terme, cependant, et grâce aux perfectionnements en cours de réalisation (systèmes de mots enchaînés, adaptation permanente à la voix du pilote), la commande vocale devrait s'imposer dans les cabines d'avions comme dans d'autres systèmes militaires. » Et, pourrait-on ajouter, des usages civils suivront.

J.-F. A.

(1) Bulletin d'information et de liaison *l'Armement*, Février 1985, n° 83.

A320: la technologie au service de la rentabilité.



Son poste de pilotage constitue maintenant le modèle de référence en matière d'environnement de travail.

d'efficacité et d'économie : son avionique entièrement numérique et ses écrans cathodiques interactifs informent en

permanence la pilote de toutes les caractéristiques de son appareil. L'Airbus rentabilise la technologie.

Airbus Industrie
LE MEILLEUR RENDEMENT DE VOTRE INVESTISSEMENT

INFORMATIONS « SERVICES »

SCIENCES

Le Conseil économique et social approuve le plan triennal pour la recherche

Le Conseil économique et social (CES), saisi par le premier ministre, a approuvé, mercredi 29 mai, à une large majorité (1), avec quelques réserves, pour avis, le projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique. Ce « plan triennal » (1986-1988), que M. Laurent Fabius avait présenté lui-même devant les membres de cette assemblée le 14 mai dernier, a été analysé par la section des activités productives, de la recherche et de la technologie du CES. Selon son rapporteur, M. Jean Teillac, haut commissaire à l'énergie atomique, le CES « approuve les grandes orientations contenues dans le projet de loi, sans méconnaître les difficultés qu'il faudra surmonter, et souligne que son efficacité finale sera fonction de l'évolution réelle du produit intérieur brut ».

Satisfait de voir la recherche et le développement technologique placé parmi les priorités nationales, le CES a insisté sur l'importance du rôle de la recherche dans le développement de la France. A cet égard, il « reconnaît le caractère stimulant d'un objectif chiffré ». Le plan triennal prévoit, en effet, que la part de la recherche dans le produit intérieur brut atteigne 2,65 % en 1988, et que le budget civil de la recherche et du développement croisse de 4 % par an (en francs constants). Un chiffre au-dessous duquel, selon le Conseil, il ne faudrait pas descendre.

Le Conseil économique et social ayant donné son aval, tout semble donc prêt pour que le projet de loi sur la recherche soit adopté par le Conseil des ministres, le 5 juin, et qu'il soit discuté à l'Assemblée nationale avant la fin de la session de printemps.

(1) Sur 180 votants, 163 se sont prononcés pour et 17 se sont abstenus.

La navette interdite d'atterrissage à Cap-Canaveral. — Les cinq ou six prochaines missions de la navette devraient se terminer sur la base aérienne d'Edwards (Californie), et non à Cap-Canaveral (Floride). Les responsables de la NASA sont, en effet, préoccupés par les conséquences de vents traversiers assez forts à Cap-Canaveral et se demandent si ce phénomène, apparemment sous-estimé jusqu'ici, ne va pas les contraindre à modifier le système de freinage de la navette. Le 19 avril dernier, lors du retour sur terre de Discovery, un peu avait éclaté et un deuxième s'était déchiré au moment de l'atterrissage. Le commandant Karol Bobko avait dû freiner vigoureusement d'un côté pour corriger les effets de ces vents. — (AFP.)

Météorologie

A NOS LECTEURS

Depuis trois semaines, les lecteurs du Monde sont privés des informations et cartes météorologiques habituelles. Cette situation n'est pas de notre fait; elle est la conséquence de la décision prise par la direction de la Météorologie nationale de remettre en cause momentanément les accords qui existaient entre plusieurs journaux parisiens et l'Agence nationale des prévisions météorologiques de la Météorologie, comme nous l'avons expliqué dans le Monde du 11 mai.

Nous continuons, avec les organisations professionnelles de la presse, à tout mettre en œuvre pour que nos lecteurs puissent bénéficier à nouveau et dans les meilleurs délais d'un service d'information météorologique de qualité.

Titre pour un père honorable. — VII. Doit-on un air exécutif. — VIII. Ville du Japon. Pousse. — IX. Empêche de faire appel dans les cas d'agression. — X. Copulative. Navigateur et viticulteur. Divinité. — XI. Chorégraphe autrichien. La vieille à la mauvaise nuit.

Solution du problème n° 3976

Horizontalement

I. Infertile. — II. Nuisances. — III. Scuta. — IV. Fusa. Rio. — V. Foulure. — VI. Ecrasé. Ré. — VII. Atelier. — VIII. Soto. Ecu. — IX. Ironise. — X. Fao. St. Su. — XI. Santé. Mie.

Verticalement

1. Inoffensif. — 2. Nu. Uoc. Aa. — 3. Fissuration. — 4. Escalator. — 5. RAU. Usé. Osé. — 6. TNT. Récent. — 7. Ioare. Ici. — 8. Le. Réussi. — 9. Essorer. Eue.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 1^{er} JUIN

« Le Père-Lachaise à la carte », 10 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise (Vincent de Langlade).

« Cent tombeaux de gens de lettres », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (Vincent de Langlade).

« Les salons somptueux du ministère de la marine, ancien garde-meuble de la Couronne, l'appartement de Marie-Antoinette », 14 h 45, 2, rue Royale (C.A. Messier).

« Le village de Belleville : au pied des tours de béton, des vestiges subsistent encore », 15 heures, square de la place des Fêtes, devant le kiosque à musique.

« Le Louvre de Philippe-Auguste présenté à la Rotonde de La Villette », 15 heures, métro Stalingrad (M. Bannas).

« Le donjon du Louvre et l'enceinte de Philippe-Auguste », 15 heures, musée du Louvre, devant entrée porte Saint-Germain-Auxerrois (Paris autotour).

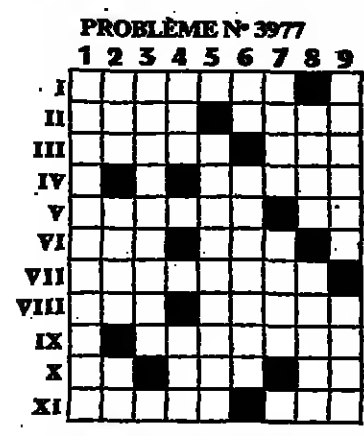
« Le couvent des Carmes et son jardin », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice.

« Exposition Delaunay », 10 h 30 et 14 heures, Musée d'art moderne.

« La maison de Claude Monet à Giverny », 13 h 30, départ en car place de l'Opéra.

« La montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, devant Panthéon.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Du riz, elle en a parfois ras le bol. — II. Ne s'entend plus guère en matière d'écoute. Arrêt de rigueur. — III. Des Noires y blanchissent. Pas toujours sombre quand il est dramatique. — IV. Permet de fumer ou vient en fumant. — V. Chien qui chasse, mais non chien de chasse. Extrait de Verlaine. — VI. Romain ou Suisse, il symbolise la gloire.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du jeudi 30 mai :

DES DÉCRETS

● Relatif au crédit d'impôt institué en faveur de la recherche.

● Modifiant le décret du 8 janvier 1975 relatif au régime d'assurance invalidité-décès des travailleurs non salariés des professions industrielles et commerciales.

● Relatif aux infractions à la loi du 10 août 1981 modifiée, relative au prix du livre.

loterie nationale			LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER		
TOUTS CUMULÉS COMPRIS AUX BILLETTS ENTIERS			TOUTS CUMULÉS COMPRIS AUX BILLETTS ENTIERS		
TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES	TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES
1	011 8 321 8 801 47 761 78 281	500 F. 2 000 2 000 10 000 10 000	6	26 2 886 37 886 286 886 887 126	250 F. 2 000 10 000 1 000 000 4 000 200
2	2 282 302 882 892 2 372	100 800 800 800 800 2 100	7	7 47 107 647 1 637 6 717	100 300 800 800 2 100 2 100
3	133 373 573 14 183 24 083 38 983 74 783	500 500 500 10 000 10 000 10 000 10 000	8	ident.	ident.
4	34 64 094 404	200 200 800 500	9	288 5 888 7 518 8 888 19 888 24 888	500 2 000 2 000 2 000 10 000 10 000
5	425 885 1 535 29 585	500 1 000 2 000 10 000	0	80 090 360 680 880 730	200 700 800 800 800 500

LOTTO

N° 22
Tirage du mercredi 29 mai 1985

1 12 17 20 28 34 45

POUR LES TIRAGES DU MERCREDI 5 ET SAMEDI 8 JUIN 1985
VALIDATION JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI

TRANCHE DE JULES RENARD

Tirage du mercredi 29 mai 1985

loterie nationale			LISTE OFFICIELLE			DES SOMMES À PAYER AUX BILLETTS ENTIERS					
La répartition du TAC-O-TAC ne précède aucun tirage (A.O. du 28/03/85)											
Le numéro		245566		page		4 000 000,00 F					
les numéros approchant à la centaine de mille		045566		page		50 000,00 F					
		145566									
		345566									
		445566									
		545566									
		645566									
Les numéros approchant aux											
Différence de mille		Mille		Centaine		Dizaine		Unité		gagner	
205566		240566		245066		245506		245560			
215566		241566		245166		245516		245561			
225566		242566		245266		245526		245562			
235566		243566		245366		245536		245563			
255566		244566		245466		245546		245564			
265566		245566		245566		245556		245565			
275566		246566		245666		245566		245567			
285566		247566		245766		245576		245568			
295566		248566		245866		245586		245569			
305566		249566		245966		245596		245570			
Tous les billets se rattachent par		5566		gagner		5 000,00 F					
		566							1 000,00 F		
		66									
		6									
		100,00 F									

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

VENTES SUR SAISIE IMMOBILIÈRE AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS
LE JEUDI 13 JUIN 1985 à 14 heures
EN 17 LOTS

15 APPARTEMENTS - 1 PIÈCE ET 1 W.C.
dans un immeuble, Bât. A

A PARIS-15^e 116-118, bd de Grenelle
MISES A PRIX : 1^{er} LOT : 5.000 F - 2nd LOT : 100.000 F - 3rd LOT : 150.000 F - 4th LOT : 100.000 F - 5th LOT : 100.000 F - 6th LOT : 40.000 F - 7th LOT : 50.000 F - 8th LOT : 50.000 F - 9th LOT : 50.000 F - 10th LOT : 50.000 F - 11th LOT : 50.000 F - 12th LOT : 50.000 F - 13th LOT : 5.000 F - 14th LOT : 50.000 F - 15th LOT : 50.000 F - 16th LOT : 40.000 F - 17th LOT : 40.000 F.
S'adresser à M^{re} RIBADEAU DUMAS, avocat, 17, avenue de Lamballe, PARIS-16^e, Tél. : 524-46-40.

VENTE sur saisie immobilière, Palais de Justice de NANTERRE
le JEUDI 13 JUIN 1985, à 14 h EN 1 LOT

UN APPARTEMENT à BOULOGNE-BILLANCOURT (92)
RUE ESCUDIER - n° 49 - 2^e étage - 2 pièces - 45 m² - cave
MISE A PRIX : 300 000 FR

S'adresser : Cabinet M^{re} BARONNET, BOUCHERY-OLIVIER et RAYNAUD-DUPORT, av., 47 bis, rue de Stalingrad, NANTERRE (92), Tél. 721-49-95 et 725-21-13 au Greffe du T.G.I. Nanterre où l'enchère est déposée. S/ sur lieux p. visiter.

BUREAU 57, r. de la FONTAINE-AU-ROI PARIS 11^e
R.-de-chambre entre 2 cours, 1 pièce, coin cuisine (bâtiment B)
M. à P. 30 000 F M^{re} BISE, Avocat Paris (16)
184, avenue Victor-Hugo. A la vente par Trib. Gde Inst. de PARIS

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY
le MARDI 11 JUIN 1985 à 13 h 30

UN APPARTEMENT à SAINT-OUEN (93)
1, rue Jules-Verne et 16, rue Emile-Zola
au 2^e étage - 45 m² - 2 pièces - cave
MISE A PRIX : 180 000 F

S'adresser à la Société Civile Professionnelle d'Avocats
ETIENNE DORÉ, WARET-ETIENNE, PENART, ALEMANT,
11, rue du Général-Leclerc, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS. Téléphone : 854-80-87

LA VILLE DE PARIS
Vend LIBRES aux enchères publiques
le MARDI 18 JUIN 1985, à 14 h 30, à la CHAMBRE des NOTAIRES de PARIS

5 APPART. - 1 STUDIO - 1 CHAMBRE
(dont 1 APPT 89 m² avec VUE s/Champ de Courses)
à PARIS (16^e), entre

LE BOULEVARD SUCHET
et **LE CHAMP de COURSES D'AUTEUIL**
M^{re} Yves BONNEL, not. 79, bd Malesherbes, PARIS (8^e). Tél. 294-16-08.

VENTE APRÈS LIQUIDATION DE BIENS AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS
le JEUDI 13 JUIN 1985 à 14 heures, EN UN SEUL LOT

UN ENSEMBLE IMMOBILIER
à CARACTÈRE INDUSTRIEL situé sur la commune de SAINT-HERBLAIN (Loire-Atlantique)

Rue de Chateaux, sans numéro, sur lequel sont édifiés 2 BATIMENTS savoir UN BATIMENT A à usage de bureaux, atelier, salle de stockage et UN BATIMENT B à usage d'atelier d'emballage, terrain, le tout cadastré section D n° 1 723 pour 86 ares, 13 centiares.

LIBRE - MISE A PRIX : 1 000 000 DE FRANCS.
S'adresser à Maître LYONNET DU MOUTIER, avocat, 182, rue de Rivoli, à Paris-1^{re}. Tél. 260-48-09. Maître J.-M. GARNIER, syndic, 63, bd St-Germain, à Paris-5^e. Maître R. Courdelet, syndic, 174, bd St-Germain, à Paris-6^e. Au Greffe des Crises du Tribunal de grande instance de Paris, palais de justice, bd du Palais, où le cahier des charges est déposé, et sur les lieux pour visiter.

VENTE AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS, LE JEUDI 13 JUIN 1985 à 14 h

UN STUDIO avec BALCON-LOGGIA
Dans un immeuble sis

à PARIS-16^e 29 à 33, av. Foch, 12 à 18, r. Leroux
2 et 4, rue Léonard-de-Vinci
39 et 41, rue Paul-Valéry, 3^e étage, cave, parc auto.
MISE A PRIX : 100 000 F.

S'adresser à M^{re} CONSTENSOUX, avocat, 46, rue de Bassano, PARIS-8^e.
Tél. : 720-40-80 et à tous avocats postulant près le Tribunal de PARIS.

Cab. de M^{re} MAGLO, avocat à CRÉTEIL (94), 4 allée de la Toison-d'Or
VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE au Palais de Justice de CRÉTEIL,
le JEUDI 13 JUIN 1985, à 9 h 30 - EN 3 LOTS

1^{er} **LOGEMENT** de 2 p., cuis. au 1^{er} ét. du bât. A avec une CAVE dans bât. M. à P. : 25.000 F

2nd **APPART.** de 4 PIÈCES PRINC. au rez-de-chaussée, bât. A et B avec une CAVE dans bât. A - GARAGE dans bât. E. Mise à prix : 60.000 F

3rd **LOGEMENT** de 2 p., cuis. au 1^{er} ét. du bât. A avec une CAVE dans même bât. M. à P. : 35.000 F

168, RUE DU MARÉCHAL-LECLERC - ST-MAURICE (94)
S'adr. SCP GASTINEAU, MALANGEAU, BOITTELLE-COULSSAU, avocats associés, 29, rue des Pyramides, PARIS (1^{re}). Tél. : 260-46-79. Ts avocats pr. Trib. gde inst. CRÉTEIL. Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie au Palais de Justice de CRÉTEIL
le JEUDI 13 JUIN 1985 à 9 h 30

UNE PROPRIÉTÉ à NOGENT-SUR-MARNE (94)
40, rue de Saint-Quentin

comprenant UN PAVILLON de 4 pièces principales, sous-sol, garage sur TERRAIN de 240 m² cadastré section N n° 108, en pleine propriété à l'exclusion du sous-sol dont la jouissance est en partie réservée.

MISE A PRIX : 350 000 F.
S'adr. à M^{re} VARINOT, avocat, 166 bis, Grande-Rue à NOGENT-S/MARNE (Val-de-Marne), Tél. 872-43-00. Au greffe du Tribunal de Gde Inst. de CRÉTEIL où le cahier des charges est déposé. Sur les lieux pour visiter.

VENTE APRÈS LIQUIDATION DE BIENS AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS
le JEUDI 13 JUIN 1985 à 14 h

ENSEMBLE IMMOBILIER à CARACTÈRE INDUSTRIEL
d'OUZIR-LA-FERRIÈRE (Seine-et-Marne)

10, rue Robert-Schumann formant le 6^e lot du lotissement de la Z.I. Sud d'OUZIR-LA-FERRIÈRE. Le tout à usage d'entrepôt de différents matériaux et outillage du bâtiment et des travaux publics.

LIBRE - MISE A PRIX : 500.000 F
S'adresser à M^{re} LYONNET DU MOUTIER, avocat, 182, rue de Rivoli, à Paris-1^{re}. Tél. : 260-48-09. M^{re} J.-M. GARNIER, syndic, 63, bd St-Germain, à Paris-5^e. Au greffe des Crises du Trib. de Gde Inst. de Paris, Palais de Justice, bd du Palais, où le cahier des charges est déposé et sur les lieux pour visiter.

VENTE APRÈS LIQUIDATION DE BIENS AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS
le JEUDI 13 JUIN 1985 à 14 h

EN UN SEUL LOT

UN APPARTEMENT sis à CRÉTEIL
(Val-de-Marne), dans un ensemble immobilier dénommé « le Grand-Pavé de NOUVEAU CRÉTEIL », rue Ambroise-Paré, sans numéro. Mail des Mâches, sans numéro ; allée Jean-Poncelet n° 1 à 6, place du Grand-Pavé n° 1, 2, 3, rue Gabriel-Pierron sans numéro, allée Marcel-Pagnol n° 1 à 9 savoir au 6^e étage de la Cage n° 12 face à l'ascenseur composé de 5 pièces principales - OCCUPÉ - UNE CAVE au rez-de-chaussée, n° 12 - UN PARKING portant le n° 191.

MISE A PRIX : 100 000 F.
S'adr. à M^{re} LYONNET DU MOUTIER, avocat, 182, rue de Rivoli, à PARIS-1^{re}. Tél. 260-48-09. M^{re} B. MIELLE, syndic, 41, rue du Four, à PARIS-6^e, au greffe des Crises du Trib. de Gde Instance de PARIS, Palais de Justice, bd du Palais où le cahier des charges est déposé et sur les lieux pour visiter.

REPÈRES

Dollar : net repli à 9,38 F

Sur des marchés des changes vraiment très calmes, le dollar s'est inscrit en net repli jeudi 31 mai, revenant de 3,11 DM à 3,0750 DM et de 8,47 F à 9,38 F. On a pu attribuer ce repli à l'annonce d'un fléchissement de 2,5 % de la productivité de travail aux États-Unis pendant le premier trimestre 1985. Mais la poursuite de la baisse du taux outre-Atlantique a également joué. A Paris, la Banque de France a continué à soutenir le deutschemark, au plus bas depuis seize mois, à 3,0480 F.

Chômage : baisse dans la CEE, sauf en Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne est le seul pays de la Communauté européenne où le chômage ait augmenté en avril 1985 (en données brutes), selon les chiffres publiés par Eurostat. Dans les autres pays (sauf la Grèce, où les statistiques sont jugées peu sûres), le chômage a baissé. Après cette baisse pour la troisième fois consécutive, on compte 12,8 millions de chômeurs dans les neuf pays (contre 13 millions en mars, mais 12,2 millions en avril 1984). C'est en RFA, où le taux de chômage est relativement faible (8,8 % de la population active), et au Danemark (9,7 %), que la baisse a été la plus forte (8,9 % et 6,1 % respectivement). Le taux de chômage en Grande-Bretagne (12,4 %) est plus élevé que le moyenne des neuf pays (11,2 %). Mais il est encore plus élevé en Irlande (17,6 %), en Belgique (15,2 %), aux Pays-Bas (12,8 %). Selon un sondage Louis Harris, réalisé du 10 au 15 avril auprès de mille trente-quatre personnes pour l'Institut Atlantique et le Figaro, en France, le chômage est la plus grande préoccupation signalée par 80 % des personnes interrogées, loin devant la guerre (36 %), les inégalités sociales (30 %), l'ordre et la sécurité publique (29 %), les armes nucléaires et l'inflation (28 % également).

Distribution : Casino prend le contrôle de CEDIS

« CEDIS et Casino ont décidé d'un rapprochement de leurs activités géographiquement complémentaires », a-t-on appris, le 29 mai, par un communiqué commun des deux groupes de commerce succursalistes. Le texte précise un peu plus loin : « La société Casino a conclu un accord avec un groupe d'actionnaires détenant le contrôle du capital de CEDIS, au terme duquel elle acquiert la majorité des actions de la société. Le groupe vendeur réinvestira une part importante du règlement des actions CEDIS dans l'acquisition d'actions Casino et détiendra, à l'issue de l'opération, près de 10 % des actions ordinaires Casino. » L'entité juridique et boursière de CEDIS restera inchangée, et la titre continuera à être coté à la Bourse de Paris au marché à règlement mensuel. L'affiliation de CEDIS à la centrale PARIDOC ne sera pas remise en cause. Implantée en Franche-Comté - Bourgogne, Champagne-Ardenne et dans le sud de l'Alsace, CEDIS a réalisé, en 1984, un chiffre d'affaires de 9 milliards de francs et possède seize hypermarchés (Mammouth), cent cinquante supermarchés (à l'enseigne SUMA), sept cents petites succursales et dix-sept centres de bricolage. Casino (23,5 milliards de chiffre d'affaires) est surtout installé dans la moitié sud de la France et dans la région parisienne, avec vingt-deux hypermarchés, Géant Casino, quatre-vingt-un supermarchés, deux mille magasins de proximité. [L'appartenance de CEDIS, via PARIDOC, à la super-centrale d'achat SERFAAL, tendra à renforcer le poids de la super-centrale ARCI, pour ce qui est de la distribution de produits alimentaires.]

Engrais : Norsk Hydro reprend les activités de Veba

La croissance du groupe norvégien Norsk Hydro dans l'industrie des engrais se poursuit. Récemment acquéreur de la COFAZ, deuxième producteur français, contrôlé par Total (le Monde du 15 mai), il vient de signer un accord avec la firme Veba, numéro quatre de la chimie allemande, en vue de lui reprendre toutes les activités exercées dans cette branche. Sont également concernés les produits azotés et les aliments pour animaux. L'ensemble de ces activités ont dégagé, en 1984, un chiffre d'affaires de 630 millions de deutschemarks environ (1,93 milliard de francs), dont 560 millions de deutschemarks (1,7 milliard de francs) dans les seuls engrais. Par cet accord, Norsk Hydro assied définitivement sa suprématie sur le marché des engrais européens avec un chiffre d'affaires supérieur à 24 milliards de francs.

Nucléaire : réouverture prochaine de la centrale de Three-Mile-Island

La commission de contrôle nucléaire des États-Unis s'est prononcée, mercredi 29 mai, après cent cinquante jours d'audiences, en faveur de la réouverture de la centrale nucléaire de Three-Mile-Island, en Pennsylvanie, fermée depuis six ans, après le grave accident survenu le 28 mars 1979. Cette décision attendue (le Monde du 8 février 1984) va permettre, dans les jours prochains, la mise en fonctionnement de l'un des deux réacteurs de la centrale, qui n'avait pas été endommagé lors de l'accident.

Pétrole : M. Yamani favorable à une baisse des prix des bruts lourds

Le ministre saoudien du pétrole, Cheikh Zaki Yamani, a estimé, dans une interview au journal Al Chariq Al Awsat, que le temps est venu de réduire les prix du pétrole lourd, mais qu'il n'est pas nécessaire de revoir les prix officiels des bruts légers. « Cela nécessiterait une nouvelle discussion entre les membres de l'OPEP », a-t-il ajouté. En janvier dernier, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole avait décidé de relever les prix officiels des qualités dites « lourdes » - dont sont extraits, après raffinage, plus de fuel lourd et moins d'essence que dans les qualités dites « légères » - et d'abaisser les tarifs des bruts légers, afin de tenir compte de la situation qui prévalait sur le marché. Depuis lors, cet état de choses s'est renversé, du fait notamment de la reprise du travail des mineurs britanniques, et les prix des bruts lourds sur le marché au jour le jour sont inférieurs de plus de 1 dollar aux tarifs officiels de l'OPEP.

APPRENEZ L'ANGLAIS

- programme de formation
- préparation aux examens universitaires
- cours spéciaux, vacances de Noël à Londres

MAYFAIR INSTITUTE, 34 bis, rue Vignon 75008. Tél. 265-16-75

L.T.C.
Institut des techniques commerciales
Établissement privé d'enseignement
technique et technique supérieure,
autorisé et contrôlé par le Ministère
de l'Éducation nationale
RECHERCHE
Emplois dans les domaines de la
comptabilité,
comptabilité informatique,
pour ses meilleurs élèves.
7, rue du Cardinal-Mercier,
75009 Paris.
Téléphone : 281-38-49.

dans le cadre de la
formation permanente :
apprenez l'anglais
en angleterre
ou aux états-unis
Allemands en Allemagne
contactez voyage-formation
35, bd des Capucines 75002 Paris
ou M. Marchi au (1) 261-53-35

voyage formation

SOCIAL

La vocation de la mutualité, c'est d'innover dans la protection sociale déclare M. René Teulade

« Après la réforme du code de la mutualité, qui permet aux mutuelles de faire de la prévoyance collective et facilite le développement d'œuvres sociales, dans quel sens doit aller aujourd'hui l'action des sociétés mutualistes ?

« La tâche spécifique des mutualités, c'est l'innovation. Pas seulement de compléter les remboursements de l'assurance-maladie, mais d'être à l'écoute des nouveaux besoins, et d'essayer d'y répondre, dans tous les domaines, très divers, où elles interviennent. Par exemple pour la jeunesse, nous soutenons des expériences d'insertion des jeunes en difficulté ou sans formation. Pour les personnes âgées, plusieurs unions départementales ont créé des services de petit dépannage. Pour les loisirs, nous essayons, dans un de nos centres de vacances, de faire cohabiter jeunes, personnes âgées et handicapées...

« Dans le domaine de la santé, où l'objectif à atteindre n'est pas seulement l'absence de maladie, mais la recherche de l'équilibre, les champs privilégiés d'intervention de la mutualité doivent être la prévention, en soutenant des expériences nouvelles de distribution de soins, et l'éducation sanitaire, pour modifier les comportements des consommateurs comme ceux des prescripteurs : il n'y a pas de solution strictement économique aux problèmes de la santé.

« D'autre part, nous souhaitons jouer davantage un rôle de prestataire de services pour les collectivités locales. Jusqu'à ces dernières années, nous avons trop investi dans le béton. Nous devons laisser aux collectivités le coût des infra-

structures, mais nous avons, compte tenu de notre expérience, vocation à gérer des œuvres sanitaires et sociales pour leur compte. La réforme du code de la mutualité nous le facilite en nous permettant de donner une formation appropriée aux responsables mutualistes.

« En mettant fin à la double appartenance entre la FNMF (Fédération nationale de la mutualité française) et la Fédération nationale des mutuelles de travailleurs, ne vous privez-vous pas de la présence de certaines mutuelles dynamiques ?

« La FNMF représente 92 % du mouvement mutualiste, et en matière d'innovation nous avons été plus souvent suivis que précédents. Même si le résultat n'est pas définitif, plus de la moitié des mutuelles qui avaient la double appartenance ont choisi de rester chez nous. Nous sommes prêts, d'ailleurs, à collaborer avec toutes les sociétés mutualistes, si elles partagent notre idéal et nos principes dans le domaine de la santé.

« Vous êtes très critique à l'égard du projet actuel de convention médicale. Pourquoi ?

« La convention de 1980 ne nous donnait pas satisfaction. Or le projet actuel - qui est plutôt un projet - est encore en retrait. Il n'est pas normal que certains médecins conventionnés puissent librement fixer leurs honoraires avec comme seule référence - le tact et la mesure - si on peut accepter - compte tenu du passé - des dépassements d'honoraires, nous souhaitons qu'ils soient codifiés - à dé-

faut d'être remboursés compte tenu de la situation financière de l'assurance-maladie. Nous souhaitons qu'ils n'aillent pas au-delà de, disons, 20 % du tarif conventionnel. Les professions de santé ne sont pas en dehors de la crise. Elles ne peuvent échapper à certaines contraintes en matière de revenus.

« Mais nous devons examiner avec elles les effets de l'évolution économique. Nous pensons que nous irons demain vers des réseaux de soins coordonnés où interviendront les représentants des usagers que nous sommes et les différentes professions de santé et que nous avons intérêt à rechercher un certain consensus.

« Pensez-vous qu'en temps de crise on puisse maintenir telle quelle la protection sociale ? Ne faut-il pas sacrifier certains avantages pour conserver l'essentiel ?

« Nous sommes hostiles à la politique de « rustines » pratiquée par le gouvernement, qui consiste à transférer sur le budget des ménages par petites doses - le forfait hospitalier, la diminution du remboursement de certains médicaments, etc. - ce qui relève de la solidarité nationale.

« Mais nous sommes confrontés à des problèmes difficiles. Dans le domaine de la santé par exemple, les Français sont attachés à un système de libre choix du médecin et de liberté de prescription pour celui-ci. Mais ils sont aussi attachés aux prestations socialisées qui garantissent l'accès de tous aux soins. Si nous ne trouvons pas un équilibre, nous mettrons en cause ou le système libéral, ou les prestations socialisées.

« Plus généralement, il faut choisir entre une protection sociale plus individualisée par le biais de l'assurance - mais avec pour corollaire un système d'assistance pour tous ceux qui n'y auront pas accès et un système fondé sur la solidarité, auquel nous adhérons. Le problème doit être posé, mais cela exige une clarification sur la question des prélèvements obligatoires. Les Français dans leur grande majorité - et notamment les jeunes - ne veulent pas que les prélèvements obligatoires augmentent et en même temps ils souhaitent un haut niveau de protection...

« Les enquêtes que nous avons fait réaliser à l'occasion de notre congrès révèlent ce paradoxe. D'un côté, des « générations sans mémoire », qui considèrent la protection sociale comme un bien collectif auquel on peut accéder librement, mais envers lequel on n'a pas d'obligation. De l'autre, des systèmes de protection sociale conçus à une époque où l'on ne pouvait pas prévoir l'effort nécessaire pour répondre aux besoins nouveaux qui apparaissent aujourd'hui.

« En effet, l'ampleur et la rapidité des transformations auxquelles nous sommes confrontés font apparaître un nouveau risque, à côté de la maladie, de la famille, de la vieillesse : le « risque mutation ». Pour s'adapter, les individus ont besoin d'une certaine sécurité. Il faut donc leur assurer la protection sociale la plus élevée possible. Celle-ci n'est pas seulement un amortisseur de crise, mais un véritable investissement...

Propos recueillis par GUY HERZLICH.

NatWest: une Banque Internationale de premier ordre

« La Force et la stabilité du Groupe National Westminster Bank sont considérables à tous égards »

Lord Boardman, Président National Westminster Bank Group

En 1984 la National Westminster Bank a réalisé un bénéfice record et renforcé sa position en tant que Groupe de premier plan dans le domaine des Services Financiers Internationaux, sa Division Bancaire Internationale continuant d'accroître sa réputation d'important distributeur de financements aux plus grands Groupes commerciaux du monde.

L'importance des engagements de la Banque dans les Marchés Financiers Internationaux est illustrée par le volume de ses actifs en Devises étrangères sur les Marchés Londoniens des EuroDevises. Nos actifs en Devises excèdent actuellement l'équivalent de 25 Milliards de Livres Sterling, un chiffre significatif de notre position parmi les plus importantes Institutions Financières du monde.

En avril 1984 nous avons lancé un emprunt subordonné, perpétuel, d'un montant de U.S. \$500 millions, ce qui a été la première émission de ce type jamais réalisée par une Banque. Cet emprunt a été suivi en juillet par une émission à Droits préférentiels qui nous a permis de réunir un montant de £236 millions.

Nous sommes la première Banque Britannique à être seul Chef de File d'un financement de projet Syndiqué pour la Mer du Nord, opération qui a réuni U.S. \$225 Millions pour le

Groupe pétrolier français Total à propos du développement de ses intérêts dans le champ pétrolier de Alwyn North.

En tant que membre d'un Groupe de Banques britanniques et françaises, nous avons présenté conjointement, aux Gouvernements Britannique et Français, un rapport sur le financement d'une liaison fixe Transmanche.

L'ouverture d'une nouvelle succursale de l'International Westminster Bank dans la Principauté de Monaco est prévue dans les 12 mois à venir afin de renforcer le réseau d'Agences et de Bureaux de Marketing existant déjà sur le Continent.

Postes financiers marquants 1984

	£m	FF. Mns
Capital et Réserves	2.649	29.616
Bénéfice avant impôts	671	7.501
Total des Actifs	71.517	799.560
Taux au 31 Décembre 1984		

Copie de notre Rapport Annuel incluant le compte-rendu de notre Président peut être obtenue à l'adresse suivante:
The Secretary's Office, National Westminster Bank PLC
41 Louthbury, London EC2P 2BR, ENGLAND
ou bien auprès de notre filiale, comme suit:
Ron H. Williams, Chief Manager for France
International Westminster Bank PLC, 18 Place Vendôme, 75001 Paris
Succursales à Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes et Nice

National Westminster
The Action Bank

AUSTRALIA TELE 24491 BAHAMAS TELE NS 20177 BAHRAIN TELE 8559 BELGIUM TELE 21208 BRAZIL TELE 391-2130051 CANADA TELE 08-22575 FRANCE TELE 210233 GREECE TELE 212768 HONG KONG TELE HK 61672 IRELAND TELE 25166 ITALY TELE 320663 JAPAN TELE 28292 MALAYSIA TELE X 33044 MEXICO TELE 017 71 786 NETHERLANDS TELE 506-41 NEW ZEALAND TELE NZ 3903 SINGAPORE TELE 28491 SPAIN TELE 46934 SWEDEN & NORWAY TELE 15050 SWITZERLAND TELE 812186 U.K. TELE 885361 U.S.A. TELE 233563 USSR TELE 413258 W. GERMANY TELE 416500

SOCIAL

AU CONGRÈS DES CADRES DE FO

M. Bergeron demande une négociation immédiate sur l'assurance-chômage

Strasbourg. — M. André Bergeron a demandé l'ouverture immédiate de négociations sur l'assurance-chômage en s'exprimant, le 29 mai, lors du congrès de l'Union des cadres et ingénieurs UCI-FO. Face à la dégradation de la situation financière de l'UNEDIC, dont le déficit pourrait être, selon lui, de 3 milliards de francs en décembre, il a estimé que les partenaires sociaux ne devaient pas attendre l'automne, mais négocier « tout de suite » un relèvement de 1 % de la cotisation à l'assurance-chômage, répartie pour moitié entre les entreprises et les salariés. Le secrétaire général de FO, qui redoute également un déficit de la Sécurité sociale d'au moins 20 milliards de francs en 1986, n'a pas en garde le gouvernement à propos des mesures qu'il s'apprête à prendre en faveur des chômeurs en fin de droits : « Il ne s'agit pas d'argent de bon plaisir », a-t-il déclaré. A la veille de la manifestation des chômeurs, il a annoncé un développement des unions syndicales FO de régions après l'essai tenté en Rhône-Alpes.

Devant les quatre-vingt-dix congressistes de l'UCI, qui, malgré ce faible nombre de délégués, ven-

De notre envoyé spécial

diquent cent mille adhérents au sein de FO, M. Bergeron s'est inquiété, sans la nommer, des projets de l'opposition : « Je suis effrayé par cette espèce de frénésie de mises en cause. Je sais bien qu'en démocratie, pour être élu, il faut des voix. Seulement, il y a ensuite les lendemains. On a connu cela après 1981. Je souhaite qu'on ne le vive pas à l'envers après 1986. »

Utilisant des formules très imagées, citant Jaurès et Hugo mais aussi Ferrat et Aragon, M. Hubert Pouchet, secrétaire général de l'UCI, a dénoncé la « perte absolue » du chômage et l'incapacité des dirigeants politiques de tous bords à y faire face. Pour lui, la « principale préoccupation » des cadres est la défense de l'emploi. M. Pouchet s'est livré, en outre, à une sévère critique de l'appareil de formation comparé à un « hôpital de campagne des accidents de nos industries en déroute ».

L'UCI-FO n'entend pas se limiter à une démarche défensive. « C'est un rôle dynamique qui est dévolu à

l'activité syndicale des cadres », a déclaré M. Pouchet. Un rôle qui dépasse l'unique et frileuse défense des intérêts directs. Les cadres FO développent ainsi une capacité de propositions qui ne se retrouve pas toujours dans l'ensemble de la stratégie confédérale.

Outre le droit individuel à la recherche et à l'innovation et l'établissement périodique d'un bilan des techniques utilisées par les entreprises (le Monde du 10 avril), l'UCI s'aventure sur des terrains sur lesquels la confédération reste en retrait. Ainsi, elle propose la création d'une « allocation individuelle spéciale d'existence », financée par l'Etat, qui serait versée automatiquement à toute personne n'ayant pas de conditions lui permettant notamment d'accéder à un emploi qui fait défaut. Elle demande aussi la prise en compte des années d'études dans les cent cinquante trimestres d'affiliation nécessaires pour une retraite pleine et se déclare prête à étudier la retraite par capitalisation, tout en ajoutant que ce système « ne saurait être qu'un appoint ».

MICHEL NOBLECOURT.

L'ÉVACUATION DE L'USINE SKF

« Toutes les possibilités de négociation étaient épuisées », déclare M. Delebarre

L'évacuation, par les forces de police, de l'usine SKF d'Ivry-sur-Seine, le 7 mai, continue à susciter de vives réactions, tant de la part de la CGT que du PCF. « Le gouvernement a commis une faute », a déclaré M. André Saint-Jean, secrétaire général de la fédération de la métallurgie CGT. « L'intervention des forces de l'ordre n'a jamais été de nature à résoudre un conflit social. » Dans un communiqué, le bureau confédéral de la CGT réclame l'ouverture « de vraies négociations » et dénonce « le nouveau pas dans l'escalade contre les droits des salariés ».

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, demande au premier ministre de « reprendre les négociations » et de « faire évacuer les CRS ».

Interrogé à l'Assemblée nationale, sur le même sujet, M. Michel Delebarre, ministre du travail, a souligné que « toutes les possibilités de négociation étaient épu-

sées ». Rappelant que des mesures avaient été proposées permettant d'offrir « des solutions à la quasi-totalité des salariés licenciés », il a précisé que « en raison de l'occupation menée par la CGT, ces solutions n'ont pu être mises en œuvre ». La défense de l'emploi, a ajouté le ministre, dépend aussi de savoir faire des choix industriels. »

Le bureau exécutif du PS, réuni mercredi 29 mai, a évoqué l'évacuation par la police de l'usine SKF. Les socialistes n'avaient pas été prévenus de cette intervention. Plusieurs membres du bureau exécutif ont explicitement désapprouvé cette intervention, notamment en raison de son caractère inopportun et de l'image qu'elle donne, compte tenu de l'exploitation qu'en fait le PCF. Il s'agit de MM. Pierre Carassus, Jean Natiez, tous deux membres du CERES de M. Chevènement, et de M. Pierre Brana (rocardien).

L'ÉVACUATION DES LOCAUX DE LA SCOPD MANUFACTURE EST ORDONNÉE PAR LE TRIBUNAL

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. — Les membres de la SCOPD Manufacture ont été mis en demeure, le 29 mai, par ordonnance de référé du tribunal de grande instance de Saint-Etienne, d'évacuer les locaux de leur entreprise.

Ce jugement est intervenu sur la demande de M. Charrière, syndic de la liquidation de biens de la coopérative, qui a fait citer sept responsables syndicaux de la SCOPD. Le personnel occupe depuis le 19 avril les locaux du cours Fauriel et de l'avenue. Les premiers sont le président de la SA Manufacture, dont le PDG est Bernard Tapie ; le second appartient à la SCOPD.

M. Charrière estime que cette occupation empêche la protection des stocks (notamment les armes) et des archives et compromet tout projet de reprise puisque les lieux ne peuvent être visités. Le tribunal a précisé que les occupants pourraient être contraints par la force publique.

LA CFDT SIGNE A SON TOUR L'ACCORD SUR L'INTERIM

Dernière organisation à se prononcer, la CFDT a accepté, le mercredi 29 mai, de signer l'accord sur le travail temporaire, qui avait été négocié, le 13 mai, entre les confédérations syndicales et les syndicats professionnels, le PROMATT et l'UNETT (le Monde du 15 mai).

Dès l'issue des discussions, la CGC et Force ouvrière avaient paré le texte, la CGT étant, pour sa part, fermement opposée à la signature. La CFDT, qui s'était accordée un délai de réflexion, annonçait sa signature, le 17 mai. La CFDT, rendue prudente par le précédent échec sur la flexibilité, décidait de s'en remettre à son bureau national. Elle vient donc d'arrêter sa position, estimant que « les ajustements proposés » (...) « ne remettent pas en cause le sens de l'ordonnance de 1982 », dont les professionnels de l'interim reconnaissent le caractère contractuel dans un préambule et qu'ils s'engagent à compléter par une convention collective.

AFFAIRES

3 MILLIARDS DE FRANCS DE BÉNÉFICES POUR FIAT EN 1984

Le groupe Fiat affiche, pour l'année 1984, des résultats particulièrement florissants, avec des bénéfices nets consolidés de 627 milliards de francs (3 milliards de francs), au lieu de 253 milliards de francs (1,2 milliard de francs en 1983), soit une augmentation de 148 %.

Fiat Auto et ses filiales ont produit 1,4 million d'automobiles (+ 2,8 %), ce qui lui a permis de faire passer sa part du marché européen de 12,7 % à 13,4 %. Le bénéfice de la société Fiat Auto SPA a triplé, pour atteindre 235 milliards de francs (1,1 milliard de francs). La filiale Iveco reste déficitaire de 215 milliards de francs (1 milliard de francs), en raison de la guerre des tarifs qui fait rage sur le marché des véhicules industriels. Iveco a vendu 90 322 véhicules (- 5,9 %). La division des tracteurs agricoles a résisté dans un contexte très compétitif avec 55 478 tracteurs vendus et un bénéfice de 16 milliards de francs (76 millions de francs).

M. Cesare Romiti, administrateur délégué du groupe Fiat, s'est félicité de ces résultats, qui ont permis une réduction de 20 % de l'endettement et 2 100 milliards de francs d'investissements (10 milliards de francs). M. Romiti a également fait le point sur les négociations en cours avec la division européenne de Ford en vue d'un accord de coopération. « Nous avons dépassé le stade des études de faisabilité », a-t-il déclaré. « Nous nous trouvons maintenant dans les négociations proprement dites. Une conclusion n'est pas imminente. »

• TWA mise en vente. — Le conseil d'administration de la compagnie aérienne américaine TWA a mis en vente, le 28 mai, le capital de celle-ci. Il soumettra à l'approbation des actionnaires la meilleure offre d'achat reçue dans les soixante jours. Cette mise aux enchères est une parade destinée à contraindre la tentative de prise de contrôle de TWA par le groupe financier de M. Carl Icahn qui a déjà acquis 24 % des actions de la compagnie.

VICTIME DE LA CRISE DU BATIMENT

La société Huet et Lanoë va déposer son bilan

De notre correspondant

Tours. — Une vingtaine d'agences dans toute la France, principalement dans la région parisienne, le Centre et l'Ouest, douze filiales et un chiffre d'affaires de 1 200 millions de francs : la société anonyme Huet et Lanoë, qui propose un choix de plus de soixante-dix mille articles sélectionnés parmi les fabricants les plus représentatifs du secteur du bâtiment, va déposer son bilan. Quelque sept cent cinquante personnes travaillent pour la société, voire treize cents si l'on inclut les filiales. La semaine dernière, les délégués du per-

L'ATTÉNUATION DES DIFFÉRENDS INDUSTRIE-COMMERCE

Un nouvel accord de bonne conduite est signé

C'est à l'unanimité que les dix-huit membres (neuf industriels, neuf distributeurs) du groupe de travail « Industrie-commerce » du CNPF ont signé l'accord (le Monde du 30 mai) qui doit réduire les tensions régnant depuis plus d'un an entre les uns et les autres. Ces tensions sont nées depuis que les « grands » du commerce se sont regroupés en supercentrales, comparant leurs contrats et exigeant de leurs fournisseurs les mêmes conditions de vente pour tous : celles faites au plus favorisé d'entre eux.

L'accord, signé sous l'égide du CNPF, est le quatrième du genre. Moins complexe que les trois autres, il énonce clairement, en six points, ce qui sera permis et défendu. Les retards de paiement, les retards de livraison, c'est fini. C'est à l'industriel qu'il appartient de reconnaître ou non les supercentrales, en fonction des services rendus. Le fait, pour un distributeur, de refuser de mettre en rayon un article (le différencement) ne doit pas être lié à des demandes abusives et discriminatoires. En ce qui concerne la vente à perte (qui est interdite par la loi), les choses sont aussi plus claires. C'est le prix de facture, assorti de ses ristournes normales, mais sans prendre en compte les accords de coopération commerciale : surtout, les pénalités entre produits sont interdites, afin de ne pas abaisser artificiellement le prix de certains articles.

En cas de violation de cette règle, le litige sera porté devant la chambre arbitrale du CNPF, ou devant la commission de la concurrence, ou devant les tribunaux, et les livraisons seront suspendues « en fonction du constat fait par l'instance choisie ». Enfin, les accords de coopération commerciale entre deux entreprises doivent correspondre à des services réels, rémunérés de façon restreinte.

Ainsi devrait pouvoir être évitée la poursuite de la partie de bras de fer perpétuelle entre industriels et distributeurs.

Quelques remarques s'imposent cependant. Tout d'abord, les mem-

bres de la commission qui préside M. Deloitte, directeur général des Promagies Bel, ne représentent qu'eux-mêmes. Certes, des demandes vont immédiatement être faites, au sein du CNPF, pour que tous les syndicats professionnels impliqués signent cet accord. Certes, les centres Leclerc, en la personne de M. Michel-Edouard Leclerc, ont participé à l'élaboration de ce texte, mais le groupe Inter-marché, formé, comme les centres Leclerc, de commerçants indépendants, en a été exclu. MM. Deloitte et Jauriat (président d'UNICO) parviendront-ils à convaincre M. Le Roch, responsable d'Intermarché, de se joindre à eux ?

Les conflits sont indéniablement nés de la baisse de l'activité du commerce. Industriels et commerçants, cependant toujours d'accord pour réclamer la liberté totale des prix, varient dans leur appréciation du rôle des pouvoirs publics dans leurs conflits. Après avoir proclamé que c'était aux pouvoirs publics de faire respecter la loi, ils se sont unanimement scandalisés des « perquisitions » opérées par les agents de la direction de la concurrence et de la consommation le 10 mai dernier, à la recherche de preuves de manquements aux règles de la concurrence. Aujourd'hui, l'ambiance est à l'auto-discipline. Pour que celle-ci fonctionne, il faut, bien évidemment, que les industriels ou les commerçants qui s'estiment lésés par les pratiques d'un partenaire ou d'un concurrent n'hésitent pas à saisir la cour arbitrale du CNPF ou la commission de la concurrence.

L'accord signé est bel et bon. On ne pourra juger de son efficacité que si les inévitables manquements sont sanctionnés. C'est à ce prix que le calme revendra et que, peut-être, les supercentrales disparaîtront, comme M. Gérard Saul, directeur général d'Eurocommerce et président de la SERFAAL (une des plus importantes de ces supercentrales) l'a laissé entendre.

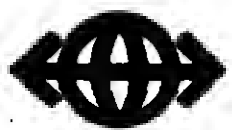
JOSÉE DOYÈRE.

LA COMPAGNIE MAROCAINE
DE CREDIT ET DE BANQUE
CMCB
A CHANGE DE NOM

ELLE S'APPELLE MAINTENANT

WAFABANK

WAFABANK

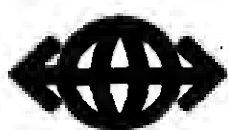
Export Development Corporation
(An agent of Her Majesty in right of Canada)Société pour l'expansion des exportations
(Mandatée de Sa Majesté du chef du Canada)

Eurodollar Treasury Note Programme

The undersigned is pleased to announce the commencement of this programme,
for which it has been selected as joint manager.

Credit Suisse First Boston Limited

MAY 1985

Export Development Corporation
(An agent of Her Majesty in right of Canada)Société pour l'expansion des exportations
(Mandatée de Sa Majesté du chef du Canada)

Eurodollar Treasury Note Programme

The undersigned is pleased to announce the commencement of this programme,
for which it has been selected as joint manager.

Swiss Bank Corporation International Limited

MAY 1985

هكذا من الأصل

ÉTRANGER

Aux Etats-Unis

Accueil réservé pour la réforme fiscale du président Reagan

Washington (AFP). - L'ambitieux plan de réforme fiscale présenté le 28 mai par le président Reagan a reçu un accueil mitigé. Si le représentant démocrate de l'Illinois, M. Dan Rostenkowski, a globalement approuvé le principe de la réforme, deux représentants influents, pourtant partisans d'une simplification de la fiscalité, se sont montrés réticents devant ce projet. M. Richard A. Gephardt, représentant démocrate du Missouri, et M. Jack Keup, représentant républicain de New-York, ont estimé que tel ou tel point de la réforme était inacceptable. Cela laisse supposer que plusieurs chapitres du projet semblent promis à de difficiles discussions avant le vote du congrès.

Les milieux d'affaires sont encore plus réservés, même si la prudence de rigueur : un livre d'explications de 461 pages a été distribué, le 29 mai, par le département du Trésor, précisant les retombées des principales dispositions du plan. Ainsi, cette réforme entraînerait-elle une baisse globale de 5,2 % des impôts payés par les particuliers et une hausse de 2,2 % des impôts payés par les sociétés, à partir de 1990, lorsque le nouveau système produira tous ses effets.

Les milieux d'affaires reconnaissent généralement que le plan annoncé par le président Reagan est moins radical que sa première version, qui comportait notamment une suppression des impôts fiscaux des compagnies pétrolières (dispositif qui a disparu du nouveau plan). Mais il leur faudra analyser secteur par secteur les effets des suppressions d'exemptions et déductions diverses. La déduction spéciale pour crédits d'intérêt, qui est désormais supprimée, inquiète notamment les milieux financiers.

CONJONCTURE

Nouvelle simplification des formules de prêts bonifiés

Le ministre de l'économie et des finances poursuit sa politique de simplification des procédures de prêts bonifiés en supprimant les prêts participatifs simplifiés (sauf pour le bâtiment) et les prêts spéciaux de refinancement.

A l'automne 1984, la rue de Rivoli avait supprimé les prêts aidés aux entreprises et les prêts bancaires bonifiés, tout en abrogeant la bonification de 1 % accordée aux prêts aux conditions du marché (PCM).

Au 30 juin prochain, dans le secteur industriel, les seuls crédits boni-

fiés qui subsisteront seront les prêts spéciaux à l'investissement (PSI) au taux privilégié de 9,25 % avec une enveloppe globale de 18 milliards de francs.

L'objectif recherché est la réduction des procédures (six l'an dernier) et celle des critères d'attribution, ramenés à deux : priorité à l'exportation et effort d'investissement global. Il faut y ajouter un effort d'économies budgétaires. En 1985, les bonifications pour l'industrie coûteraient de 5 à 6 milliards de francs.

FAITS ET CHIFFRES

ETATS-UNIS

● Net recul de la productivité au premier trimestre. - La productivité des entreprises américaines (autres qu'agricoles) a diminué de 2,5 % en rythme annuel au premier trimestre de 1985, a annoncé le 29 mai le département du travail. Cette baisse, la plus forte enregistrée depuis un peu plus de trois ans, reflète le ralentissement marqué de la croissance économique des Etats-Unis depuis le début de l'année. - (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE

● Redressement sensible des paiements courants en avril. - La balance des paiements courants de la Grande-Bretagne est redevenue excédentaire en avril, soit 122 millions de livres contre un déficit révisé de 555 millions en mars (- 588 millions en avril 1984). Ce redressement est dû principalement à un ralentissement des importations de produits pétroliers à l'issue de la reconstruction des stocks fortement entamés pendant la grève des miniers. Les exportations n'ont que légèrement augmenté pour se situer à 6 896 millions de livres, alors que les importations diminuaient de 8,3 % pour revenir à 7 173 millions, d'où un déficit de 277 millions seulement en avril contre 999 millions de livres en mars. L'excédent des échanges « invisibles » est estimé à 400 millions pour avril contre 444 millions de livres le mois précédent. - (AFP.)

REFA

● Epargne : + 6 % en 1984. - Pour la première fois depuis 1982, les Allemands de l'Ouest ont épargné plus en 1984 que l'année précédente.

gné plus en 1984 que l'année précédente. Selon la Bundesbank, dans son dernier rapport mensuel publié le 21 mai, l'épargne des particuliers et des ménages a totalisé 146 milliards de DM (445 milliards de francs) l'année dernière, soit 6 % de plus qu'en 1983. Le taux d'épargne a représenté en moyenne 13 % du revenu, au lieu de 12,5 % l'année précédente. En revanche, les crédits à la consommation ont diminué de 20 %, pour revenir à 10 milliards de DM : la hausse de 3,5 % des revenus enregistrée en 1984 n'a donc pas été utilisée pour augmenter la consommation des ménages, souligne la Bundesbank. - (AFP.)

● Sidérurgie allemande : la fusion Klockner-Krupp repoussée. - Les actionnaires du groupe sidérurgique ouest-allemand Klockner-Werke, réunis le 29 mai, ont repoussé le projet de fusion de leur société avec l'autre groupe, Krupp-Stahl. Cette fusion des numéros deux et trois de la sidérurgie outre-Rhin, qui avait été approuvée par l'Office des cartels, devait conduire à une société commune avec, pour actionnaires, Krupp (à hauteur de 35 %), Klockner (35 %), et le groupe autrichien CRA (30 %).

Le refus de Klockner s'explique par la décision du gouvernement régional de la Basse-Saxe de ne pas verser les 75 millions de DM (environ 225 millions de francs) prévus pour cette fusion. Le gouvernement chrétien-démocrate (CDU) s'oppose à la fermeture envisagée de l'usine locale de Georgsmarienberg. Une nouvelle assemblée des actionnaires pourrait être convoquée pour la fin de l'été.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE.L.	9,3725 9,3750	+ 175 + 190	+ 365 + 395	+ 940 + 1040
S.m.	6,7867 6,7933	+ 4 + 29	+ 38 + 74	+ 85 + 181
Yen (100)	3,7237 3,7262	+ 110 + 128	+ 236 + 254	+ 697 + 746
DM	3,0445 3,0483	+ 105 + 117	+ 229 + 246	+ 674 + 721
FF (100)	2,7028 2,7033	+ 40 + 67	+ 136 + 148	+ 431 + 468
FF (100)	15,1240 15,1454	+ 138 + 178	+ 271 + 308	+ 732 + 1015
FF (100)	3,6152 3,6183	+ 136 + 159	+ 298 + 319	+ 877 + 939
L (1 000)	4,7746 4,7783	+ 129 + 187	+ 250 + 281	+ 719 + 824
L (1 000)	11,9265 11,9391	+ 256 + 289	+ 495 + 498	+ 1265 + 1374

TAUX DES EUROMONNAIES

	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 3/4	7 11/16	7 11/16	8	8 1/16
	2 7/8	5 1/8	5 1/8	5 11/16	5 11/16	5 11/16	5 9/16	5 11/16
SE.L.	2 7/8	5 1/8	5 1/8	5 11/16	5 11/16	5 11/16	5 9/16	5 11/16
DM	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	6 15/16	7 1/16	6 3/4	7 1/4
FF (100)	10	10	8 7/8	9 1/8	8 15/16	9 1/16	9 1/8	9 1/4
FF (100)	10	10	10	10	5 11/16	5 11/16	5 1/8	5 1/4
L (1 000)	12 1/2	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 1/2
L (1 000)	12 1/2	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 1/2
L (1 000)	12 1/2	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COFIMEG

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est réunie le 28 mai 1985 sous la présidence de M. Jean Weil.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1984, qui font ressortir un bénéfice net de 109 513 000 F (dont 5,5 millions de plus-values nettes à long terme sur cession d'actifs), contre 127 924 000 F (dont 25,8 millions de plus-values nettes) en 1983. Le résultat courant, obéré par un supplément d'impôt foncier de plus d'un franc par action, a néanmoins progressé, passant à l'Assemblée de 127 924 000 F à 127 924 000 F par action, contre 16,50 F pour l'exercice précédent.

Le paiement en sera effectué le 15 juillet 1985. A cet égard, l'attention des actionnaires qui détiennent encore matériellement leurs titres est de nouveau appelée sur l'obligation qu'ils ont de les déposer chez un intermédiaire financier habilité ou au siège de la société, en vue de leur inscription en compte, pour pouvoir encaisser le dividende.

Dans son allocation et au cours du débat, le Président a notamment exposé que COFIMEG poursuivait activement le renouvellement de son patrimoine. Deux immeubles neufs comprenant 154 appartements et 1500 mètres carrés de surfaces commerciales viennent d'être mis en location, rue des Orfèvres à Paris 20^e et à côté de la gare de la Part-Dieu à Lyon. Simultanément l'exercice 1985 enregistrera deux nouvelles cessions portant sur un total de 1 200 logements situés en Lorraine et en banlieue parisiennes. Comme ceux qui avaient été réalisés en 1983, ces arbitrages s'engendreront pas instantanément une croissance des résultats locatifs, mais contribueront à conforter la valorisation à terme des actifs de la société.

Par ailleurs, M. Jean Weil, dont le mandat d'administrateur a été renouvelé à l'unanimité par l'Assemblée générale, a été confirmé dans ses fonctions de Président par le Conseil d'administration.

CEDIS-CASINO

Société à succursales, traditionnellement implantées :

- pour la première, en Franche-Comté, Bourgogne, Champagne et sud de l'Alsace ;
- pour la seconde, dans le moitié sud de la France et région parisienne.

CEDIS et CASINO ont décidé un rapprochement de leurs activités géographiques complémentaires.

Tout les formes de leurs exploitations (hypermarchés à l'enseigne Mammoth et supermarchés à l'enseigne Suma chez CEDIS, Océans et supermarchés chez CASINO et nombreux magasins de proximité chez l'une et chez l'autre), que la politique poursuivie depuis plusieurs générations par les deux sociétés vis-à-vis de leur clientèle comme de leur personnel et de leurs actionnaires, ont motivé leurs dirigeants à rechercher une association entre les deux sociétés. C'est ainsi que la société CASINO a conclu un accord avec un groupe d'actionnaires détenant le contrôle du capital de CEDIS aux termes duquel elle acquiert la majorité des actions de la société. Le groupe vendeur réinvestira une part importante du montant des actions CEDIS dans l'acquisition d'actions CASINO et détiendra, à l'issue de l'opération, près de 10 % des actions ordinaires de CASINO.

Les modalités de ce rapprochement ont été exposées au personnel des deux sociétés et ont été validées par les actionnaires. Les formes de leur exploitation (hypermarchés à l'enseigne Mammoth et supermarchés à l'enseigne Suma chez CEDIS, Océans et supermarchés chez CASINO et nombreux magasins de proximité chez l'une et chez l'autre), que la politique poursuivie depuis plusieurs générations par les deux sociétés vis-à-vis de leur clientèle comme de leur personnel et de leurs actionnaires, ont motivé leurs dirigeants à rechercher une association entre les deux sociétés.

C'est ainsi que la société CASINO a conclu un accord avec un groupe d'actionnaires détenant le contrôle du capital de CEDIS aux termes duquel elle acquiert la majorité des actions de la société. Le groupe vendeur réinvestira une part importante du montant des actions CEDIS dans l'acquisition d'actions CASINO et détiendra, à l'issue de l'opération, près de 10 % des actions ordinaires de CASINO.

Les modalités de ce rapprochement ont été exposées au personnel des deux sociétés et ont été validées par les actionnaires. Les formes de leur exploitation (hypermarchés à l'enseigne Mammoth et supermarchés à l'enseigne Suma chez CEDIS, Océans et supermarchés chez CASINO et nombreux magasins de proximité chez l'une et chez l'autre), que la politique poursuivie depuis plusieurs générations par les deux sociétés vis-à-vis de leur clientèle comme de leur personnel et de leurs actionnaires, ont motivé leurs dirigeants à rechercher une association entre les deux sociétés.

C'est ainsi que la société CASINO a conclu un accord avec un groupe d'actionnaires détenant le contrôle du capital de CEDIS aux termes duquel elle acquiert la majorité des actions de la société. Le groupe vendeur réinvestira une part importante du montant des actions CEDIS dans l'acquisition d'actions CASINO et détiendra, à l'issue de l'opération, près de 10 % des actions ordinaires de CASINO.

Les modalités de ce rapprochement ont été exposées au personnel des deux sociétés et ont été validées par les actionnaires. Les formes de leur exploitation (hypermarchés à l'enseigne Mammoth et supermarchés à l'enseigne Suma chez CEDIS, Océans et supermarchés chez CASINO et nombreux magasins de proximité chez l'une et chez l'autre), que la politique poursuivie depuis plusieurs générations par les deux sociétés vis-à-vis de leur clientèle comme de leur personnel et de leurs actionnaires, ont motivé leurs dirigeants à rechercher une association entre les deux sociétés.

C'est ainsi que la société CASINO a conclu un accord avec un groupe d'actionnaires détenant le contrôle du capital de CEDIS aux termes duquel elle acquiert la majorité des actions de la société. Le groupe vendeur réinvestira une part importante du montant des actions CEDIS dans l'acquisition d'actions CASINO et détiendra, à l'issue de l'opération, près de 10 % des actions ordinaires de CASINO.

Les modalités de ce rapprochement ont été exposées au personnel des deux sociétés et ont été validées par les actionnaires. Les formes de leur exploitation (hypermarchés à l'enseigne Mammoth et supermarchés à l'enseigne Suma chez CEDIS, Océans et supermarchés chez CASINO et nombreux magasins de proximité chez l'une et chez l'autre), que la politique poursuivie depuis plusieurs générations par les deux sociétés vis-à-vis de leur clientèle comme de leur personnel et de leurs actionnaires, ont motivé leurs dirigeants à rechercher une association entre les deux sociétés.

C'est ainsi que la société CASINO a conclu un accord avec un groupe d'actionnaires détenant le contrôle du capital de CEDIS aux termes duquel elle acquiert la majorité des actions de la société. Le groupe vendeur réinvestira une part importante du montant des actions CEDIS dans l'acquisition d'actions CASINO et détiendra, à l'issue de l'opération, près de 10 % des actions ordinaires de CASINO.

Les modalités de ce rapprochement ont été exposées au personnel des deux sociétés et ont été validées par les actionnaires. Les formes de leur exploitation (hypermarchés à l'enseigne Mammoth et supermarchés à l'enseigne Suma chez CEDIS, Océans et supermarchés chez CASINO et nombreux magasins de proximité chez l'une et chez l'autre), que la politique poursuivie depuis plusieurs générations par les deux sociétés vis-à-vis de leur clientèle comme de leur personnel et de leurs actionnaires, ont motivé leurs dirigeants à rechercher une association entre les deux sociétés.

C'est ainsi que la société CASINO a conclu un accord avec un groupe d'actionnaires détenant le contrôle du capital de CEDIS aux termes duquel elle acquiert la majorité des actions de la société. Le groupe vendeur réinvestira une part importante du montant des actions CEDIS dans l'acquisition d'actions CASINO et détiendra, à l'issue de l'opération, près de 10 % des actions ordinaires de CASINO.

Les modalités de ce rapprochement ont été exposées au personnel des deux sociétés et ont été validées par les actionnaires. Les formes de leur exploitation (hypermarchés à l'enseigne Mammoth et supermarchés à l'enseigne Suma chez CEDIS, Océans et supermarchés chez CASINO et nombreux magasins de proximité chez l'une et chez l'autre), que la politique poursuivie depuis plusieurs générations par les deux sociétés vis-à-vis de leur clientèle comme de leur personnel et de leurs actionnaires, ont motivé leurs dirigeants à rechercher une association entre les deux sociétés.

C'est ainsi que la société CASINO a conclu un accord avec un groupe d'actionnaires détenant le contrôle du capital de CEDIS aux termes duquel elle acquiert la majorité des actions de la société. Le groupe vendeur réinvestira une part importante du montant des actions CEDIS dans l'acquisition d'actions CASINO et détiendra, à l'issue de l'opération, près de 10 % des actions ordinaires de CASINO.

Les modalités de ce rapprochement ont été exposées au personnel des deux sociétés et ont été validées par les actionnaires. Les formes de leur exploitation (hypermarchés à l'enseigne Mammoth et supermarchés à l'enseigne Suma chez CEDIS, Océans et supermarchés chez CASINO et nombreux magasins de proximité chez l'une et chez l'autre), que la politique poursuivie depuis plusieurs générations par les deux sociétés vis-à-vis de leur clientèle comme de leur personnel et de leurs actionnaires, ont motivé leurs dirigeants à rechercher une association entre les deux sociétés.

C'est ainsi que la société CASINO a conclu un accord avec un groupe d'actionnaires détenant le contrôle du capital de CEDIS aux termes duquel elle acquiert la majorité des actions de la société. Le groupe vendeur réinvestira une part importante du montant des actions CEDIS dans l'acquisition d'actions CASINO et détiendra, à l'issue de l'opération, près de 10 % des actions ordinaires de CASINO.

ACCOR

ACCOR 1984 : UNE STRATÉGIE OUVERTE SUR LE MONDE

ASSEMBLÉE DES ACTIONNAIRES DU 28 MAI 1985

Résultats consolidés 1984

Les chiffres significatifs sont les suivants :

	1983	1984	
Valeur d'affaires (F. millions)	8 130	9 861	+ 21,3 %
Bénéfice net consolidé après impôt - part de groupe (F. millions), (hors éléments exceptionnels)	92,4	142	+ 53,8 %
Bénéfice net par action (F.). (Hors éléments exceptionnels)	13,23	15,95	+ 20,6 %

Le dividende net fixé à F. 4,90 par action (amorti d'un avoir fiscal de F. 2,45) sera mis en paiement à compter du 5 août 1985.

Ce dividende, en progression de 16,7 % sur celui payé au titre de 1983, est distribué à un capital augmenté de 27,5 % au cours de l'exercice 1984.

1984 : Une bonne année conforme aux objectifs

Paul Dubrule et Gérard Pélissier, présidents d'ACCOR, ont constaté que la plupart des objectifs de résultats et de développement fixés pour 1984 ont été atteints ou dépassés avec notamment :

- La progression quasi générale du taux d'occupation des hôtels en France et de leur productivité.
- L'amélioration de la rentabilité en restauration de collectivité et signature de nouveaux contrats importants.
- La forte croissance du résultat d'exploitation de la division Europe (+ 45 %) ainsi que celle des activités du Brésil et du Mexique.
- L'amélioration substantielle des résultats de Courte Paille et la poursuite du développement dynamique de la chaîne sphère Ibis.

A signaler également en 1984 ou début 1985 :

- La prise de participation majoritaire dans la Compagnie Internationale de Restauration (C.I.R.).
- La création de nouvelles activités de ticket restaurant en Saône, au Portugal et en Grande-Bretagne.
- L'ouverture du Novotel New-York sur Broadway, et la mise en chantier du Novotel Toronto, qui après Sofitel voit le démarrage de l'enseigne Novotel en Amérique du Nord.
- Le renforcement d'Accor en restauration publique avec Pizzeria dell'Arte, l'Arche et Frustone en France, Churrasco en Allemagne et Seafood Broiler aux Etats-Unis, mais aussi renforcement des activités de traitement avec une prise de participation importante dans la société prestigieuse présidée par Gaston Lendrevue.
- La création de 2 nouveaux produits hôteliers Formule 1 et Retraité et une nouvelle avancée sur le marché du tourisme avec Africoteurs.

Pour l'avenir : confiance

S'agissant de long terme, Paul Dubrule et Gérard Pélissier ont insisté sur l'effort important de développement hôtelier en Asie du Sud-Est à partir de Singapour et maintenant de Hongkong, rappelant la signature d'un Novotel de 620 chambres à Pékin.

Ils ont, en conclusion, souligné leur confiance dans l'avenir grâce à :

- La gamme étendue de produits qui permet d'accéder rapidement aux marchés les plus porteurs.
- La logistique internationale qui s'est construite peu à peu dans la plupart des 64 pays où le groupe est présent.
- La politique humaine et de formation mise en œuvre notamment par l'Académie ACCOR.
- Ils ont enfin signalé que l'année 1985 s'annonçait très favorablement et que les résultats du 1^{er} trimestre étaient en ligne avec les objectifs.

ÉMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE A BONS DE SOUSCRIPTIONS D'ACTIONS

Le conseil d'administration qui s'est réuni à l'issue de l'Assemblée a décidé de procéder à l'émission d'un emprunt obligataire avec bons de souscriptions d'actions. Cet emprunt, qui sera émis le mardi 4 juin, aura les caractéristiques suivantes :

Montant : F. 350 millions en 175.000 obligations de F. 2.000
Taux : 8,25 % durée 10 ans

A chaque obligation seront attachés 10 bons donnant droit à souscrire des augmentations de capital à raison de : 2 bons avant fin 1985 à F. 240, 4 bons avant fin 1986 à F. 280, 4 bons avant fin 1987 à F. 320.

Situation du Crédit Lyonnais au 2 avril 1985

La situation au 2 avril 1985

28 799 524 millions au 23 février 1985.

Au 2 avril, les comptes d'Instruments Financiers s'élevaient à 305 813 millions de francs, les Crédits à la Clientèle à 276 528 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs à 34 140 millions de francs.

A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers s'élevaient à 305 813 millions de francs, les Crédits à la Clientèle à 276 528 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs à 34 140 millions de francs.

Les encours consolidés du groupe au 31 décembre 1984 s'élevaient à 24,2 milliards de francs, contre 23 milliards de francs au 31 décembre 1983.

Les comptes consolidés financiers du groupe dégageant pour l'exercice 1984 un résultat d'exploitation net de 371,4 millions de francs (+ 13,5 %).

Compte tenu des résultats hors exploitation, le résultat net total s'élève à 372,4 millions de francs (+ 12,9 %).

Dans ce résultat net total, la part de Sovac s'élève à 314,8 millions de francs, en progression de 12,4 %. Calculée sur la part de Sovac dans le seul résultat net d'exploitation - soit 313,6 millions de francs - la progression est de 14,2 %.

Résultats sociaux

Le bénéfice net d'exploitation de Sovac après impôt s'élève à 166 737 485 francs contre 152 287 689 francs en 1983. A ce bénéfice d'exploitation s'ajoutent des plus-values nettes à long terme de 8 956 547 francs (contre 24 779 489 francs en 1983) pour former un bénéfice total de 175 524 032 francs.

L'Assemblée générale a décidé de distribuer un dividende net par action de 18,30 francs, assorti d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 9,15 francs. La distribution nette globale s'élève ainsi à 27,45 francs par action, contre 26,15 francs par action en 1983.

Néanmoins, les résultats consolidés provisoires pour les quatre premiers mois de 1985 sont de même ordre de grandeur que ceux de l'exercice précédent.

Le maintien espéré des résultats à ce niveau sur l'ensemble de l'exercice dépendra de l'évolution de ces divers facteurs.

Le conseil de surveillance a approuvé les comptes de l'exercice 1984 arrêtés par le directeur. Le bénéfice net de la société mère s'élève à 179,5 millions de francs. Sur le plan du groupe, le bénéfice net consolidé ressortirait à 380 millions de francs environ (dont 3 millions de francs d'intérêts minoritaires). La marge brute d'autofinancement représentée par 982 millions de francs, soit 10,9 % du chiffre d'affaires H. T.

Il sera proposé à l'Assemblée gé-

nérale ordinaire du 27 juin prochain la mise en paiement de 24,50 F (soit 36,75 F avant fiscalité) à attribuer aux 2 625 000 actions formant désormais le capital, après attribution d'une action gratuite pour 6 anciennes.

Les travaux exécutés par le groupe au cours du premier trimestre 1985 s'élèvent à 2 207 millions de francs hors taxes. Le volume des travaux restant à exécuter au 31 mars 1985 ressortait à 13 millions de francs environ.

Il sera proposé à l'Assemblée gé-

nérale ordinaire du 27 juin prochain la mise en paiement de 24,50 F (soit 36,75 F avant fiscalité) à attribuer aux 2 625 000 actions formant désormais le capital, après attribution d'une action gratuite pour 6 anciennes.

Les travaux exécutés par le groupe au cours du premier trimestre 1985 s'élèvent à 2 207 millions de francs hors taxes. Le volume des travaux restant à exécuter au 31 mars 1985 ressortait à 13 millions de francs environ.

Il sera proposé à l'Assemblée gé-

nérale ordinaire du 27 juin prochain la mise en paiement de 24,50 F (soit 36,75 F avant fiscalité) à attribuer aux 2 625 000 actions formant désormais le capital, après attribution d'une action gratuite pour 6 anciennes.

Les travaux exécutés par le groupe au cours du premier trimestre 1985 s'élèvent à 2 207 millions de francs hors taxes. Le volume des travaux restant à exécuter au 31 mars 1985 ressortait à 13 millions de francs environ.

Il sera proposé à l'Assemblée gé-

nérale ordinaire du 27 juin prochain la mise en paiement de 24,50 F (soit 36,75 F avant fiscalité) à attribuer aux 2 625 000 actions formant désormais le capital, après attribution d'une action gratuite pour 6 anciennes.

Les travaux exécutés par le groupe au cours du premier trimestre 1985 s'élèvent à 2 207 millions de francs hors taxes. Le volume des travaux restant à exécuter au 31 mars 1985 ressortait à 13 millions de francs environ.

Il sera proposé à l'Assemblée gé-

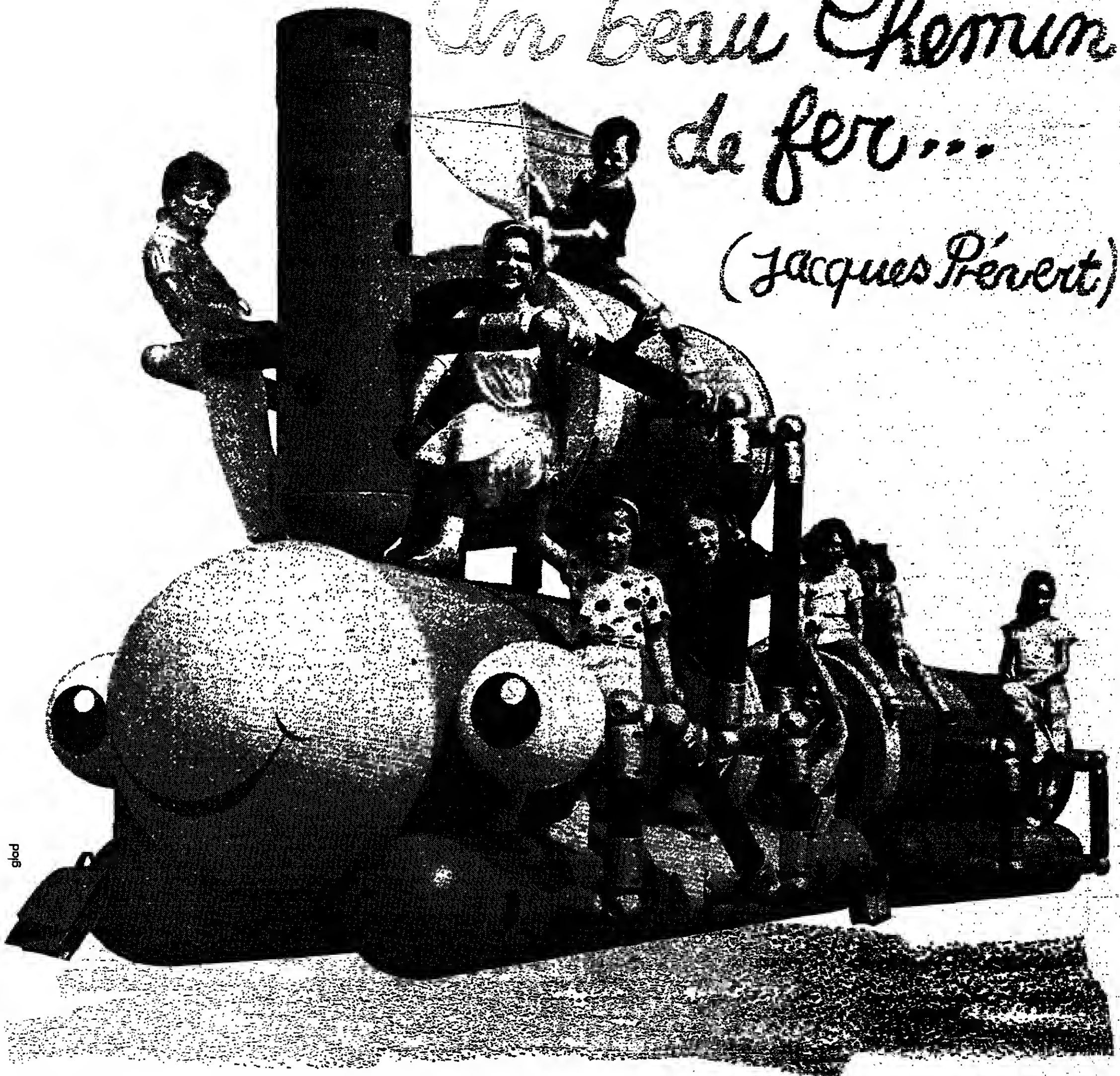
nérale ordinaire du 27 juin prochain la mise en paiement de 24,50 F (soit 36,75 F avant fiscalité) à attribuer aux 2 625 000 actions formant désormais le capital, après attribution d'une action gratuite pour 6 anciennes.

Les travaux exécutés par le groupe au cours du premier trimestre 1985 s'élèvent à 2 207 millions de francs hors taxes. Le volume des travaux restant à exécuter au 31 mars 1985 ressortait à 13 millions de francs environ.

Il sera proposé à l'Assemblée gé-

nérale ordinaire du

En sortant de l'école
Un jour j'ai rencontré
Un beau Chemin
de fer...
(Jacques Prévert)



Un beau chemin de fer, un hélicoptère, une libellule, un vaisseau des étoiles... Les enfants rencontrent leurs rêves sur leur chemin.

Ludoparc, c'est le nouveau domaine de jeux. Plus sûr, plus drôle, plus vivant. Plus sûr : Ludoparc est construit en éléments plastiques lisses, souples, sans échardes, inaltérables. Chaque semaine, Ludoparc est nettoyé et lavé. Régulièrement, il est contrôlé par Plastic Omnium, sur les normes Véritas : c'est une garantie !

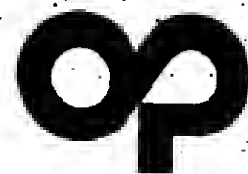
Plus drôle : les éléments modulaires de Ludoparc se combinent pour obtenir des ensembles variés, des combinaisons, sans autre limite que celle de l'inspiration et de la fantaisie.

Plus vivant : quand les enfants ont épuisé toutes les possibilités d'une aire de jeux, un beau jour, Ludoparc se transforme complètement. Et c'est un nouveau territoire plein d'aventures inédites qui s'ouvre à leur imagination.

Ludoparc ne s'achète pas. Les collectivités locales, les écoles le prennent en location. Le contrat comprend la mise en place, les transformations périodiques, les remplacements, le nettoyage hebdomadaire.

Que le Ludoparc ait 50 ou 1000 m², c'est le même service de haute qualité qui le prend en charge : celui de Plastic Omnium, fier de lancer cette innovation. Avec une seule idée en tête : la joie des enfants, dans la sécurité.

LUDOPARC®
Le Rêve dans la rue.



PLASTIC OMNIUM

3, rue du Parc 92305 Levallois-Perret - Téléphone : 739.32.08 - Télex : 620 095.

طريقا من الأحلام

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

29 mai

Très résistant
Rien à faire. La Bourse de Paris ne veut pas baisser. Mercredi, alors que des ventes bénéficiaires avaient commencé à se produire après la dernière hausse survenue la veille (- 0,22 % à l'ouverture), ténue, elle s'est mise en devoir de regagner le terrain perdu, s'affranchissant même le luxe de progresser encore un peu. Dès lors, elle a pris de l'altitude (+ 2 %). Moins (+ 1 %) a fait « pichis » et atteint son plus haut de toujours. Les clients ont encore fait la queue pour acheter du Carrefour. L'Oréal a moussé (+ 2,4 %) et Esso a été « super » (+ 1,7 %). Bref, à la clôture, l'indice avait enregistré une nouvelle avance de 0,6 %.

« Si les Français n'ont pas d'argent, la Bourse en regorge », faisait remarquer un professionnel, ravi de voir le marché continuer à manifester d'aussi bonnes dispositions. Désormais, la consolidation ne se fait plus sur une ou plusieurs séances, mais par valeur, souvent même le temps d'un cours.

Intenable la veille, l'Oréal a tenu la vedette (+ 2,4 %). Les actions de la SEP (Société européenne de propulsion), qui fabrique notamment les moteurs d'Ariane ont été introduites ce jour au prix d'offre minimum de 330 F. Un cours de 462 F a été inscrit. Entre 330 F et 479 F, 6 % des demandes ont été servies. La société vaillamment de participation (famille Mathey + Casino) a racheté en Bourse une participation majoritaire dans Cedis, au prix unitaire de 836 F. La cotation de l'action Cedis est suspendue quarante-huit heures. Selon les informations recueillies, l'opération consiste à faire passer le contrôle de Cedis à Casino. Fermeté persistante de la devise-franc : 9,95 F-10,05 F (contre 9,93 F-10,05 F).

Stavos qui sur l'air à Londres : 311,20 dollars l'once, contre 311,25 dollars.

A Paris, le lingot a perdu 550 F à 94 950 F et la napoleon 2 F à 560 F.

NEW-YORK

Bien tenu

Le mouvement de consolidation s'est poursuivi, mercredi, à Wall Street, mais dans le cadre d'une forte résistance à la baisse. L'indice des valeurs industrielles s'est maintenu à son niveau précédent durant la majeure partie de la séance, pour le débordement finalement très légèrement à la clôture, en s'établissant à 1 302,97 (+ 1,46 point).

Le bilan de la journée a été conforme à ce résultat. Sur 2 001 valeurs traitées, 787 ont monté, 722 se sont repliées et 492 sont restées sans variation.

De l'avis des professionnels, et les opérateurs ne se hâtent pas d'acheter, ils ne se précipitent pas non plus pour vendre, comme on l'imaginerait la relative faiblesse de l'activité. Et cela est bon signe. A propos de la déclassification des taux d'intérêt, les analystes déclarent qu'elle allait avoir un double impact : favoriser, certes, une reprise de l'expansion, mais aussi provoquer une baisse des rendements sur le marché obligataire, ce qui aurait pour résultat de faire refuser les capitaux vers la bourse des actions.

La réforme fiscale, proposée par le président Ronald Reagan à la nation, n'a provoqué aucun effet particulier autour du Big Board. « Il n'y a rien à attendre que l'on ne s'attend déjà », assurent un broker.

Les échanges ont porté sur 96,54 millions de titres, contre 90,60 millions précédemment.

VALEURS	Cours de 29 mai	Cours de 28 mai
Alcoa	32 1/2	32 1/2
A.T.	24 1/8	24 1/8
Boeing	58 1/4	58 1/4
Chrysler	58 1/8	58 1/8
Du Pont de Nemours	58 1/8	58 1/8
General Motors	58 1/8	58 1/8
IBM	130 3/8	130 3/8
Intel	30 1/2	30 1/2
Johnson & Johnson	48 1/2	48 1/2
Merck	37 1/4	37 1/4
Pharmacia	47 1/8	47 1/8
Union Carbide	28 3/4	28 3/4
U.S. Steel	34 1/4	34 1/4
Westinghouse	40 1/8	40 1/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SIGNAUX. — En baisse de 6,7 % le 28 mai à la Bourse de Paris, l'action de la Compagnie de signaux et d'entreprises électriques n'a pas réagi à l'annonce de ses résultats 1984. Ceux-ci ont en effet porté sur une baisse de 8,57 millions de francs (incluant 75,22 millions de francs de provisions pour risques), contraignant la société à suspendre le paiement du dividende. En 1983, Signaux avait enregistré un bénéfice net de 24,4 millions de francs, pratiquement équivalent par rapport aux 24,4 millions de francs de l'exercice précédent. Selon la société, ce résultat négatif s'explique par « une baisse importante d'activité dans le secteur du télégraphe sémaphore 1984, accompagnée d'une augmentation sensible des frais financiers », mais aussi « par les difficultés rencontrées dans le déroulement de certains grands marchés à l'exportation » (Nigeria, Algérie, Libye). Au vu de ces résultats, la société a mis en place un plan général de redressement, comportant notamment une réduction des effectifs (deux cents personnes) de sections et sous-charges, des déinvestissements de certaines activités ou participations, « qui ne portera son plein effet qu'à moyen terme ».

ACCOR. — Le bénéfice net du groupe Accor, neuvième groupe hôte mondial et premier français avec plus de cinquante mille chambres, a progressé de 53,8 % en 1984 par rapport à 1983. Le bénéfice net consolidé d'Accor (part du groupe et hors éléments exceptionnels) est passé de 92,4 millions de francs en 1983 à 142 millions de francs en 1984, soit une augmentation de 53,8 %, ont appris les actionnaires lors de l'assemblée générale. Le volume d'affaires du groupe est passé de 8,13 milliards de francs à 9,861 milliards de francs, soit une progression de 21,3 % en un an.

Le dividende net fixé à 4,90 F par action (assorti d'un avoir fiscal de 2,45 F) sera mis en paiement à compter du 5 août prochain. Ce dividende, en progression de 16,7 % sur celui payé au titre de 1983, est distribué à un capital augmenté de 27,5 % au cours de l'exercice 1984.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 = 28 oct. 1984)

Valeurs françaises : 123,9 124,3

Valeurs étrangères : 106,3 107,8

C° DES AGENTS DE CHANGE (base 100 = 31 oct. 1983)

Indice général : 228,8 230,2

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 30 au 31 : 101,4 %

COURS DU DOLLAR À TOKYO

1 dollar (en yen) : 251,70 251,63

BOURSE DE PARIS Comptant

29 MAI

VALEURS	%	% de coupon	Cours	Préc.	Dernier cours
3 %	28 40	1 881	425	435	435
5 %	47 08	1 816	500	500	500
5 % ann. 45-84	2 462	2 462	271	271	271
Emp. 7 % 1873	52 21	52 21	1940	1936	1936
Emp. 8,50 % 77	118 40	0 169	2840	2836	2836
Emp. 8,50 % 78/83	97 88	8 845	3200	3200	3200
Emp. 8,50 % 78/85	17 80	4 076	358 50	361	361
Emp. 10,50 % 79/84	100 25	7 930	1100	1098	1098
Emp. 12,25 % 80/80	108 40	13 105	80	80	80
Emp. 13,50 % 80/87	108 82	8 548	80	80	80
Emp. 13,50 % 81/88	108 50	5 104	178 80	178	178
Emp. 15,75 % 81/87	112 50	12 023	1780	1851	1851
Emp. 16,25 % 82/80	118 50	8 061	128	128	128
Emp. 18 % 82	118 10	15 582	232	232	232
Emp. 18,75 % 81/87	145 20	5 308	163	163	163
Emp. 18,75 % 81/87	107 80	0 028	76	76	76
Emp. 20 % 82	144	144	254	254	254
Emp. 20 % 82	102 10	4 884	281	280	280
Emp. 20 % 82	102 70	4 884	102	102	102
Emp. 20 % 82	102 70	4 884	102	102	102
Emp. 20 % 82	102 70	4 884	102	102	102

VALEURS	Cours	Préc.	Dernier cours
Hydro. St-Denis	312	312	312
Hydro. St-Denis	312	312	312
Hydro. St-Denis	312	312	312
Hydro. St-Denis	312	312	312
Hydro. St-Denis	312	312	312
Hydro. St-Denis	312	312	312
Hydro. St-Denis	312	312	312
Hydro. St-Denis	312	312	312
Hydro. St-Denis	312	312	312
Hydro. St-Denis	312	312	312

VALEURS	Cours	Préc.	Dernier cours
Alcoa	32 1/2	32 1/2	32 1/2
A.T.	24 1/8	24 1/8	24 1/8
Boeing	58 1/4	58 1/4	58 1/4
Chrysler	58 1/8	58 1/8	58 1/8
Du Pont de Nemours	58 1/8	58 1/8	58 1/8
General Motors	58 1/8	58 1/8	58 1/8
IBM	130 3/8	130 3/8	130 3/8
Intel	30 1/2	30 1/2	30 1/2
Johnson & Johnson	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Merck	37 1/4	37 1/4	37 1/4
Pharmacia	47 1/8	47 1/8	47 1/8
Union Carbide	28 3/4	28 3/4	28 3/4
U.S. Steel	34 1/4	34 1/4	34 1/4
Westinghouse	40 1/8	40 1/8	40 1/8

VALEURS	Cours	Préc.	Dernier cours
Alcoa	32 1/2	32 1/2	32 1/2
A.T.	24 1/8	24 1/8	24 1/8
Boeing	58 1/4	58 1/4	58 1/4
Chrysler	58 1/8	58 1/8	58 1/8
Du Pont de Nemours	58 1/8	58 1/8	58 1/8
General Motors	58 1/8	58 1/8	58 1/8
IBM	130 3/8	130 3/8	130 3/8
Intel	30 1/2	30 1/2	30 1/2
Johnson & Johnson	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Merck	37 1/4	37 1/4	37 1/4
Pharmacia	47 1/8	47 1/8	47 1/8
Union Carbide	28 3/4	28 3/4	28 3/4
U.S. Steel	34 1/4	34 1/4	34 1/4
Westinghouse	40 1/8	40 1/8	40 1/8

Règlement mensuel

VALEURS	Cours	Préc.	Dernier cours
Alcoa	32 1/2	32 1/2	32 1/2
A.T.	24 1/8	24 1/8	24 1/8
Boeing	58 1/4	58 1/4	58 1/4
Chrysler	58 1/8	58 1/8	58 1/8
Du Pont de Nemours	58 1/8	58 1/8	58 1/8
General Motors	58 1/8	58 1/8	58 1/8
IBM	130 3/8	130 3/8	130 3/8
Intel	30 1/2	30 1/2	30 1/2
Johnson & Johnson	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Merck	37 1/4	37 1/4	37 1/4
Pharmacia	47 1/8	47 1/8	47 1/8
Union Carbide	28 3/4	28 3/4	28 3/4
U.S. Steel	34 1/4	34 1/4	34 1/4
Westinghouse	40 1/8	40 1/8	40 1/8

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours	Préc.	Dernier cours
Alcoa	32 1/2	32 1/2	32 1/2
A.T.	24 1/8	24 1/8	24 1/8
Boeing	58 1/4	58 1/4	58 1/4
Chrysler	58 1/8	58 1/8	58 1/8
Du Pont de Nemours	58 1/8	58 1/8	58 1/8
General Motors	58 1/8	58 1/8	58 1/8
IBM	130 3/8	130 3/8	130 3/8
Intel	30 1/2	30 1/2	30 1/2
Johnson & Johnson	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Merck	37 1/4	37 1/4	37 1/4
Pharmacia	47 1/8	47 1/8	47 1/8
Union Carbide	28 3/4	28 3/4	28 3/4
U.S. Steel	34 1/4	34 1/4	34 1/4
Westinghouse	40 1/8	40 1/8	40 1/8

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Préc.	Dernier cours
Alcoa	32 1/2	32 1/2	32 1/2
A.T.	24 1/8	24 1/8	24 1/8
Boeing	58 1/4	58 1/4	58 1/4
Chrysler	58 1/8	58 1/8	58 1/8
Du Pont de Nemours	58 1/8	58 1/8	58 1/8
General Motors	58 1/8	58 1/8	58 1/8
IBM	130 3/8	130 3/8	130 3/8
Intel	30 1/2	30 1/2	30 1/2
Johnson & Johnson	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Merck	37 1/4	37 1/4	37 1/4
Pharmacia	47 1/8	47 1/8	47 1/8
Union Carbide	28 3/4	28 3/4	28 3/4
U.S. Steel	34 1/4	34 1/4	34 1/4
Westinghouse	40 1/8	40 1/8	40 1/8

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. ENTREPRISE : « L'emploi et la gestion du patrimoine technologique », par Christian Bouteiller ; « Quelle flexibilité ? », par J.-L. Viora.
LU : lacocca, par Lee lacocca.

ÉTRANGER

3-4. PROCHE-ORIENT

5. EUROPE

6. AMÉRIQUES

7. AFRIQUE

POLITIQUE

8. Le débat sur la Nouvelle-Calédonie à l'Assemblée nationale.
« La RPR et ses militants », par Thomas Ferenca.
9. La colloque international sur les libertés et les droits de l'homme.
11. La communication officielle du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

- 12-13. La tragédie de la Coupe d'Europe de football à Bruxelles.
12. JUSTICE.
14. SPORTS.

CULTURE

15. ARTS : au Centre Georges-Pompidou, un nouveau musée sur un plateau.

LE MONDE DES LIVRES

19. Leonardo Sciascia : un esprit XVIII^e dans un corps XX^e.
26. Roger Gilbert-Lacombe et Roland Dumas.
28. Un grand roman érotique chinois.

SUPPLÉMENT

- 29 à 34. Le 36^e Salon international de l'aéronautique et de l'espace, au Bourget.

ÉCONOMIE

- 37-38. SOCIAL : le congrès des cadres de l'ÉF.

ÉTRANGER

CFM 89

Allié « le Monde » à Paris

232-14-14 et 720-52-97

à Bordeaux

(56) 45-88-55

Jeu 30 mai, à 18 h 45

La France pays des inégalités

PATRICK JARREAU et JACQUES SALVATOR animateurs du PARI

répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs

Débat conduit par FRANÇOIS KOCH

Vendredi 31 mai

Face au « Monde »

avec PHILIPPE CHABRIER

président de la Fédération internationale de tennis

RADIO-TÉLÉVISION (18)

INFORMATIONS

« SERVICES » (35) :

« Journal officiel » ; Mots croisés ; Loterie nationale ; Tac-o-tac ; Loto.

Annouces classées (36) ; Carnet (36) ; Programmes des spectacles (17-18) ; Marchés financiers (41).

Au « Monde »

LA SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS ET LA SOCIÉTÉ DES EMPLOYÉS FAVORABLES À L'AUGMENTATION DE CAPITAL

L'assemblée générale de la Société des rédacteurs du *Monde*, réunie le mercredi 29 mai, a approuvé à une large majorité la résolution présentée par son conseil d'administration, en vue de l'assemblée générale des porteurs de parts de la SARL *le Monde* convoquée le 31 mai. Cette résolution, qui « approuve globalement les différentes mesures prises ou envisagées par la gérance » et autorise celle-ci à augmenter le capital social par « création d'un maximum de 330 parts nouvelles dénommées parts D », a été adoptée par 452 parts (71,7 %) contre 64 parts (10,1 %), alors que 100 parts (15,8 %) s'abstiennent et qu'on dénombre 14 parts (2,2 %) nulles.

La Société des employés du *Monde*, réunie en assemblée générale la veille avait également approuvé la restructuration du capital social : 212 parts (94,4 %) ont voté pour, 6 parts (2,78 %) contre et 6 parts (2,78 %) se sont abstenues. L'Assemblée générale de la Société des cadres est convoquée ce jeudi 30 mai pour mandater ses représentants aux assemblées générales de la SARL.

NOUVELLES BRÈVES

● **Référendum le 9 juin en Italie sur l'échelle mobile des salaires.** — Un « référendum d'initiative populaire » aura lieu le 9 juin en Italie, à la demande de plus de 500 000 citoyens, sympathisants du Parti communiste, en vue d'abroger un décret-loi de février 1984 limitant l'application du système d'échelle mobile des salaires.

● **Un Mirage 2000 s'écrase en Corse.** — Un avion Mirage 2000, appartenant à la deuxième escadre de chasse, basée à Dijon, s'est écrasé au sol, dans la soirée du mercredi 29 mai, en Corse du sud. Le pilote, ayant fait fonctionner son siège éjectable, est sain et sauf. C'est le premier accident d'un Mirage 2000 depuis son entrée en service dans l'armée de l'air française.

● **Quatre hommes arrêtés après le viol de deux jeunes femmes à Puteaux.** — Quatre hommes ont été arrêtés à Paris et défilés au parquet, dans la soirée du mercredi 29 mai après avoir avoué le viol de deux jeunes femmes, pendant la nuit du 26 au 27 mai à Courbevoie (Hauts-de-Seine).

Les quatre hommes, Abdul Rahli, vingt-six ans, sans profession, Bechir Herizi, vingt-neuf ans, étudiant, Younine Harizi, vingt-sept ans, garde vigile et Younine Manoni, vingt-six ans, employé, demeurant à Puteaux (Hauts-de-Seine), sont de nationalité tunisienne.

Les deux jeunes femmes étaient allées se promener dimanche soir à la Défense. Alors qu'elles sortaient de la station du RER, elles ont été abordées par les quatre hommes qui, vers minuit, les ont entraînés dans un immeuble de la rue Victor Hugo à Courbevoie. Sous le menace d'un couteau, ils leur ont fait subir des violences sexuelles.

A B C D E F G

Au Nicaragua

Managua envisage d'accorder l'autonomie aux Indiens Miskitos

Le gouvernement de Managua a publié, mercredi 29 mai, un document en six points offrant l'autonomie aux groupes d'indiens indigènes de la province orientale de Zelaya, proche du Costa-Rica. Le projet propose aux représentants des différentes ethnies indiennes actuellement en rébellion contre les autorités sandinistes de participer à des conversations destinées à négocier un cessez-le-feu et à permettre, en particulier, à la minorité miskito de revenir progressivement sur son territoire traditionnel.

Le communiqué de la présidence présentant ces propositions est considéré, par des diplomates étrangers en poste à Managua, comme un geste de conciliation à l'égard des minorités ethniques indiennes de langue anglaise. L'offre gouvernementale, notent-ils toutefois, intervient deux jours après la rupture, à Bogota, de conversations de paix entre les sandinistes et le mouvement miskito Misurasata, dirigé par M. Brooklyn Rivera.

Le document du gouvernement regrette que M. Rivera ait interrompu « unilatéralement » ces négociations et il suggère de mettre sur pied des commissions nationale et régionales afin de « promouvoir le projet d'autonomie de la côte atlantique ». C'est en particulier sur cette question du statut d'autonomie administrative de leur région, réclamée par les Miskitos, qu'avaient buté les entretiens de Bogota.

Le gouvernement sandiniste avait procédé à un vaste déplacement de population peu après la révolution

de juillet 1979, chassant des milliers d'indiens Miskitos de leurs terres d'origine. Cette politique avait poussé ces ethnies à entrer en rébellion contre Managua. Parmi les mesures figurant dans le document publié mercredi, les autorités proposent la suspension de l'obligation pour les Indiens de posséder une carte d'identité et des autorisations de circulation à l'intérieur de la province de Zelaya.

D'autre part, le conseil du GATT (Accord général des tarifs douaniers et le commerce) n'a pas pris de décision majeure à l'issue de la réunion extraordinaire qui s'est tenue, mercredi, à Genève, pour examiner la plainte déposée le 7 mai par le Nicaragua contre l'embargo commercial et économique décidé par les États-Unis à son encontre. L'ensemble des délégations seront de nouveau consultées afin d'examiner comment cette question pourrait être débattue « une autre fois ».

M. FIDEL CASTRO MENACE D'ENVOYER DES RENFORTS EN ANGOLA

Le président cubain, M. Fidel Castro, a annoncé, mercredi 29 mai, à La Havane, que « pas un seul Cubain » ne quitterait l'Angola avant l'application de la résolution 435 des Nations unies et l'indépendance « réelle » de la Namibie. M. Fidel Castro a ajouté : « S'il faut envoyer plus de soldats, nous en enverrons. Deux cent mille Cubains sont passés en Angola ; s'il le faut, deux cent mille autres y passeront encore ».

En novembre dernier, Cuba et l'Angola avaient proposé un plan de retrait sur trois ans des troupes cubaines stationnées dans le sud de l'Angola, dès lors qu'il ne resterait plus en Namibie que mille cinq cents soldats sud-africains.

Le chef de l'État cubain a fait cette déclaration au moment où le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, effectuait une visite officielle à Cuba, et où M. Guy Peocoe, co-secrétaire de M. Mitterrand pour les affaires africaines et malgaches, se trouvait également dans la capitale cubaine.

D'autre part, au Cap, le ministre sud-africain de la défense, le général Magnus Malan, a affirmé que d'importantes quantités d'armes soviétiques ont été livrées, au cours des six derniers mois, à l'Angola, modifiant, selon lui, l'équilibre des forces en Afrique australe. Le général Malan a affirmé que l'Angola a reçu soixante-dix-neuf avions de chasse, dont vingt-huit Mig-23, et quarante-cinq hélicoptères. — (AFP).

(Lire page 7 l'article de Laurent Zecchini.)

M. JEAN-HERVÉ LORENZI NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DU CARREFOUR INTERNATIONAL DE LA COMMUNICATION

M. Jean-Hervé Lorenzi, conseiller au cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, vient d'être nommé directeur général du Carrefour international de la communication (CIC), que préside M^{me} Yvette Chassagne, présidente de l'Union des assurances de Paris. Cette nomination intervient après une phase préparatoire, alors que le Carrefour s'apprête à définir ses objectifs, il devient, que soit construit à la Tête-Défense l'arc qui devra l'abriter à partir de 1989.

[Né le 24 juillet 1947 à Toulon, M. Jean-Hervé Lorenzi est reçu premier en 1975 à l'agrégation de droit et sciences économiques. Professeur à l'université de Paris-XIII et à l'École normale supérieure, il est chargé de diverses missions d'expertise pour des administrations avant de devenir conseiller technique à la direction générale du groupe Havas (1978-1981). Conseiller technique au cabinet du ministre de la coopération et du développement, il est ensuite directeur adjoint de la DIELI (Direction des industries électroniques et de l'informatique) au ministère de l'industrie, puis conseiller technique au cabinet de ce ministère. Après un passage à la Direction générale des télécommunications, il devient, en août 1984, conseiller technique pour les universités au cabinet de M. Chevènement. Il est l'auteur, notamment, de *Mémoires volées*, avec notre collaborateur Éric le Boucher (Ramsey, 1979), et de *La Crise du vingtième siècle* (Economica, mars 1980).]

Le numéro du « Monde » daté 30 mai 1985 a été tiré à 436 751 exemplaires

Le Monde Infos Spectacles sur Minitel 615.91.77 + I.S.L.M.

Sur le vif

Mère

Écoute, Pétrice, c'est mon ventre. Et j'ai le droit de...
— Tu vois, t'en fais ce que tu veux. C'est pas le problème.

— C'est quoi le problème ?

— Enfin, Lolotte, tu sais très bien. C'est quand il en giclait de ton ventre, ce chiant, que...

— Pas du tout ! C'est très mignon, un bébé, c'est adorable. Et puis la question n'est pas là. J'ai besoin d'en avoir un. Point à la ligne.

— A ton âge, tu crois pas que...

— Quoi, mon âge ? Il y a des tas d'activités qui en ont à quarante ans et même plus. Tiens, Raquel Welch, il paraît qu'elle en veut un.

— Tu ne vas quand même pas te comparer à...

— Ça y est ! Tout de suite les remarques désagréables.

— Arrête, tu veux ! C'est une remarque de simple bon sens : t'es pas une star, t'es pas le fric, t'es pas le standing, t'es rien !

— Si, je gagne pas mal, là, maintenant. Je peux m'arranger.

— Tu te rends pas compte ! Tu y arriveras jamais. Les papiers, les bibelots, les baby-sitters, les petits pots, les...

— Tu pourrais un peu m'aider quand même !

— Là, sûrement pas ! Moi je dois bosser. Alors ton plan lardon, merci bien, mais non merci. Et puis, je ne suis pas là pour la vie, tu le sais très bien.

— Mais tu pars quand tu veux ! Je te retiens pas. Je me débrouillerai très bien sans toi.

— Tu parles ! Et quand il aura vingt ans, le gamin, toi, ça t'en fera... Tu y as pensé à ça ?

— Justement, je ne pense qu'à ça depuis la mort de mon père. Il me faut un contre poids. Un enfant, c'est la vie, c'est l'avenir...

— C'est un maximum d'émotions et une énorme responsabilité. Je t'assure, maman, t'es pas le droit de...

— Ah, je t'en prie, ne m'appelle pas maman. Je supporte pas. On dirait Raegen parlant à sa femme. C'est d'un ringard !

— Et toi, tu crois pas que tu fais ringard avec tes idées d'intello soixante-huitarde genre mon ventre à est à moi, et toutes ces conneries de femme libérée.

— Ça suffit comme ça, Pétrice ! Non, mais tu es tu es quel ton tu me prends ? Je ne suis pas ta copine. Je suis ta mère. Tu pourrais essayer de t'en souvenir.

CLAUDE SARRAUTE.

Le prochain championnat du monde d'échecs se déroulera à Moscou

Le second match pour le titre de champion du monde qui opposera, à partir du 2 septembre prochain, Karpov et Kasparov, aura lieu, comme cela était prévisible, à Moscou (le *Monde* daté 23 mai). L'annonce officielle en a été faite, le mercredi 29 juillet, à Madrid, par M. Florencio Campomanes, président de la Fédération internationale des échecs (FIDE).

M. Campomanes a précisé que « toutes les villes en compétition (Marseille, Londres et Moscou) étaient excellentes pour l'organisation du match. La principale différence entre elles a été faite par le désir des joueurs, qui préféreraient Moscou ». Il a ajouté que Moscou s'était engagé à augmenter le prix offert à hauteur de celui proposé par

Marseille, soit plus de 6 millions de francs.

Enfin, pour éviter la tentation du nul et la « perte de combativité » qui, selon M. Campomanes, ont caractérisé le précédent championnat du monde marathon à Moscou (interrompu par lui, le 15 février 1984, alors que Karpov menait par 5 points à 3), un système de prime sera instauré. Ce système consistera à concéder au vainqueur de chaque partie 5 % du prix offert (soit près de 300 000 francs par partie gagnée). Pour chaque rencontre nulle, les joueurs obtiendront 1 % de cette somme (40 000 francs) et 1 % ira dans les caisses d'assistance aux pays où les échecs sont en voie de développement (CACDEC). A la fin du championnat, le vainqueur recevra 5/8 et le vaincu 3/8 du solde des 6 millions de francs.

SCIENCE VIE
HORS SERIE
AVIATION 85

Fantastic !
le futur chasseur
«bionique»
de l'Air Force.
17 F EN VENTE PARTOUT

Omega Constellation
entraîné à l'épreuve du temps.

OMEGA
CHRONOMÈTRE
AUTOMATIQUE
COAXIAL

LOTO SPORTIF
DERNIER JOUR
31 MAI
31 Mai, dernier jour
de validation des bulletins
aux lieux et heures habituels du Loto.

50.000 من الأمان